

Histoires et quartiers. Méthodes, narrations, acteurs

Original

Histoires et quartiers. Méthodes, narrations, acteurs / De Pieri, Filippo; Caramellino, Gaia; Fijalkow, Yankel. - In: LES CAHIERS DE LA RECHERCHE ARCHITECTURALE, URBAINE ET PAYSAGÈRE. - ISSN 2606-7498. - ELETTRONICO. - 15:(2022), pp. 1-250. [10.4000/craup.10624]

Availability:

This version is available at: 11583/2973583 since: 2022-12-03T17:38:38Z

Publisher:

OpenEdition

Published

DOI:10.4000/craup.10624

Terms of use:

This article is made available under terms and conditions as specified in the corresponding bibliographic description in the repository

Publisher copyright

(Article begins on next page)



15 | 2022

Histoire et quartiers. Méthodes, narrations, acteurs

Neighborhoods and Narratives



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/10624>

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère, 15 | 2022, « Histoire et quartiers. Méthodes, narrations, acteurs » [En ligne], mis en ligne le 26 octobre 2022, consulté le 02 décembre 2022. URL : <https://journals.openedition.org/craup/10624>

Légende de couverture

Bâtiments intensifs construits par Ina Assicurazioni pour ses employés dans le quartier Tuscolano, Rome, 1968-1972

Crédits de couverture

INA AS, Fondo Storico Immobiliare

Ce document a été généré automatiquement le 2 décembre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

SOMMAIRE

Introduction. Histoire et quartiers

Gaia Caramellino, Filippo De Pieri et Yankel Fijalkow

Introduction. Neighborhoods and narratives

Gaia Caramellino, Filippo De Pieri et Yankel Fijalkow

Torre David au Venezuela : récits sur fond de politiques publiques menées par le gouvernement d'un « État magique »

Yaneira Wilson

Il était une fois le barrio El Libertador. De la construction de la maison à la formalisation d'un quartier précaire à Saint-Domingue (République dominicaine)

Darysleida Sosa Valdez

The Grand Ensemble of Orly-Choisy-le-Roi: the Construction, Deconstruction and Reconstruction of a Neighbourhood

Caterina Quaglio

Quelle histoire pour les quartiers d'architecture étrangère en Chine ? Entrecroisements des récits et des enjeux d'acteurs à Thames Town, en périphérie de Shanghai

Martin Minost

Residential Landscapes Sponsored by Companhia União Fabril (CUF) in Barreiro (1945-1972)

Promotion of Multi-Family Working-Class Housing in Post-WWII Portugal

Ana Vaz Milheiro et João Cardim

Coécrire l'histoire locale face à la démolition des quartiers populaires, de Plaisir (France) à Belo Horizonte (Brésil)

Elise Havard dit Duclos et Philippe Urvoy

Histoires et pratiques dissonantes dans un ghetto en devenir. Anthropologie contemporaine du cas de Venise

Antonella Di Trani

Au croisement des temporalités et des processus post-catastrophe : Canaan et le camp Corail

Astrid Lenoir

Du lieu de production à la production des lieux : histoire socio-matérielle de la brasserie Gruber dans son contexte territorial

Strasbourg-Koenigshoffen, 1828-1914

Nicolas Handtschoewercker

Du sol pour l'habitant au sol pour le vivant

L'histoire des traces génératrices de biodiversité dans le projet de recherche Morphobio Toulouse

Laura Girard, Constance Ringon et Anaïs Leger-Smith

Introduction. Histoire et quartiers

Gaia Caramellino, Filippo De Pieri et Yankel Fijalkow

- 1 L'histoire des quartiers connaît depuis ces dernières années un regain d'intérêt en lien avec les interrogations sur les objectifs qualitatifs des pratiques institutionnelles de l'urbanisme et sur le retour à l'échelle humaine et à la proximité¹. À l'heure de la mondialisation des flux et des échanges, l'inscription dans le temps des recompositions de l'espace architectural et urbain est supposée donner du sens et favoriser l'ancrage voire l'appropriation de l'espace².
- 2 Le renouvellement de la mobilisation de l'histoire concerne aussi bien l'habitat et le logement que les équipements de transport, l'emploi, le quartier et les relations de voisinage. C'est une histoire du quotidien qui se tisse et qui interroge l'intervention publique. Ainsi, le récit canonique de l'Homme et du Monument, faisant l'hagiographie d'une œuvre et d'un architecte, urbaniste ou paysagiste, perd de sa pertinence au regard des enjeux contemporains. La révolution des Annales³ se poursuit dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage.
- 3 Dans ce cadre, l'objet qu'est le quartier, comme lieu où s'entrecroisent des pratiques de construction et de représentation de l'espace situées à différents niveaux s'avère particulièrement pertinent. Sans doute, il est particulièrement idéologique, comme beaucoup de sociologues et de politistes l'ont montré⁴. Mais il fait dialoguer l'histoire de l'architecture et des villes avec l'intervention publique et permet de comprendre les intentions et les dynamiques de contestation, comme la confrontation de récits. En effet, non seulement les dispositifs narratifs développés par les acteurs obéissent à des structurations différentes, mais ils n'obéissent pas aux mêmes objectifs et intentions. La volonté performative qui caractérise l'intervention volontaire des pouvoirs publics⁵ n'est pas du même ordre que celle des habitants et des usagers soucieux de garantir leur implantation. L'espace narratif de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage obéit à des dynamiques de luttes et de compétition que le praticien ne peut ignorer, lui qui insère son « projet » dans le futur. Ainsi, la trame de la succession des événements transcrite par les différentes trames narratives prend son sens dans le cadre des enjeux spatiaux et sociaux. Le récit des « origines », des « causes » et des « conséquences » qui fait apparaître tel ou tel projet architectural, urbain et paysager comme « évident »

doit être dévoilé au praticien éclairé et averti ainsi qu'au chercheur, sensible à l'usage du passé même lorsqu'il n'est pas historien.

- 4 Tel est le sens de ce numéro sur « Histoires et quartiers », qui développe d'une part des aspects méthodologiques, épistémologiques et des stratégies de recherche et d'autre part la fabrication et les usages des récits avec les acteurs dans des contextes urbains spécifiques.

De la microanalyse aux jeux d'échelles

- 5 Les articles ont une provenance variée à la fois sur le plan des disciplines impliquées et sur celui des contextes géographiques pris en considération. Ils sont issus d'une pluralité de parcours de recherche qui ne sont pas toujours comparables dans leurs démarches ou dans leurs objectifs. La définition même de l'objet quartier — qu'il s'agisse d'une architecture, d'un secteur urbain, ou de l'habitat comme champ d'analyse — y est variable. Il existe toutefois des attitudes communes ou transversales qui méritent d'être signalées, car elles pointent des problématiques d'ordre général que l'histoire des quartiers doit aborder aujourd'hui. Le trait commun le plus remarquable est à chercher dans le caractère situé des recherches présentées dans cette collection. Quels que soient les enjeux intellectuels ou pratiques, ces études partagent une attention pour l'analyse détaillée d'un ou plusieurs cas qui s'offrent comme point d'entrée pour l'interprétation d'une problématique plus vaste⁶.
- 6 Cette préférence, qui s'explique en partie comme réponse aux sollicitations de notre appel à contributions, trouve ses points d'appui dans plusieurs changements de paradigme qui touchent à la fois les sciences sociales et les disciplines du projet et qui se traduisent par une méfiance à l'égard de formes de connaissance fondées sur des généralisations par trop simplistes. Contre les tendances à lire l'habitat à travers le filtre de la classification typologique⁷, ces études pratiquent une observation fine de contextes spécifiques comme étape d'une stratégie qui vise à atteindre des formes de généralisation plus sensibles aux nuances des cadres bâtis et des pratiques sociales.
- 7 Cette attitude favorable à l'observation microscopique prend des directions divergentes, qui vont des pratiques anthropologiques d'observation participante aux interrogations d'archives inspirées par les courants micro-historiques. Ce qui est en jeu est toujours une dimension de la compréhension qui dépasse, de beaucoup, les limites des objets ou des contextes étudiés : la microanalyse est le point de départ d'un mouvement de l'interprétation qui touche plusieurs échelles, en un aller-retour continu entre le particulier et le général. C'est bien un « jeu d'échelles » que les quartiers d'habitation — eux aussi multiscalaires presque par définition — invitent à pratiquer⁸.

Méthodes et outils : perspectives disciplinaires et hybridation

- 8 Ce numéro examine des tentatives d'hybridation interdisciplinaires entre pratiques de recherche, méthodologies et outils provenant de différents milieux disciplinaires : archives, ethnographies, histoire écrite par les institutions publiques, histoire orale⁹, observations de terrain ainsi que les dialogues méthodologiques dépassant les clivages

entre recherche quantitative et qualitative, observation subjective ou objective, micro et macro-histoire¹⁰, typologie architecturale et usages de l'espace.

- 9 Les auteurs offrent des perspectives disciplinaires différentes qui se traduisent dans des formes variées de recherche et d'écriture sur les histoires des quartiers étudiés. Les articles témoignent d'une pluralité de perspectives disciplinaires, tirées de l'anthropologie urbaine, la sociologie, l'observation ethnographique, l'histoire architecturale, urbaine, ou environnementale, l'histoire publique. L'enquête diachronique autour du logement et de l'habitat devient le terrain pour un échange entre chercheurs qui expérimentent plusieurs pratiques et outils de recherche.
- 10 La collection témoigne d'une tendance récente dans le milieu des études historiques sur l'habitat qui, au cours de la dernière décennie, ont sollicité des formes inédites de contamination et hybridation entre méthodologies, stratégies de recherche, outils et sources. Dans le cadre des articles du dossier, on trouve des tentatives fascinantes pour construire une histoire comparative ou un cadre transnational d'observation, de proposer des études typologiques ou encore d'entrecroiser la recherche d'archives avec les études de terrain, l'exploration ethnographique des transformations spatiales ou l'exploration anthropologique. Les articles témoignent d'une interaction poussée entre histoire de l'architecture et sciences sociales, mobilisant tour à tour approches quantitatives et observations microanalytiques, l'étude des expériences et des mémoires individuelles et collectives, les enquêtes de terrain, les entretiens menés dans des contextes urbains spécifiques. Ce numéro des *Cahiers* articule donc le constat de l'imbrication et de la multiplicité des récits et le questionnement plus opérationnel sur la manière d'intégrer cette complexité dans des stratégies urbaines et professionnelles, invitant à la coproduction des narrations et à l'intégration de celles-ci dans « l'histoire environnementale ».

Multiplicité, stratification et imbrication des narrations

- 11 Un thème récurrent des articles publiés dans ce numéro est représenté par la multiplicité des narrations qui peuvent être recueillies ou élaborées à partir d'un espace urbain. Plusieurs auteurs se penchent sur cette pluralité et en déconstruisent les rationalités, en soulignant les liens entre histoires possibles des quartiers et acteurs impliqués dans leur production et diffusion.
- 12 Le panorama qui en émerge conduit à s'interroger sur les positionnements de la recherche face à l'abondance de récits diachroniques stratifiés sur les quartiers, dont une partie ne circule pas dans la littérature académique mais plutôt à travers des formes de transmission orale ou écrite véhiculées par des réseaux politiques, administratifs, professionnels, associatifs, d'habitants, etc¹¹. On arrive ainsi à questionner la « demande d'histoire » de la part des aménageurs et d'autres groupes sociaux, et la nécessité d'élaborer des récits historiques capables de se saisir des questions posées par les transformations des lieux mais aussi sur le risque de produire des espaces atemporels, factices ou « présentistes¹² ».
- 13 Le rôle du chercheur peut ici être identifié non seulement dans l'élaboration d'une documentation et une critique des représentations existantes, mais aussi dans la production de narrations alternatives ou complémentaires à celles-ci. Les recherches témoignent à la fois d'une pluralité synchronique — où différentes histoires se trouvent en compétition dans un quartier à un moment donné — ou diachronique — où certaines

phases historiques de la transformation d'un quartier semblent s'accompagner de l'hégémonie de certains récits sur d'autres.

- 14 L'intersection diachronique entre plusieurs récits et la mobilisation de multiples dispositifs narratifs de la part de différents acteurs, pendant des phases distinctes de l'histoire du bâtiment, est évoquée dans l'article de Yaneira Wilson Wetter « Torre David au Venezuela : récits sur fond de politiques publiques menées par le gouvernement d'un "État magique" ». Cette recherche permet de croiser l'histoire des politiques du logement au Venezuela pendant les vingt-cinq dernières années, les discours gouvernementaux sur les quartiers informels, l'histoire des formes d'appropriation de l'espace de la tour à l'initiative des occupants. Cette imbrication de trames narratives se reflète dans une hybridation méthodologique qui rassemble enquêtes de terrain, analyses de représentations et discours institutionnels, récits des habitants, éléments d'histoire politique, anthropologie urbaine.
- 15 Parmi les articles qui proposent de réfléchir sur les diverses temporalités structurées par les récits, on relève celui de Darysleida Sosa Valdez « Il était une fois le *barrio* El Libertador. De la construction de la maison à la formalisation d'un quartier précaire à Saint-Domingue (République dominicaine) ». La narration se construit dans ce cas sur trois récits récoltés lors d'une enquête ethnographique conduite pendant trois années, entre 2016 et 2018, en coïncidence avec différentes étapes de la construction des habitations et du processus de densification, consolidation et formalisation du quartier. Ceci permet de mieux comprendre les périodisations de la construction et rénovation des habitations du quartier, produites par l'intersection de l'observation des intentions des habitants et usagers, des réseaux d'entraide et des implications des politiques urbaines.
- 16 L'idée que l'histoire de l'habitat peut contribuer à questionner les « limites » associées à un quartier, telles qu'elles sont définies par les acteurs de l'aménagement, est au centre de l'article de Caterina Quaglio, « The Grand Ensemble of Orly-Choisy-le-Roi: the Construction, Deconstruction and Reconstruction of a Neighbourhood » (« Le Grand Ensemble d'Orly-Choisy-le-Roi : la construction, déconstruction et reconstruction d'un quartier »). En traçant l'histoire du grand ensemble, du moment de sa construction aux programmes de réhabilitation et renouvellement menés jusqu'à aujourd'hui dans le cadre de la politique de la Ville, l'auteure s'interroge sur le rôle que les différentes perceptions des délimitations spatiales ont sur l'environnement physique et sur la production des récits et imaginaires collectifs.
- 17 La production synchronique des narrations multiples et ses intersections dans l'étude de l'histoire des quartiers contemporains est au centre de l'article de Martin Minost « Quelle histoire pour les quartiers d'architecture étrangère en Chine ? Entrecroisements des récits et des enjeux d'acteurs à Thames Town, en périphérie de Shanghai ». La reconstruction de l'histoire récente de la ville nouvelle de Thames Town, construite autour de Shanghai dans le cadre du programme One City Nine Towns, devient le terrain pour identifier les récits, complémentaires ou alternatives, qui ont été élaborés par une pluralité d'acteurs différents impliqués dans le projet.

Demande d'histoire, coproduction, participation

- 18 Une partie importante des articles recueillis dans ce numéro touche aux implications pratiques de la recherche, notamment sur le plan de l'aménagement et de la

transformation urbaine. En particulier, de nombreux auteurs s'interrogent sur le statut du chercheur et son rôle actif non seulement dans la production d'histoires mais aussi dans la médiation avec les habitants et les experts. On peut envisager les histoires de quartiers comme le résultat d'une négociation où les experts se trouvent à coproduire leurs interprétations dans le cadre d'un dialogue avec des récits élaborés sur des scènes différentes, notamment politiques, et portés par des acteurs ayant des objectifs et des formes de communication variés.

- 19 Dans ce cadre, une pluralité d'interprétations du rôle du chercheur s'avère possible. L'histoire des quartiers peut être envisagée comme outil de médiation sociale, contribuant à la construction d'une identité partagée ; comme instrument révélateur de fractures et de conflits, qui peut rendre visible des asymétries dans la distribution du pouvoir et des ressources ; finalement, dans une lecture plus radicalement militante du travail de reconstruction du passé, comme support à des revendications urbaines portées par des groupes spécifiques d'acteurs auxquels la recherche veut redonner voix.
- 20 Observées depuis cette perspective, les recherches historiques intégrant une méthodologie d'enquête participative et mobilisant des formes de narration et représentation non académiques posent le problème de la coordination des récits et des mémoires, l'apport du témoignage face à l'archive, et plus largement de l'empilement narratif. Face à des groupes mémoriels et patrimoniaux et à leurs outils, l'apport de l'architecte, de l'urbaniste ou du paysagiste pourra être abordé dans la production d'une histoire commune ou consolidée, voire d'une histoire comme un bien commun, capable en même temps d'intégrer une pluralité de perspectives, même potentiellement conflictuelles¹³.
- 21 L'article de Ana Vaz Milheiro et João Cardim, « Residential Landscapes Sponsored by Companhia União Fabril (CUF) in Barreiro (1945-1972). Promotion of Multi-Family Working-Class Housing in Post-WWII Portugal » (« Paysages résidentiels sponsorisés par Companhia União Fabril à Barreiro (1945-1972). Promotion de l'habitat ouvrier collectif dans le Portugal d'après-guerre ») mobilise une pluralité de sources pour convoquer sur la scène de l'histoire urbaine portugaise des acteurs dont les logiques de coproduction de l'espace n'ont pas encore été observées dans leurs imbrications. En étudiant les stratégies d'intervention corporatives d'une grande entreprise chimique dans la construction de logement pour la classe ouvrière au Portugal entre 1945 et 1972, la recherche analyse l'interaction des différents acteurs avec le cadre des lois et des politiques urbaines et interroge les traces laissées sur le terrain et le paysage urbain.
- 22 Dans l'article « Coécrire l'histoire locale face à la démolition des quartiers populaires, de Plaisir (France) à Belo Horizonte (Brésil) », les deux auteurs, Philippe Urvoy et Élise Harvard dit Duclos, proposent une perspective comparative pour analyser des expériences de recherche collaborative conduites à Plaisir, en France, et à Belo Horizonte, au Brésil, à travers des formes de coproduction de l'histoire locale par des groupes d'habitants et des experts chercheurs. Dans ce cas, les dynamiques inédites de participation et médiation entre habitants et experts témoignent de l'intention de s'opposer aux programmes de démolition proposés par les deux municipalités dans le cadre des opérations de rénovation urbaine. L'article s'interroge sur les implications d'une telle méthodologie pour la production de lectures de l'espace des deux quartiers qui sont conçues comme résultat d'une négociation.

- 23 Les usages dissonants de l'histoire locale sont aussi au centre de l'article de Antonella Di Trani, « Histoires et pratiques dissonantes dans un ghetto en devenir. Anthropologie contemporaine du cas de Venise », qui observe, depuis une perspective issue de l'anthropologie urbaine, les pratiques et formes d'appropriation de l'espace du ghetto de Venise par des acteurs qui enregistrent les différentes transformations matérielles et sociales en élaborant des récits sur des scènes différentes avec des formes de communication variées. Les histoires dissonantes produites par la communauté de jeunes hassidiques récemment installée dans le ghetto et celles des juifs qui vivent dans d'autres quartiers de Venise mobilisent différents sens d'appartenance au lieu. On assiste ainsi à un processus de réactivation de l'histoire du ghetto ; de nouvelles significations, différents usages de l'histoire émergent, accompagnés par l'effort de se réapproprier des productions savantes sur l'histoire du ghetto pour construire un récit local commun.
- 24 « Au croisement des temporalités et des processus post-catastrophe : Canaan et le camp Corail » d'Astrid Lenoir, compte parmi les articles qui réfléchissent sur le rôle du chercheur et sur les formes de coproduction de l'histoire des lieux comme outil de médiation sociale et construction d'une identité partagée pour s'opposer aux interventions récentes. L'auteure y offre une perspective nouvelle pour observer l'histoire d'un camp de logement provisoire.

Une histoire environnementale des quartiers ?

- 25 Un troisième volet peut être identifié, qui rassemble les articles à la recherche de nouvelles perspectives d'enquête sur des objets d'étude pouvant paraître, à première vue, relativement traditionnels. Le travail du chercheur consiste alors à mobiliser de nouveaux questionnements et/ou de nouvelles stratégies de travail pour observer les transformations de l'habitat urbain à partir d'un angle inédit. La question des sources devient ici centrale, car ce n'est souvent qu'à partir d'une diversification des sources disponibles à l'enquête que la remise en cause de la compréhension d'un objet ou d'un paysage bâti peut s'avérer heuristiquement productive.
- 26 C'est en particulier le cas de certains travaux montrant un intérêt pour les méthodes et les outils d'analyse propres de l'histoire environnementale. Si l'étude de l'histoire des villes contemporaines sous la perspective de leur rapport avec les ressources naturelles est bien établie dans la recherche francophone¹⁴, dresser une histoire environnementale des quartiers représente un défi plus spécifique et moins exploré. Ce n'est que très récemment que les histoires des quartiers d'habitation du XX^e siècle se sont ouvertes à la potentialité d'un regard qui replace la notion de nature — aussi ambiguë soit-elle — au centre de l'analyse¹⁵.
- 27 Dans les deux articles sur Strasbourg et Toulouse publiés ici — « Du lieu de production à la production des lieux : histoire socio-matérielle de la brasserie Gruber dans son contexte territorial. Strasbourg-Koenigshoffen, 1828-1914 », de Nicolas Handtschoewercker, et « Du sol pour l'habitant au sol pour le vivant. L'histoire des traces génératrices de biodiversité dans le projet de recherche Morphobio Toulouse », de Laura Girard, Constance Ringon et Anaïs Leger-Smith —, les auteurs offrent un bon exemple de ce changement de point de vue dans l'étude des paysages résidentiels, grâce à une approche des études urbaines qui interroge les rapports entre savoir historique et sciences naturelles et se montre sensible à une intégration des questions portant sur

la modification de la nature et des écosystèmes. On retrouve ici l'influence de la notion de seconde nature mise en avant par William Cronon¹⁶. Le quartier est un écosystème à plusieurs échelles emboîtées, structuré par des interdépendances et par des flux d'échanges que seule une approche multisituée peut décrire dans leur complexité. Cette écologie chère à Descola¹⁷ replace les rapports nature/culture dans une perspective différente.

- 28 En définitive, ce numéro des *Cahiers* sur « Histoires et quartiers » montre la diversité des angles d'approches possibles, disciplinaires et transdisciplinaires en réponse aux enjeux d'aménagement et aux habitants. Lieu d'imbrication des narrations, le quartier montre, encore une fois, son potentiel d'innovation.

BIBLIOGRAPHIE

Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace, *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.

Antoine Burguière, *L'École des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.

William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, W.W. Norton, 1991.

Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, vol. 1, Paris, Gallimard, 2005.

Yankel Fijalkow (éd.), *Dire la ville c'est faire la ville : la performativité des discours sur l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2017.

John Foot, « MicroHistory of a House. Memory and Place in a Milanese Neighborhood, 1890–2000 », *Urban History*, 34, n° 3, 2007, p. 431-453.

Stéphane Frioux (éd.), *Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XX^e siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020.

Carlo Ginzburg et Carlo Poni, « La Micro-Histoire », *Le Débat*, 10, 2007, p. 133-136.

François Hartog, *Évidence de l'histoire : ce que voient les historiens*, vol. 5, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2005.

Jeanne Haffner (éd.), *Landscapes of Housing: Design and Planning in the History of Environmental Thought*, Abingdon, Routledge, 2022.

Benoît Jallon, Umberto Napolitano, Franck Boutté (éds.), *Paris Haussmann. Modèle de ville*, Zürich, Park Books, 2017.

Ariella Masbouni, Antoine Petitjean (dir.), *La Ville, matière vivante*, Paris, Éditions Parenthèses, 2021.

Suleiman Osman, *The Invention of Brownstone Brooklyn: Gentrification and the Search for Authenticity in Postwar New York*, New York, Oxford University Press, 2011.

Philippe Panerai, Jean Castex, Jean-Charles Depaule, *Formes urbaines : de de l'îlot à la barre*, Paris, Parenthèses, 2001.

Jean-Claude Passeron, Jacques Revel (éds.), *Penser par cas*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2005.

Clarence A. Perry, « The Neighborhood Unit. A Scheme of Arrangement for the Family-life Community », *Regional Survey of New York and its Environs. Neighborhood and Community Planning*, 7, New York, Russell Sage Foundation, 1929, p. 22-140.

Audrey Petty (éd.), *High Rise Stories: Voices from Chicago Public Housing*, San Francisco, Voice of Witness, 2013.

Harold M. Proshansky, « The city and self-identity », *Environment and behavior*, 10, 2, 1978, p. 147-169.

Gregory Quenet, *Qu'est-ce que l'histoire environnementale ?*, Seyssel, Champ Vallon, 2014.

Jacques Revel (éd.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996.

Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1994.

NOTES

1. Clarence A. Perry, « The Neighborhood Unit. A Scheme of Arrangement for the Family-life Community », *Regional Survey of New York and its Environs. Neighborhood and Community Planning*, 7, New York, Russell Sage Foundation, 1929, p. 22-140 ; Ariella Masbouni, Antoine Petitjean (dir.), *La Ville, matière vivante*, Paris, Éditions Parenthèses, 2021.
2. Harold M. Proshansky, « The City and Self-Identity », *Environment and Behavior*, 10, 2, 1978, p. 147-169.
3. Antoine Burguière, *L'École des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.
4. Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace, *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.
5. Yankel Fijalkow (éd.), *Dire la ville c'est faire la ville : la performativité des discours sur l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
6. Jean-Claude Passeron, Jacques Revel (éds.), *Penser par cas*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2005.
7. Philippe Panerai, Jean Castex, Jean-Charles Depaule, *Formes urbaines : de de l'îlot à la barre*, Paris, Parenthèses, 2001 ; Benoît Jallon, Umberto Napolitano, Franck Boutté (éds.), *Paris Haussmann. Modèle de ville*, Zürich, Park Books, 2017.
8. Jacques Revel (éd.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996.
9. John Foot, « MicroHistory of a House. Memory and Place in a Milanese Neighborhood, 1890-2000 », *Urban History*, 34, n° 3, 2007, p. 431-453.
10. Carlo Ginzburg, Carlo Poni, « La Micro-Histoire », *Le Débat*, 10, 2007, p. 133-136.
11. Suleiman Osman, *The Invention of Brownstone Brooklyn: Gentrification and the Search for Authenticity in Postwar New York*, New York, Oxford University Press, 2011 ; Audrey Petty (éd.), *High Rise Stories: Voices from Chicago Public Housing*, San Francisco, Voice of Witness, 2013
12. François Hartog, *Évidence de l'histoire : ce que voient les historiens*, vol. 5, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2005.
13. Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
14. Gregory Quenet, *Qu'est-ce que l'histoire environnementale ?*, Seyssel, Champ Vallon, 2014 ; Stéphane Frioux (éd.), *Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XX^e siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020.

15. Jeanne Haffner (éd.), *Landscapes of Housing: Design and Planning in the History of Environmental Thought*, Abingdon, Routledge, 2022.
 16. William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, W.W. Norton, 1991.
 17. Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, vol. 1, Paris, Gallimard, 2005.
-

AUTEURS

GAIA CARAMELLINO

Architecte, historienne, professeure associée en histoire de l'architecture et histoire urbaine à l'école d'architecture, d'urbanisme et de construction (AUIC) du Politecnico di Milano, chercheuse au département d'architecture et d'urbanisme (DASTU), membre du conseil de surveillance du programme de doctorat en architecture, histoire et design (DASP) de l'École polytechnique de Turin.

FILIPPO DE PIERI

Historien de l'architecture, professeur au Politecnico di Torino, DAD (Dipartimento di Architettura e Design). Ses recherches portent sur l'histoire des villes européennes et asiatiques, sur l'histoire socio-architecturale de l'habitat (XIX^e-XXI^e siècles), sur les croisements entre histoire de l'architecture et histoire publique.

YANKEL FIJALKOW

Sociologue et urbaniste, professeur HDR en sciences humaines et sociales en architecture (SHSA) à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine (ENSAPVS), chercheur au sein de l'UMR 7218 LAVUE (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement), codirecteur du Centre de recherche sur l'habitat (LAVUE).

Introduction. Neighborhoods and narratives

Gaia Caramellino, Filippo De Pieri et Yankel Fijalkow

- 1 In recent years, the history of neighborhoods has seen a resurgence of interest, with regard to questions about the qualitative objectives of institutional urban planning practices, and the return to human scale and proximity¹. In the era of flow and trade globalization, inscribing architectural and urban spatial recomposition in time is expected to give meaning and encourage the anchoring and appropriation of space².
- 2 Renewing the mobilization of history concerns not only habitat and housing, but also transportation facilities, employment, and neighborhood relations. It is a narrative of everyday life, being woven and questioning public intervention. Thus, the canonical narrative of the Man and the Monument, providing a hagiography of a work, an architect, an urban planner or a landscape designer, loses its relevance with regard to contemporary issues. The revolution of the Annals³ continues in the field of architecture, urbanism and landscape.
- 3 In this context, the neighborhood as an object, as a place where construction practices and different levels of spatial representation intersect, proves particularly relevant. As many sociologists and political scientists have shown, it is without a doubt particularly ideological⁴. Nevertheless, it brings the history of architecture and cities into dialogue with public intervention, allowing us to understand the intentions and dynamics of contestation, such as the confrontation of narratives. Indeed, the narrative devices developed by actors do not obey the same structures, nor the same objectives and intentions. The performative will that characterizes the voluntary intervention of public authorities⁵ is not of the same order as that of inhabitants and users concerned with guaranteeing their implantation. The narrative space of architecture, urbanism and landscape adheres to dynamics of struggle and competition, which practitioners cannot ignore as they insert their “project” into the future. Thus, the sequence of events transcribed by different narrative frameworks make sense within the context of spatial and social issues. The narrative of “origins”, “causes” and “consequences” that makes an architectural, urban and landscape project appear “obvious” must be

revealed to enlightened and informed practitioners, as well as researchers who are sensitive to past uses, even if they are not historians.

- 4 This is the focus of this issue on “Neighborhoods and Narratives” which, on the one hand, develops methodological and epistemological components as well as research strategies, and on the other, explores the production and use of narratives with actors in specific urban contexts.

From microanalysis to games of scale

- 5 The articles come from various disciplinary backgrounds and geographic contexts. Their diverse research paths are not always comparable in terms of approach or objective. The very definition of the neighborhood as object changes depending on the field of analysis, be it architecture, an urban sector, or housing. There are noteworthy common or transversal attitudes, however, pointing to general problems that the history of neighborhoods must address today. The most remarkable commonality lies in the situated nature of the research presented in this collection. Regardless of the intellectual or practical issues at stake, these studies all focus on the detailed analysis of one or more cases, serving as points of departure for the examination of a larger problem⁶.
- 6 This preference, which is partly explained as a response to the solicitations of our call for papers, finds its support in several paradigm shifts that affect both the social sciences and project disciplines, resulting in a distrust of knowledge based on overly simplistic generalizations. Challenging tendencies to read housing through the lens of typological classification⁷, these studies employ fine-grained observation of specific contexts as a strategical step in achieving forms of generalization that are more sensitive to the nuances of built settings and social practices.
- 7 This pro-microscopic observation attitude takes divergent paths, ranging from anthropological practices of participant observation, to archival interrogations inspired by micro-historical currents. At stake is always a dimension of understanding, stretching far beyond the limits of the subjects or contexts studied: microanalysis is the starting point for an interpretive movement involving several scales, in a constant exchange between the specific and the general. It is indeed a “game of scales” that residential areas — which are also multiscale almost by definition — encourage us to play⁸.

Methods and tools: disciplinary perspectives and hybridization

- 8 This issue examines attempts at interdisciplinary hybridization among research practices, methodologies, and tools from different disciplinary backgrounds. This includes archives, ethnographies, history written by public institutions, oral history⁹, field observations, as well as methodological dialogues bridging the gap between quantitative and qualitative research, subjective or objective observation, micro and macro history¹⁰, architectural typology, and uses of space.
- 9 The authors offer different disciplinary perspectives that are reflected in various forms of research and writing about the histories of the neighborhoods studied; and are

drawn from urban anthropology, sociology, ethnographic observation, architectural, urban, or environmental history, and public history. The diachronic investigation around housing and habitat becomes the ground for an exchange between researchers who experiment with various research practices and tools.

- 10 The collection reflects a recent trend in historical housing studies that, over the past decade, has called for new forms of contamination and hybridization between methodologies, research strategies, tools and sources. The articles in the dossier include fascinating attempts at constructing a comparative history or a transnational framework of observation, proposing typological studies or intersecting archival research with field studies, ethnographic analyses of spatial transformation, or anthropological investigations. The articles testify to a strong interaction between architectural history and the social sciences, in turn mobilizing quantitative approaches and micro-analytical observations, the study of individual and collective experiences and memories, field surveys, and interviews conducted in specific urban contexts. This issue of *The Cahiers* thus addresses the interweaving and multiplicity of narratives, along with the more operational issue of how to integrate this complexity into urban and professional strategies, inviting the co-production of narratives and their inclusion in “environmental history”.

Multiple, stratified, and intersected narratives

- 11 A recurrent theme in the articles published in this issue is the multiplicity of narratives that can be collected or produced around an urban space. Several authors reflect on this plurality and try to analyze its rationale, highlighting the connections between the possible histories of neighborhoods and the multiple actors involved in their production and dissemination.
- 12 The overview that emerges leads us to question the positioning of research, given the wealth of stratified diachronic narratives on neighborhoods, some of which do not circulate within academic literature but rather through forms of oral or written transmission, conveyed by political, administrative, professional, associative and residents’ networks, etc.¹¹ This raises questions about the ‘demand for history’ on the part of planners and other social groups, and the need to produce historical narratives capable of grasping the questions raised by the transformation of places, but also the risk of producing atemporal, factitious or ‘presentist’ spaces¹².
- 13 The role of the researcher can here be identified not only in the work of documenting and critiquing already existing representations, but also in producing alternative or complementary narratives. The research testifies both to a synchronic plurality — where different stories seem to “compete” in the neighborhood at a given time — and a diachronic plurality — where certain historical phases of the neighborhood’s transformation seem to be marked by the hegemony of certain narratives over others.
- 14 The diachronic intersection between multiple narratives, and the use of a plurality of narrative devices by different actors during distinct phases of the building’s history, is discussed in Yaneira Wilson Wetter’s article “Torre David au Venezuela : récits sur fond de politiques publiques menées par le gouvernement d’un ‘État magique’” (“Torre David in Venezuela: Narratives against the Backdrop of Public Policies Conducted by the Government of a ‘Magic State’”). This investigation enables a cross-referencing of the history of Venezuelan housing policies over the last twenty-five years, with

governmental discourses on informal settlements, and the history of forms of resident-initiated appropriation of the tower space.

- 15 This interweaving of narratives is reflected in a methodological hybridization that combines field surveys, analyses of institutional representations and discourses, residents' narratives, elements of political history, and urban anthropology.
- 16 Among the articles that reflect on the various temporalities framed by narratives is that of Darysleida Sosa Valdez "Il était une fois le *barrio* El Libertador. De la construction de la maison à la formalisation d'un quartier précaire à Saint-Domingue (République dominicaine)" ("Once upon a time, in the *barrio* Libertador. From the home's construction to slum upgrading in Santo Domingo, Dominican Republic"). In this case, the narration builds upon three stories recorded during an ethnographic survey, conducted over the course of three years, between 2016 and 2018. This period coincides with different stages of housing construction and the neighborhood's densification, consolidation, and formalization processes; which allows for a deeper understanding of the periodization of the construction and renovation of the neighborhood's houses, by intersecting analyses of inhabitants' aspirations and users' intentions, mutual aid networks, and the implications of urban and planning policies.
- 17 The assumption that the history of habitat can contribute to questioning the 'limits' associated with a neighborhood, as defined by the diverse actors involved in the planning process, is at the center of Caterina Quaglio's article "The Grand Ensemble of Orly-Choisy-le-Roi: the Construction, Deconstruction and Reconstruction of a Neighbourhood". By tracing the history of the Grand Ensemble, from the time of its construction, to the rehabilitation and renewal programs carried out up until today as part of the *politique de la Ville*, the author questions the role that different perceptions of spatial delimitation have played on the physical environment and the production of collective narratives and imaginaries.
- 18 The synchronic production of multiple narratives and their intersection in the historical study of contemporary neighborhoods is the focus of Martin Minost's article, "Quelle histoire pour les quartiers d'architecture étrangère en Chine? Entrecroisements des récits et des enjeux d'acteurs à Thames Town, en périphérie de Shanghai" ("Which history for the neighbourhoods featuring foreign architecture in China? The interweavings of narratives and actors' issues in Thames Town in the outskirts of Shanghai"). Built around Shanghai as part of the "One City Nine Towns" program, the reconstruction of the recent history of the new city of Thames Town becomes a terrain for identifying the complementary or alternative narratives that have been developed by a range of different actors involved in the project.

Demand for history, co-production and participation

- 19 A significant number of articles collected in this special issue deal with the practical implications of research, especially with regard to urban planning and transformation. In particular, several authors question the status of researchers and their active role, both in the production of histories and in mediation with residents and experts. Neighborhoods' histories can be seen as the result of a negotiation process, in which experts co-produce their interpretations within the framework of a dialogue with other narratives, arising from different arenas, especially political ones, and carried by actors with contrasting objectives and forms of communication.

- 20 In this context, multiple interpretations of the researcher's role are possible. The history of neighborhoods can be seen as a tool for social mediation, contributing to the construction of shared identities. It also serves as an instrument for revealing divisions and conflicts, which can expose asymmetries in the distribution of power and resources. Finally, in a more radically militant understanding of reconstructing the past, it can additionally be seen as support for urban demands made by specific groups of actors to whom the research seeks to give voice.
- 21 Examined from this perspective, the historical research integrating participatory inquiry methods and involving non-academic forms of narration and representation raises questions regarding the coordination of narratives and memories, the contribution of oral testimonies in relation to archival research, and, more broadly, the accumulation of narratives. Facing memorial and heritage groups and their tools, the contribution of the architect, the urban planner, or the landscape designer could be addressed in the production of a common or consolidated history, or even of history as a common good, simultaneously capable of integrating a plurality of perspectives, even potentially conflicting ones¹³.
- 22 Ana Vaz Milheiro and João Cardim's article, "Residential Landscapes Sponsored by Companhia União Fabril (CUF) in Barreiro (1945-1972). Promotion of Multi-Family Working-Class Housing in Post-WWII Portugal", draws on a variety of sources to introduce actors into Portuguese urban history, whose intertwined spatial co-production logics have not yet been observed. By studying the corporate intervention strategies of a large chemical company in the construction of working-class housing in Portugal between 1945 and 1972, the research analyzes the interaction of different actors within the framework of urban laws and policies, questioning the traces left on the ground and in the urban landscape.
- 23 In the article "Coécrire l'histoire locale face à la démolition des quartiers populaires, de Plaisir (France) à Belo Horizonte (Brésil)" (Co-Producing Local History in the Face of the Demolition of Poor Urban Districts, Experiences from Plaisir (France) and Belo Horizonte (Brazil)), Philippe Urvoy and Élise Harvard dit Duclos propose a comparative perspective of their analysis of collaborative research conducted in Plaisir, France, and Belo Horizonte, Brazil, through forms of local history co-production by groups of residents and researchers. In this case, the dynamics of participation and mediation between inhabitants and experts reveal the intention to oppose the demolition programs proposed by the two municipalities, through urban renewal operations. The article examines the impact of such a method in producing spatial interpretations of both neighborhoods, which are conceived as being the result of negotiation.
- 24 The dissonant use of local history is also the focus of Antonella Di Trani's article, "Histoires et pratiques dissonantes dans un ghetto en devenir. Anthropologie contemporaine du cas de Venise" ("Dissonant Histories and Practices in a Ghetto in the Making, Contemporary Anthropology of the Case of Venice"), which approaches actors' practices and forms of spatial appropriation in a Venetian Ghetto, from an urban anthropological perspective. These actors record different material and social transformations by creating narratives in various contexts, and using several forms of communication. Dissonant stories emerge among the community of young Hasidic people recently settled in the ghetto, and those of Jewish people living in other parts of Venice, creating different senses of belonging to the place. Thus, we witness a process

of the Ghetto's history being reactivated, whereby new meanings and different uses of history emerge, accompanied by efforts to reappropriate academic works on the history of the Ghetto, in order to build a common local narrative.

- 25 “Au croisement des temporalités et des processus post-catastrophe : Canaan et le camp Corail” (“At the Intersection of Post-Disaster Processes and Temporalities: Canaan and the Camp Corail”), by Astrid Lenoir is one of the articles that reflects on the role of researchers and on forms of co-production with regard to history of place, as tools for social mediation and the construction of a shared identity in order to oppose recent transformation projects. Here, the author offers a new perspective to observe the history of a temporary housing camp.

An environmental history of neighborhoods?

- 26 A third section brings together the articles that seek new approaches of investigation for topics that may seem, at first glance, relatively traditional. In this case, the researcher's work consists of mobilizing new questions and/or work strategies to observe the transformations of urban housing from an unexpected angle. The question of sources becomes central here, as it is often a diversification of an investigation's available sources that proves the examination of the understanding of a topic or a built landscape to be heuristically productive.
- 27 This is especially true with regard to the interest shown by certain works in the methods and tools of analysis specific to environmental history. While the study of the history of contemporary cities from the perspective of their relationship with natural resources is well established in Francophone research¹⁴, drawing up an environmental history of neighborhoods represents a more specific and less explored challenge. It is only very recently that histories of twentieth-century residential neighborhoods have opened up to the potential of an outlook that places the notion of nature — as ambiguous as it may be — at the center of the analysis¹⁵.
- 28 In the two articles on Strasbourg and Toulouse that appear in this collection — “Du lieu de production à la production des lieux : histoire socio-matérielle de la brasserie Gruber dans son contexte territorial. Strasbourg-Koenigshoffen, 1828-1914” (“From the Place of Production to the Production of Place: The Socio-Material History of Gruber Brewery in its Territorial Context. Strasbourg-Koenigshoffen, 1828-1914”) by Nicolas Handtschoewercker, and “Du sol pour l'habitant au sol pour le vivant. L'histoire des traces génératrices de biodiversité dans le projet de recherche Morphobio Toulouse” (“From Ground for Inhabitants to Ground for the Living: The History of Biodiversity-Generating Traces in the Morphobio Toulouse Research Project”) by Laura Girard, Constance Ringon and Anaïs Leger-Smith — the authors offer a good example of this change of view in the study of residential landscapes, using an approach to urban studies that questions the relationship between historical knowledge and natural sciences, and showing sensitivity to an integration of questions concerning the modification of nature and ecosystems. We find here the influence of the notion of “second nature” put forth by William Cronon¹⁶. The neighborhood is seen as an ecosystem with several interlocking scales, structured by interdependencies and exchange flows that only a multi-situated approach can describe in terms of their complexity. Dear to Descola¹⁷, this ecology puts the relationship between nature and culture into a different perspective.

- 29 In short, this issue of *CRAUP* on “Neighborhoods and Narratives” shows the diversity of potential angles of approach, both disciplinary and transdisciplinary, in response to the challenges presented by transformation processes and to the questions posed by inhabitants. As a place where narratives intertwine, the neighborhood shows, once again, its potential for innovation.

BIBLIOGRAPHIE

- Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace, *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.
- Antoine Burguière, *L'École des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, W.W. Norton, 1991.
- Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, vol. 1, Paris, Gallimard, 2005.
- Yankel Fijalkow (ed.), *Dire la ville c'est faire la ville : la performativité des discours sur l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- John Foot, “MicroHistory of a House. Memory and Place in a Milanese Neighborhood, 1890–2000”, *Urban History*, 34, n° 3, 2007, p. 431-453.
- Stéphane Frioux (ed.), *Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XX^e siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020.
- Carlo Ginzburg, Carlo Poni, “La Micro-Histoire”, *Le Débat*, 10, 2007, p. 133-136.
- François Hartog, *Évidence de l'histoire : ce que voient les historiens*, vol. 5, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2005.
- Jeanne Haffner (ed.), *Landscapes of Housing: Design and Planning in the History of Environmental Thought*, Abingdon, Routledge, 2022.
- Benoît Jallon, Umberto Napolitano, Franck Boutté (eds.), *Paris Haussmann. Modèle de ville*, Zürich, Park Books, 2017.
- Ariella Masbouni, Antoine Petitjean (dir.), *La Ville, matière vivante*, Paris, Éditions Parenthèses, 2021.
- Suleiman Osman, *The Invention of Brownstone Brooklyn: Gentrification and the Search for Authenticity in Postwar New York*, New York, Oxford University Press, 2011.
- Philippe Panerai, Jean Castex, Jean-Charles Depaule, *Formes urbaines : de de l'îlot à la barre*, Paris, Parenthèses, 2001.
- Jean-Claude Passeron, Jacques Revel (eds.), *Penser par cas*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2005.
- Clarence A. Perry, “The Neighborhood Unit. A Scheme of Arrangement for the Family-life Community”, *Regional Survey of New York and its Environs. Neighborhood and Community Planning*, 7, New York, Russell Sage Foundation, 1929, p. 22-140.

Audrey Petty (ed.), *High Rise Stories: Voices from Chicago Public Housing*, San Francisco, Voice of Witness, 2013.

Harold M. Proshansky, "The City and Self-Identity", *Environment and Behavior*, 10, 2, 1978, p. 147-169.

Gregory Quenet, *Qu'est-ce que l'histoire environnementale ?*, Seyssel, Champ Vallon, 2014.

Jacques Revel (ed.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996.

Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1994.

NOTES

1. Clarence A. Perry, "The Neighborhood Unit. A Scheme of Arrangement for the Family-life Community", *Regional Survey of New York and its Environs. Neighborhood and Community Planning*, 7, New York, Russell Sage Foundation, 1929, p. 22-140; Ariella Masbouni, Antoine Petitjean (dir.), *La Ville, matière vivante*, Paris, Éditions Parenthèses, 2021.
2. Harold M. Proshansky, "The city and self-identity", *Environment and behavior*, 10, 2, 1978, p. 147-169.
3. Antoine Burguière, *L'École des Annales : une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.
4. Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace, *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.
5. Yankel Fijalkow (ed.), *Dire la ville c'est faire la ville : la performativité des discours sur l'espace urbain*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
6. Jean-Claude Passeron, Jacques Revel (eds.), *Penser par cas*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2005.
7. Philippe Panerai, Jean Castex, Jean-Charles Depaule, *Formes urbaines : de de l'îlot à la barre*, Paris, Parenthèses, 2001; Benoît Jallon, Umberto Napolitano, Franck Boutté (eds.), *Paris Haussmann. Modèle de ville*, Zürich, Park Books, 2017.
8. Jacques Revel (ed.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996.
9. John Foot, "MicroHistory of a House. Memory and Place in a Milanese Neighborhood, 1890-2000", *Urban History*, 34, n° 3, 2007, p. 431-453.
10. Carlo Ginzburg, Carlo Poni, "La Micro-Histoire", *Le Débat*, 10, 2007, p. 133-136.
11. Suleiman Osman, *The Invention of Brownstone Brooklyn: Gentrification and the Search for Authenticity in Postwar New York*, New York, Oxford University Press, 2011; Audrey Petty (ed.), *High Rise Stories: Voices from Chicago Public Housing*, San Francisco, Voice of Witness, 2013.
12. François Hartog, *Évidence de l'histoire : ce que voient les historiens*, vol. 5, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2005.
13. Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines : enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1994.
14. Gregory Quenet, *Qu'est-ce que l'histoire environnementale ?*, Seyssel, Champ Vallon, 2014; Stéphane Frioux (ed.), *Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XX^e siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020.
15. Jeanne Haffner (éd.), *Landscapes of Housing: Design and Planning in the History of Environmental Thought*, Abingdon, Routledge, 2022.
16. William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, W. W. Norton, 1991.
17. Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, vol. 1, Paris, Gallimard, 2005.

AUTEURS

GAIA CARAMELLINO

Architect, historian, Associate Professor in Architectural and Urban History at the School of Architecture Urban Planning Construction Engineering (AUIC) of the Politecnico di Milano, researcher at the Department of Architecture and Urban Studies (DASTU), member of the Supervisory Board of the PhD program in Architecture, History and Design (DASP) at the Politecnico di Torino.

FILIPPO DE PIERI

Architectural historian, Professor at the Politecnico di Torino, DAD (Dipartimento di Architettura e Design). His research focuses on the history of European and Asian cities, on the socio-architectural history of housing (XIX-XXI centuries), on the intersections between architectural history and public history.

YANKEL FIJALKOW

Sociologist and town planner, Full Professor at the École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine (ENSAPVS), researcher in the UMR 7218 LAVUE (Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement), codirector of the Centre de recherche sur l'habitat (LAVUE) and the Chair Le logement Demain (housing tomorrow).

Torre David au Venezuela : récits sur fond de politiques publiques menées par le gouvernement d'un « État magique »

Torre David in Venezuela: Narratives against the Backdrop of Public Policies Conducted by the Government of a “Magic State”

Yaneira Wilson

- 1 Hugo Chávez est élu président de la République le 6 décembre 1998, marquant un revirement politique au sein du pays. Son élection porteuse d'espoirs est soutenue par des attentes fortes de la population en matière de transformation sociale, qu'il s'agisse de la résorption de la pauvreté, des inégalités économiques et des injustices sociales. Le 15 décembre 1999, le pays, sujet à de nombreux événements climatiques (fortes pluies, inondations et glissements de terrain, sécheresses, tremblements de terre), est marqué par la « tragédie de Vargas », présentée comme « le jour où la montagne avança jusqu'à la mer ». C'est l'une des catastrophes climatiques les plus marquantes des trente dernières années. Les attentes électorales initiales amplifiées par les conséquences sociales de ce drame amènent le gouvernement à engager rapidement une série de réformes, connue sous le nom de « révolution bolivarienne ». À partir de 2003, le pays voit les programmes de ses anciennes politiques publiques démantelés au profit de nouveaux dispositifs, les « missions », qui, de l'agriculture au logement, en passant par l'éducation et la santé, développent des stratégies de lutte contre la pauvreté pour répondre à l'urgence sociale en dehors des cadres ministériels, et remédier aux lenteurs administratives comme à la faible réactivité des gouvernements précédents¹. Dans ce contexte géographique, politique et social, Chávez propose, en 2004, la Mission Habitat, préambule de ce qui deviendra en 2010 un programme de construction massive de logement social au niveau national, la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV), avec l'ambition de produire 5 millions de logements d'ici 2025.

- 2 En 2011, ce scénario politique est bouleversé par le cancer de Chávez. D'abord considéré comme un secret d'État, son état de santé est révélé après qu'il a suivi un traitement à Cuba, jusqu'à être même surmédiatisé durant la campagne présidentielle de 2012. Dans l'incapacité de terminer son mandat en 2013, il choisit son successeur : le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Nicolas Maduro Moros, toujours au pouvoir en 2022 après sa réélection pour un second mandat (2019-2025). Au fil des années, le pays plonge dans une tourmente politique et géopolitique, à laquelle s'ajoute une crise économique liée à la chute des cours du pétrole en 2014, l'économie vénézuélienne dépendant largement de cette ressource. Entre 2012 et 2018, l'inflation explose et le PIB diminue de deux tiers, tandis que plus de 6,8 des 32 millions de Vénézuéliens émigrent, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés². En 2022, le pays est encore aux prises avec une grave crise généralisée, amplifiée en 2020 par les sanctions économiques du gouvernement Trump.

- 3 Au cours de cet article, nous croiserons les faits historiques, politiques, géographiques et urbains autour du centre d'affaires abandonné, la Torre Confinanzas, devenue la « Torre David », le plus haut squat vertical d'Amérique du Sud. Si cet édifice a été dans les années 2000 l'une des icônes de la modernité de la ville de Caracas, il est devenu aujourd'hui l'icône d'un habitat informel, à l'abandon, le symbole d'un paysage urbain délabré, à l'image de la situation économique du pays. D'abord squattée en 2004 par un premier groupe de sans-abris, la tour suit, jusqu'en 2013, un processus de bidonvilisation verticale ; cette même année, il est estimé qu'environ 4 000 personnes vivent au sein du complexe d'immeubles. Depuis 2015, la Torre David est vide, complètement délabrée, laissée en l'état par le gouvernement, qui a relogé sa population dans une opération GMVV hors du centre-ville. Depuis le début de la révolution bolivarienne, la stratégie d'État propose une réécriture de l'histoire récente du Venezuela, qu'il colporte à travers un discours révolutionnaire pour mettre en scène ses politiques publiques et visions sociétales. Ce récit bolivarien à destination des plus pauvres stigmatise aussi les opposants, l'impérialisme nord-américain en première ligne. Dans son entreprise, le gouvernement n'a cessé d'exprimer son empathie envers le peuple cubain et les puissances « alliées » que sont la Russie et la Chine. Il a même entrepris de modifier le drapeau et les armoiries du pays, et de le renommer « République bolivarienne du Venezuela ». Dans l'espace urbain, les édifices et places des nouvelles constructions par l'État bolivarien ont été baptisés des noms de personnages révolutionnaires, penseurs et héros qui ont combattu et promu l'unité latino-américaine : Bolívar, Chávez, Sucre, Abreu e Lima, Artigas, Neruda, Argelia Laya, Luisa Cáceres de Arismendi. Les partisans du gouvernement affirment qu'il est opportun et cohérent d'effacer l'histoire coloniale pour valoriser la résistance autochtone.

- 4 Notre hypothèse part du principe que les paysages urbains actuels représentés par la Torre David vide et la production massive de logements sociaux de la GMVV reflètent la crise politique, sociale et économique que traverse le pays. Plus encore, le processus d'appropriation de ce complexe privé, la Torre David, par les habitants, puis leur expulsion et leur relogement par le gouvernement, jusqu'à l'abandon actuel de la tour, témoignent de l'impuissance économique du pays, malgré les enjeux politiques énoncés. Nous utiliserons le principe de narrativité qui reconnaît la possibilité à chaque habitant de développer un récit exprimant sa capacité à maîtriser son environnement³. Versant pragmatique de la notion d'appropriation, le principe de narrativité s'attache à

ce qui permet de s'identifier, c'est-à-dire de « prendre place⁴ ». Plus largement, il s'agit de comprendre l'empilement des récits à travers les initiatives populaires, mais aussi de saisir les représentations produites par les décisions institutionnelles et les acteurs de la ville. Ce recueil de témoignages nous mènera ainsi au déchiffrement des nouvelles politiques publiques sociales au Venezuela. Au niveau méthodologique, nous avons constitué un corpus d'images et de documents en lien avec des entretiens non directifs menés lors des visites d'une vingtaine d'opérations, entre 2014 et 2020, auprès de familles occupant la tour puis relogées dans des programmes de la GMVV, ainsi que des rencontres avec les acteurs institutionnels et privés de l'aménagement urbain.

- 5 Comment l'État « magique », ainsi défini par l'historien et anthropologue vénézuélien Fernando Cornoli, lorsqu'il pointe la dépendance historique du pays aux ressources pétrolières, peut-il viser une solution « miraculeuse » aux problèmes rencontrés par la société ? Comment le gouvernement s'appuie-t-il sur l'utilisation des rapports de force entre puissance gouvernementale et population pour construire un discours dit « révolutionnaire » ? La Torre David n'a-t-elle pas glissé de l'icône de la modernité de la ville à celle de l'instabilité et de la précarité du paysage urbain récent ? L'État trouve-t-il un intérêt à conserver cette image d'ancien bidonville vertical afin de mettre en valeur l'architecture populiste de la GMVV ? Pour éclaircir ces questions, nous présenterons trois types des récits : ceux issus des registres académiques de l'histoire et de l'urbanisme de Caracas ; les récits médiatiques, au niveaux national et international ; et les récits performatifs, liés aux promesses gouvernementales « d'un faire advenir par ce qui est dit ». La première partie reviendra sur le développement des quartiers informels au Venezuela durant le siècle dernier, sur l'histoire de la Torre David et les réponses avancées par Hugo Chávez après son arrivée au pouvoir. La deuxième partie s'attachera à l'analyse de la surmédiatisation internationale de cette occupation par les acteurs qui ont mobilisé cette structure urbaine dans leur travail professionnel ou personnel et la relocalisation des habitants hors du centre-ville orchestrée médiatiquement par le gouvernement. Enfin, la troisième partie portera sur la gestion des politiques publiques autour du logement social avec la création de la GMVV, mission gouvernementale productiviste promise aux plus démunis qui a été l'une des solutions proposées aux habitants de la Torre David.
- 6 Depuis des siècles, l'architecture et l'urbanisme sont sollicités pour laisser la trace d'un mouvement politique ou social. Dans cette contribution, les enjeux scientifiques visent à comprendre comment certaines représentations sont liées à une morphologie spécifique d'une ligne de pensée, en l'occurrence la « révolution bolivarienne ». Plusieurs écrivains et historiens de l'architecture ont parlé de « symbole », en reliant le type de bâtiment à une réflexion d'ordre étatique. Certains architectes du mouvement moderne et de l'architecture fonctionnaliste, tel H. Meyer, directeur du Bauhaus de 1928 à 1930, soutenaient une architecture au service du social et de l'économique, où la standardisation dans la production du logement social doit primer sur l'esthétique et l'artistique. Comme l'a formulé Federico Ferrari, l'architecture, depuis ses origines, a toujours été instrumentalisée par des logiques de marketing à des fins politiques, continûment mise en avant et transformée en outil de communication, à certaines périodes, de manière très simpliste, mais qui est pourtant devenue un outil de séduction formidable⁵. L'intérêt de cette étude est de comprendre l'empilement narratif autour de l'architecture iconique de la tour, de la production de logement social par l'État, mais aussi, les actions collectives et les luttes relatives aux habitants à la recherche de leur droit à vivre correctement en ville⁶. Ces récits ne sont que

l'illustration ou le symptôme de politiques publiques défailantes tant ils mettent en scène les disparités sociales et alimentent les discours identitaires.

Le temps des *barrios*

- 7 La géographie et les épisodes climatiques qui affectent régulièrement le Venezuela ont renforcé l'attention des gouvernements sur les territoires dits « vulnérables », où se situent la plupart des quartiers précaires qui se sont essentiellement développés dans l'agglomération du Grand Caracas et de l'État de Vargas, aujourd'hui rebaptisée « La Guaira⁷ ». Au milieu du XX^e siècle, une explosion démographique et urbaine densifie la ville de Caracas, qui passe de 695 000 à 2 millions d'habitants à la fin des années 1970. Entre 1951 et 1958, le contexte caraquarien se caractérise par une croissance urbaine disproportionnée⁸, notamment de la ville dite « informelle », qui s'ancre dans la topographie la plus escarpée et les zones abruptes du massif El Avila qui domine la capitale. L'architecte Marco Negrón décrit une période de « schizophrénie » urbaine, pendant laquelle les espaces informels se développent sans contrôle, au détriment d'une ville planifiée.
- 8 Depuis les années 1980, de nombreuses études élaborent diverses théories sur les raisons du développement de quartiers d'habitat informel ainsi que leurs caractéristiques et leurs évolutions au Venezuela⁹. Selon une lecture temporelle, qu'ils soient appelés « bidonvilles » ou « constructions spontanées », ils font partie d'un phénomène transitoire associé à la modernité, c'est-à-dire un sous-produit naturel et complémentaire des processus d'urbanisation¹⁰. Or, selon les données d'ONU-Habitat de 2010, dans les pays en développement, les villes absorberont 95 % de la croissance de la population au cours des quatre prochaines décennies. Leur développement informel sera la norme plutôt qu'une exception. Autrement dit, la croissance urbaine deviendra synonyme de prolifération d'habitations informelles, hors de contrôle de l'institutionnel. Si ces logements résultent de l'autoproduction de la part de leurs habitants, ils peuvent aussi figurer comme exemple d'une politique publique de fait, non promulguée par l'État¹¹, car ce dernier ne l'a pas mise en application en temps voulu. Ainsi, l'émergence et la prolifération des quartiers informels peuvent être considérées comme les conséquences d'une absence d'État face à l'urgence du moment dans un domaine qui était de sa responsabilité.
- 9 Dans le même temps, selon un rapport du Banco Obrero (La Banque Ouvrière), il est établi que l'édification anarchique et quelquefois clandestine de ces logements enlaidit l'aspect urbain et constitue une menace pour la morale, la santé et la sécurité des familles qui les occupent et pour la communauté où ils se trouvent (BO GDF, 1954). À partir de cette condamnation des autorités, le mot d'ordre donné au Banco Obrero est d'entreprendre le nettoyage des collines de Caracas de manière expéditive¹². Afin de répondre à cette situation, divers dispositifs ont été créés : le Banco Obrero a été le promoteur d'un des programmes les plus importants des années 1950 avec les « *superbloques* » (fig. 1) édifiés en seulement quatre ans à l'image des grands ensembles français et de l'unité d'habitation de Le Corbusier.

Figure 1. Vue aérienne de l'unité d'habitation Cerro Grande, El Valle



Source : Elisa Silva, Valentina Caradonna, Odette Galavis, *CABA : Cartografía de los barrios de Caracas 1966-2014*, Caracas, Fundación Espacio, 2015.

- 10 En 1978, Caracas a connu la plus forte densification de son histoire. La ville change d'échelle et 47 % de la population habitent des excroissances urbaines non planifiées. En 1972, un vaste complexe urbain polyvalent est construit, le Parque Central (Parc central) avec huit bâtiments de 44 étages et 120 mètres de haut qui doivent abriter 20 000 habitants, ainsi que deux tours de bureaux de 59 étages et 225 mètres de haut accueillant une population active de 10 000 personnes. Jusqu'en 2003, elles ont été les plus hautes tours en béton armé d'Amérique latine, une référence incontournable dans les études sur le logement social et sur la trame urbaine de la ville de Caracas.

Figure 2. Une architecture moderne : les plus hautes tours en béton armé du Parque Central à droite et la Torre David à gauche



Vue depuis l'Institut métropolitain d'urbanisme Taller Caracas.

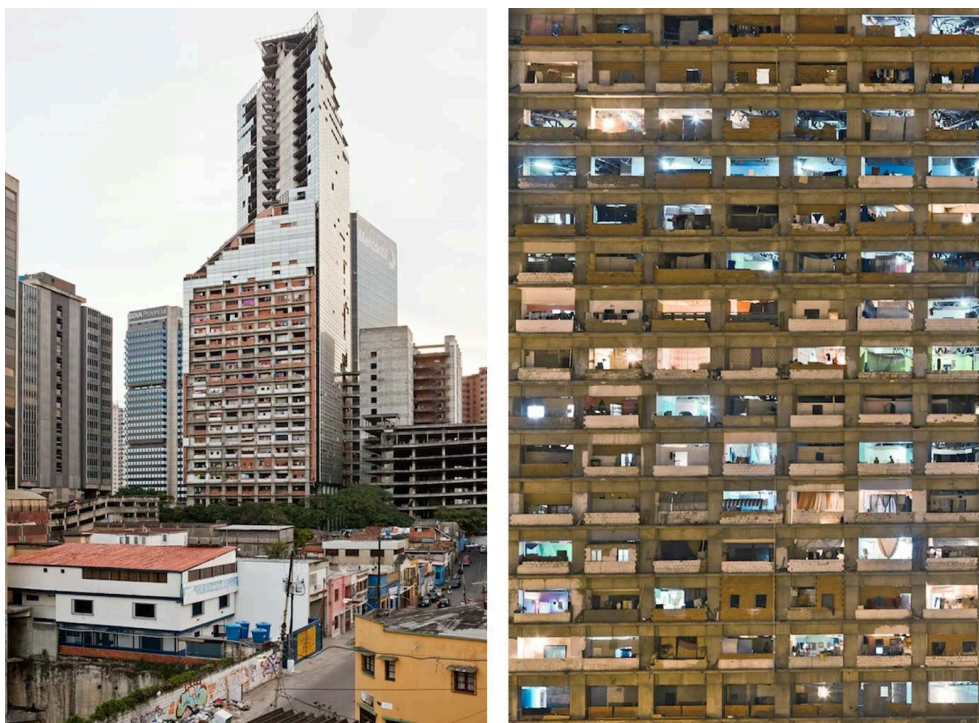
© Yaneira Wilson, 2018

- 11 Après les diverses tragédies historiques et notamment la « tragédie de Vargas » en 1999, qui détruisit des dizaines de milliers de logements, l'urgence de fournir des logements décents aux victimes a amené le gouvernement bolivarien de Chávez, à mettre en place, en 2002, des campagnes sociales et territoriales. Avant de créer le « socialisme du XXI^e siècle » en 2006, Chávez lance une série de politiques publiques avec des instruments d'actions arbitraires guidés par un mot d'ordre, l'expropriation, qui conduit à un processus massif de nationalisation des terrains inoccupés ou abandonnés. Ces orientations permettent notamment la production des opérations GMVV de manière assez expéditive, sur toutes les parcelles vides du centre-ville de la capitale mais aussi sur des terrains éloignés de Caracas suffisamment vastes pour accueillir un grand projet. De même, elles amènent la création des « missions » qui se définissent comme la mise en œuvre de politiques sociales au sein des *barrios* populaires, au plus près des citoyens, et extérieures aux administrations préexistantes, se distinguant ainsi des services publics en place. En outre, les missions s'adressent aux « oubliés », les « maltraités » des gouvernements précédents. Cette nouvelle orientation politique, soutenue par un discours officiel, favorise l'invasion des bâtiments vides, faisant apparaître dans Caracas les premiers logements informels « verticaux », et notamment la Tour Confinanzas à Caracas, mais aussi la progression continue de nouveaux logements informels construits par des habitants ayant subi différentes violences structurelles dues à l'absence de logements décents. Ainsi, en 2004, tel un effet d'annonce relayé par les médias (télévision et presse), Chávez demande explicitement à la population la plus démunie d'identifier les terrains vagues, les bâtiments vides et les zones inutilisées et de « récupérer » ces espaces afin de remédier au déficit de millions de logements dans le pays¹³.

Habiter le bidonville le « plus haut de la planète¹⁴ »

En 1990, David Brillembourg, l'un des hommes d'affaires et banquiers les plus fortunés des années 1980, connu à l'époque sous le nom du « Roi David » de la finance vénézuélienne et président du groupe financier Confinanzas, décide de construire un complexe en plein centre des affaires de la capitale. La tour, réalisée par Enrique Gómez Arquitectos Asociados y Brewer Ingenieros S.C. et l'architecte Jorge Landi, accueillera le siège de la Banco Metropolitano et du groupe financier. Le complexe de six bâtiments est en passe de devenir la plus remarquable construction de la capitale vénézuélienne. La vertigineuse Tour A Confinanzas surplombe la ville avec ses 45 étages et 191 mètres de haut ; elle est le troisième plus haut bâtiment du pays et le huitième en Amérique latine¹⁵. Le gratte-ciel recouvert de verre est situé sur l'avenue Andrés Bello, dans la zone de La Candelaria. Il côtoie le célèbre centre commercial Sambil, qui a également été occupé par des familles démunies. Dans les années 1990, la démocratie vénézuélienne, en place depuis quarante ans, connaît de graves problèmes de corruption au plus haut niveau, et doit faire face à une stagnation économique générée par sa dépendance à la « rente » pétrolière. En 1989, la plus importante révolte urbaine de l'histoire récente du pays, le *Caracazo*, paralyse le pays. Trois années plus tard, pendant la deuxième présidence de Carlos Andrés Pérez, le militaire Hugo Chávez organise un « coup d'État ». Bien que raté, il marque le début d'une grave crise économique. Le faible prix du pétrole, la perte des réserves internationales, le nouveau contrôle des changes entraînent un chaos financier, politique et social. En 1993, David Brillembourg meurt et, un an plus tard, la construction du complexe est paralysée en raison de la crise bancaire. La propriété du bâtiment est cédée à l'État par l'entité FOGADE (Fonds de protection sociale des investissements et des dépôts bancaires), un institut autonome doté d'une personnalité juridique avec des actifs patrimoniaux indépendants des propriétés de la République.

Figure 3. La Tour Confinanzas, couramment appelée aujourd'hui « Torre David », le bidonville « vertical » le plus emblématique de la ville



À droite, les panneaux en verre de la façade d'origine sont remplacés par la brique rouge caractéristique des quartiers informels.

© Daniel Schwartz, 2011-2012

Source : Alfredo Brillembourg, Hubert Klumpner, *Torre David: informal vertical communities*, Zurich, Lars Müller, 2013.

- 12 Propriété de l'État, toujours à l'arrêt dans sa construction à cause de la crise financière, la tour est d'abord squattée en 2004 par un premier groupe de personnes sans abri, avant d'entrer dans un processus de bidonvilisation verticale entre 2007 et 2013. Les 4000 habitants de la tour sont rassurés par les annonces gouvernementales prônant l'invasion des espaces vides, comme s'ils se sentaient protégés ou couverts par l'institution, et entreprennent l'organisation d'un quotidien de quartier « en verticale ». À l'époque, certains occupants ouvrent des commerces, un coiffeur, un marchand de glaces, des bodegas, un cybercafé, deux boutiques de couture, un salon de coiffure, une salle de sport mais aussi des bibliothèques, un terrain de basket et une église baptiste. Ils créent également une coopérative d'habitation (Caciques de Venezuela, R.L.) pour légaliser la gestion des services d'eau et d'électricité. La porte d'entrée de la tour est surveillée jour et nuit, et des passes numérotés sont distribués aux visiteurs. Les familles s'organisent pour le nettoyage des communs, couloirs et escaliers, pour la sécurisation de l'édifice et la circulation intérieure. Une rampe d'accès en béton est aménagée jusqu'au dixième étage pour les motos-taxis qui assurent le transport des habitants et la livraison des courses. Durant neuf ans, les occupants investissent les espaces avec des matériaux mobilisés dans les constructions informelles (briques rouges, tôles, bâches...). C'est donc une vie de quartier qui s'invite dans la tour, où se rencontrent services de proximité et sécurité des habitants. Porté par un modèle d'autogestion, le collectif formé par les habitants parvient à faire converger les déterminations individuelles pour rendre vivable un environnement qui ne l'a pas toujours été. Dans le documentaire *Torre David-Gran horizonte*, de Urban-Think

Tank (2015), les habitants témoignent se sentir mieux et plus en sécurité dans ce quartier vertical que dans la configuration classique du quartier informel :

Ici, dans la tour, nous avons des « badges » d'accès et tout le monde ne peut pas entrer comme dans les *barrios*, ici, nous avons plus de contrôle.

J'ai écrit à Chávez une lettre pour qu'il fasse la même chose qu'ici au Parc Central [projet mentionné plus haut et qui montre la bonne connaissance des habitants de la zone], c'est-à-dire qu'ici nous avons tout ce dont nous avons besoin, des logements et des commerces, nous vivons et travaillons... J'attends toujours sa réponse [sourire].

J'ai tout perdu, l'eau a tout emporté et donc, avec beaucoup d'efforts, nous nous sommes organisés et nous avons construit tout ça, ici nous avons construit notre maison, j'ai cherché les matériaux et j'ai construit cette dalle [dans l'ancienne fosse d'ascenseur de la tour] parce que j'ai trois enfants et j'ai besoin de plus d'espace.

- 13 Ces extraits montrent à quel point la communauté se sent privilégiée, non marginalisée et se différencie des envahisseurs précédents. En effet, la conformation d'identités individuelles et collectives favorise la massification d'organisations et de mouvements sociaux, où l'action collective¹⁶ se concentre non seulement sur des demandes spécifiques, mais aussi sur la recherche d'une distinction, d'une reconnaissance¹⁷ quelles que soient les formes d'appropriation de l'espace.
- 14 Dans notre analyse, ces actions peuvent être lues comme les mobilisations des groupes dominés, exclus, marginaux, producteurs d'une arène singulière où s'expriment des revendications qui ne trouvent pas de solutions dans les organisations institutionnelles. Envisager l'espace des mouvements sociaux comme un univers de pratiques et de sens distinct suppose que ceux qui en font partie ou qui prétendent y participer maîtrisent un ensemble de savoirs et de savoir-faire inhérents à la conduite des actions contestataires¹⁸. Si un mouvement social se distingue par ses effets pertinents dans les rapports de pouvoir, il est clair que la problématique des mouvements sociaux urbains a pour axe une articulation entre « luttes urbaines » et « luttes politiques », c'est-à-dire les conditions dans lesquelles une revendication urbaine devient enjeu politique et la façon dont chaque processus spécifique débouche sur un traitement politique distinct¹⁹.

Diversité des récits autour la Torre David et l'expropriation de ses habitants

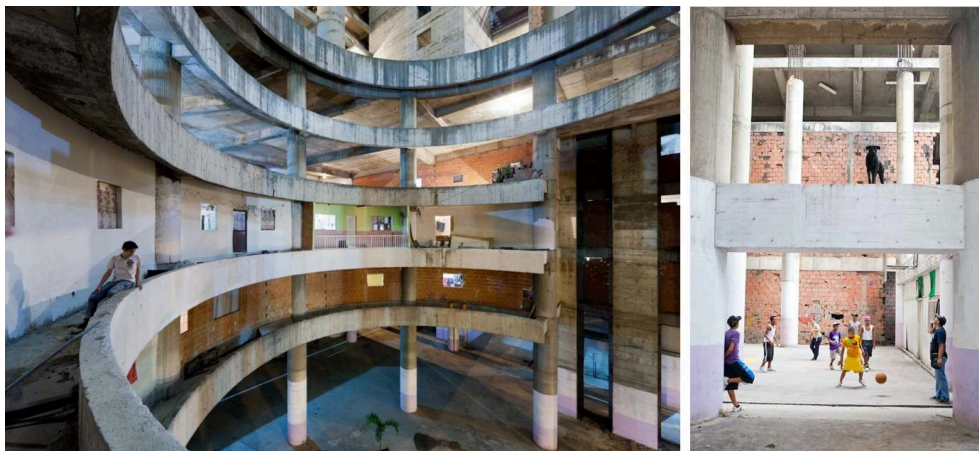
- 15 La Torre David était devenue un sujet d'intérêt de différents médias, et pour certains architectes, le laboratoire d'une nouvelle vie verticale. En 2012, lors de la treizième édition de la Biennale d'architecture de Venise, le prix du Lion d'Or a été remporté par Urban Think Tank pour sa contribution à l'ouvrage et documentaire *Torre David-Gran Horizonte* (Brillembourg et Klumpner, 2013). Selon les architectes Alfredo Brillembourg et Hubert Klumpner, il s'agissait de mettre en avant la vie interne d'un objet iconique à Caracas, un symbole de pauvreté et d'échec des politiques de logements. Résolument inspirante, la Torre David a été choisie comme décor à la production télévisuelle nord-américaine *Homeland* (saison III), en 2013, pour développer une histoire chargée de violence dans cet édifice présenté comme un centre du crime, du trafic des drogues et des « narcos » du Venezuela ; la violence y est exacerbée, occultant le versant collectif et d'autogestion dans le fonctionnement du lieu. Si le scénario diffuse une image stigmatisante, il illustre aussi la réalité d'une ville et d'un pays considérés comme des zones violentes, et même parmi les plus dangereuses au monde²⁰. La Torre David

symboliserait-elle la conjonction entre violence symbolique, institutionnelle et même urbaine du gouvernement vénézuélien ? Depuis 2015, l'avenir de la tour est entouré d'hypothèses et d'incertitudes, comme le confirment les deux lauréats de Venise, professeurs à l'École polytechnique de Zurich, lors d'un entretien mené en 2018 :

La Torre David a toujours symbolisé, non la mort du capitalisme, mais l'objet par excellence qui explique les vingt ans de Chavisme au Venezuela. L'architecture change avec le temps. C'est l'exemple parfait d'un contenant qui reçoit divers symbolismes. Actuellement, il semble que la tour ne peut jouer aucun rôle dans la société du moment. Le gouvernement vénézuélien n'a ni les ressources ni la créativité pour développer un projet cohérent. Ce que la tour symbolise, c'est la forte incertitude et le manque de capacité à faire quoi que ce soit. Récemment, d'importantes fissures sont apparues après le séisme d'août 2018. Ceci indique qu'il faudra engager des dépenses monumentales pour réhabiliter l'édifice. Ce tremblement de terre a déstabilisé la structure et rendu la Torre David extrêmement dangereuse, présentant un risque encore plus grand en centre-ville.

- 16 Bien que le bâtiment ne soit pas sécurisé parce qu'il n'était pas terminé au moment de son occupation informelle, les habitants sont tout de même parvenus à recréer un espace confortable, un nouvel habitat légitimé par eux et pour eux. La dimension publique d'un lieu ne réside pas dans sa condition physique, mais dans les relations sociales qui y sont établies, à savoir, dans le partage collectif ou la pratique de l'endroit.

Figure 4. « Torre David/Gran Horizonte », une « favéla verticale » à Caracas



À gauche © Iwan Baan, 2012. À droite © Daniel Schwartz, 2011-2012.

Source : Alfredo Brillembourg, Hubert Klumpner, *Torre David: informal vertical communities*, Zurich, Lars Müller, 2013.

- 17 La population en question a été ignorée par les autorités pendant sept ans, jusqu'en 2015, quand le gouvernement décide de vider la tour. Ce regain d'intérêt questionne les raisons qui ont subitement poussé l'État à ordonner son évacuation. En juillet, le gouvernement vénézuélien lance l'opération Zamora, un plan stratégique spécial civico-militaire pour reloger les occupants dans une des villes socialistes de la GMVV située à 72 kilomètres du centre de Caracas. En fin d'année, le transfert des familles est achevé. Selon Ernesto Villegas, ministre de la Transformation révolutionnaire de la Grande Caracas (2013-2015) et directeur à l'époque de l'un des principaux bureaux producteurs de la GMVV, il s'agit d'une « décision humanitaire » argumentant que les conditions de vie de la communauté de la tour sont alors « extrêmement risquées ». Il déclare en 2015 :

Il s'agit d'une très grande communauté avec des caractéristiques très particulières. Il y a près de 1 200 familles, 11 % sont des étrangers, et ils ont un niveau d'organisation impressionnant, ils ont des porte-parole à chaque étage, des coordinateurs... c'est le quartier [bidonville] vertical le plus propre [qui existait]. Une occupation illégale est un passeport pour un logement de la GMVV. Ce n'est pas une expulsion, mais une opération harmonieuse avec la communauté.

- 18 Avec ce récit, les populations se sentent d'abord épaulées, protégées et encouragées à mener des activités jusque-là réprouvées par la loi : elles obtiennent en toute légalité l'appui du gouvernement pour s'approprier un terrain en friche et retrouver une certaine fierté et dignité en bénéficiant d'un toit et d'un droit nouveau sur la ville... Puis, la ligne de conduite du gouvernement change : la réquisition de la tour devient la réponse appropriée à la situation de crise de ses occupants. Omniprésente sur les médias nationaux, l'opération de relogement est pourtant vécue par les habitants, rappelons-le, anciens réfugiés climatiques, comme une expulsion, exigeant de leur part un nouvel effort d'appropriation qui vient renforcer leur sentiment traumatique de vulnérabilité surdéterminé par cette énième relocalisation. Même si le gouvernement présente la production de la GMVV comme une proposition pour combler le manque de logements, leur libre arbitre et leur souhait d'engagement citoyen, voire de représenter le « peuple révolutionnaire », restent bafoués.
- 19 Que se passe-t-il aujourd'hui dans cette tour, cette icône vide, cette carcasse abandonnée de Caracas ? Au cours de nos recherches, nous avons repéré un corpus d'images sur les réseaux sociaux en relation avec un personnage, Carlos Rengifo. Cet athlète vénézuélien de 28 ans, dans sa pratique urbaine du « parkours²¹ » et du « skywalk », réalise des performances acrobatiques dans et sur des édifices urbains. Il a gravi la Torre David 14 fois, d'abord pendant son occupation, et depuis qu'elle est vidée de toute vie. Relevant sans cesse des défis, repoussant les limites, il ne néglige jamais la préparation de ses sorties, pour limiter les risques et le danger de ses performances toujours plus extraordinaires. Dans la tour abandonnée, il construit un récit, qu'il médiatise sur les réseaux sociaux notamment, qui l'amène, d'une certaine manière, à « prendre place » dans la ville, à travers cette appropriation inédite de l'objet. Reconnu dans sa discipline, Carlos Rengifo démontre, selon le principe de narrativité, sa capacité à saisir son environnement, à le maîtriser. Lors d'un entretien en 2021, il raconte sa dernière expérience :

Entrer dans la Torre signifie traverser la criminalité la plus aiguë et la violence la plus crue de la ville, c'est une expérience unique. Je voulais faire des choses qui sont impossibles pour certaines personnes, ressentir le danger, et c'est pourquoi je continue à le faire. J'aime sentir le silence intense du centre-ville et le vent fort qui vous fait tout oublier. Une fois, nous avions un projet photographique avec huit sportifs, artistes et photographes, et au 45^e étage les forces de sécurité sont arrivées, nous disant que nous étions des terroristes. Ils ont appliqué la « psychoterror » et alors j'ai fait quelque chose de très dangereux, simulant que j'allais me jeter dans le vide. À la fin les policiers sont partis, ils avaient peur [rires].

Figure 5. Carlos Rengifo, skywalker



À gauche, Carlos Rengifo suspendu à la base de l'hélicoptère situé sur le toit de la Torre David.
À droite, Carlos Rengifo réalise un triple saut acrobatique sur le bord de la structure abandonnée de la tour avec le Parque Central et le centre-ville de Caracas en arrière-plan.

© Difred Colina. 2019

- 20 Fier d'avoir inversé les rôles en terrorisant les forces de l'ordre, Carlos dit qu'aujourd'hui, il préfère transgresser l'interdit en défiant cet espace plutôt que de subir la violence quotidienne de la ville. Il explique qu'il s'entraîne pendant deux mois avant de monter, et, qu'une fois dans l'édifice, le temps s'arrête. S'évader traduit, selon lui, cette recherche de « sensations » lors de ses déambulations acrobatiques dans cette structure urbaine abandonnée. La dimension publique d'un lieu ne réside pas dans sa condition physique, mais dans les relations sociales qui y sont établies, à savoir, dans le partage collectif ou la pratique de l'endroit.

Figure 6. Façade en verre de la Torre David, avant et après



À gauche, le ministre de la Transformation du Grand Caracas, Ernesto Villegas.

© À gauche, Alba Ciudad, 2015 ; à droite, Yaneira Wilson, 2019

- 21 Abandonnée toujours, la Torre David est devenue une ressource pour certains... depuis treize ans, des voleurs et « pilleurs » dépècent l'édifice en revendant au marché noir

des morceaux de façade, en dessous du prix du marché²². Comme l'urbaniste Zulma Bolivar le mentionne dans un entretien réalisé en 2015 à l'Institut métropolitain d'urbanisme Taller Caracas, « ils ont pris l'acier, l'aluminium et tout ce qui avait une quelconque valeur pour le revendre, produisant l'image démembrée que le bâtiment a aujourd'hui ». Alors que la façade disparaît peu à peu, le squelette en béton présente de plus en plus un état dégradé, forgeant un paysage abandonné au cœur de la ville.

- 22 « L'architecture, banalisée et simplifiée à des fins démagogiques, peut jouer un rôle décisif dans la construction d'un récit. Il s'agit du pouvoir séducteur de l'image²³ ». L'image actuelle de la Torre n'indique-t-elle pas la manière dont le *populaire* est devenu *populiste* ? La recomposition imminente de la forme architecturale découle de l'action des nouveaux acteurs qui effacent complètement la chaîne classique. Ce paysage de Caracas, déjà fortement caractérisé par son tissu spontané, est devenu promoteur de la « bidonvillisation verticale » présentée comme la nouvelle icône de l'informalité urbaine. « La Torre » est perçue comme une représentation séduisante, digne d'intérêt pour certains, qu'il s'agisse de sa médiatisation lors de la Biennale d'architecture, de sa réinterprétation par les acteurs de l'aménagement urbain, des fantaisies télévisuelles et des réseaux sociaux.

À l'échelle urbaine, tous les problèmes deviennent infiniment plus confus et inintelligibles, du fait de la coprésence de valeurs poétiques, littéraires et prosaïques, de la superposition d'images différentes et contrastées, et des doutes sur la paternité de ces images. Les contenus prennent des formes multiples, la lecture des représentations est inaccessible et tortueuse²⁴.

- 23 L'analyse de Bruno Zevi nous amène à penser la Torre David et le paysage urbain qu'elle donne à voir aujourd'hui comme la trace d'une représentation architecturale confuse. Selon l'auteur, s'il y a généralement moins de conscience urbaine qu'architecturale, et que l'historiographie de la ville et des paysages est plus pauvre et moins développée et donc, dans certains cas, plus attrayante, cette nouvelle façade, toute aussi informelle que du temps de l'occupation de l'édifice, exemplifie ces empilements de représentations et de récits, générant une intrigue et une lecture difficile de ce qu'elle incarne dans *l'ici et maintenant*.

L'État magique vénézuélien, les quartiers de la GMVV comme dénouement de l'histoire de la Torre David

- 24 Michel Foucault nous rappelle que l'État naît dès lors qu'il se présente en protecteur : un « je vous protège » garantit sous diverses formes la protection de sa population. Au Venezuela, cette figure d'un gouvernement bienfaiteur a été incarnée par Hugo Chávez, perçu comme une tutelle divine et désignée, un « commandant héros éternel » même après sa mort. Selon le sociologue Edgardo Lander et en accord avec l'écrivain José Ignacio Cabrujas :

L'apparition du pétrole au Venezuela a créé une sorte de cosmogonie : la richesse pétrolière avait la force d'un mythe. Grâce au pétrole, il était possible de passer rapidement du retard au développement spectaculaire. Dans ces conditions, la notion d'État providentiel apparaît comme sortie d'un chapeau de prestidigitateur, l'État comme un sorcier magnanime capable de réaliser le miracle du progrès²⁵.

- 25 Pour le gouvernement bolivarien, l'argent du pétrole coule à flots et les rentes de l'or noir soutiennent le lancement des missions boliviariennes. Malgré le contexte politique instable, suite à une tentative de coup d'État en 2002, une longue grève pétrolière en

2002-2003 et une campagne pour un référendum sur sa révocation à mi-mandat (2004), avec des sondages qui annoncent sa défaite, Chávez, toujours installé au pouvoir, lance en 2009 la *Mission Barrio Nuevo Barrio Tricolor* (« Mission Nouveau Quartier, Quartier Tricolore²⁶ ») qui vise la transformation intégrale des nombreux quartiers précaires ou bidonvilles existants. En guise de fer de lance, la Mission Habitat annonce les débuts, en 2010, de la Grande Mission Logement (GMVV : *Gran Misión Vivienda Venezuela*), destinée aux familles les plus défavorisées, et qui constitue sans doute la plus ambitieuse des missions boliviariennes.

- 26 En 2011, selon la Chambre vénézuélienne de la construction (*Cámara Venezolana de la Construcción*, CVC), « il manque au moins deux millions de logements dans ce pays de 28,8 millions d'habitants ». Dans un scénario politique bouleversé par son cancer, Chávez présente alors un « *Plan de la Patria* », dans lequel s'inscrit ce programme de construction massive de logements, avec l'objectif de construire 3 millions de logements sociaux sur l'ensemble du territoire national en dix ans, soit 300 000 par an. Le parc immobilier national est évalué à l'époque à 8,2 millions de logements. Cette planification s'accompagne, selon les déclarations publiques postérieures du ministre de Planification (1999-2014), Jorge Giordani²⁷, de dépenses excessives qui contribuent à accentuer la crise économique naissante.
- 27 Afin de faire dialoguer les chiffres officiels avec la réalité du terrain, nous avons croisé les informations officielles avec les données du rapport de 2018 du Programme des ONG pour l'éducation-action aux droits de l'homme (Provea), et celles du rapport de la Chambre vénézuélienne de la construction (CVC) « Proposition pour le Venezuela que nous voulons » (2017) : il apparaît que depuis 2015, les chiffres publiés par le gouvernement sur la construction de logements et les coûts sont pour le moins fantaisistes. Les experts mettent l'accent sur le manque d'accès à l'information, l'incohérence des prix (une moyenne annoncée de 83 000 dollars par maison, valeur colossale selon la CVC, estimant la valeur réelle de la construction à tout juste 8 000 dollars/maison), et des contradictions dans les chiffres d'exécution (25 000 foyers/an construits contre 300 000 annoncés par le gouvernement).
- 28 En matière architecturale, la production actuelle de la GMVV, démarrée dans l'urgence en 2011, prévoit de loger les populations des quartiers pauvres ne disposant pas d'un habitat dit « convenable ». Les objectifs démesurés et le rythme effréné de construction conduisent le gouvernement à livrer des logements standardisés au détriment d'une planification d'ensemble. Si les concepts architecturaux qui accompagnaient la réalisation de la GMVV restent de l'ordre du vœu pieux, le marketing politico-territorial progouvernemental, lui, est déployé de façon systématique à l'ensemble de ces productions²⁸. Ce programme prévoit de déplacer des communautés entières des taudis vers les nouvelles zones d'habitation récemment construites. Néanmoins, l'éradication des bidonvilles n'est jamais évoquée.
- 29 D'après nos enquêtes menées entre 2015 et 2021, plusieurs habitants de la Torre David relogés dans la GMVV Ezequiel Zamora²⁹ de Cúa évoquent leurs difficultés rencontrées au quotidien sur la fourniture des services dans leurs nouveaux logements :

Enquêtrice : Avez-vous un service régulier d'eau, d'électricité, de ramassage des ordures, de gaz ?

Maria : Ah, ça ne vient pas depuis un moment. Tout le monde prend ses poubelles le matin pour ne pas les avoir devant la maison. Ça arrive aussi avec le gaz, nous avons la tuyauterie, mais pas l'installation. L'eau vient un jour oui et un jour non !

Kevin : L'eau, c'est à nous de l'acheter par citernes. Pour l'électricité, ils ont mis une

arrivée, mais l'installation est incomplète depuis trois ans, et ils doivent réparer certaines choses. Chacun a un réservoir et chaque fois que le camion-citerne passe, on achète l'eau individuellement.

Helena : Non, l'eau vient les dimanches et part les mercredis.

Enquêtrice : Est-ce que les transports publics arrivent jusqu'ici ?

Karla : Au début, on n'avait que trois bus dans la journée, il fallait se lever très tôt pour prendre le bus de 6 heures et on revenait très tard. Parfois, on devait garder les enfants avec nous au boulot parce que c'était impossible de rentrer à la maison pendant la journée. Ici, nous sommes trop loin du centre-ville.

- 30 Dans leurs récits, si la plainte fait partie de leur vie quotidienne, ils n'attendent pas de solution en réponse à leurs demandes, saisissant finalement l'équivoque du discours de l'État pour écrire leur nouveau destin : c'est bien à eux, comme ils le peuvent, de régler la gestion de leur lieu de vie. Malheureusement, on constate que la mise en place de ces politiques publiques s'est faite en réponse à une situation d'urgence, éludant d'un revers de main la réflexion nécessaire à la préparation et à l'organisation de ce remaniement urbain. Ainsi, l'urgence est venue justifier l'absence de vision, le manque de structure de projets avec si peu ou pas de planification ni de programmation. Plus encore, l'évaluation desdites mesures n'a pas sa place, et aucune analyse n'est prévue en retour de ces remaniements urbains. On ne peut alors que s'étonner du chaos généralisé dans les services concernés et de l'impact sur la qualité de leur élaboration.

Figure 7. Immeuble de la GMVV au centre-ville et la Torre David en perspective



À gauche, bâtiment de la GMVV, avenue Bolívar, et au fond, la Torre David.

À droite, la Torre David.

© Yaneira Wilson, 2019

- 31 De même, cette situation permet à l'État d'utiliser l'argent public sans qu'il soit nécessaire de justifier le coût ou le mode d'utilisation des ressources. Cette posture gouvernementale est d'autant moins critiquable que l'argent public serait mobilisé *a priori* pour l'amélioration des conditions de vie de la société. Selon la sociologue Paula Vasquez Lezama, depuis le début de la révolution bolivarienne, la mise en valeur d'Hugo Chávez s'appuie sur l'image humble du paysan venant des plaines (*llanos*) du pays, celle du sauveur du peuple, voire de l'humanité. Chávez a créé un nouveau système dont la particularité est de s'appuyer sur un modèle militaire, noyé dans un discours conciliant entre l'État et le peuple, et sur une mécanique de valorisation du peuple. Il apparaît dans la représentation d'Hugo Chávez une confusion constante entre son histoire personnelle et les influences de grands personnages historiques. L'historienne Margarita Lopez Maya associe ce processus révolutionnaire spécifique au

populisme, une catégorie politique démagogique et fréquemment utilisée comme véritable modèle de transition. Dans le cadre de la GMVV, les habitations sont signées « par Chávez » et les espaces communs portent son regard. Lors des visites de terrain, certains habitants appellent même leur logement les « maisons de Chávez », comme si seul l'État incarné par Hugo Chávez pouvait garantir l'aide aux plus démunis qui, en retour, doivent faire preuve de respect et de fidélité politique, même après la mort du « héros éternel ». Malgré les difficultés quotidiennes (absence de services de transport, d'eau, d'électricité...), la population reçoit ces maisons ou appartements comme un cadeau de l'ex-président, un témoignage largement confirmé par nos enquêtes, dans lesquelles cet échange outrepassa même le clientélisme et prosélytisme politique³⁰.

Conclusion

- 32 En s'appuyant fortement sur une narration où les bénéficiaires ne représentent qu'une part de la société, les oubliés, les maltraités des gouvernements précédents, le gouvernement bolivarien divise la société plus qu'il ne la rassemble, usant finalement du concept marxiste de classe sociale. Sous sa figure d'État miraculeux, le gouvernement continue à maintenir un contrôle autoritaire où l'usage de la force, la manière approximative de gérer les services, l'arbitraire des déplacements de population sont légion. Sur l'ensemble du pays, les *barrios* se répandent sur la périphérie de la ville dite formelle, tandis que les quartiers de la GMVV tentent d'utiliser les espaces vides et expropriés de la ville formelle et du centre-ville. Ainsi, la structure vide de la Torre David a produit ce territoire « commun » de l'informel dans le formel de la ville.
- 33 Dans le contexte de la révolution bolivarienne et à travers cette diversité des récits autour des politiques publiques et des événements historiques, la défaillance du gouvernement est apparue, celle de ne pouvoir garantir les services nécessaires au bon fonctionnement de la ville et au confort de ses habitants. Malheureusement, le modèle de la révolution bolivarienne n'a pas su présenter une alternative au modèle rentier : sa dépendance au pétrole se poursuit encore aujourd'hui. Et pour continuer à répondre aux progrès de la société, le gouvernement a comme unique solution l'augmentation du prix du pétrole. Prise au piège de l'État « miraculeux », la puissance publique montre son impuissance à modifier concrètement la vie matérielle de ses habitants qui, sous de nouvelles modalités, répètent un même scénario : l'exclusion d'abord, puis l'adaptation à une nouvelle précarité. Le gouvernement échoue face à la crise du logement, à la lutte contre la précarité et à la résorption de la pauvreté, contrat sur lequel il n'a pourtant cessé de s'engager, mais qui doit se satisfaire de ses seuls discours, qui plus est, empreints de toute une rhétorique. Si les habitants relogés dans un quartier de la GMVV ont pu accéder au « grand rêve » social de disposer d'un logement formel — pour reprendre les termes des habitants —, ils ont aussi subi le revers de la médaille : l'État attend en retour une fidélité, un témoignage de révérence, de considération, de déférence des habitants à son égard. Il s'avère que dans sa politique du logement social, l'État choisit qui peut bénéficier ou non d'un logement, créant ainsi une nouvelle forme de privilèges³¹. Les études sur l'architecture, l'urbanisme et les politiques publiques autour de la production du GMVV confirment comment le gouvernement populiste reproduit un paysage urbain précaire du logement social.

- 34 En mars 2022, l'État « magique » affirme que la GMVV avait créé 3,6 millions de logements et maintient que ce chiffre sera porté à 5 millions d'ici 2025. Ces annonces révèlent une croissance incohérente : d'une part, au regard des besoins réels de la société vénézuélienne qui selon la CVC, étaient estimés à 1,2 million en 2011 ; d'autre part, si l'on estime un taux d'occupation de quatre personnes par appartement, les trois quarts de la population vivraient dans ces opérations d'ici trois ans³². Autrement dit, le pays, qui compte 32 millions d'habitants dont 6,8 millions émigrés avec la crise, propose un programme de construction massive de logements qui prétend déjà accueillir 20 millions d'habitants. Or, il suffit de traverser Caracas pour constater la présence des *barrios* tout autour de la ville ; une déambulation la nuit dévoile des quartiers informels entièrement illuminés, *a fortiori* habités. Ce sont de simples observations qui pointent l'étrangeté de la narration officielle, où l'empilement des récits empêche la lecture des réalités sociale, politique et urbaine. En outre et à travers ce phénomène de « bidonville vertical », reconnaissable par son esthétique de briques rouges ajoutées par les habitants, il est aisé d'entrevoir et d'avancer que même après la deuxième moitié du XX^e siècle, Caracas ne s'est toujours pas doté d'un système de planification urbaine efficace, à la hauteur des besoins de la population. Désossée, abandonnée, toujours saillante, la Torre David est passée d'icône de la modernité à l'écriture d'un avenir « incertain » dans laquelle la société vénézuélienne est plongée. En 2022, la Torre symbolise encore une crise latente qui perdure sans donner d'indices sur son cours final.

BIBLIOGRAPHIE

- Fabrice Audebrand, « Parkour », *Les Cahiers dynamiques*, 65, 3, 2015, p. 82-88.
- Teolinda Bolívar, « Rehabilitación y reconocimiento de los barrios urbanos. Su necesidad y riesgos », dans Teolinda Bolívar et Josefina Baldó (éds.), *La cuestión de los barrios. Homenaje a Paul-Henry Chombart de Lauwe*, Caracas, Fundación Polar/Universidad Central de Venezuela/Monte Avila Editores, 1996.
- Alfredo Brillembourg, Hubert Klumpner, *Torre David: informal vertical communities*, Zurich, Lars Müller, 2013.
- Manuel Castells, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1972.
- Christine Cook, « Human Settlement Patterns in Venezuela: The Contributions of the Formal and Informal Housing Sectors », *Housing and Society*, 15, 2, 1988, p. 126-144.
- Michael Edwards, « About Fragmentation in the Urban Context », *Architecture and Behavior*, vol. 7, 4, 1991.
- Federico Ferrari, *Le Populisme esthétique : l'architecture comme outil identitaire*, Paris, Infolio, 2015.
- Yankel Fijalkow Anne-Laure Jourdheuil, Alexandre Neagu, « Le relevé habité face à la vulnérabilité résidentielle : intérêts et limites », *SociologieS*, 2021.
- Axel Honneth, *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2000.

Clara Irazábal-Zurita, Irene Sosa, Lee Evan Schlenker, « The High-Rise and the Shack: Rhizomatic Collisions in Caracas' Torre David », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 19, 1, 2020, p. 1-34, [en ligne] [<https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1855>], consulté le 01/11/2022.

Edgardo Lander, « El Estado mágico sigue ahí Las continuidades y rupturas en la historia del petroestado venezolano », *Nueva sociedad*, 274, 2018.

Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville*, vol. II « Espace et politique », Paris, Anthropos, 1972.

Margarita Lopez Maya, « Participación y poder popular en Venezuela : antes y ahora. Universidad Central de Venezuela », *Revista Historia*, Año 3, 3, 2012, p. 53-77.

Lilian Mathieu, « L'Espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 1, 2007, p. 131-151.

Beatriz Meza Suinaga, « Gestión estatal de la vivienda en Venezuela : el Plan Nacional (1951-1955 »), *Cuadernos del Cendes*, Año 31, 87, 2014, p. 1-29.

Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011.

Martín Padrón, « Caracas 1928-1958 : Permanencias y transformaciones morfológicas durante la primera modernidad urbano-arquitectónica en Venezuela », *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones Estéticas « Mario J. Buschiazzi »*, 29, 1992, p. 87-101.

Harold Proshansky, « The City and Self-Identity », *Environment and Behavior*, 10, 2, 1978, p. 147-169.

Elisa Silva, Valentina Caradonna, Odette Galavis, *CABA : Cartografía de los barrios de Caracas 1966-2014*, Caracas, Fundación Espacio, 2015.

Paula Vásquez Lezama, *Le Chavisme : un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2014.

Yaneira Wilson, « La Torre David à Caracas : d'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays », *Transversale*, n°6 « Reconstructions, processus, matérialités, imaginaires, [histoire : architecture, paysage, urbain] », ENSA Paris-Val-de-Seine/ EVCAU, à paraître.

Yaneira Wilson, « Marketing político-territorial en el espacio público y en la política de vivienda social de la Revolución Bolivariana. El caso de Venezuela », *Investigaciones Geográficas*, 61, 2021, p. 26.

Yaneira Wilson, « Le Logement social au XXI^e siècle au Venezuela : l'État après la catastrophe », *Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, n°8, avril 2020, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/craup/4903>].

Bruno Zevi, *Apprendre à voir l'architecture*, Paris, Les Éditions de Minuit. 1959.

Autres sources

Film documentaire : *Torre David. Urban-Think Tank*, 22 minutes, 2015, [en ligne] [<https://vimeo.com/ondemand/torredavid/49094660>].

Rapport Banco Obrero, Gobernación del Distrito Federal, « El problema de los cerros en el área metropolitana. Informe preliminar sobre Cerro Piloto presentado por el Banco Obrero y la Gobernación del Distrito Federal », Caracas, 1954.

NOTES

1. Yaneira Wilson, « Le logement social au XXI^e siècle au Venezuela : l'État après la catastrophe », *Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, n°8, avril 2020, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/craup/4903>].
2. Plan régional d'aide pour les réfugiés et les migrants (RMRP) par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR). Voir [en ligne] [<https://www.r4v.info/es/refugiadosymigrantes>].
3. Yankel Fijalkow Anne-Laure Jourdheuil, Alexandre Neagu, « Le Relevé habité face à la vulnérabilité résidentielle : intérêts et limites », *SociologieS*, 2021.
4. Harold Proshansky, « The City and Self-Identity », *Environment and Behavior*, 10/2, 1978, p. 147-169.
5. Federico Ferrari, *Le Populisme esthétique : l'architecture comme outil identitaire*, Paris, Infolio, 2015.
6. Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville*, vol. II « Espace et politique », Paris, Anthropos, 1972.
7. La toponymie faisant l'objet d'une stratégie de réécriture de l'histoire à toutes les échelles du territoire, l'État de Vargas a été rebaptisé en 2019 « État de La Guaira » (d'après une municipalité éponyme) le gouvernement bolivarien souhaitant effacer le nom de José Maria Vargas (1786-1854), médecin et homme d'État jugé trop antimilitariste.
8. Martín Padrón, « Caracas 1928-1958 : Permanencias y transformaciones morfológicas durante la primera modernidad urbano-arquitectónica en Venezuela », *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones Estéticas « Mario J. Buschiazzi »*, 29, 1992, p. 87-101.
9. Teolinda Bolívar, Mildred Guerrero, Iris Rosas, et al., *Densificación y vivienda en los barrios caraqueños. Contribución a la determinación de problemas y soluciones*, Caracas, Mindur-Conavi, 1994 ; Elisa Silva, Valentina Caradonna, Odette Galavis, *CABA : Cartografía de los barrios de Caracas 1966-2014*, Caracas, Fundación Espacio, 2015 ; Ivan González, María Isabel Peña, Federico Vegas, *Caracas del valle al mar. Guía de arquitectura y paisaje*, China/Sevilla, RR Donnelly Printing CO. LTD/ Junta de Andalucía, 2015.
10. Christine Cook, « Human Settlement Patterns in Venezuela: The Contributions of the Formal and Informal Housing Sectors », *Housing and Society*, 15, 2, 1988, p. 126-144.
11. Teolinda Bolívar, « Rehabilitación y reconocimiento de los barrios urbanos. Su necesidad y riesgos », dans Teolinda Bolívar et Josefina Baldó (éds.), *La cuestión de los barrios. Homenaje a Paul-Henry Chombart de Lauwe*, Caracas, Fundación Polar/Universidad Central de Venezuela/Monte Avila Editores, 1996.
12. Beatriz Meza Suinaga, « Gestión estatal de la vivienda en Venezuela : el Plan Nacional (1951-1955) », *Cuadernos del Cendes*, Año 31, 87, 2014, p. 1-29.
13. Lors de la diffusion de l'émission « Aló Presidente » en février 2010. Cette émission a été filmée dans le centre de Caracas et devient virale : Chávez montrant du doigt divers bâtiments et donnant l'ordre de « Exprópiese ! » (« Expropriez-vous ! »). Voir [en ligne] [<https://www.dailymotion.com/video/x7t029q>].
14. Yaneira Wilson, « La Torre David à Caracas : d'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays », *Transversale*, n°6 « Reconstructions, processus, matérialités, imaginaires, [histoire : architecture, paysage, urbain] », ENSA Paris-Val-de-Seine/EVCAU, à paraître (décembre 2022).
15. Le complexe se compose de six bâtiments : l'Atrium commercial (hall d'entrée et salles de réunion), la Tour A, de 190 mètres de haut, qui comprend un hélicoptère, la Tour B (appart-hotel), le Bâtiment K, le Bâtiment Z et le parking en rampe de 14 niveaux. Le complexe comprenait à l'origine environ 45 étages, mais le projet est ensuite modifié pour accueillir un hôtel et des magasins sur une surface de 120 000 m².
16. Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011.

17. Axel Honneth, *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2000.
18. Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 1, 2007, p. 131-151.
19. Manuel Castells, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, F. Maspero, 1972.
20. « Le Venezuela est le pays le plus violent d'Amérique latine avec 16 506 décès dus à des morts violentes en 2019. Il y a 60,3 décès violents pour 100 000 habitants », selon le sociologue Roberto Briceño León, directeur de l'Observatoire vénézuélien de la violence, et une partie de notre panel de personnes interrogées sur le thème du logement.
21. « Le parkour est l'art du déplacement dans l'espace urbain. C'est une méthode d'entraînement qui permet à son pratiquant de franchir toutes sortes d'obstacles. C'est un sport dont le principe est de produire le mouvement le plus juste et efficace pour franchir un mur, une façade ou grimper à un arbre. Le saut et la qualité de sa réception sont au cœur de cette discipline ». Fabrice Audebrand, « Parkour. Pour tracer vers l'insertion », *Les Cahiers dynamiques*, vol. 65, n° 3, 2015, p. 82-88.
22. Clara Irazábal-Zurita, Irene Sosa and Lee Evan Schlenker, « The High-Rise and the Shack: Rhizomatic Collisions in Caracas' Torre David », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 19 (1), 2020, p. 1-34, [en ligne] [<https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1855>], consulté le 01/11/2022.
23. Federico Ferrari, *op. cit.*
24. Bruno Zevi, *Apprendre à voir l'architecture*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1959.
25. Edgardo Lander, « El Estado mágico sigue ahí Las continuidades y rupturas en la historia del petroestado venezolano », *Nueva sociedad*, 274, 2018.
26. À partir de 2014, le statut a été modifié : « Grande Mission Nouveau Quartier, Quartier Tricolore »
27. « Testimonio y responsabilidad ante la historia », *Aporrea* [En ligne], 18 juin 2014.
28. Yaneira Wilson, « Marketing político-territorial en el espacio público y en la política de vivienda social de la Revolución Bolivariana. El caso de Venezuela », *Investigaciones Geográficas*, 61, 2021, p. 26.
29. Militaire et homme politique vénézuélien, né à Cúa (Miranda).
30. Yaneira Wilson, « Le Logement social au XXI^e siècle au Venezuela... », *op. cit.*
31. Yaneira Wilson, « Marketing político-territorial en el espacio público... », *op. cit.*
32. *Ibid.*

RÉSUMÉS

De Hugo Chávez à Nicolás Maduro, le Venezuela a engagé depuis 1999 un ensemble de réformes désignées sous le nom de « révolution bolivarienne ». Dans ce cadre, nous nous intéressons à explorer la production de la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV) et le cas de l'invasion de la Torre David squattée en 2004 par un premier groupe de sans-abri. Les principales questions : comment l'État « magique » avec sa dépendance historique aux ressources pétrolières peut-il viser une solution aux problèmes de logements rencontrés par la société ? Désossée, abandonnée, toujours saillante, la Torre David est passée d'icône de la modernité à l'écriture d'un avenir « incertain » dans laquelle la société vénézuélienne est plongée. En 2022, la Torre symbolise encore une crise latente qui perdure sans donner d'indices sur son cours final.

From Hugo Chávez to Nicolás Maduro, Venezuela has been engaged since 1999 in a set of reforms referred to as the Bolivarian Revolution". Within this framework, we are interested in exploring the production of the Great Housing Mission Venezuela (GMVV) and the case of the invasion of the squatted Torre David in 2004 by a first group of homeless people. The main questions: how can the "magic" state with its historical dependence on oil resources aim to solve the housing problems faced by society? Boneless, abandoned, still protruding, the Torre David has gone from an icon of modernity to the writing of an "uncertain" future in which Venezuelan society is immersed. Still in 2022, the Torre symbolizes a latent crisis that persists without giving any clues about its final course.

INDEX

Mots-clés : Habitat informel, Politique du logement, Mouvements sociaux, Représentations, Vulnérabilité

Keywords : Informal Housing, Housing Policy, Social Movements, Representations, Vulnerability

AUTEUR

YANEIRA WILSON

Yaneira Wilson est architecte-urbaniste, docteure en « architecture et ville », chercheuse au Centre de recherche sur l'habitat (UMR 7218 LAVUE), chargée de recherche sur le projet SAPHIR (logement, santé et récits résidentiels) en partenariat avec l'Agence régionale de la santé, l'IDHEAL et Paris Habitat, et enseignante (ATER) à l'université Paris X-Nanterre, dans le département de géographie et d'aménagement urbain (2020-2022). Ses thèmes de recherche portent sur la représentation de la ville, le marketing politique, la politique de l'habitat, la morphologie et sociologie urbaine et les catastrophes naturelles.

Dernières publications : coautrice de *Habiter les villes latino-américaines, Débats, réflexions et enjeux de la recherche urbaine*, L'Harmattan, 2021 ; « Du locataire social au micro-entrepreneur. La gestion des quartiers HLM périphériques à l'épreuve de "l'innovation sociale" », *lesmondesdutravail.net* (En ligne), 2021, p. 47-61 ; avec B. Leclercq, « Et Marketing político-territorial en el espacio público y en la política de vivienda social de la Revolución Bolivariana. El caso de Venezuela », *Investigaciones Geográficas*, 61, 2021, p. 26-43 ; « Faire du logement social un bien commun ? Regards vénézuéliens », *Métropolitiques*, 4 novembre 2021. Voir [https://www.crh.archi.fr/_Wilson-Wetter-Yaneira_].

Il était une fois le *barrio El Libertador*. De la construction de la maison à la formalisation d'un quartier précaire à Saint-Domingue (République dominicaine)

*Once Upon a Time, in the Barrio Libertador. From the Home's Construction to
Slum Upgrading in Santo Domingo, Dominican Republic.*

Darysleida Sosa Valdez

Introduction

- 1 Le *barrio*¹ El Libertador se trouve dans la municipalité de Saint-Domingue Ouest et compte officiellement environ 39 225 habitants². Son histoire commence en 1940 avec l'implantation de la famille Aguiar, proche du dictateur Leonidas Trujillo, qui occupe la partie est de la zone. Avec le temps, les héritiers Aguiar divisent et vendent le terrain, entraînant les premières occupations. Ensuite, la construction d'une zone industrielle, en 1968, et les expulsions dans les quartiers centraux de Saint-Domingue, au début des années 1970 qui cherchaient moderniser la ville, entraînent la densification progressive du quartier.
- 2 Invisible sur les relevés cartographiques de l'époque, ce n'est qu'à partir des années 1998, à la suite des inondations et des pertes humaines provoquées par l'ouragan George, que le *barrio* suscite l'intérêt des décideurs locaux. Le quartier est déclaré « zone à haut risque » à la suite des inondations et la propagation des maladies. S'ensuit une forte médiatisation des épisodes de violence, des luttes de gangs, du trafic de drogue et des catastrophes naturelles, qui font la une des journaux tout au long des années 2000. Pour les acteurs gouvernementaux, la composition spatiale du quartier serait à l'origine de cette délinquance et de la vulnérabilité socio-environnementale. La

haute densité, la promiscuité et le manque d'espaces publics provoqueraient des comportements déviants chez les plus jeunes. La ravine polluée appelée « *Guajimia* » qui traverse le *barrio* accroîtrait les risques d'inondation et de propagation de maladies, et les petites ruelles labyrinthiques faciliteraient le trafic de drogue. Par conséquent, l'amélioration des conditions matérielles et sociales du *barrio* devient une priorité locale, appelant à la réalisation de multiples opérations de requalification urbaine et de dotation de services.

- 3 Raconter l'histoire des *barrios* en se limitant au récit officiel, souvent réducteur et stigmatisant, ne permet pas de comprendre comment le *barrio* El Libertador et d'autres quartiers informels sont devenus omniprésents dans le paysage urbain dominicain, au point de représenter le 75 % de la production de logement³, ni de retracer les évolutions d'une zone qui, de domaine privé en zone rurale, est devenue un quartier périphérique de la ville, puis un *barrio* à haut risque. Le récit officiel omet également les multiples modifications et adaptations spatiales produites par les habitants, ou négociées avec les aménageurs locaux. Par ailleurs, l'habitant, sujet historique, constructeur de son habitat est rendu invisible et impuissant face à des événements qui sont pourtant étroitement liés à la construction des habitations.
- 4 En effet, dans ce quartier où les limites physiques et symboliques entre les espaces communs et privés n'existent pas, la rue et la maison se construisent simultanément⁴. Les constructions des maisons s'inscrivent dans un processus continu qui relève tant d'un acte d'émancipation que de survie, de victoire et de fierté⁵. La maison permet ainsi l'intégration des habitants dans un nouvel environnement, en lui permettant de devenir un « être-social »⁶, et en régulant en même temps son passé, son présent et son futur⁷. Dans ce sens, l'histoire du *barrio* El Libertador ne peut pas être racontée à partir des plans cadastraux ou des registres de propriété, car ces documents sont quasi inexistants. Mais qu'il est possible de retracer l'histoire de ce quartier à travers les récits personnels, intimement liés à la construction des maisons des habitants. Les transformations de la maison racontées de manière anecdotique coïncident souvent avec des événements historiques et des épisodes spécifiques dans les parcours des habitants (expulsion, la fondation d'une famille ou ambition personnelle). Ces microhistoires mettent en avant les multiples fonctions de la maison, et leurs effets directs sur la configuration spatiale du quartier et de la ville dominicaine en général⁸.
- 5 À partir de trois récits récoltés lors d'une enquête ethnographique menée entre 2016 et 2018, cet article tente de reconstituer l'histoire du *barrio* El Libertador. En présentant l'évolution de la maison dans le temps, il s'agira de comprendre les temporalités, les échelles, les ambiguïtés et les paradoxes du processus de consolidation du quartier. Dans une première partie, ces récits sont retranscrits et traduits graphiquement pour illustrer les moments d'occupation, de construction et de rénovation des habitations. Ce processus est ensuite mis en perspective pour démontrer le lien entre la construction de la maison et le développement progressif du *barrio*. Finalement, l'histoire récente du *barrio* est discutée à l'aune des interventions urbaines de formalisation urbaine.

Les rencontres, les entretiens et ses traductions graphiques

- 6 Les entretiens approfondis ont été réalisés dans différentes parties du quartier. Les trois récits évoqués dans cet article concernent des personnes appartenant à une même catégorie socio-économique à l'intérieur du *barrio* : les propriétaires. Si les habitants des *barrios* sont souvent considérés comme appartenant à la même classe sociale « pauvre », des catégorisations distinctives se dégagent à l'intérieur du quartier. Ceux qui ont le plus de pouvoir d'achat les salariés, les petits commerçants et les bailleurs propriétaires et ceux qui ont le moins de pouvoir d'achat, les vendeurs ambulants et les femmes de ménage. Ainsi, Esteban est salarié dans un magasin de jouets. Il vit avec sa femme, Luz, mère au foyer, et ses trois enfants, étudiants à l'université au moment de l'entretien. Maria est quant à elle chef d'entreprise et vit avec son deuxième mari et ses deux enfants, étudiants au lycée dans le *barrio*. Teresa, veuve, sans emploi fixe, rend des services divers à ses voisins (baby-sitting, préparation de repas) et vit avec sa fille benjamine qui travaille et porte économiquement le foyer.

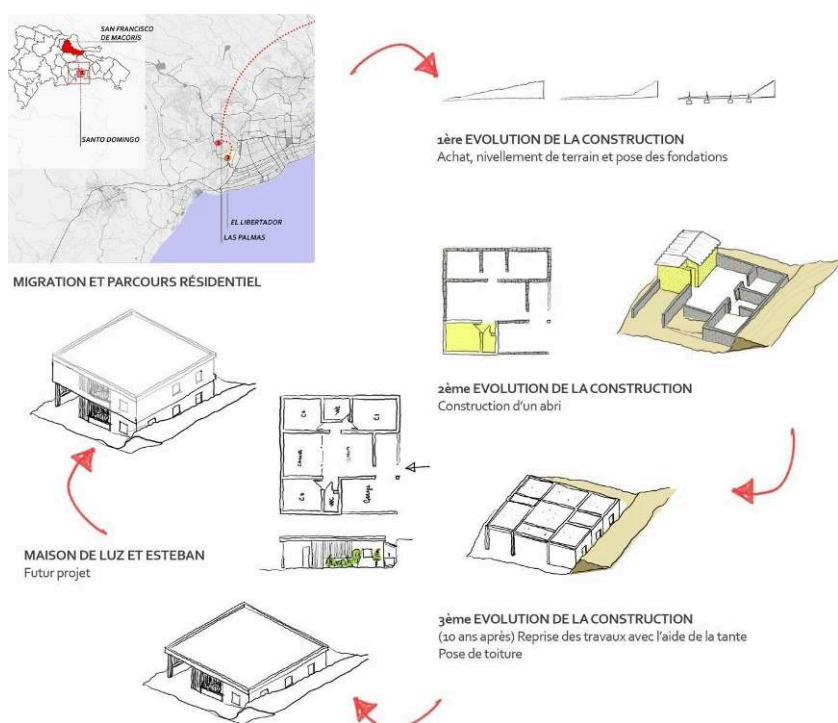
La maison témoin de Luz y Esteban

- 7 Luz et Esteban sont arrivés à la capitale depuis la ville de San Francisco de Macoris en 1987. Ils ont d'abord trouvé refuge chez la tante Margarita, qui leur a permis de vivre chez elle pendant qu'elle travaillait aux États-Unis. Durant quelques années, ils ont entretenu sa maison et ont ainsi pu faire des économies pour réaliser leur propre projet de construction. La naissance de leur premier enfant les a poussés à acheter un terrain accidenté, rocaillieux et en pente, mais dont le prix correspondait à leurs moyens financiers. Chaque samedi, dimanche et jour férié, Esteban, parfois aidé de son frère et de ses cousins, a travaillé pour niveler le terrain avant de construire les fondations. Puis des murs en parpaings sans crépi ont été élevés partiellement, dessinant la silhouette d'une maison. À l'époque, seules deux pièces pouvaient être considérées comme à peu près terminées, car elles étaient couvertes par une structure en bois et tôle qui permettait de s'y abriter. « Nous avons emménagé ici sans installation électrique, sans eau courante, mais ce n'était pas grave, on était chez nous ! » raconte Luz.
- 8 À l'époque, le chantier était divisé en deux zones : au sud, les pièces en construction (le salon, la cuisine et les chambres) ; au nord, une pièce dortoir pour les parents et les enfants, suivie d'une salle d'eau où ils effectuaient l'ensemble des activités domestiques. Ils ont vécu dans ces conditions pendant presque dix ans, mais l'arrivée d'un troisième enfant atteint d'une maladie à la naissance a révélé l'urgence de finir la maison.
- 9 Avec le soutien économique de la tante Margarita, qui leur envoyait de l'argent depuis l'étranger, les travaux ont alors repris progressivement. Le salaire d'Esteban permettait seulement d'acheter des produits de première nécessité. Luz, de son côté, improvisa un salon de coiffure les samedis et dimanches dans la partie sud de la maison en chantier, et parfois, gagnait un peu d'argent en vendant des tickets de loterie. Elle participait aussi aux associations rotatives d'épargne avec les voisins⁹. Quand il a été temps de couler la dalle de la toiture, ils sont allés dormir quelques jours dans la maison d'un voisin. Les finitions des dernières pièces — le salon, la cuisine et la *galeria* (espace semi-

fermé devant la maison) — ont été réalisées *a posteriori*. En 2005, Esteban a profité d'un prêt à taux réduit accordé par son entreprise pour faire enduire les façades, peindre les murs et acheter quelques meubles. Plus tard, un garage a également été aménagé pour accueillir la voiture familiale (fig 1).

- 10 « On peut dire que la maison est finie », dit aujourd'hui Esteban. Un crépi lisse orange couvre la façade et la *galeria* avec jardin débordant sur le trottoir. Dans le couloir semi-enterré entre la maison et la rue, Luz a aussi improvisé un espace laverie. Désormais, Luz et Esteban espèrent que leur fils, étudiant en architecture, pourra entreprendre la construction des appartements au premier étage.

Figure 1. Évolution de la maison de Luz et Esteban



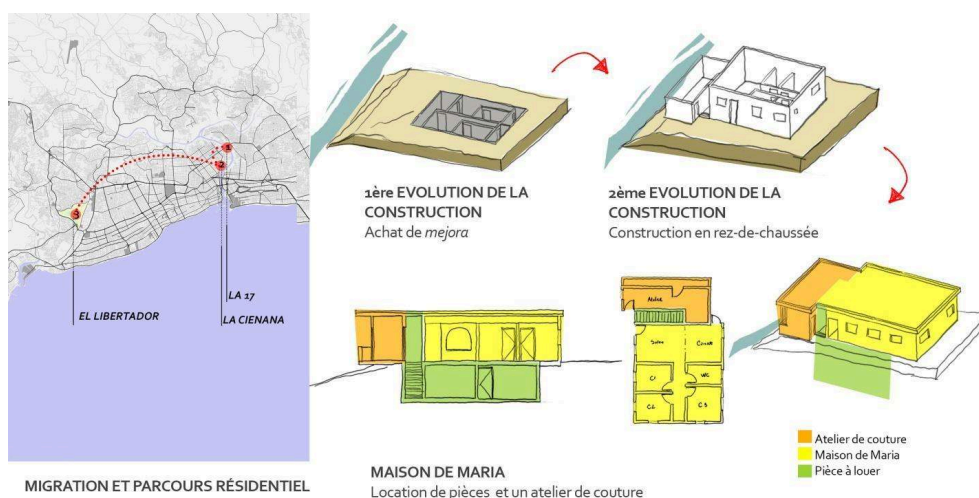
Réalisation de Darysleida Sosa Valdez

De la *mejora* à la maison de Maria

- 11 Le processus de construction ne commence pas toujours par l'achat d'un terrain nu comme pour Luz et Esteban. Dans certains cas, le terrain contient déjà les bases d'une maison — une *mejora* — qui peut être transformée selon les goûts personnels de l'acquéreur. En général, il s'agit d'un projet constructif qui n'a pas abouti, soit parce que le propriétaire d'origine manquait de moyens pour continuer, soit parce qu'il est décédé avant de le terminer. C'est le cas de la construction de la maison de Maria. Quand elle est arrivée au Libertador, elle avait déjà vécu dans plusieurs *barrios* centraux de la capitale dans des zones inondables. En 1992, fatiguée de retrouver son logis inondé par les pluies et d'attendre les programmes de relogement par l'État, elle a décidé de rejoindre sa sœur au *barrio* El Libertador, avec qui elle a négocié l'achat d'une *mejora* : un terrain avec des fondations et des murs en béton à moitié construits.

- 12 La *mejora* de Maria se trouvait sur un terrain situé sur les berges de la ravine Guajimia, dont la pente s'élevait sur l'équivalent d'un étage, ce qui supposait la construction d'habitations semi-enterrées. Les travaux ont commencé en coulant une toiture plate en béton sur les murs existants, permettant ensuite d'imaginer de nouvelles pièces au niveau de la rue et à l'étage. Maria a occupé les pièces en sous-sol jusqu'en 2007. Ensuite, elle a déménagé dans les pièces du rez-de-chaussée et a ouvert son atelier de couture dans une partie construite plus tard à l'arrière de la maison, supportée par des poteaux plantés au bord du ruisseau. Un petit balcon attenant à l'atelier de couture, d'où il est possible d'observer la ravine, a été aussi aménagé.
- 13 Aujourd'hui, la maison est divisée en trois grandes parties accessibles par un petit couloir latéral : 1) la maison principale de Maria avec deux chambres, une salle d'eau et une cuisine ouverte sur le salon ; 2) l'atelier de couture où Maria reçoit des clients pour la réparation des vêtements, la confection de rideaux, chemins de table, etc., où elle vend également du prêt-à-porter ; 3) les habitations semi-enterrées, que Maria mettra en location après quelques travaux de réparation, notamment la pose de carrelage sur le sol (fig. 2). Au moment de notre premier entretien, Maria avait déjà demandé à un voisin connu pour ses compétences de carreleur d'effectuer les travaux. Avec ce projet de location, Maria suit le modèle de sa sœur qui possède environ dix appartements en location dans le *barrio*.

Figure 2. La maison de Maria, à fonctionnalités multiples



Réalisation de Darysleida Sosa Valdez

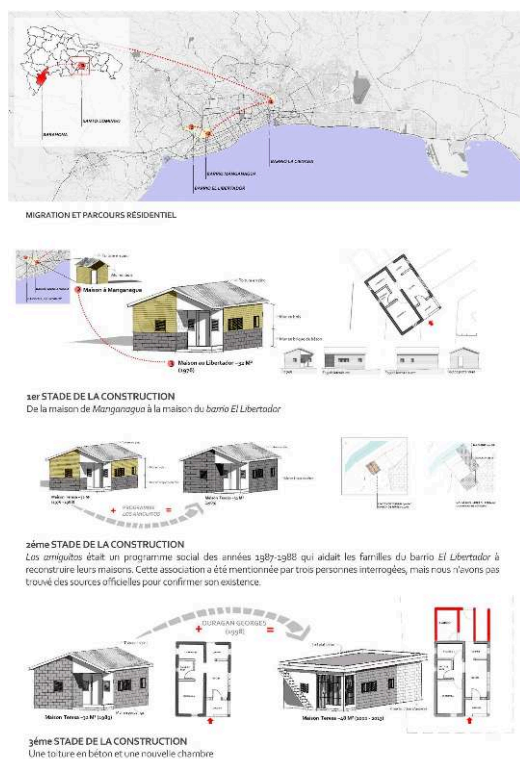
Teresa et sa maison toujours en chantier

- 14 La construction de la maison de Teresa a commencé quelques semaines avant les expulsions du quartier Manganagua, au centre-ville de Saint-Domingue : en 1976, les propriétaires des terrains ont demandé aux familles occupantes de quitter les lieux, en étant flexibles sur les dates d'évacuation et en leur permettant d'emporter les matériaux de construction qu'ils souhaitaient. La structure en bois qui servait d'abri à Teresa et son mari dans le quartier Manganagua leur a permis de terminer la construction d'une nouvelle maison dans le *barrio* El Libertador. Ils ont ensuite déménagé officiellement en septembre 1976 avec une facture¹⁰ en main certifiant

l'achat d'un terrain de 340 mètres carrés, dont les limites s'étendent au nord jusqu'à la ravine Guajimía et au sud jusqu'à un chemin en terre. Ils ont commencé par construire une pièce, utilisant du béton pour les fondations et des parpaings pour la partie inférieure des murs, puis du bois pour les murs et de la tôle pour la toiture récupérés de l'ancienne construction.

- 15 Entre 1976 et 1980, ils ont construit une cuisine et une chambre, et progressivement, une *galeria*, un salon, une deuxième chambre et une petite salle d'eau quand la famille s'est agrandie et au fur et à mesure des économies. Les travaux n'ont pas été complètement terminés à l'époque, il n'y avait pas de finitions sur les murs et le sol était encore en terre.
- 16 En 1985, les médecins diagnostiquèrent un cancer au mari de Teresa, ce qui l'empêcha de continuer les travaux. Teresa décida alors de travailler comme femme de ménage dans un quartier de classe moyenne haute pour subvenir aux besoins de sa famille et payer les soins de son mari. En 1988, elle a bénéficié du programme *Los Amiguitos*, une aide financière apportée par une organisation internationale pour des travaux de renforcement des maisons, notamment le remplacement des murs en bois par des murs en parpaings. Ce programme était destiné aux familles avec des enfants de moins de trois ans dont le logement avait un risque d'inondation. Teresa en a profité pour officialiser l'achat de son terrain en faisant appel au notaire chargé de réaliser le registre cadastral. Son terrain comptait initialement 340 mètres carrés, mais seulement 160 ont été déclarés, le reste a été concédé par Teresa à sa cousine (100 mètres carrés) et à sa sœur (80 mètres carrés), « pour qu'elles puissent aussi construire leurs propres maisons ». L'aide du programme *Los Amiguitos* a aussi permis la construction d'une troisième chambre destinée à son fils aîné, trop âgé selon elle pour dormir avec ses frères et sœurs.
- 17 En 1989, le passage de l'ouragan George a détruit la toiture en tôle, ce qui a décidé Teresa à faire couler un toit plat en béton afin de se protéger des futures intempéries (fig. 3).

Figure 3. Évolution de la maison de Teresa (1976-1989)



Réalisation de Darysleida Sosa Valdez

- 18 En 2015, une partie du terrain de Teresa s'est trouvée concernée par les travaux d'assainissement de la ravine Guajimía. Les ingénieurs ont utilisé un bout de son jardin pour la construction de la rue qui remplace la ravine. Teresa a alors lancé un nouveau processus d'amélioration de sa maison, cette fois-ci inspiré par des aménagements observés dans le quartier où elle travaillait comme femme de ménage.
- 19 Elle a profité de l'intervention sur la ravine pour demander une indemnisation de 100 000 pesos RD (2 000 €) pour les arbres et le morceau de son terrain perdu. Sans succès, elle a alors négocié directement la rénovation de sa façade, cette fois-ci orientée vers la nouvelle rue. Les porteurs du projet ont accepté et envoyé des ouvriers réaliser les travaux.

L'autre jour, j'ai parlé avec l'ingénieur, il m'a dit qu'ici [depuis le jardin vers la nouvelle rue], on peut faire une excavation profonde pour recréer une structure et faire l'expansion de ma maison et la construction de ma façade vers la nouvelle rue. Il m'a dit qu'il faut prévoir des poteaux en béton armé avec des tiges en acier d'un centimètre. Il faut une bonne structure en acier pour faire tenir la façade. Comme ça, je peux aussi construire une entrée vers la chambre de mon fils et l'agrandir... En bas, je pense faire une place de parking fermée avec des portes qui descendent, parce qu'ici il y a beaucoup de cambrioleurs. De l'autre côté, j'aimerais faire construire un escalier. C'est-à-dire qu'une fois qu'on arrive à sa maison, on peut descendre de la voiture, fermer la porte du garage et monter par les escaliers en toute sécurité. » (Extrait de l'entretien avec Teresa, 2016).

- 20 Avec la rénovation de la façade et le renforcement structurel de la maison, Teresa imagine exploiter l'étage de la maison en demandant à ses enfants d'y construire deux appartements (fig. 4).

Figure 4. Projection de travaux de rénovation pour la maison de Teresa



Réalisation de Darysleida Sosa Valdez

La construction de la maison et la consolidation du *barrio*

- 21 Dans le développement d'un *barrio* d'une part, et la projection et la construction de la maison d'autre part font partie d'un seul processus, à la fois simultané, réciproque et flexible. Il s'agit d'un « fait social total¹¹ », une clé analytique pour comprendre le processus de consolidation du *barrio*. Les histoires de la construction de la maison de Luz et Esteban, Maria ou Teresa montrent que la maison est un projet en perpétuelle évolution ; composée d'un ensemble d'espaces intérieurs où l'on séjourne en même temps qu'on les construit. Elle s'érige donc en fonction des besoins qui définissent à leurs tours les étapes de sa fabrication¹².
- 22 En garantissant d'abord son rôle de refuge immédiat, la construction de la maison commence par la fabrication d'une pièce multifonctionnelle. D'après Walter Cordero¹³, cette première étape de construction évoque une transmission technique et symbolique venant de l'habitat précolonial (faisant référence à la *bohio*, la maison des Amérindiens avant l'arrivée des colons espagnols, formée d'une seule grande pièce multifonctionnelle). Ces savoir-faire constructifs auraient perduré essentiellement au travers de l'habitat rural et des quartiers informels en ville. Une corrélation – entre maison de *barrio* et l'habitat précolonial – dissimulée par l'utilisation de matériaux industriels disponibles en zones urbaines, mais dont les formes, dispositions et fonctions restent dans les deux cas, les mêmes¹⁴. Concrètement, ceci se traduit par l'utilisation de matériaux moins résistants (carton, bois, tôle) dans la construction des

abris, et plus résistants (brique, parpaing) pour les maisons finies et la construction des immeubles. Dans le processus de construction, le niveau d'évolution de la maison atteste donc de la condition temporaire économique et sociale des habitants. Au fur et à mesure que le logement change physiquement, la valeur symbolique qui lui est attribuée par les habitants se transforme également¹⁵.

- 23 Dans ce sens, la maison s'inscrit dans plusieurs registres. Premièrement, sa construction implique une gestion de ressources uniquement accessibles depuis l'informalité urbaine¹⁶. L'accès à un terrain ou une *mejora* pour les classes « pauvres » dominicaines n'est possible en zone urbaine que par l'intermédiaire de marchands de terrains sans garantie d'acte de propriété. Si plusieurs habitants ont acheté leur terrain, peu d'entre eux peuvent le déclarer officiellement puisque cela implique un coût supplémentaire (frais notarial et géomètre). Deuxièmement, le processus constructif s'adapte aux besoins familiaux. Les récits montrent que la maison évolue en fonction des changements dans la vie des habitants : la naissance d'un enfant, un divorce, un relogement jouent un rôle dans le processus de construction. La maison n'est pas seulement un élément morphologique, elle est reliée aux conditions des habitants et aux variables contextuelles (type de terrain et événement climatique¹⁷). Finalement, la construction de la maison suscite des formes élaborées d'organisation collective et de réseau d'entraide (loger chez un voisin pendant les travaux pour couler une toiture, nettoyer un terrain avec l'aide de la famille, demander à un voisin de poser du carrelage, etc.).
- 24 Face à des contraintes sociales et économiques (pauvreté, informalité), la construction de la maison permet à ses habitants de s'affirmer en tant que sujets agissants. Posséder une maison signifie pour eux une réussite, supposant une certaine indépendance économique et donnant accès à une nouvelle classe sociale, celle des propriétaires. Ces récits dévoilent d'ailleurs les épreuves, l'ingéniosité des habitants et les logiques des mobilités résidentielles qui dépassent l'espace géographique du *barrio*. En retraçant les processus de construction de la maison apparaissent aussi des dynamiques de densification et d'étalement urbain. Ce rapport à une échelle plus large est abordé dans cette deuxième partie de l'article : les maisons dans les *barrios* participent simultanément au développement d'une promotion immobilière informelle, à la création des institutions éducatives et culturelles, tout en restant un patrimoine familial à léguer.

La maison et la promotion immobilière informelle

- 25 Quand la maison évolue en immeuble ou quand elle permet la création d'un commerce, elle s'inscrit dans une logique de prospérité financière. En devenant une unité de production, elle peut constituer une source de revenus directs. Rappelons que la maison de Maria est divisée en trois parties, dont deux destinées à une activité commerciale (la location des appartements et la commercialisation et la réparation de vêtements). Dans ce sens, le salon de sa maison articule ces deux parties, notamment grâce au salon *showroom* où Maria expose les rideaux qu'elle conçoit et où elle reçoit aussi ses locataires pour les règlements des loyers.
- 26 La sœur de Maria, également habitante du *barrio*, est propriétaire d'une dizaine des appartements qu'elle met en location. Teresa évoque sa voisine, propriétaire d'une grande maison comprenant plusieurs petites pièces en location, que les aménageurs des

travaux dans la ravine Guajimia ont décidé de contourner pour ne pas avoir à reloger les locataires. Ces témoignages mettent en lumière l'existence d'une importante promotion immobilière informelle dans le *barrio*.

- 27 Le développement progressif du marché immobilier informel dominicain trouve ses sources dans la dictature de Rafael Trujillo (1930-1960), caractérisée par une forte concentration foncière. À la fin de la dictature, et en raison des inégalités socio-économiques entre ville et campagne, entre 1960 et 1980, la ville de Saint-Domingue passe de 600 000 à un million d'habitants. Sans politique de logement définie, à la fin des années 1980, 80 % de la population urbaine habite dans des *barrios* en zones à risque (inondation et glissement de terrain)¹⁸. Joaquín Balaguer, président qui succède le dictateur, propose alors de grands travaux d'aménagement. Il s'agissait d'une politique nommée « *Varrilla y Cemento* » (« barre en acier et ciment¹⁹ ») prévoyant la restructuration des *barrios* et la construction de logements sociaux pour le relogement des habitants des quartiers précaires. Mais dans un gouvernement corrompu, ce programme profite principalement aux classes moyennes et aux fonctionnaires. De nouvelles occupations informelles apparaissent rapidement en zone périphérique, souvent très proche des logements sociaux nouvellement construits sur les quartiers informels évacués.
- 28 Rappelons que dans leurs différents récits, les habitants construisent leurs maisons à la suite d'une ou plusieurs expériences de vie en zone urbaine et souvent en réponse aux processus d'expulsion. Les constructions successives des nouvelles habitations participent ainsi à la densification urbaine de la capitale dominicaine. À cela s'ajoutent, les pratiques commerciales et la mise en location, qui, en plus de combler les déficits de la politique du logement, constituent un revenu supplémentaire pour les familles, et traduisent des formes de partage des biens immobiliers. Cela est également observé par Emilio Duhau²⁰ au Mexique, où les quartiers informels structurent progressivement les tissus urbains depuis la colonisation. Au Venezuela, il s'agit d'une frénésie constructive dictée principalement par l'urgence de se loger en ville²¹. En Argentine, l'évolution des maisons répond aux besoins en qualité de vie pour les nationaux et les étrangers qui cherchent un habitat digne et accessible en zone urbaine²².

La maison institutionnalisée : les écoles privées informelles

- 29 Dans le *barrio*, la maison constitue également le berceau d'activités culturelles et éducatives. Elle peut partiellement devenir un équipement scolaire, culturel ou religieux. Le jardin arrière d'une maison peut par exemple servir de centre de formation artistique :

Ma mère et moi avons créé une école de formation pour les enfants, les adolescents et les adultes. Nous essayons d'inculquer plus qu'une bonne éducation, une autre manière de voir la vie, une occupation aux têtes anxieuses. Aujourd'hui, nous comptons avec l'aide d'un député qui a financé la location d'un local. Mais cela fait plus de vingt ans que nous travaillons dans le jardin de la maison de ma mère. Actuellement, nous avons 300 enfants, dont 116 filles, qui sont inscrites au cours de ballet classique. Les filles peuvent s'inscrire dès qu'elles ont 3 ans et les garçons dès 7 ans. On fait aussi des cours de peinture, de décoration et de création d'objets de déco avec des déchets plastiques et du carton. Chaque année, on propose au moins une formation musicale et des ateliers de cuisine [...]. Tous les objets sont commercialisés, cela permet aux gens de gagner un peu d'autonomie économique » (extrait de l'entretien avec Luz Maria, 2017).

- 30 Disposer de la maison afin de répondre aux besoins en équipements trouve une explication autant dans la densité exacerbée du *barrio* que dans l'incapacité de l'État à satisfaire la demande. Ainsi, certaines maisons remplacent les équipements publics comme les écoles dans les *barrios*.
- 31 Face au manque de place, à la dégradation physique des équipements et aux longues distances pour rejoindre les écoles publiques, les « écoles privées marginales » représentent la seule option en matière d'offre éducative pour les familles qui ont une certaine capacité de paiement dans les *barrios*²³. Il s'agit de petits centres précaires créés à l'initiative de groupes religieux, communautaires ou de professeurs retraités, quand les dysfonctionnements de l'école publique en font un marché économique à exploiter. Ces installations se sont développées de manière provisoire, avec peu de moyens et un nombre d'élèves et d'enseignants variable. Dans la durée, ces écoles reçoivent des aides de l'État et le soutien de la communauté dans un esprit de solidarité. Elles s'appuient sur un schéma de « financement mixte » dans lequel l'État prend en charge certaines dépenses (les salaires des professeurs et le loyer du local) tandis que les parents payent le frais de scolarité qui rémunère le propriétaire et participe à la maintenance du bâtiment, la dotation de matériels scolaires, livres, etc.²⁴. Dans certains cas, elles finissent par devenir entièrement publiques, notamment depuis 2012 à la suite du programme de construction d'écoles lancées par le gouvernement dominicain. C'est le cas du lycée construit en l'honneur du professeur Pedro Aponte, un leader communautaire qui a créé le premier lycée du *barrios* El Libertador dans sa maison. Ce lycée s'est développé progressivement au point de ne plus tenir dans son salon. Avec le temps, les cours ont été répartis dans la salle de veillée du quartier et ensuite sur le terrain de sport, pour finalement intégrer le système national des écoles publiques en 2015.

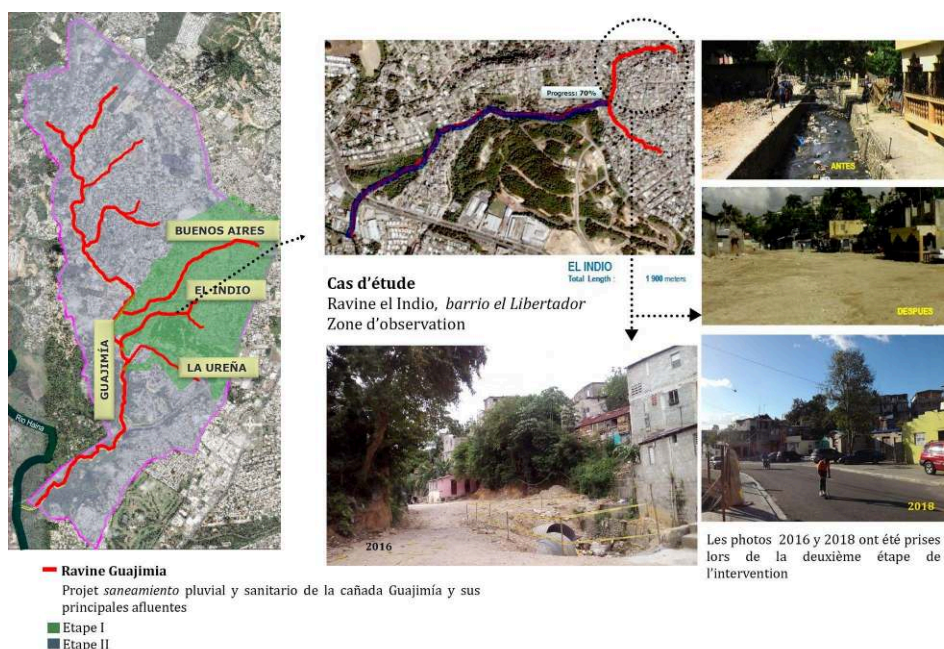
La maison, un patrimoine familial informel

- 32 La maison représente également un patrimoine familial à léguer et fait souvent l'objet d'actes de donation quand elle est pensée comme la base pour la construction d'un étage exploitable pour la descendance. C'est la raison pour laquelle Luz, Esteban et Teresa attribuent une importance capitale à la toiture plate en béton de leur maison. Ils envisagent la construction ultérieure d'appartements pour leurs enfants et, de cette façon, de transformer la maison en immeuble familial. Cette pratique ne concerne pas uniquement les *barrios* dominicains, elle est par exemple inscrite dans la culture arabe, où les étages d'une maison accueillent les nouvelles générations d'une famille²⁵. Il s'agit d'un arrangement qui profite de manière simultanée aux occupants de la maison. Dans les *barrios*, cette forme d'habitat intergénérationnel offre, entre autres, une assurance face au déficit de logements et de terrains constructibles. Elle permet également une protection mutuelle entre les différentes générations. Étant donné qu'il n'y a ni maisons de retraite ni crèches officielles, ce système de colocation familiale établit des réseaux d'entraide qui combinent l'aide aux personnes âgées, la surveillance des enfants et la réduction des frais pour les ménages actifs.

La formalisation du *barrio* et la rénovation de la maison : quand le *barrio* devient résidentiel

- 33 Abordons pour finir, le processus récent de formalisation des *barrios* depuis les années 2000²⁶, via des interventions ponctuelles de régularisation et d'amélioration du cadre de vie. Dans une logique de reconnaissance et d'intégration à la ville, les politiques de formalisation urbaine ont principalement facilité la construction des infrastructures et la dotation de services (eau et électricité) dans les *barrios* dominicains. Le récit de Teresa met en évidence ce processus, d'abord promu par le programme humanitaire *Los Amiguitos*, qui prônait la construction « en dur » des maisons pour faire face aux vulnérabilités environnementales, puis par les autorités, cherchant à résoudre les problèmes de salubrité et d'accessibilité en assainissant la ravine Guajimia.
- 34 En effet, la dernière étape de consolidation du *barrio* El Libertador est liée au projet d'assainissement de la ravine Guajimia, considérée comme une source de contamination et de risque (fig. 4). Cette opération, portée par la CAASD, entité régulatrice des services d'eau à Saint-Domingue, est financée par un bailleur canadien dont l'objectif est de doter le *barrio* de canalisations d'eaux et de construire une nouvelle voie d'accès (fig. 5). 1 320 familles ont ainsi été relogées dans des logements sociaux²⁷.

Figure 5. Schéma et photos des étapes du projet d'assainissement de la ravine Guajimia



Source : CAASD

Réalisation de Darysleida Sosa Valdez

- Savez-vous quand ils vont finir les travaux ?
- Ils sont en train d'y travailler, beaucoup de maisons ont déjà été construites.
- Oui, j'ai vu qu'ils ont presque terminé les maisons. Je suis tellement content de voir la ravine disparaître. On n'aura plus à se préoccuper des mauvaises odeurs.

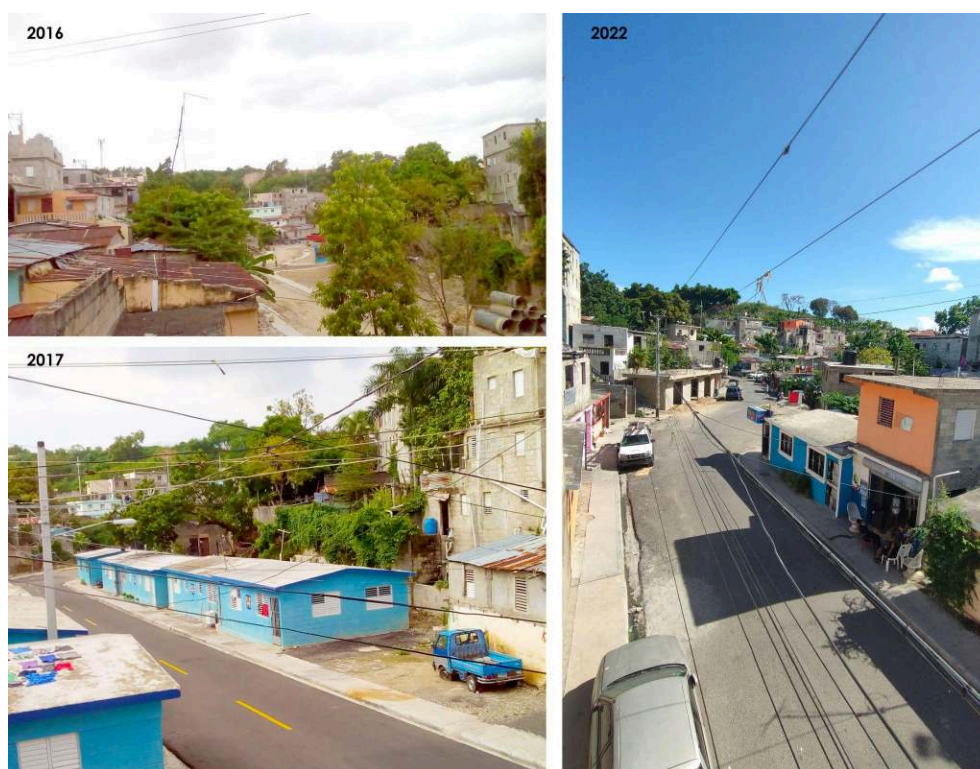
— Oui, notre *barrio* va devenir un quartier résidentiel, vous verrez !
(Conversation entre deux voisins lors d'une visite guidée, 2016.)

- 35 Le projet d'assainissement de la ravine permet de rendre visible le processus de formalisation dans le *barrio*, et notamment comment cette action urbaine influence la manière dont les maisons et les ambitions sociales des habitants évoluent.

De la canalisation de la ravine à la densification du *barrio*

- 36 La canalisation de la ravine qui a donné lieu à une nouvelle rue constitue un signe d'habitabilité et de développement urbain censé transformer le *barrio* en un habitat digne. Ceci permet aux habitants d'imaginer la rénovation de leur maison ou sa reconstruction « en dur ». C'est le cas de familles relogées, qui habitaient sur la berge de la ravine et dont la maison a été reconstruite en parpaing, ou encore le cas de Teresa, qui a décidé de créer une nouvelle façade pour sa maison côté rue. En effet, avoir une maison « en dur » constitue une réponse au risque — la construction d'une toiture en béton pour faire face aux aléas climatiques par exemple — autant qu'un symbole de progrès, de civilisation et d'urbanité pour les décideurs publics.
- 37 Dans le *barrio* El Libertador, la nouvelle rue incite des améliorations progressives de la maison, et permet également aux habitants de profiter d'une mobilité motorisée (accès des taxis, des ambulances, des livreurs, etc.). Ceci matérialise des idéaux progressistes considérant la transformation du *barrio* comme un moteur de développement. Or, la nouvelle rue provoque d'autres dynamiques perverses. Après des travaux d'assainissement de la ravine, les portions de terrains libérées sont aussitôt occupées par les habitants. De nouvelles pièces adossées aux maisons, de petits magasins et commerces, des parkings, etc. sont érigés le long de la rue. Il y a même eu des actes de violence entre voisins qui se disputaient les terrains.
- 38 Au vu de ces événements, les porteurs du projet en profitent pour construire des logements dans les terrains libérés — censés accueillir des espaces publics —, et d'y reloger les familles concernées par le projet, provoquant ainsi une nouvelle vague de densification du *barrio* (fig. 6).

Figure 6. Le *barrio* El Libertador après la canalisation de la ravine



Réalisation de Darysleida Sosa Valdez

De la sécurisation du *barrio* à l'enfermement dans la maison : l'homogénéisation de l'habitat

- 39 Le processus de formalisation du *barrio* devient également un processus d'homogénéisation urbain porté par une politique d'intervention qui répète le même mode opératoire dans les différents *barrios* de la capitale dominicaine²⁸. Dans le *barrio* El Libertador, les maisons ont été dotées d'entrées directes depuis la nouvelle rue et d'accès individuels aux réseaux sanitaires, comme dans les quartiers résidentiels fermés où habitent les classes sociales plus aisées. Il s'agit de perpétuer un idéal type de la manière dont les *barrios*, ses habitants et leurs maisons doivent être configurés pour faire partie de la ville.
- 40 Tendance lourde de l'évolution de la ville, l'homogénéisation résidentielle s'accompagne par conséquent d'un processus d'enfermement, de sécurisation et d'autonomisation²⁹. Elle répond aux phénomènes de violence sociale et urbaine qui résultent de l'impossibilité pour les jeunes générations des quartiers précaires d'atteindre des niveaux de consommation correspondants aux normes de réussite sociale³⁰. Nous l'avons constaté dans le récit de Teresa, quand elle décrit une série de dispositifs d'aménagement qui lui permettraient de recréer un entre-soi en toute sécurité. Il s'agit d'un ensemble de règles et d'appropriations de l'espace construites à partir des expériences de méfiance et d'individualisme social, en d'autres mots, une « sécurinormativité³¹ ». Pourtant, plus que la volonté d'un effacement et d'un lissage des différences, l'homogénéisation résidentielle peut aussi être interprétée comme une recherche de soi-même³². À travers la sécurisation de leurs logements, les habitants des

barrios se sentent moins vulnérables face à un éventuel cambrioleur ou une éventuelle expulsion. Ce repli sur soi n'est cependant pas sans conséquence sur le plan civique. García Sánchez et Villá³³ parlent d'une urbanité qui se construit à travers la « sémantique de la peur », où la violence est omniprésente au quotidien. Les habitants n'auraient pas seulement peur des actes de violence, mais aussi de la proximité de l'autre, l'inconnu, fragilisant ainsi les liens citoyens nécessaires à la convivialité et à la mobilisation sociale.

- 41 Force est pourtant de constater que le caractère homogénéisant des projets d'assainissement des ravines est peu évoqué dans les débats publics. Le manque d'expérimentation d'autres formes et d'autres techniques d'intervention plus en harmonie avec l'environnement n'est que rarement mentionné³⁴. Mais, si cette homogénéisation de l'habitat du *barrio* ne soulève pas de critiques majeures, c'est parce que dans l'idéal collectif, il s'agit d'assurer des changements structurels en termes matériels, sociaux et culturels des *barrios* : les normaliser, les ordonner. Il s'agit des actions qui s'inscrivent dans une logique de rattrapage inspirée des modèles fordistes d'ordre et rationalisation de l'urbain.

Conclusions

- 42 L'histoire du *barrio* El Libertador est dans cet article retracée à partir de trois récits d'habitants, dont l'analyse révèle un lien intrinsèque entre construction de la maison et consolidation du *barrio*, notamment quand la maison contribue à sa densification, son institutionnalisation, ainsi qu'à la promotion sociale des habitants, et finalement, l'incidence des politiques urbaines de formalisation des quartiers informels. L'intervention sur la ravine Guajimia, qui cherche à résoudre les risques socio-environnementaux, entraîne parallèlement un processus de densification et d'homogénéisation de l'habitat, qui n'est pas sans conséquences sociales et écologiques. Les nouveaux aménagements de la maison indiquent une volonté de repli sur soi, caractéristique des quartiers fermés où habitent les classes sociales favorisées. Si les premières étapes de consolidation du *barrio* opéraient via des réseaux d'entraide et solidarité, l'histoire récente montre au contraire un processus d'enfermement et d'individualisation.
- 43 L'histoire du *barrio* El Libertador racontée dans cet article est un échantillon représentatif des multiples microhistoires des habitants qui participent à sa consolidation. En plaçant ces récits au premier plan, l'objectif était de montrer les formes d'adaptation, de solidarité, les ruses et les négociations entre les habitants et les décideurs publics, et comment ceci agit sur la configuration du quartier. Il s'agissait aussi de rendre visibles les conséquences des décisions politiques, des événements historiques et climatiques ainsi que des logiques d'intervention urbaine sur les évolutions du *barrio* et de la maison, se rapprochant désormais des normes sociales et matérielles préétablies. En effet, décrire les tentatives de formalisation du *barrio* met en évidence comment les actions urbaines dominantes finissent par faire disparaître les pratiques habitantes et des réseaux sociaux locaux.
- 44 Des observations réalisées en 2022 rendent compte de nouvelles formes de précarisation du quartier, notamment liées au manque d'espaces publics, à la contamination sonore et à la contamination de l'air généré par de nouvelles occupations des espaces libérés après l'assainissement de la ravine. L'objectif de

transformer le *barrio* en un quartier résidentiel est resté inatteignable face au manque de suivi et au désintérêt du gouvernement local. Par conséquent, l'histoire du *barrio* est condamnée à se reproduire dans une boucle perpétuelle, où les actions de formalisation justifieront ensuite d'autres interventions de rattrapages pour résoudre les problèmes causés par les précédentes interventions.

- 45 Rappelons finalement que l'intervention a été portée et financée par des organisations internationales qui font valoir leur capital social dans la prise de décisions. Dans ce sens, cette lecture historique reste à relier aux dispositions globales (ONU Habitat, Nouveau Programme pour les villes-Habitat III etc.) et aux logiques d'intervention des bailleurs internationaux qui influencent les décisions locales, et par conséquent l'évolution des conditions matérielles des *barrios*.

BIBLIOGRAPHIE

Gaston Bachelard, *La Poétique de l'espace*, Paris, Presses universitaires de France (Bibliothèque de philosophie contemporaine), 1958.

Teolinda B. Bolivar, « La ciudad-barrio más allá de las apariencias », *Tribuna del investigador*, vol. 1, n° 2, 1994, Caracas, APIU, p. 101-110.

Roberto Briceño-León, « La nueva violencia urbana de América Latina », *Sociologias*, vol. 23, n° 8, 2002, Porto Alegre, Programa de Pós-Graduação em Sociologia/UFRGS, p. 34-51.

Renzo Cáceres, « Transformaciones en el hábitat de asentamientos informales y políticas públicas sociales El caso de Barrio Nuestro Hogar III », dans Marengo, Cecilia ; Elorza, Ana Laura ; Monayar, Virginia (coord.), *Encuentro de la Red de Asentamientos Populares : aportes teórico-metodológicos para la reflexión sobre políticas públicas de acceso al hábitat*, Facultad de Arquitectura, Urbanismo y Diseño de la Universidad Nacional de Córdoba, 2019.

Guénola Capron, *Quand la ville se ferme : quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal (d'autre part), 2006.

Guénola Capron, « Les Ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques : une lecture critique de la littérature », *L'Espace géographique*, vol. 33, n° 2, 2004, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2004-2-page-97.htm>], consulté le 02/04/2022, p. 97-113.

Jorge Cela, « En busca de alternativas. La problemática habitacional en Santo Domingo », dans Curiel, Rosa Ynés (coord.), *Antología Urbana de la ciudad alternativa*, Santo Domingo, Editora Corripio, 1996, p. 317-327.

Amparo Chantada, *Del proceso de urbanización a la planificación urbana de Santo Domingo : (la política urbana del gobierno del Dr Balaguer, 1986-1992)*, Editora Universitaria/UASD, Dirección de Publicaciones, 1998.

Walter Cordero, « El bohío dominicano : de lo real a lo simbólico », *El Pajar : Cuaderno de Etnografía Canaria*, n° 14, 2003, Ilas Canarias, Asociación Cultural « Día de las Tradiciones Canarias », p. 148-155.

Ana Claudia Correa Diaz, *La Formalisation des quartiers informels en Amérique latine*, Chisinau, Éditions universitaires européennes, 2012.

Hilary Cottam, *Zozobra : the Tensions of Urban Space*, PhD Thesis, The Open University, Sussex, 1999.

Maria Cristina Cravino, *Los mil barrios (in) formales : aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del Área Metropolitana de Buenos Aires*. Universidad Nacional de General Sarmiento, 2008.

Dessau-Soprin, « Proyecto de saneamiento pluvial y sanitario de la cañada Guajimia. Plan de Acción de Implementación del PAR », rapport interne, 2007.

Emilio Duhau, « La ciudad informal : ¿precariedad persistente o hábitat progresivo ? », dans Bolívar Teolinda et Espinosa Jaime Erazo (dir.), *Los lugares del hábitat y la inclusión*, Quito, Flasco-Clasco-Midum, 2013, p. 59-88.

Sánchez García, José Pedro, Marc Villá, « De la sociabilidad vigilante a la urbanidad privativa. Homogeneización residencial, usos ciudadanos y ciudadanía en Caracas », *Perfiles latinoamericanos*, n° 19, 2001, p. 57-82, [en ligne] [<https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=11501904>], consulté le 02/04/2022.

Marcel Mauss, *Essai sur le don*, Paris, République des Lettres, 2013.

Cecilia de la Mora, Viviana Riwalis, « Politiques urbaines et implantation des *gated communities* en Amérique latine : le cas des *barrios cerrados* (Buenos Aires), *condomínios fechados* (São Paulo) et *fraccionamientos* (Puebla) », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 17, 2012. [en ligne] [<http://journals.openedition.org/espacepolitique/2374>], consulté le 02/04/2022.

Laurent Nowik, Saïd Azammam, Muriel Sajoux, « L'Évolution de la cohabitation intergénérationnelle au Maroc : les solidarités privées mises à l'épreuve ? », XVI^e colloque international de l'Aidelf, *Relations intergénérationnelles, Enjeux démographiques*, Genève, Association internationale des démographes de langue française, 2010, [en ligne] [<https://www.erudit.org/fr/livres/actes-des-colloques-de-lassociation-internationale-des-demographes-de-langue-francaise/rerelations-intergenerationnelles-enjeux-demographiques-actes-xvie-colloque--978-2-9521220-3-0/>], consulté le 20/08/2019.

ONE, *XI Censo nacional de poblacion y vivienda 2010. Caracteristicas del entorno de la vivienda y el hogar*, Santo Domingo, 2013.

José Luis Oyón, Marta Serra-Permanyer, « John Turner, un architecte geddesien », *Espaces et sociétés*, vol. 167, n° 4, 2016, p. 43-61, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2016-4-page-43.htm>], consulté le 06/05/2018.

Peña Reyes, Luis Berneth, « Securonormatividad. La sociabilidad urbana vista a través de las prácticas de la vigilancia cotidiana », *URVIO. Revista Latinoamericana de Estudios de Seguridad*, n° 18, 2016, p. 104-123, [en ligne] [<https://revistas.flacsoandes.edu.ec/urvio/article/view/1792>], consulté le 20/08/2019.

Ramón Flores, *La escuela basica de la zona marginal de santo domingo (Un estudio comparativo de la organización industrial del servicio de educación en la República Dominicana)*, Santo Domingo, Banco interamericano de desarrollo BID, 1997.

Elia Saez Giraldez, José García Calderón, Fernando Roch Peña, « La ciudad desde la casa : ciudades espontáneas en Lima », *Revista INVI*, vol. 25, n° 70, 2010, [en ligne] [<https://revistainvi.uchile.cl/index.php/INVI/article/view/62326/65996>], consulté le 16/04/2018.

Angel Shlomo, *Política de vivienda en la Republica Dominicana : diagnosis y guías de acción*, New York, Banco interamericano de desarrollo BID, 2001.

Rafael Soares Gonçalves, « L'Informalité comme une ressource urbaine ? Le cas des favelas de Rio de Janeiro », *EchoGéo*, n° 39, 2017, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/echogeo/14872>], consulté le 19/10/2019.

Darysleida Sosa Valdez, « De precarios a ecológicos y viceversa. Análisis de intervenciones urbanas en asentamientos precarios dominicanos (« From Precarious to Ecological and Vice Versa Analysis of Urban Interventions in Dominican Precarious Settlements »), *Revista Estudios Sociales*, vol. 44, n° 164, 2021, p. 135-162, [en ligne] [<https://estudiossociales.bono.edu.do/index.php/es/article/view/1022>], consulté le 02/04/2022.

Darysleida Sosa Valdez, *Autoconstruits, précaires, écologiques ? Enquête sur la durabilité urbaine des barrios à Saint-Domingue.*, thèse de doctorat, université Paris X-Nanterre, 2020.

Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle : Perspectives de l'histoire universelle*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des Idées), 1948.

Tahira Vargas, *De la casa a la calle : estudio de la familia y la vecindad en un barrio de Santo Domingo*, Santo Domingo, Centro de Estudios Sociales P. Juan Montalvo, S.J., 1998.

Esther Wiesenfeld, « Entre la invasión y la consolidación de barrios : análisis psicosocial de la resistencia al desalojo », vol. 3, n° 1, 1998, p. 33-51, [en ligne] [<https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=26130103>] consulté le 02/04/2018.

NOTES

1. Dans le contexte de la ville de Saint-Domingue, le mot *barrio* fait référence aux quartiers informels, précaires et/ou marginaux. Ce mot est utilisé soit de façon péjorative pour définir des quartiers qui seraient pauvres, insalubres et dangereux, soit de manière militante pour défendre le droit à la ville des populations s'y trouvant. Officiellement, le mot *barrio* désigne la division territoriale qui peut être fractionnée en *sud-barrios*.
2. ONE, *XI Censo nacional de poblacion y vivienda 2010. Caracteristicas del entorno de la vivienda y el hogar*, Santo Domingo, 2013.
3. Angel Shlomo, *Política de vivienda en la Republica Dominicana : diagnosis y guías de acción*, New York, Banco interamericano de desarrollo BID, 2001.
4. Tahira Vargas, *De la casa a la calle : estudio de la familia y la vecindad en un barrio de Santo Domingo*, Santo Domingo, Centro de Estudios Sociales P. Juan Montalvo, S.J., 1998.
5. Cela, Jorge, « En busca de alternativas. La problemática habitacional en Santo Domingo », dans Rosa Ynés curiel (coord.), *Antología Urbana de la ciudad alternativa*, Santo Domingo, Editora Corripio, 1996, p. 317-327 ; Hilary cottam, *Zozobra : the Tensions of Urban Space*, PhD Thesis, The Open University, Sussex, 1999.
6. Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle : perspectives de l'histoire universelle*, Paris, Gallimard, (Bibliothèque des Idées), 1948.
7. Gaston Bachelard, *La Poétique de l'espace*, Paris, Presses universitaires de France (Bibliothèque de philosophie contemporaine), 1958.
8. Darysleida Sosa Valdez, *Autoconstruits, précaires, écologiques ? Enquête sur la durabilité urbaine des barrios à Saint-Domingue.*, thèse doctorale, université Paris X-Nanterre, 2020.
9. Les associations rotatives d'épargne et prêt sont considérées comme le plus ancien système bancaire, aussi connu localement comme « *sanés* ». En anglais, ceci est désigné par le sigle ROSCA (Rotating Savings and Credit Association).

10. En République dominicaine, en 1976, l'achat d'un terrain pouvait se faire sans acte de propriété, et c'était à l'acquéreur d'officialiser la propriété du bien. Cela explique pourquoi de nombreux achats et ventes pirates de terrains n'ont jamais été enregistrés par le cadastre.
11. Marcel Mauss, *Essai sur le don*, Paris, République des Lettres, 2013.
12. Elia Saez Giraldez, José García Calderón, Fernando Roch Peña, « La ciudad desde la casa : ciudades espontáneas en Lima », *Revista INVI*, vol. 25, n° 70, 2010, [en ligne] [<https://revistainvi.uchile.cl/index.php/INVI/article/view/62326/65996>], consulté le 16/04/2018.
13. Walter Cordero, « El bohío dominicano : de lo real a lo simbólico », *El Pajar : Cuaderno de Etnografía Canaria*, n° 14, 2003, Ilas Canarias, Asociación Cultural "Día de las Tradiciones Canarias", p. 148-155.
14. *Ibid.*
15. Esther Wiesenfeld, « Entre la invasión y la consolidación de barrios : análisis psicosocial de la resistencia al desalojo », vol. 3, n° 1, 1998, p. 33-51, [en ligne] [<https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=26130103>], consulté le 02/04/2018.
16. Rafael Soares Gonçalves, « L'Informalité comme une ressource urbaine ? Le cas des favelas de Rio de Janeiro », *EchoGéo*, n° 39, 2017, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/echogeo/14872>], consulté le 19/10/2019.
17. José Luis Oyón, Marta Serra-Permanyer, « John Turner, un architecte geddesien », *Espaces et sociétés*, vol. 167, n° 4, 2016, p. 43-61 [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2016-4-page-43.htm>], consulté le 06/05/2018.
18. Chantada, Amparo, *Del proceso de urbanización a la planificación urbana de Santo Domingo : (la política urbana del gobierno del Dr Balaguer, 1986-1992)*, Editora Universitaria/UASD, Dirección de Publicaciones, 1998.
19. Varilla y cemento est la dénomination populaire attribuée à la politique urbaine du président Joaquin Balaguer et fait allusion à l'ensemble des projets de construction des logements à intérêt social et infrastructures urbaines réalisées entre 1966 et 1996. Cette politique traduisait une croyance locale portée sur les bienfaits économiques et sociaux de la transformation physique de la ville.
20. Emilio Duhau, « La ciudad informal : ¿precariedad persistente o hábitat progresivo ? », dans Teolinda B. Bolívar, Jaime Erazo Espinosa (dir.), *Los lugares del hábitat y la inclusión*, Quito, FLASCO-CLASCO-MIDUM, 2013, p. 59-88.
21. Teolinda B. Bolívar, « La ciudad-barrio más allá de las apariencias », *Tribuna del investigador*, vol. 1, n° 2, 1994, Caracas, APIU, p. 101-110.
22. Maria Cristina Cravino, *Los mil barrios (in) formales : aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del Área Metropolitana de Buenos Aires*. Universidad Nacional de General Sarmiento, 2008 ; Renzo Cáceres, « Transformaciones en el hábitat de asentamientos informales y políticas públicas sociales El caso de Barrio Nuestro Hogar III », dans Cecilia Marengo, Ana Laura Elorza, Virginia Monayar (coord.), *Encuentro de la Red de Asentamientos Populares : aportes teórico-metodológicos para la reflexión sobre políticas públicas de acceso al hábitat*, Facultad de Arquitectura, Urbanismo y Diseño de la Universidad Nacional de Córdoba, 2019.
23. Flores Ramón, *La escuela básica de la zona marginal de Santo Domingo (Un estudio comparativo de la organización industrial del servicio de educación en la República Dominicana)*, Santo Domingo, Banco interamericano de desarrollo BID, 1997.
24. *Ibid.*
25. Laurent Nowik, Saïd Azammam, Muriel Sajoux, « L'Évolution de la cohabitation intergénérationnelle au Maroc : les solidarités privées mises à l'épreuve ? », dans XVI^e colloque international de l'Aidelf, « Relations intergénérationnelles, Enjeux démographiques », Genève, Association internationale des démographes de langue française, 2010, [en ligne] [<https://www.erudit.org/fr/livres/actes-des-colloques-de-lassociation-internationale-des-demographes->

de-langue-francaise/relations-intergenerationnelles-enjeux-demographiques-actes-xvie-colloque--978-2-9521220-3-0/], consulté le 20/08/2019.

26. Ana Claudia Correa Diaz, *La Formalisation des quartiers informels en Amérique latine*, Chisinau, Éditions universitaires européennes, 2012.

27. Dessau-Soprin, « Proyecto de saneamiento pluvial y sanitario de la cañada Guajimia. Plan de Acción de Implementación del PAR », rapport interne, 2007.

28. D'autres *barrios* dans la capitale ont également connu des interventions suivant le même mode opératoire de canalisation des ravines et la construction de voies d'accès.

29. Guénola Capron, *Quand la ville se ferme : quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal, (d'autre part), 2006.

30. Roberto Briceño-León, « La nueva violencia urbana de América Latina », *Sociologías*, vol. 23, n° 8, 2002, Porto Alegre, Programa de Pós-Graduação em Sociologia/UFRGS, p. 34-51.

31. Luis Berneth Peña Reyes, « Securonormatividad. La sociabilidad urbana vista a través de las prácticas de la vigilancia cotidiana », *URVIO. Revista Latinoamericana de Estudios de Seguridad*, n° 18, 2016, p. 104-123, [en ligne] [<https://revistas.flacsoandes.edu.ec/urvio/article/view/1792>], consulté le 20/08/2019.

32. Guénola Capron, « Les Ensembles résidentiels sécurisés dans les Amériques : une lecture critique de la littérature », *L'Espace géographique*, vol. 33, n° 2, 2004, p. 97-113, [en ligne] [<https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2004-2-page-97.htm>], consulté le 02/04/2022.

33. Pedro José García Sánchez, Marc Villá, « De la sociabilidad vigilante a la urbanidad privativa. Homogeneización residencial, usos ciudadanos y ciudadanía en Caracas », *Perfiles latinoamericanos*, n° 19, 2001, p. 57-82, [en ligne] [<https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=11501904>], consulté le 02/04/2022.

34. Darysleida Sosa Valdez, « De precarios a ecológicos y viceversa. Análisis de intervenciones urbanas en asentamientos precarios dominicanos » (« From Precarious to Ecological and Vice Versa Analysis of Urban Interventions in Dominican Precarious Settlements »), *Revista Estudios Sociales*, vol. 44, n° 164, 2021, p. 135-162, [en ligne] [<https://estudiossociales.bono.edu.do/index.php/es/article/view/1022>], consulté le 02/04/2022.

RÉSUMÉS

L'histoire des quartiers informels peut se lire à travers celle de la construction et la rénovation des maisons qui les composent. En retraçant les étapes de construction des habitations, cet article rend intelligible le processus de densification, de consolidation et de formalisation du *barrio* El Libertador, à Saint-Domingue, en République dominicaine. Trois récits, récoltés lors d'une enquête ethnographique menée entre 2016 et 2018 et traduits graphiquement permettent de comprendre les temporalités, les stratégies des habitants, les réseaux d'entraide et l'incidence des politiques urbaines sur l'histoire du *barrio*. L'analyse montre des changements structurels en termes physiques (espace construit) et sociaux qui se traduisent progressivement par l'homogénéisation et l'enfermement des modes d'habitat.

The history of informal settlements can be read through the construction and renovation of the houses that comprise them. By retracing the stages of housing construction, this article clarifies the process of densification, consolidation, and formalization in the *barrio El Libertador*, in Santo Domingo, Dominican Republic. Three narratives, collected and graphically translated during an

ethnographic survey conducted between 2016 and 2018, allow us to understand temporalities, inhabitant strategies, mutual aid networks, and the impact of urban policies on the history of this slum. The analysis shows structural housing changes in terms of physical and social configurations, which progressively translate into homogenization and isolation in terms of housing patterns.

INDEX

Mots-clés : Informalité urbaine, Processus constructif, Récits d'habitants, Résidentialisation, République dominicaine

Keywords : Urban Informality, Constructive Process, Inhabitants' Stories, Slum Upgrading, Dominican Republic.

AUTEUR

DARYSLEIDA SOSA VALDEZ

Darysleida Sosa Valdez est post-doctorante à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et membre du Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA). Docteure en urbanisme, elle s'intéresse à la marginalité, la précarité et l'informalité urbaine en relation avec la construction de la ville durable latino-américaine, et explore les enjeux de l'urbanisme contemporain à l'intersection des intérêts locaux et mondiaux. Elle a récemment publié « Sous influences. Construction et fragilisation de la sensibilité environnementale des habitants des *barrios* à Santo Domingo », *Développement durable et territoires*, vol. 12, n° 2, 2021, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/developpementdurable/18366>], et avec X. Fuster et Y. Wilson (éds.), *Habiter les villes latino-américaines*, Paris, L'Harmattan, 2021. darysleida.sosavaldez@ird.fr

The Grand Ensemble of Orly-Choisy-le-Roi: the Construction, Deconstruction and Reconstruction of a Neighbourhood

Le Grand Ensemble d'Orly-Choisy-le-Roi : la construction, déconstruction et reconstruction d'un quartier

Caterina Quaglio

Introduction

- 1 This article is based on research developed within the “Ph.D. in Architecture. History and Project” of the Politecnico of Turin on the Grand Ensemble Orly-Choisy-le Roi,¹ with the aim of interrogating, through an in-depth investigation of a specific place, the way in which the “perimeters” of a neighbourhood are negotiated, narrated and transformed in the course of its history.
- 2 The *quartiers* are a key term in French political, public and technical vocabulary, associated over time with changing and sensitive imageries and meanings. In order to address the multiple interpretations related to this notion, the research work moved across different geographies and temporalities to follow the process of construction, deconstruction and reconstruction of the Grand Ensemble neighbourhood(s) — understood in both a physical and political-rhetorical sense — through the perspective of local actors and practices.
- 3 In this regard, the Grand Ensemble Orly-Choisy is an emblematic case study for both the perceived ordinariness of its urban and architectural layout, and for the extraordinariness — compared, for example, to other similar European contexts — of its regeneration. The Grand Ensemble’s 5,400 units house almost 60 % of the city’s inhabitants.² Its renovation is publicly known as the story of a project of exceptional size, ambition and farsightedness, which developed in parallel to Gaston Viens’

administration's 40 years of leadership, but which also conceals a constellation³ of actors and relationships much wider than the municipal boundaries. Overall, the history of Orly's Grand Ensemble therefore offers a representative cross-section of the local application of the *politique de la Ville* in France, and the questions it has raised in the national and European public and professional debate.⁴ In this context, the perimeters of neighbourhoods emerge as the temporary and instrumental outcome of a stratification, resulting from the intersection of different perspectives. The underlying assumption is that questioning the concept of neighbourhood means first acknowledging its multiplicity and ambiguity. To this end, keeping the political narrative of national programmes in the background, the article brings their implementation in a specific place and time into the foreground.

- 4 After briefly outlining some key steps in the notion of neighbourhood's evolution within the *politique de la Ville* in relation to existing studies on the subject, the text develops an in-depth analysis of three main phases in the history of the construction and regeneration of the Grand Ensemble Orly-Choisy. In doing so, the aim is to highlight not only the differences, but also the main elements of continuity among them. Indeed, if the boundaries between these phases are extremely imprecise and blurred, even in retrospect, they mingle in the plot of an uninterrupted and entangled history in the local narrative.
- 5 The first section describes the construction of the Grand Ensemble. On the one hand, the unitary character of the neighbourhood in this phase, built in response to a profound housing emergency, originates more by default than by intention, as a consequence of its striking difference and indifference to the pre-existing urban fabric and borders. On the other hand, internal subdivisions emerge from the construction works themselves, which are at the origins of the co-existence of many "neighbourhoods" within the Grand Ensemble, that are distinct not only in terms of time and building systems, but also in the way they are experienced by residents.
- 6 The second phase corresponds to the *réhabilitation* of the Grand Ensemble Orly-Choisy between the 1970s and 1990s. Because of the size of the Grand Ensemble and its disproportion with respect to the *ancien village*, the *politique de la ville* in Orly really took on the character of a policy of and for the whole city. In those years, the Grand Ensemble became a fundamental piece of a long-term project which, working on different scales, was aimed at the ultimate goal of "creating the city".
- 7 The third phase retraces the subsequent process of institutionalisation of the *politique de la ville* and its evolution and revision up until the 2000s, with the Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU)⁵ programmes. In these years, the transformation of the Grand Ensemble took new directions. It gives evidence, in particular, to the progressive legitimisation of projects aimed at a deep fragmentation and re-perimetering of neighbourhoods that calls into question the very notion of *grand ensemble*. However, in Orly, this process has taken the form of a "slow transition",⁶ also characterised by many elements of continuity.

Building the Background: Neighbourhood policies and geographies

- 8 Numerous studies in the field of historiography and sociological research have critically addressed the social and political construct of “neighbourhood” throughout the last century of French urban policy. This literature provides the essential background for this research. Indeed, the history of a neighbourhood is necessarily intertwined with the ways in which *the* neighbourhoods are interpreted and perimetered by policies and tools operating on a much larger scale.
- 9 In the Post-War-decades, public housing neighbourhoods became a pillar of the new Welfare State, progressively affirming themselves as places designated to responding to collective needs and opposing the rampant housing crisis. With the large-scale launch of the “*grands ensembles* policy”, “between 1953 and 1973, the number of social housing units in France increased from less than 500,000 to more than 3 million.”⁷ The “modernist urban vision inspired by Le Corbusier Athens Charter” and the idea that large housing estates could become “a promising opportunity for social diversity”⁸ framed this wave of production urbanistically and socially.
- 10 Over this period, peripheral *grands ensembles* were therefore presented as the solution, rather than the object of a policy of “*rénovation urbaine*”, motivated by the poor state of apartments in the “*ville ancienne*”.⁹ In the Parisian *banlieue*, this idea grew politically alongside the rise of the French Communist Party. In practice, however, the geography of new neighbourhoods responded primarily to the urbanistic and fiscal criteria defining building areas and construction requirements.¹⁰ As a consequence, projects from the same years could generate very different outcomes. The construction of the Grand Ensemble Orly-Choisy began significantly shortly before the December 31, 1958 decree “*relatif aux zones à urbaniser en priorité*” (ZUP), which sanctioned much stricter procedures and rules concerning land use and service provision.¹¹
- 11 During the 1970s and 1980s, the perception of French *grands ensembles* progressively shifted from the urban materialisation of a political ideal to the urban manifestation of social exclusion and the breakdown of public power. In 1973, within the same year, two decrees sanctioned both “the end of new large housing projects of more than 500 units and the promotion of more tenure-mix in housing developments to avoid segregation.”¹²
- 12 Encompassing the social, administrative, professional and political spheres, Sylvie Tissot offers a lucid socio-historical reconstruction of the way in which “neighbourhoods” were gradually imposed as a “category of public action” throughout the last decades of the 20th century,¹³ becoming a reference for the identification of both the causes of an urban problem and the means of responding to it. This conceptual redefinition went hand in hand with the transition from the redistributive and sectoral-based policies of the “*État providence*” to a policy “of proximity”, which territorialised the social issue by transferring it to the neighbourhoods.¹⁴
- 13 Formed in 1981, with François Mitterrand’s election as president, The Commission Nationale pour le Développement social des quartiers (CNDSQ), formalised these principles into an operational device, inaugurating the long process of institutionalisation of the *politique de la Ville* and culminating in the establishment of a new ministry *à la ville* on December 21, 1990.¹⁵ The DSQ programme explicitly targeted

neighbourhoods¹⁶ as “the space of possibilities”.¹⁷ The “focus was on the neighbourhood, the micro-local, as a relevant framework for finding solutions adapted to the specificities of each territory.”¹⁸ The physical “*réhabilitation*” of neighbourhoods was seen as the “trigger for a change”,¹⁹ which was understood to also be social and economic. Although on the intentional policy level it was essentially a positive reading of the neighbourhoods, they progressively turned into a national “problem”, as the outcome of a process of territorial issues’ generalisation and quantification based on statistical indicators. Until the 2000s, however, in terms of material outcomes, “neither the overall urban design of these large housing estates nor the concentration of poverty changed very much.”²⁰

- 14 At the end of the 1990s, the idea that the *politique de la Ville* failed to prevent the widening gap between the “*quartiers sensibles*” and other territories became increasingly prominent in the national debate.²¹ Firstly, physical rehabilitation was not sufficient in reversing the *grands ensembles*’ marginalization and stigmatization.²² Secondly, the neighbourhood was not an appropriate scale of intervention to address socio-economic challenges.²³
- 15 The Programme national de rénovation urbaine (PNRU), launched by the minister “*de la Ville*” Jean-Louis Borloo in 2003,²⁴ is often presented as a moment of rupture with the previous “neighbourhood policy”.²⁵ The emphasis was no longer on treating “problem neighbourhoods”, but on transforming them both socially and in their urban and tenure structure, with a programme that could count on unprecedented human and financial resources. The creation of the Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), set up as a “one-stop shop” for urban policy implementation,²⁶ bears witness to the political and financial objectives underpinning the programme’s construction: administrative simplification, centralisation of financial contributions, establishment of “remote” government devices inspired by a neo-liberal approach to land management, and mobilisation and empowerment of local authorities in project development, against — according to Epstein²⁷ — an actual re-centralisation in the elaboration of priorities and strategies.
- 16 Operationally, the PNRU prioritised urban renovation and housing tenure diversification over social initiatives, with the aim of increasing social and functional *mixity* and fostering the “urban ‘*banalisation*’ of the *grands ensembles*”,²⁸ as a means of integrating them into the ordinary city. New tools were deployed to support social-mixing through the major urban transformation of large housing projects. “[T]he political assumption was that demolition would ‘de-concentrate’ poverty while mixed tenure would de-stigmatise social housing by attracting middle-class groups.”²⁹ Specific attention was also paid to local empowerment, understood as a strategy not only for local growth, but also for investment consolidation.³⁰
- 17 These objectives were reaffirmed and extended ten years later by the Lamy law.³¹ The new policy also accentuated the dependence on private funding by (i) reducing the financial means of local authorities and HLM offices — while devolving larger responsibilities —; (ii) tightening the rules on the relocation of new social housing, which should have been built not only outside of large housing estates, but in areas with less than 25 % of social housing; and (iii) providing fiscal incentives for private developers within the perimeter of large housing estates.³²
- 18 After almost twenty years, the results of the 2000s *rénovation* and *renouvellement* programmes in terms of poverty concentration, housing affordability and quality of

living environment remains highly controversial amongst academics and officials.³³ Overall, the projects have triggered privatisation, fragmentation and rescaling processes that profoundly challenged the social and physical environment of neighbourhoods. By analysing the individual residential trajectories in several case studies — including Orly —, however, Lelévrier and Melic argue that, firstly, “poverty and ethnic concentration have not disappeared, and micro-fragmentation between different social levels has become more pronounced”; and, secondly, “housing estates continue to play an important role in providing affordable housing and residential opportunities for local residents.”³⁴

- 19 The continuous process of reviewing and reconfiguring the priorities of the *politique de la Ville* is reflected over the years, also in the geographies of the programmes. As a matter of fact, by contractually delimiting neighbourhoods, the “priority geographies” of the *politique de la Ville* functioned as a “continuous factory of territories”.³⁵ The main instruments for the territorial identification of priority neighbourhoods between the 1980s and 2000s were the *zones urbaines sensibles* (ZUS), *zones de redynamisation urbaine* (ZRU), *grands projets de ville* (GPV), *opérations de renouvellement urbain* (ORU). Between 1996 and 2014, a dual system was introduced: “a regulatory geography that generates fiscal or automatic advantages (the one defined by the ZUS [*zones urbaines sensibles*]) and a contractual geography that generates credits (the one of the Cucs [*contrats urbains de cohésion sociale*]),” which have replaced the *contrats de ville* since 2007.³⁶ In 2012, the Cour des comptes formally denounced the excessive complexity of the *politique de la ville*’s zoning system, pointing out how “the current priority geography, which is too dispersed and too complex, does not allow for a precise targeting of interventions on the most vulnerable territories.”³⁷ The goal therefore became to intervene more radically in fewer neighbourhoods, identified through criteria that were intended to be as objective and explicit as possible. Consequently, in parallel with the launch of the Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU), the *Quartiers prioritaires de la politique de la Ville* (QPV) were introduced on January 1, 2015. They were determined based on the single criterion of income,³⁸ on an undifferentiated grid of 200 by 200 metres — corresponding to the statistical data reference —, with the exception of a “margin band” to be added or subtracted in agreement with local authorities in order to adapt the perimeter of intervention to the specific conditions of the territory.³⁹ “This new approach represents a turning point from previous approaches, as it does not include explicit reference to building form, or to housing issues.”⁴⁰
- 20 Furthermore, parallel to the launch of the NPNRU, the Parisian *banlieue* underwent an administrative and urban reconfiguration related to the creation of the “Métropole du Grand Paris”,⁴¹ resulting in the repartition of 130 municipalities into twelve inter-municipal *établissements publics territoriaux* (EPTs), identified by the Prefects and not always easy for municipalities to integrate into the pre-existing administrative structures.⁴²

Research Methodology

- 21 Moving from the dimension of policies to their actual implementation in Orly, the article retraces the evolution of the notion of neighbourhood by assuming a site specific and local perspective at the “micro” dimension of the *Grand Ensemble*.⁴³

Consequently, the focus will be put on (i) the perimeters construed and described by local actors, in order to identify priority areas of intervention within the framework defined by national policies; (ii) the perimeters resulting from the physical transformation of the Grand Ensemble, also in relation to the organisation of construction sites and works; and (iii) the perimeters perceived and experienced by the inhabitants. In doing so, the work complements the existing literature by extending the “gaze” to ordinary moments and to the “*habiter*” as a key dimension to understanding neighbourhoods; i.e., according to Allen and Bonetti⁴⁴, questioning how “the relationship of the inhabitants to their environment and the social relations they entertain are mediated by spatial forms, management practices and institutional action.” This means returning each neighbourhood to its specific history and context. In doing so, the text highlights the discrepancies in time and meaning that become manifest, both within local imaginaries and in the material space of the Grand Ensemble.

- 22 To this end, the interpretative tools offered by microhistory, transnational history and ethnographic research have provided the methodological background for the construction of an object of study “whose contours, sites, and relationships are not known beforehand, but are themselves a contribution of making an account that has different, complexly connected real-world sites of investigation.”⁴⁵ The hypothesis underlying the work is that a close observation of the city’s construction and regeneration processes, through careful attention to their implementation in a specific place, can shed new light on non-formal mechanisms that, while playing a decisive role in the development and outcome of projects, have too often remained in the background, becoming the “spies”⁴⁶ of more complex phenomena that are otherwise difficult to access entirely.
- 23 Operationally, the empirical research first benefited from its favourable chronological positioning, which made it possible to access an articulated corpus of oral and written sources, and to observe the evolution of policies, programmes and projects in the long-term. More specifically,⁴⁷ the perspectives offered by public and technical publications and presentations produced by public authorities, project drawings and a wide range of in-depth interviews were combined to reconstruct the threads of a composite and choral narrative.⁴⁸

Biography of (a) Neighbourhood(s) and its Perimeters

Grand Ensemble and 7 îlots: the Negation of Perimeters

- 24 Until the 19th century, Orly was a small village of about 700 inhabitants. During the 20th century, the city underwent a major transformation as a result of successive waves of massive urbanisation. The 1940s were characterised by the rapid growth of *pavillonnaire* suburbs; but it was with the construction of the Grand Ensemble of Orly-Choisy-le-Roi, in the post-war period, that the metamorphosis of the city became evident. Between 1956 and 1964, a total of 5,392 new housing units were built, almost entirely as social rental housing. Erected on a plot owned by the Ville de Paris and originally intended for the construction of a gasometer, the *Grand Ensemble* was completely indifferent to municipal boundaries and to the concerns expressed by local communities.⁴⁹ During the post-war demographic and economic boom, known in

France as the *Trentes Glorieuses*, this large land reserve outside the Ville indeed became a precious resource in responding to the housing emergency of Paris' overpopulated urban centre.

- 25 The new-born Grand Ensemble was therefore completely alien to the old borough. The “two Orlys” were not only geographically distant, but also physically separated by large infrastructures, and socially divided by profound economic and demographic differences. Furthermore, in spite of the number of dwellings built, the area almost totally lacked services and adequately urbanised public spaces. Paradoxically, this insufficiency was also made possible by the fact that Orly-Choisy was not formally identified as a *grand ensemble*.

Très vite la prise en compte du grand ensemble s'est imposée comme totalement prioritaire [...].

Très vite aussi nous sommes-nous trouvés devant une double difficulté :

1/ Cette masse urbaine ignorait les limites de la ville : Orly/Choisy était une création artificielle.

2/ De ce fait mais de plus par une “astuce” de la plus grande mauvaise foi, l'Office interdépartemental de la région parisienne, constructeur puis “gestionnaire” de l'ensemble l'avait découpé en plusieurs opérations dont chacune était inférieure au nombre de logements le désignant officiellement comme GRAND ENSEMBLE : la règle était formelle, pas de grand ensemble, pas d'obligation de construire les équipements induits par la masse de population nouvelle, d'où pas de financement, tout à la charge de la ville !⁵⁰

- 26 While the logic was unitary from the point of view of political objectives, the Grand Ensemble's division into several areas during the construction phase⁵¹ resulted in “neighbourhoods” that differed from many viewpoints: such as type of financing, expected lifetime, location and proximity to services, urban and architectural morphology, housing density, construction techniques, and tenants' economic and social situation. They ranged from the high-rises of the South and East Gaziers, where young and large working-class families were housed in quality accommodation, to the “*très économiques*” five-storey buildings of the “*cité Million*”.⁵² But the variety of realities contained in the perimeters of the Grand Ensemble were even greater. A *cité de transit* and two *cités d'urgence* were built in 1956, at the heart of the future Grand Ensemble, with the aim of temporarily housing Parisian residents displaced during the *rénovation* of the city centre.⁵³ Although not formally part of it, because of their origins and explicitly temporary condition — at least in their original intentions —, they were progressively surrounded and incorporated into the Grand Ensemble being constructed, and began to be considered an integral part of it.

Figure 1. Aerial View of the Grand Ensemble Orly-Choisy-le-Roi, Aviateurs Neighbourhood, c. 1972



Photothèque municipale d'Orly ; © Archives municipales d'Orly

- 27 An “internal social division” based on “inequalities in rent and [housing] quality”⁵⁴ has therefore been a characteristic feature of the Grand Ensemble of Orly since the start. Orly’s inhabitants soon began to acknowledge and experience the neighbourhoods — more than the entire Grand Ensemble — as their reference space, not only for daily living, but also for asserting their claims before the municipality or the social landlord.⁵⁵ However, the superficial understanding of these differences led public and political opinion to equate projects of very different qualities and intentions, contributing to the dramatic stigmatisation of the Parisian *banlieue* during the 1970s and 1980s. Throughout its history, the Grand Ensemble has often been perceived and treated as a substantially homogeneous and problematic unit, losing all the complexity embedded in both its physical environment and in the multiple geographies resulting from the way different spaces have been used, narrated and transformed over the years.
- 28 The example of the East Gaziers — also known as the Navigateurs — is particularly representative in this regard. From the point of view of construction, the East Gaziers constitutes a homogeneous unit which extends to the South Gaziers, developed by the same architect, Jacques Henri-Labourdette, with similar urban and architectural features. However, from the perspective of those living in the neighbourhood, the Navigateurs is divided in half by the municipal boundary separating Orly and Choisy-le-Roi. Consequently, the neighbourhood actually houses two different cities within its borders, with different rules and interlocutors.⁵⁶
- 29 The contextual conditions underlying each construction process are therefore crucial in order to capture how the Grand Ensemble’s neighbourhoods, designed by top-down policies indifferent to the local context, gain very different consistency at the local level.

Figure 2. Project of Construction, Navigateurs Neighbourhood, Spatial and Procedural Analysis

Land Use and Design:

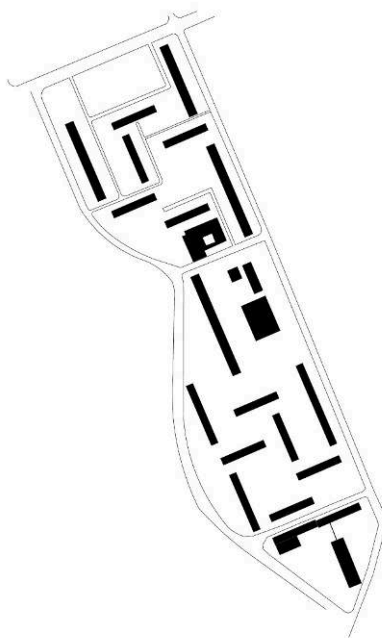
- Unified space and property
- Disproportion and inconsistency with existing urban tissue
- Lack of urbanisation and services
- Internal and external disconnections

Management of design process:

- Institutions: Ville de Paris; social landlord (OPHLM Paris Region → OPAC-Val de-Mame)
- Inhabitants: /

Maintenance:

- Open spaces: social landlord (contested)
- Buildings: social landlord



Caterina Quaglio's drawing

Créer la Ville: Opening up perimeters

- 30 With the Grand Ensemble's construction completed, the *mairie* of Orly was administering a city four times more populous than before in the span of just a few years, divided by municipal boundaries, infrastructures and a lack of urbanisation. Moreover, the lack of clarity with regard to responsibilities for the management and maintenance of the Grand Ensemble's open and built spaces rapidly caused resident dissatisfaction to grow, along with stigmatisation. In the mid-1960s, the administration of the newly elected mayor, Gaston Viens, launched a long-term city development and regeneration plan aimed at "Créer la Ville" by integrating the "New Orly" of the Grand Ensemble and the "old urban centre".

Premières années de "vaches maigres" nous travaillions avec des "bouts de ficelles" disions-nous encore : l'urgence dans la pauvreté nous a fait dans cette première phase nous attaquer à créer pour la ville une IMAGE FORTE, lui donner des limites "à l'échelle" de l'unité communale, unité politique et humaine : la modestie de nos moyens nous a obligés à des actions modestes mais efficaces, susceptible de la différencier dans la masse de la banlieue.⁵⁷

- 31 To achieve this result, Viens could rely on at least two favourable circumstances: the presence of the airport,⁵⁸ which ensured an influx of resources and means that was difficult to access for other municipalities in the Parisian *banlieue*; and a particularly favourable and stable political contingency.⁵⁹ Consequently, Orly soon became a testing ground for the first initiatives of the *politique de la ville*, developed some years later.

C'est ainsi qu'en 1965, alors que le Grand Ensemble HLM de 4,748 logements venait d'être construit, le maire élu était un locataire des cités et une majorité des

conseillers étaient des habitants du Grand Ensemble. C'est important de le souligner pour comprendre pourquoi cette ville plus que d'autres villes avant d'autres villes, a pris en charge ses cités.⁶⁰

- 32 From the 1970s, the perimeters resulting from the way the Grand Ensemble was locally inhabited and administered intersected with those drawn for the identification of priority intervention areas for its *réhabilitation*. On March 3, 1977, the first Plan Banlieue led to the signing of 53 contracts between national authorities, cities and HLM bodies under the Habitat et vie sociale (HVS)⁶¹ procedure, which laid the foundations of what was to become the *politique de la Ville*⁶² in France. One of them foresaw the rehabilitation of the Grand Ensemble Orly-Choisy-le-Roi. However, the final approval of the dossier jointly proposed by the cities of Orly and Choisy was considerably delayed by the vetoes risen by the Val-de-Marne department and the Île-de-France region, due to conflict created by the introduction of the Aides personnalisées au logement (APL) between Gaston Viens and his own party — the Parti communiste français.⁶³
- 33 In the meantime, with the spread of riots in the French *banlieues*, the new policies *de la Ville* took on even greater centrality and urgency. Between 1981 and 1982, the HVS procedure was progressively flanked and replaced by the Commission nationale pour le développement social des quartiers (CNDSQ). During its first year of work, the CNDSQ identified sixteen national *îlots sensibles* in which they were to test the new measures by setting up local operational structures. On this occasion, the Grand Ensemble Orly-Choisy became an emblematic example of the volatility of the criteria used in the selection of *sensitive areas*. Temporarily excluded from the ordinary selection procedure at the departmental level, it was in fact indicated by the Commission itself as one of the 16 *îlots sensibles* of national relevance — also in view of the “maturity” of the dossier produced by the municipalities.⁶⁴ The very definition of *îlot*⁶⁵ conceals an implicit ambiguity from a bureaucratic and terminological point of view. Indeed, it does not correspond to the entire area of the Grand Ensemble, but rather to that of the different “neighbourhoods” or *cités* that it comprises. Actually, the first indication of a priority area identified three *îlots sensibles* — namely Gaziers Est, Gaziers Sud and La Cuve — but the national selection overlapped with it, extending the perimeter to the whole Grand Ensemble.
- 34 In this context, the stipulation of a “*Contrat global de réhabilitation*” provided Orly with the tools and resources to implement the process started with the HVS procedure, with an intervention that aimed to be innovative in method and extraordinary in scope.

Entre temps les premiers financements spécifiques destinés aux grands quartiers de banlieue étaient mis en place par le gouvernement. L'Office interdépartemental, toujours maître du jeu, utilise cette manne, malgré l'opposition de la ville, pour réaliser les “grosses réparations” négligées jusqu'ici. Ce ne sera qu'avec la dévolution de ce patrimoine à l'Office départemental, futur Opac du Val de Marne, qu'enfin la ville et ses architectes pourront amorcer un vrai projet. Deux types d'actions s'engagent :

1/ ANIMER les “Quartiers”. [...]

2/ “Réhabiliter”. Là encore un choix s'est imposé: pas de démolitions spectaculaire, brutales, traumatisantes pour les habitants. Elles arriveront plus tard, avec un projet plus mûr. À cette époque (années 1980/1990), l'implication forte de l'OPAC a été très utile. [...]

MAIS SURTOUT SOULIGNONS QUE LE PROJET URBAIN DONT IL EST ICI QUESTION NE S'EST PAS CANTONNÉ AU PERIMÈTRE DU “GRAND ENSEMBLE” MAIS A PRIS EN COMPTE DES LE DÉPART LA TOTALITÉ DU TERRITOIRE D'ORLY. [...] DE CE FAIT, A PU SE PROLONGER AU-DELÀ DE NOTRE PRÉSENCE.⁶⁶

- 35 This long-term project developed over a very long period of time, in a continuous oscillation between a unitary vision and contingent opportunity. It took shape in a multitude of interventions operating at different scales, all contributing to the common objective of “remaking the city from pieces that are not.”⁶⁷ Firstly, several highly symbolic planning and landscaping operations were promoted to reinforce the connection between the Grand Ensemble and the “old Orly”: from the standardisation of the signage system; to the creation of public parks and services of common interest in the space separating the two parts of the city, including the new *mairie*, strongly desired by Viens to be placed right in the middle between the “two Orlys”.
- 36 In parallel with urban-scale projects, a total of 4,300 dwellings were refurbished or modified to make the residential offer of the Grand Ensemble more varied and better distributed. To do that, the administrations of Orly and Choisy decided to simultaneously intervene on all the “neighbourhoods” of the Grand Ensemble, during each of the four *tranches de travaux* in which the programme was organised. This choice, although very costly in terms of duration and management of the construction sites, aimed to avoid any dissatisfaction among the residents of different neighbourhoods and to leave space for progressive refinements of the project. “A specific operational device was put in place for this purpose”: three teams were created, “each responsible for a neighbourhood as a way to respect their diversity,”⁶⁸ but all were under the coordination of the architects Jean and Maria Deroche, who oversaw the transformation of Orly as *architectes conseils* throughout the entire 44 years of Mayor Viens’ term in office.
- 37 In addition, a profound restructuring of the Grand Ensemble’s outdoor space was carried out. The functional delimitation of open spaces and the realisation of flexible structures that could freely be used by residents were developed in parallel to some key actions unrelated to the physical transformation: (i) the transfer of the Grand Ensemble’s ownership and management to the departmental social landlord, which was much closer to local needs and dynamics; (ii) the involvement of the inhabitants in all stages of the process; (iii) the clarification of responsibilities in the maintenance of open and built spaces.

Figure 3. Grand Ensemble Open Space Refurbishment, *Kiosques* of the Cachin Park, c. 1990



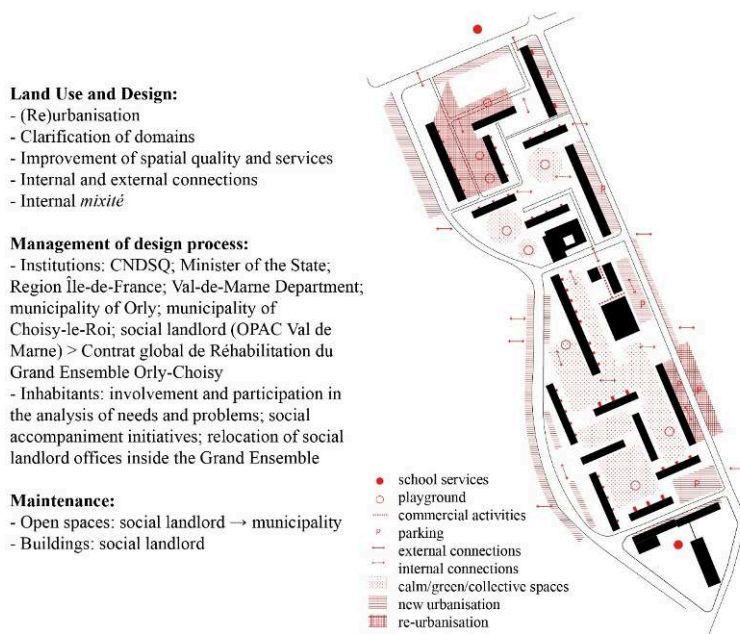
Photothèque municipale d'Orly; © Archives municipales d'Orly

- 38 Overall, the *réhabilitation* project developed between the 1960s and the 1990s did not structurally alter the Grand Ensemble's layout. It was rather aimed at bringing out its quality and improving its functionalities, relating the transformation of the physical space to un-material strategic processes.

Prior to renewal, Orly's population was already diverse, containing a large number of medium-sized apartments. The local strategy pursued by both the municipality and the social housing corporation promoted social mixing by offering improved public services and opportunities for existing residents to upgrade their residences. This encouraged them to remain in the neighbourhood even if other options were accessible to them.⁶⁹

- 39 So, while acknowledging its slipperiness, the project recognised and reinforced the internal subdivision of the Grand Ensemble into "homogeneous areas that constitute real neighbourhoods."⁷⁰

Figure 4. Réhabilitation Project under the DSQ, Navigateurs Neighbourhood, Spatial and Procedural Analysis



Caterina Quaglio's drawing

Harmoniser la Ville: The Fragmentation of Perimeters

- 40 At first, the process of extension and institutionalisation of the *politique de la Ville*, which ignited the political and professional debate during the 1990s, was almost imperceptible in Orly among the general continuity of the construction sites and political and technical staff. In this sense, the renovation of the Calmette neighbourhood in the early 1990s represented an exception, anticipating demolition and reconstruction as well as the return to block urbanism as key tools for urban regeneration.⁷¹
- 41 In the second half of the 1990s, the city entered a delicate period of generational and political transition, during which the flow of public regeneration programmes was interrupted for the first time. In this context, the launch of a *marché de définition*⁷² — emblematically promoted and managed by the social landlord rather than the municipality —, laid the foundations for Orly's candidacy at the new national programmes in the 2000s, and also for the emergence of new professional and political figures. Frédéric Winter, for example, having first worked for the Val-de-Marne OPAC and then for the Orly municipality, coordinated the regeneration of the Grand Ensemble at the local level for a long period of time afterwards.
- 42 In the following years, the local narrative progressively approached and merged with the one that was emerging at the national level. According to the municipality of Orly, the so called “Borloo” law marked “a turning point of national significance”.⁷³ More practically, however, from the point of view of the city's long-term urban development,

the programme simply provided “[s]tate resources to extend the urban integration project for these districts.”⁷⁴

- 43 On February 23, 2005, the first agreement for the *rénovation urbaine* of the Grand Ensemble Orly-Choisy was signed.⁷⁵ Resumed in 2015 under a new convention formed by the NPNRU, the project was aimed, on the one hand, at bridging the divide between the Grand Ensemble and the rest of the city; and on the other, to diversify the residential offer from the perspective of a radical renewal and socio-economic rebalancing.⁷⁶

- 44 The *rénovation* programmes of the 2000s provided administrations with the tools to definitively overcome the city of the *grands ensembles*, intended not only as an architectural and urban form, but also as a managerial and social model.

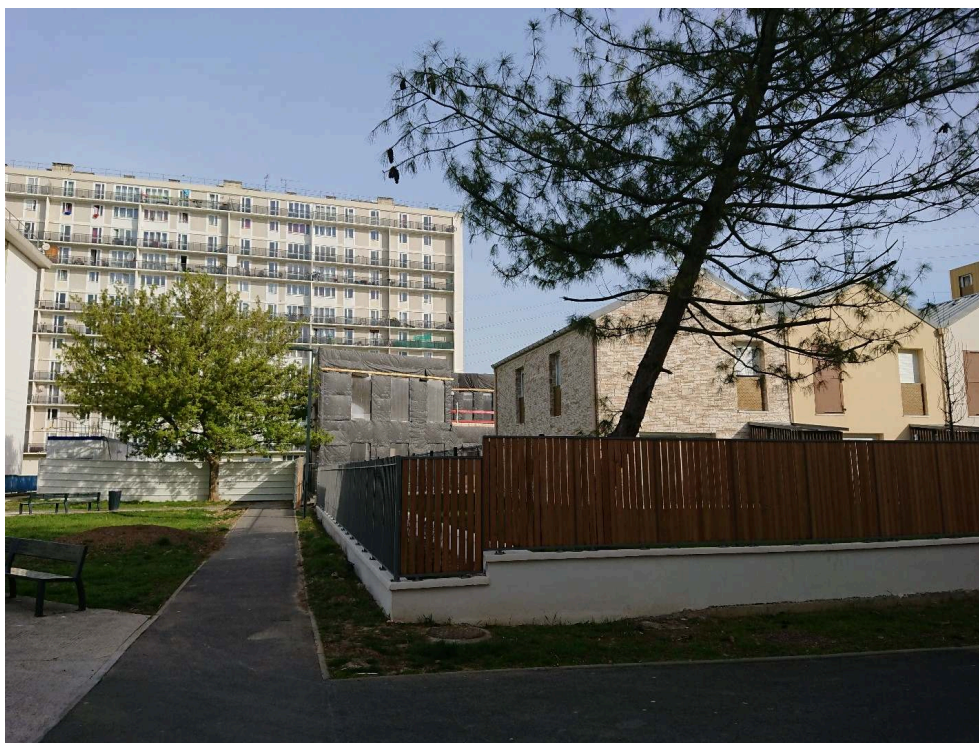
A l’instar des cités-jardins qui pouvaient mêler harmonieusement et sans fracture, habitat individuel et collectif, il apparaît possible aujourd’hui de juxtaposer, après restructurations démolitions ou reconstructions, des habitats de statut différents dans ces ensembles en parcellisant davantage leur territoire, en les résidentialisant, de telle sorte que l’on recrée un espace plus privatif, plus réduit, aux échelles d’appropriation et d’investissement possibles des résidents.⁷⁷

- 45 The projects of the Aviateurs and Pierre-au-Prêtre neighbourhoods are, in different ways, emblematic of this new approach. Given the profound difference of the two neighbourhoods in terms of morphology, location and social composition, demolition-reconstruction interventions prevailed in the Aviateurs and in the *résidentialisation*⁷⁸ of Pierre-au-Prêtre. Both projects, however, opened the way to a “micro-fragmentation into small residences”⁷⁹ under the banner of a “return to block urbanism” and the “mutability of plots”.⁸⁰ Overall, the still-ongoing *renouvellement* projects of the 2000s produced a “major morphological change in the urban fabric of the Grand Ensemble”⁸¹ and a profound rethinking of the scale and notion of neighbourhood.

Là où les démolitions et les reconstructions sont massives et cumulatives dans le temps, il y a bien un changement morphologique important, amenant à la disparition des tours et des barres et à une microfragmentation en petites résidences. Physiquement, les grands ensembles de Meaux, d’Orly, de La Courneuve, n’ont plus du tout la même apparence, la même visibilité dans l’espace urbain. [...]. “Ça fait moins cité,” “c’est plus à taille humaine,” entend-on fréquemment lors des entretiens.⁸²

- 46 In synthesis, as Lelévrier and Melic point out, “after 40 years of urban renewal processes, it can be said that the ‘large housing estate’ no longer exists as an urban form.”⁸³.

Figure 5. Navigateurs Neighbourhood during Renovation, 2019



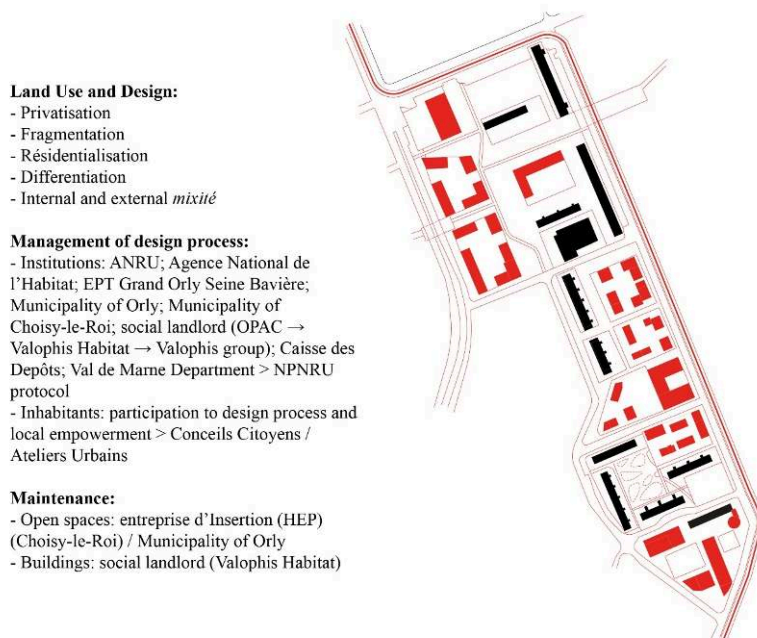
Caterina Quaglio's photograph

- 47 It is probably too early to tell the impact these phenomena will have on the social and urban structure of each Orly neighbourhoods. However, many elements of continuity persist when observing the ongoing transformation from an inside perspective. Firstly, in Orly, the complex work of inhabitants' relocation has assumed the form of a "slow transition", often characterised by local residential trajectories.⁸⁴ The concentration of poverty and ethnic groups has not disappeared, "but rather has been reconcentrated into other sub-sectors."⁸⁵ Furthermore, the inhabitants still demonstrate a strong sense of belonging with respect to the original neighbourhoods of the Grand Ensemble, which manifests in the criticism and concern for the disruptiveness of the transformations underway. Finally, the public narrative promoted by local authorities and practitioners emphasises the continuity with a long and almost uninterrupted history of urban development.
- 48 Indeed, this trend of social permanence in the housing estate "aligns with local strategies of municipalities and social housing corporations" of maintaining "an already existing social diversity by encouraging local, upper working-class people from inside the housing estate to take a step upwards in their housing careers and to remain in the neighbourhoods, rather than leaving."⁸⁶ Consequently, from the perspective of the Orly administration, the NPNRU marks the entry into the "time 3" of a parabola that began 50 years earlier.

Il s'agit moins dorénavant de "créer la ville", puisque cette étape du projet – "le temps 1" – est aujourd'hui accomplie. Le "temps 2" s'était attaché à diluer les blocs constitués du grand ensemble pour commencer à les fondre dans le tissu urbain général de la ville. Il faut engager maintenant les opérations d'aménagement qui matérialisent le "temps 3" du projet de ville. Celui-ci vise à "harmoniser" toute la

ville, à lui donner une plus grande cohérence sociale et urbaine et de permettre à ses habitants de mieux vivre et de se reconnaître dans toute la ville.⁸⁷

Figure 6. *Renouvellement* Project under the NPNRU, Navigateurs Neighbourhood, Spatial and Procedural Analysis



Caterina Quaglio's drawing

Conclusions

- 49 Reconstructing the history of the Grand Ensemble allows us to reflect on the notion of neighbourhood from a perspective that brings to the fore local representations and housing practices, while keeping national policies in the background. Following the uninterrupted construction and deconstruction process with regard to the neighbourhoods' perimeters and meanings, some implications emerge that are often overlooked in the history of the French *banlieue*.
- 50 What first comes out is the indeterminacy and fluidity implicit in the very scale and definition of *grand ensemble* neighbourhoods, commonly associated with an image of inert stillness, standardization and unitariness as a consequence of the alleged inflexibility of the modern urban fabric. According to needs and opportunities, Orly's Grand Ensemble has been recounted in its homogeneity or diversity, in its deficiencies or potential, and as one place or as many. Documents and outlooks offered by different actors overlap and influence each other, in a continuous work of representation and redefinition of perimeters conceived in a temporary, instrumental and plural way.
- 51 Another element that stands out is the temporal and geographical discrepancy that emerges between the political plane of official documents and the local history and perception. While the three phases analysed in the research recall the official

periodization of the *politique de la Ville*, they do not fully reflect it. Indeed, the extraordinary political and professional stability of Orly has allowed to systematize and redirect targeted resources over time, becoming a long-term local strategy that transcends the chronological boundaries of the *politique de la Ville*.

- 52 Moreover, in the local individual and collective memory, the evolving geographies of neighbourhoods do not succeed one another, but rather they stratify and sediment. Today, in spite of the physical, functional and proprietary fragmentation of the Grand Ensemble Orly-Choisy, its “neighbourhoods” continue to be firmly present in local representation as a reference of both public action and living practices. This brings to light the coexistence of different ways of perceiving time and duration in the neighbourhoods’ history.
- 53 Finally, intangible factors — e.g. management and maintenance of common or public spaces — appear to be much more influential than physical form when it comes to the appreciation of neighbourhoods as inhabited places. In the Grand Ensemble Orly-Choisy, within the perimeter of the same neighbourhood, the inhabitants have generated very different relationships with their environment depending on, for example, the social landlord’s proximity and commitment.
- 54 In conclusion, relying on the local dimension as a key observation lens, this article questions the role of neighbourhoods as a central yet ambiguous scale in processes of the public city’s construction and regeneration. In doing so, it introduces a structural problematisation of the object of study, which suggests the need to further multiply and diversify the angles of observation as a key in addressing both the history and prospects of a neighbourhood in its multidimensionality.

BIBLIOGRAPHY

Barbara Allen, Michel Bonetti, *L’Habiter, un impensé de la politique de la ville: pour un renouvellement du sens de l’action*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube, 2018.

Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace (éd.), *Le Quartier: enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007.

Marie-Hélène Bacqué, “De la recherche à l’expertise et à l’engagement. Retour sur une mission sur la participation dans la politique de la ville”, *Sociologie*, 6, 4, 2015, p. 401-416.

Gérard Baudin, Philippe Genestier (éd.), *Banlieues à problèmes: la construction d’un problème social et d’un thème d’action publique*, Paris, La Documentation Française, 2002.

Maurice Blanc, “La Politique de la ville à l’épreuve des lois de décentralisation. Entre gestion technicofinancière et création d’outils innovants”, *Pour Mémoire*, hors-serie n° 25, 2018, p. 32-40, spec. p. 36.

Pascale Blin, *Orly ou la chronique d’une ville en mouvement*, Paris, Edition de l’Épure, 2001.

Paola Briata, Massimo Bricocoli, Carla Tedesco, *Città in periferia: politiche urbane e progetti locali in Francia, Gran Bretagna e Italia*, Roma, Carocci, 2009.

Claire Carriou, Yankel Fijalkow, “L’École de la rénovation urbaine : un nouveau bricolage idéologique?”, *Métropolitiques*, 2018, [on line] [<https://metropolitiques.eu/L-Ecole-de-la-renovation-urbaine.html>], last access 27.09.2022.

CES de l’ANRU, *Des quartiers comme les autres ? La banalisation urbaine des grands ensembles en question*, Paris, La Documentation française, 2014.

Commission nationale pour le développement social des quartiers, *Ces quartiers où s’invente la ville*, Paris, 1985.

Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social: L’îlot n°4, Paris 13^e*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1966.

Kenny Cupers, *The Social Project: Housing Postwar France*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014, [on line] [<https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=1762171>], last access 09.02.2020.

Agnès Deboulet, Christine Lelévrier (éd.), *Rénovations urbaines en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

Jean Deroche, “Tenter de refaire la ville à partir de morceaux qui n’en sont pas”, *Techniques et architecture*, 307, 1975, p. 62-63.

Élise Derrien, *La Réhabilitation du grand ensemble d’Orly-Choisy-le-Roi : un laboratoire de la politique de la ville ? (1965-1993)*, mémoire de master 2 en histoire des sociétés occidentales contemporaines, Paris, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

Frédéric Dufaux, Annie Fourcaut, Rémi Skoutelsky, *Faire l’histoire des grands ensembles: bibliographie, 1950-1980*, Lyon, ENS éditions, 2003.

Renaud Epstein, *La Rénovation urbaine : démolition-reconstruction de l’État*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.

Philippe Estèbe, *L’Usage des quartiers : action publique et géographie dans la politique de la ville, 1982-1999*, Paris, L’Harmattan, 2004.

Annie Fourcaut, “Les Habits neufs des politiques de la ville depuis 1980”, *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 64, 1999, p. 113-119.

Annie Fourcaut, “Les Premiers grands ensembles en région parisienne: ne pas refaire la banlieue ?”, *French Historical Studies*, 27,1, 2004, p. 195-218.

François Geindre, “Discours introductif”, in *Réhabilitation des grands ensembles*, colloque 18-19.12.1986, Paris, Institut français d’architecture, 1986, p. 1-5.

Carlo Ginzburg, *Miti, emblemi, spie: morfologia e storia*, Torino, G. Einaudi, 1986.

Catherine Gremion, “L’Émergence de cette question dans les années 70 au sein du ministère de l’Équipement. L’influence discrète ou méconnue des militants chrétiens ?”, *Pour Mémoire*, hors-série n° 25, 2018, p. 22-31.

Rene Peter Hohmann, *Regenerating Deprived Urban Areas: A Cross National Analysis of Area-Based Initiatives*, Bristol, Policy Press, 2013, [on line] [<http://public.ebib.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=1507681>], last access 01.07.2019.

Thomas Kirszbaum (éd.), *En finir avec les banlieues ? le désenchantement de la politique de la ville*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube, 2015.

Anne Kockelkorn, Nina Zschocke (éd.), *Productive Universals-Specific Situations: Critical Engagements in Art, Architecture, and Urbanism*, Berlin, Sternberg Press, 2019.

- Gwenaëlle Le Goullon, *Les Grands Ensembles en France : genèse d'une politique publique, 1945-1962*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2014.
- Christine Lelévrier (éd.), *Diversification de l'habitat et mixité sociale dans les opérations de rénovation urbaine: trajectoires et rapports au quartier des "nouveaux arrivants"*, Lyon, PUCA, CES de l'ANRU, 2014.
- Christine Lelévrier, "Rénovation urbaine et trajectoires résidentielles : quelle justice sociale ?", *Métropolitiques*, 2018, [on line] [<http://www.metropolitiques.eu/Renovation-urbaine-et-trajectoires-residentielles-quelle-justice-sociale.html>], last access 04.04.2018.
- Christine Lelévrier, "Privatization of Large Housing Estates in France: Towards Spatial and Residential Fragmentation", *Journal of Housing and the Built Environment*, 2021, [on line] [<https://link.springer.com/10.1007/s10901-021-09851-y>], last access 27.09.2022.
- Christine Lelévrier, Talia Melic, "Impoverishment and Social Fragmentation in Housing Estates of the Paris Region, France", in Daniel Baldwin Hess, Tiit Tammaru, Maarten van Ham (éd.), *Housing Estates in Europe*, Cham, Springer International Publishing, 2018, p. 313-338.
- Christine Lelévrier, Christophe Noyé, "La Fin des Grands Ensembles?", in Jacques Donzelot (éd.), *À quoi sert la rénovation urbaine ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.
- Albert Lévy, "De l'îlot insalubre au quartier sensible : permanence et continuité dans les politiques urbaines", in Gérard Baudin, Philippe Genestier (éd.), *Banlieues à problèmes : la construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, Paris, La Documentation Française, 2002, p. 31-47.
- Claire Lévy-Vroelant, "Contradictory Narratives on French Social Housing: Looking Back and Looking Forward", *Housing Studies*, 29, 4, 2014, p. 485-500.
- George E. Marcus, "Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography", *Annual Review of Anthropology*, 24, 1995, p. 95-117.
- Émilie Oddos, Géraldine Geoffroy (éd.), *La Résidentialisation en questions*, Lyon, Certu, 2007.
- Philippe Panerai, *Paris métropole : formes et échelles du Grand Paris*, Paris, Éditions de la Villette, 2008.
- Philippe Panerai, *Résidentialisation ?*, Rosny-sous-Bois, Éditions Boa, 2022.
- Sandra Parvu, Alice Sotgia, "L'Histoire en projet. La part du récit dans la construction et la rénovation de la cité des 4 000 à La Courneuve", *Lieux Communs*, 15, 2012, p. 46-67.
- Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers: genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Éditions du Seuil, 2007.
- Jacques Revel (a cura di), *Giochi di scala: la microstoria alla prova dell'esperienza*, 1996, Roma, Viella, 2006.
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, "La Politique du terrain: sur la production des données en anthropologie", *Enquête : anthropologie, histoire, sociologie*, 1, 1995, p. 71-109.
- Pierre-Yves Saunier, *Transnational History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013.
- Thibault Tellier, "Humaniser le béton ou les politiques publiques au service de l'humanisation de la ville: L'exemple de la politique de la ville à ses origines, 1975-1985", *Histoire urbaine*, 48, 1, 2017, p. 117-131.
- Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Éditions du Seuil, 2007.

Florian Urban, *Tower and Slab: Histories of Global Mass Housing*, New York, Routledge, 2012.

Lawrence J. Vale, *After the Projects: Public Housing Redevelopment and the Governance of the Poorest Americans*, New York, Oxford University Press, 2019.

Frédéric Winter, “Les Grands Ensembles : l’obsolescence d’un modèle social et urbain”, in *Quelles nouvelles formes architecturales et urbaines pour les grands ensembles ?*, Actes du “Dialogue de Soirée” d’Urbaponts, 09.11.2000, Paris, Urbaponts, 2001.

Interviews

Yamina Akabi (26.03.2019); Taieb Bouriachi, (05.04.2019); Jean Deroche [email] (28.04.2019; 05.04.2019); Patrice Diguët (26.04.2018); Jean-Loup Dubrigny (04.04.2019); Hélène Gaydu (03.04.2019); Alain Girard (20.03.2019); Sylvie Harburger (01.04.2019); Delphine Jacquier (29.03.2019); Christine Lelévrier (25.03.2019); Antoine Loubière (02.04.2019); Sydney Loumba (26.03.2019); Veronique Navet (19.03.2019); Philippe Panerai (09.04.2019); Amandine Riault (26.04.2018); Luc Simonot (04.09.2018); Thibault Tellier (21.03.2019); Stéphane Touboul (20.03.2019); Frédéric Winter (19.03.2019).

Archives

Archives départementales du Val-de-Marne, Créteil.

Archives municipale de la Ville de Choisy-le-Roi, Choisy-le-Roi.

Archives municipales de la Ville d’Orly, Orly.

Personal archive by Philippe Panerai, Paris.

Further documents were provided by the municipalities of Orly and Choisy-le-Roi and by the Maison des Projets in the Navigateurs, Choisy-le-Roi.

NOTES

1. The work was developed across France, Italy and Scotland, but this article focuses only on the French case study.
2. Christine Lelévrier, Talia Melic, “Impoverishment and Social Fragmentation in Housing Estates of the Paris Region, France”, in Daniel Baldwin Hess, Tiit Tammaru, Maarten van Ham (éd.), *Housing Estates in Europe*, Cham, Springer International Publishing, 2018, p. 315.
3. Lawrence J. Vale, *After the Projects: Public Housing Redevelopment and the Governance of the Poorest Americans*, New York, Oxford University Press, 2019.
4. Gérard Baudin, Philippe Genestier (éd.), *Banlieues à problèmes: la construction d’un problème social et d’un thème d’action publique*, Paris, La Documentation Française, 2002.
5. Agence nationale pour la rénovation urbaine, set up in 2003: [<https://www.anru.fr/>].
6. Christine Lelévrier, “Rénovation urbaine et trajectoires résidentielles : quelle justice sociale?”, *Métropolitiques*, 2018, [on line] [<http://www.metropolitiques.eu/Renovation-urbaine-ettrajectoires-residentielles-quelle-justice-sociale.html>], last access 04.04.2018.
7. Christine Lelévrier, “Privatization of Large Housing Estates in France: Towards Spatial and Residential Fragmentation”, *Journal of Housing and the Built Environment*, 2021, p. 4, [on line] [<https://link.springer.com/10.1007/s10901-021-09851-y>], last access 27.09.2022. See also Gwenaëlle Le Goullon, *Les Grands Ensembles en France: genèse d’une politique publique, 1945-1962*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2014.
8. *Ibid.*
9. Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social: L’îlot n° 4, Paris 13^e*, Paris, Les Éditions Ouvrières, 1966.

10. Danièle Voldman, “Les Métamorphoses de l’habitat populaire: la genèse des grands ensembles”, in Thomas Kirszbaum (éd.), *En finir avec les banlieues ? le désenchantement de la politique de la ville*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube, 2015, p. 47-62.
11. Annie Fourcaut, “Les Premiers grands ensembles en région parisienne : ne pas refaire la banlieue ?”, *French Historical Studies*, 27, 1, 2004, p. 195-218.
12. Christine Lelévrier, *op. cit.*, 2021, p. 4.
13. Sylvie Tissot, *L’État et les quartiers : genèse d’une catégorie de l’action publique*, Paris, Éditions du Seuil, 2007.
14. See also: Philippe Estèbe, *L’Usage des quartiers: action publique et géographie dans la politique de la ville, 1982-1999*, Paris, L’Harmattan, 2004. The author concludes that the experimental elements introduced by a territorial model of intervention clashed with administrative inertia, political uncertainties and tactics of local authorities, which limited the actual innovative outcomes of this approach.
15. According to Philippe Estèbe (*op. cit.*), the mobilisation of an increasing number of institutional actors paradoxically corresponded to a substantial loss of adherence to an effectively shared strategy.
16. Despite the rhetoric of innovation accompanying the launch of the first programmes, this approach appears to be in continuity with previous urban policies in many regards. See: Sylvie Tissot, *op. cit.*; Albert Lévy, “De l’îlot insalubre au quartier sensible: permanence et continuité dans les politiques urbaines”, in Gérard Baudin, Philippe Genestier (éd.), *op. cit.*, p. 31-47.
17. Commission nationale pour le développement social des quartiers, *Ces quartiers où s’invente la ville*, Paris, 1985.
18. Maurice Blanc, “La Politique de la ville à l’épreuve des lois de décentralisation. Entre gestion technico-financière et création d’outils innovants”, *Pour Mémoire*, hors-série n° 25, 2018, p. 32-40, p. 36, translated by the author.
19. François Geindre, “Discours introductive”, in « Réhabilitation des grands ensembles », Colloque 18-19.12.1986, Paris, Institut français d’architecture, 1986, p. 1-5.
20. Christine Lelévrier, *op. cit.*, 2021, p. 5.
21. See: Renaud Epstein, *La Rénovation urbaine: démolition-reconstruction de l’État*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.
22. Frédéric Winter, “Les Grands Ensembles : l’obsolescence d’un modèle social et urbain”, in *Quelles nouvelles formes architecturales et urbaines pour les grands ensembles ?*, actes du “Dialogue de Soirée” d’Urbaponts, 09.11.2000, Paris, Urbaponts, 2001.
23. Maurice Blanc, *op. cit.*, p. 36.
24. “Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d’orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine”.
25. Studying the network of stakeholders and the discourse that animated the École de la rénovation urbaine for the training of urban renewal project managers, Claire Carriou and Yankel Fijalkow show how it embodies an ideological composite rather than an actual context of rupture. See: Claire Carriou, Yankel Fijalkow, “L’École de la rénovation urbaine : un nouveau bricolage idéologique?”, *Métropolitiques*, 2018, [on line] [<https://metropolitiques.eu/L-Ecole-de-la-renovation-urbaine.html>], last access 27.09.2022.
26. Jean-Loup Dubrigny, personal interview, 04.04.2019.
27. Renaud Epstein, *op. cit.*
28. CES de l’ANRU, *Des quartiers comme les autres ? La banalisation urbaine des grands ensembles en question*, Paris, La Documentation française, 2014.
29. Christine Lelévrier, *op. cit.*, 2021, p. 6.
30. Les services de l’État dans le Gard, “Gestion urbaine de proximité (GUP)”, [on line] [<http://www.gard.gouv.fr/Politiques-publiques/Cohesion-sociale-et-solidarite/Politique-de-la-ville/Gestion-Urbaine-de-Proximite-GUP>], last access 28.12.2019.

31. “Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine”. It introduces the Nouveau Programme de renouvellement urbain (NPNRU).
32. Christine Lelévrier, *op. cit.*, 2021.
33. E.g.: Barbara Allen, Michel Bonetti, *L’Habiter, un impensé de la politique de la ville : pour un renouvellement du sens de l’action*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube, 2018; Marie-Hélène Bacqué, “De la recherche à l’expertise et à l’engagement. Retour sur une mission sur la participation dans la politique de la ville”, *Sociologie*, 6, 4, 2015, p. 401-416; Renaud Epstein, *op. cit.*; Claire Lévy-Vroelant, “Contradictory Narratives on French Social Housing: Looking Back and Looking Forward”, *Housing Studies*, 29, 4, 2014, p. 485-500.
34. Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 313.
35. Philippe Estèbe, *op. cit.*
36. SIG ville, “Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (2014-2020)”, [on line] [<https://sig.ville.gouv.fr/page/198/les-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville-2014-2020>], last access 23.12.2019.
37. SIG ville, *op. cit.*, translated by the author.
38. The list of priority neighbourhoods is obtained by cross-referencing the income level of an area with the average value of the agglomeration in which it is located and of metropolitan France on the whole.
39. Delphine Jacquier, personal interview, 29.03.2019.
40. SIG ville, *op. cit.*, translated by the author.
41. Philippe Panerai, *Paris métropole: formes et échelles du grand-Paris*, Paris, Éditions de la Villette, 2008.
42. Amandine Riault, personal interview, 02.04.2018.
43. Christine Lelévrier, *op. cit.*, 2021.
44. Barbara Allen, Michel Bonetti, *op. cit.*, p. 10.
45. George. E. Marcus, “Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography”, *Annual Review of Anthropology*, 24, 1995, p. 95-117, p. 102.
46. Carlo Ginzburg, *Miti, emblemi, spie: morfologia e storia*, Torino, G. Einaudi, 1986.
47. Sandra Parvu, Alice Sotgia, “L’Histoire en projet. La part du récit dans la construction et la rénovation de la cité des 4000 à La Courneuve”, *Lieux Communs*, 15, 2012, p. 46-67.
48. See the extensive list of archives and interviews in the Bibliography.
49. The decree of December 31, 1958, entrusts the prefects with the identification of land for new urbanisation, essentially excluding the municipalities from the decision-making process. Vd. Danièle Voldman, *op. cit.*, p. 47-62, p. 56.
50. Jean Deroche, “Notre histoire d’Orly”, personal email, 28.04.2019.
51. L.E.N. or Cité Million; Gazières (Aviateurs and Navigateurs); Pierre-au-Prêtre, LoPoFa; Les Tillules; Nouvelet; Faisanderie. The number of these areas changes according to the criteria used for counting them — construction phase, urban-architectural similarities, geographical proximity, etc.
52. The L.E.N. became known as the “Cité Million” because of the method of financing used for their construction, which allocated one million francs for each dwelling.
53. Élise Derrien, *La Réhabilitation du grand ensemble d’Orly-Choisy-le-Roi : un laboratoire de la politique de la ville ? (1965-1993)*, mémoire de master 2 en histoire des sociétés occidentales contemporaines, Paris, université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.
54. Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 323.
55. Élise Derrien, *op. cit.*
56. The renouvellement projects currently underway suggest an increasing separation between the two parts of the neighbourhood, both in terms of urban planning and management.
57. Jean Deroche, “Notre histoire d’Orly”, personal email, 28.04.2019.

58. Originally created as a military airport and converted into civil in 1945, the Orly Airport received more than 6 million travellers a year in the 1960s, and was one of the most visited monuments in France (Pascale Blin, *Orly ou la chronique d'une ville en mouvement*, Paris, Éditions de l'Épure, 2001).
59. Gaston Viens served as mayor when the Parti communiste français achieved the greatest consensus in the so-called *ceinture rouge* of Parisian *banlieues*, a condition that secured him broad and stable political support. He was mayor of Orly from 1965 to 2009. He also served as president of the General Council of the Val-de-Marne Department between 1967 and 1970 and, between 1983 and 1988, as president of the OPAC of Val-de-Marne, which succeeded the OPHLM of the Paris Region as owner and landlord of the Grand Ensemble.
60. Gaston Viens, from: Blin, *op. cit.*, p. 3. Viens lived in a flat in the Cité des Aviateurs from 1961 to 1976.
61. The national Habitat et vie sociale (HVS) procedure was officially launched in February 1973. A restricted, inter-ministerial working group was set up to coordinate the actions of a complex system of public and private actors with the aim of making the cités “more human”. In the same year, the Circulaire Guichard sanctioned, at least officially, the end of the policy of *grand ensembles*, favouring a shift of attention and resources to the social dimension of the housing emergency. See: Thibault Tellier, “Humaniser le béton ou les politiques publiques au service de l’humanisation de la ville: L’exemple de la politique de la ville à ses origines, 1975-1985”, *Histoire urbaine*, 48, 1, 2017; Olivier Guichard, “Circulaire du 21 mars 1973. Relative aux formes d’urbanisation dites “grands ensembles” et à la lutte contre la ségrégation sociale par l’habitat”, *Journal officiel de la République française*, Paris, Ministère de l’Équipement et de l’Aménagement du territoire, 1973.
62. Annie Fourcaut underlines the relativity of the definition of the origins of the *politique de la Ville*: Annie Fourcaut, “Les Habits neufs des politiques de la ville depuis 1980”, *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, 64, 1999, p. 113-119.
63. Derrien, *op. cit.*, p. 82.
64. Reunion on the *îlot sensible* Orly-Choisy (Élise Derrien, *op. cit.*, p. 121).
65. The îlot was the basic geographical unit for demographic statistics in France until the 1999 census. The perimeters of the îlots were defined by the Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) in agreement with the municipalities. While in the case of the îlots located in “dense urban areas” the unit often corresponded to a block, those located in peripheral areas were delimited by roads or other physical barriers.
66. Jean Deroche, “Notre histoire d’Orly”, personal email, 28.04.2019.
67. Jean Deroche, “Tenter de refaire la ville à partir de morceaux qui n’en sont pas”, *Techniques et architecture*, 307, 1975, p. 62-63.
68. *Ibid.*, translated by the author.
69. Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 333.
70. ORGECO, *Dossier-Cadre. 1^{er} tranche de travaux*, Orly-Choisy-le-Roi, 1982, retrieved from Archives départementales du Val-de-Marne, p. 9, translated by the author.
71. Amandine Riault, personal interview, 26.04.2018. The Calmette was not part of the Grand Ensemble but the project set an important precedent for the interventions developed in the following years in Orly’s cités.
72. Délégation interministérielle à la Ville, *Marchés de définition. Une démarche de projet urbain*, Direction générale de l’Urbanisme, de l’Habitat et de la Construction.
73. Ville d’Orly, Groupe Valophis, *Orly. Bilan du Projet de Rénovation urbaine*, Conseil municipal 23.02.2017, [on line] [<https://www.mairie-orly.fr/Cadre-de-vie/Developpement-urbain/Projets-Urbains/Racine-Saules/Le-premier-projet-de-renovation-urbaine-bilan>], last access 14.04.2022.
74. *Ibid.*

75. OPAC Val-de-Marne, Ville d'Orly, *Convention partenariale pour la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain du Grand Ensemble Orly-Choisy*, 2005.
76. "From 1976 to 2013, nine buildings containing 1631 housing units were replaced by a mix of social (800) and private (633) housing units" (Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 330). In the first phase of the PRU, 53 % of households in the Aviateurs and 40 % in the Pierre-au-Prêtre left the neighbourhood (Ville d'Orly, Groupe Valophis, *op. cit.*).
77. Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 330.
78. See: Émilie Oddos, Géraldine Geoffroy (éd.), *La résidentialisation en questions*, Lyon, Certu, 2007; Philippe Panerai, *Résidentialisation ?*, Rosny-sous-Bois, Éditions Boa, 2022.
79. Christine Lelévrier, Christophe Noyé, "La Fin des grands ensembles ?", in Jacques Donzelot (éd.), *À quoi sert la rénovation urbaine ?*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 185-218, p. 215.
80. OPAC Val-de-Marne, Ville d'Orly, *op. cit.*, p. 4.
81. Christine Lelévrier, Christophe Noyé, *op. cit.*, p. 215.
82. *Ibid.*
83. Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 323.
84. "In Orly, 98.5 % of those who were relocated remained in the same municipality, and 50 % within the same sub-sector of the housing estate." (Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 332). The impact of residential mobility on the integrity of neighbourhoods has long been a subject of debate in the scientific community, see in particular: part II - "Le quartier, un lieu investi", in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace (éd.), *Le Quartier: enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, 2007, p. 101-176.
85. Christine Lelévrier, Talia Melic, *op. cit.*, p. 335.
86. *Ibid.*
87. Ville d'Orly, Ville de Choisy-le-Roi, EPT Grand-Orly Seine Bièvre, *Protocole de préfiguration des projets de renouvellement de urbain de Choisy-le-Roi et d'Orly*, p. 9-10.

ABSTRACTS

How is the scale and perimeter of a neighbourhood defined? Shifting the attention from the policy dimension to their actual implementation in a specific place, the article questions the evolution of the notion of neighbourhood by retracing the history of the Grand Ensemble Orly-Choisy-le-Roi, from its construction to the successive redevelopment programmes carried out almost uninterruptedly until today. Throughout this time, the neighbourhoods of the Grand Ensemble have been constructed, deconstructed and reconstructed both in the physical environment and in local narratives and imaginaries. Consequently, relying on the local dimension as a lens to address broader phenomena, the text highlights not only the discrepancies in time and meaning characterizing different phases and approaches, but also the elements of continuity that become manifest at the "micro" scale of the Grand Ensemble.

Comment définir l'échelle et le périmètre d'un quartier ? Déplaçant le regard de la dimension des politiques à leur mise en œuvre effective dans un lieu spécifique, l'article interroge l'évolution de la notion de quartier en retraçant l'histoire du Grand Ensemble Orly-Choisy-le-Roi depuis sa construction jusqu'aux programmes de redéveloppement successifs poursuivis de manière quasi ininterrompue jusqu'à aujourd'hui. Au cours de cette période, les quartiers du Grand Ensemble

ont été construits, déconstruits et reconstruits tant dans l'environnement physique que dans les récits et imaginaires locaux. Par conséquent, en s'appuyant sur la dimension locale pour aborder des phénomènes plus larges, le texte permet de mettre en évidence non seulement les décalages de temps et de sens qui caractérisent les différentes phases et approches, mais aussi les éléments de continuité qui se manifestent à l'échelle "micro" du Grand Ensemble.

INDEX

Mots-clés: Quartier, Périmètres, Politique de la Ville, Rénovation, Grands Ensembles

Keywords: Neighbourhood, Perimeters, Urban Policies, Renovation, Grand Ensemble

AUTHOR

CATERINA QUAGLIO

Architect and postdoctoral fellow at the Department of Architecture and Design (Politecnico di Torino). She obtained her Ph.D. in "Architecture. History and Project" in July, 2020. Her research interests include public and affordable housing, urban and territorial regeneration and educational spaces. She published the monograph "SIN|TESI. Designing action: methods and tools" (Pearson 2020) and she has recently edited and contributed to the text "Innovation in Practice. In Theory" (ORO Editions 2022).

caterina.quaglio@gmail.com

Quelle histoire pour les quartiers d'architecture étrangère en Chine ? Entrecroisements des récits et des enjeux d'acteurs à Thames Town, en périphérie de Shanghai

*Which History for the Neighbourhoods Featuring Foreign Architecture in China?
The Interweavings of Narratives and Actors' Issues in Thames Town in the
Outskirts of Shanghai*

Martin Minost

Introduction

- 1 Depuis la relance des réformes en Chine, symbolisée par le voyage de Deng Xiaoping dans le sud en 1992, le pays a connu une urbanisation accélérée et sans précédents, avec des caractéristiques bien particulières. De nouveaux territoires urbains ont été érigés dans des temps records, au travers de l'étalement urbain des villes et la construction de villes nouvelles dans tout le pays. La production urbaine devient l'une des ressources des administrations territoriales, qui y voient un moyen de faire des profits en même temps que d'être compétitives. Si de nos jours l'urbanisation chinoise est plutôt marquée par la construction d'espaces dits écologiques — les « villes écologiques » (生态城 *shengtai cheng*) — dans la foulée de l'Exposition universelle de Shanghai de 2010, une des phases précédentes est caractérisée par l'emprunt généralisé de styles allogènes pour produire des espaces attractifs pour les nouvelles catégories aisées de la population chinoise. Dans ce cadre, les autorités locales, au tournant des années 2000 et après, ont valorisé la construction d'espaces résidentiels et commerciaux reproduisant des modèles architecturaux et urbanistiques étrangers, afin d'accroître leur attractivité et garantir un succès commercial. Ces quartiers ont

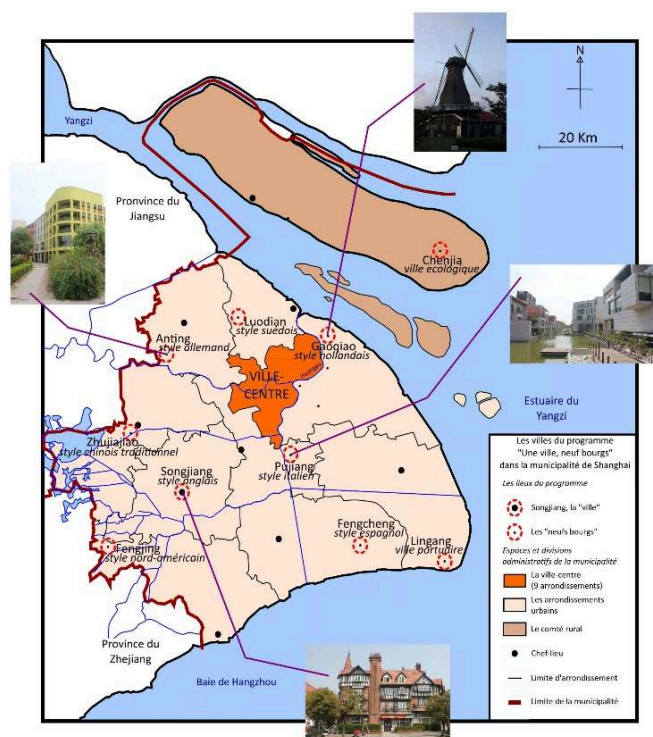
rarement été considérés comme un objet de recherche pertinent pour les historiens, car peut-être jugés trop récemment construits¹. Ils ont pourtant fait l'objet d'une abondante littérature. De nombreux commentateurs, géographes, urbanistes, architectes ou spécialistes des problématiques urbaines, tant Chinois qu'étrangers, ont tenté de comprendre la raison d'être de ces espaces, intégrant régulièrement une dimension historique à leurs analyses. Du fait de leur aspect étranger, ces espaces n'ont été considérés qu'à travers leur forme et le style architectural qu'ils reproduisent, perçus tantôt comme déconnectés de la culture et de l'histoire de la Chine et de ses territoires, tantôt, par comparaison avec des occurrences plus anciennes d'architectures étrangères en Chine², comme une forme d'auto-assujettissement.

- 2 Le quartier de Thames Town (泰晤士小镇 *Taiwushi xiaozhen*), localisé au sein de la ville nouvelle de Songjiang (松江区 *Songjiang qu*) au sud-ouest de Shanghai (上海市 *Shanghai shi*), est l'un des exemples les plus connus de reproduction architecturale en Chine. Cette zone résidentielle et touristique, construite entre 2002 et 2006 dans le cadre du programme de construction de villes nouvelles One City, Nine Towns (一城九镇 *yicheng, jiuzhen*) dans la municipalité de Shanghai, a été construite en imitant des styles architecturaux britanniques. En tant que projet municipal de grande envergure — la construction de dix villes nouvelles — et comme opération de copie à grande échelle — chacune des villes nouvelles devait comprendre un quartier entier « à caractère spécial » (特色风貌 *tese fengmao*) — le programme d'urbanisme, ainsi que Thames Town, ont attiré beaucoup d'attention. Malgré l'intérêt notable pour cet objet urbain, alors même que l'histoire de Shanghai — ancienne comme récente — est fréquemment mobilisée par certains commentateurs pour justifier l'existence de ces quartiers d'imitation³, il est délaissé par les historiens et reste l'apanage de disciplines plus classiquement associées à l'étude des espaces et des territoires. Dans ces conditions, le quartier de Thames Town continue de n'être appréhendé qu'au travers de ses formes architecturales, comme un objet occidental désancré de la société chinoise — de sa culture, son territoire et même de son histoire (exception faite d'une singularité shanghaienne) — et comme le signe d'une occidentalisation de la Chine. Pourtant, il existe de nombreuses données et de nombreux récits qui permettent de produire des analyses différentes et de fournir une autre compréhension de cet espace, de son évolution et des interactions entre les différents acteurs — agents administratifs, concepteurs, gestionnaires semi-privés, habitants, visiteurs temporaires et commentateurs — engagés dans la fabrique urbaine du quartier. Chacun produisant une histoire différente de Thames Town.
- 3 L'objectif de cette contribution est d'apporter un éclairage plus complet sur un objet urbain en ne limitant pas le regard à l'analyse des formes spatiales. L'étude des différents récits et narrations, et des représentations, propres à l'ensemble des acteurs permet d'historiciser différemment le quartier de Thames Town, et révèle d'autres représentations et usages de cet espace, qui diffèrent de la conception d'un objet déconnecté de la société qui l'a bâti ou d'une citation simpliste d'une période précise de l'histoire de Shanghai. À des analyses parfois historicistes sur le quartier répondent les récits des trajectoires et des aspirations individuelles qui ancrent le lieu dans une perception plus ordinaire de l'espace tout en le rattachant à d'autres mutations et processus sociaux éprouvés par la société chinoise urbaine et contemporaine. L'analyse des différentes manières de produire une histoire du quartier permet de révéler la posture et les enjeux qui font sens pour chacun des acteurs. Le bricolage

méthodologique et le recours aux données à caractère historique apparaissent comme d'autant plus nécessaire pour non seulement contextualiser les sources et les informations recueillies, mais également appréhender les mutations et les transformations du quartier, en lien avec les logiques et les enjeux divergents des acteurs impliqués. Les analyses présentées ci-après reposent sur des enquêtes ethnographiques menées auprès des habitants de Thames Town entre 2011 et 2016, alors que le quartier a encore moins de dix ans d'existence, enrichies par le recueil de nombreuses sources textuelles (comme des monographies et des almanachs officiels, des livrets et guides promotionnels, des publicités et des brochures) et des entretiens avec des membres de l'administration et des employés des agences immobilières.

- 4 Après une courte présentation du quartier de Thames Town, je présenterai d'abord le récit officiel construit par le promoteur et les instances administratives de la ville nouvelle. En parallèle de l'imitation architecturale, le dispositif discursif du marketing urbain est venu renforcer la représentation du quartier comme un espace authentiquement étranger. Ensuite, j'analyserai la manière dont des spécialistes et des chercheurs ont appréhendé le quartier, en grande partie influencés par les discours promotionnels. Obnubilé par la nature copiée des constructions et par le discours promouvant l'étrangeté du lieu, les commentateurs ont perçu Thames Town comme le lieu d'une occidentalisation de la société chinoise. Cette représentation du phénomène a également été récupérée par une partie de la classe politique chinoise, propulsant le quartier et les constructions similaires au cœur de débats politiques et culturels sur fond de guerre idéologique entre la Chine et l'Occident. Enfin, je terminerai par exposer la manière dont les habitants et les visiteurs s'approprient le quartier et sa dimension anglaise. Au contraire des discours développés par les concepteurs et les commentateurs, la dimension anglaise est plutôt marginalisée par les usagers, et influence en retour les stratégies de promotion de l'entreprise de gestion.

Figure 1. Les villes nouvelles du programme One City, Nine Towns à Shanghai



Sources : Carine Henriot, *Villes nouvelles et redéploiement métropolitain à Shanghai*, thèse de doctorat soutenue à l'université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 2013 ; Zhijun Wang et Tianwei Mo, 上海‘一城九镇’空间形态与类型研究 *Shanghai 'yi cheng, jiu zhen' kongjian xingtai leixing yanjiu* [Research on the Spatial Structures and Morphological Types of Shanghai's 'One City, Nine Towns'], Shanghai, 同济大学出版社 Tongji daxue chubanshe [Tongji University Press], 2019.

© Martin Minost

Brève présentation du quartier et de ses dispositifs scénographiques

- 5 Le programme One City, Nine Towns est lancé en 2001 suivant les principes du nouveau schéma directeur de Shanghai (1999-2020), prévoyant la réhabilitation et le développement des espaces périphériques de la municipalité. Le projet comporte la construction de dix villes nouvelles sur des espaces autrefois agricoles et en continuité du bâti existant d'anciennes villes-satellites (卫星城 *weixingcheng*) mono-industrielles de la période maoïste. Les gouvernements d'arrondissement sont chargés d'organiser une compétition internationale pour le plan de leur ville nouvelle. À Songjiang, le cabinet anglais Atkins remporte la compétition en mars 2001. Une entreprise de promotion immobilière issue d'un partenariat public-privé est mise en place pour l'achat du droit d'usage et la viabilisation des terrains. Cette entreprise, Songjiang New City Development and Construction Company (SNCD) 上海松江新城建设发展有限公司 (Shanghai Songjiang xincheng jianshe fazhan youxian gongsi) développe le centre de Thames Town et cède une partie des espaces résidentiels à d'autres entreprises immobilières. Le quartier de Thames Town, ajouté aux plans au début de l'année 2002, se différencie des autres espaces de la ville nouvelle de Songjiang par plusieurs dispositifs spatiaux. La trame viaire, en entrelacs de ruelles, se distingue de la trame

orthogonale du reste de la ville. Plusieurs styles architecturaux anglais ont été reproduits : par exemple, le style Tudor, qui caractérise la plupart des bâtiments centraux de Thames Town, avec des colombages et des pans de bois ; le style georgien, reconnaissable par la symétrie du bâti et des colonnades de ce style néopalladien ; le style victorien, notamment les rangées de maisons accolées en brique ; ou le style édouardien, pour les bâtiments plus monumentaux et administratifs. Chaque espace a été affublé d'un toponyme anglais, et le mobilier urbain — des cabines téléphoniques londoniennes mais également les panneaux de signalisation, les bancs et les poubelles publiques — se démarque aussi du reste de la ville. Enfin, la scénographie ambiante est complétée par de fausses devantures et des agents de surveillance portant des uniformes inspirés de ceux des gardes de la reine d'Angleterre. Des statues représentant des personnalités historiques (Churchill, Shakespeare, Lord Byron, etc.) et fictives (James Bond, Harry Potter) décorent également les espaces publics de Thames Town. Le quartier comporte un centre piéton, accessible au public avec divers commerces, restaurants, hôtels et équipements sportifs, culturels et éducatifs, ainsi que des immeubles de petits collectifs. On y trouve également une église (inspirée de la Christ Church de Clifton, près de Bristol), où se déroule la messe catholique tous les dimanches ainsi que d'autres sacrements. Le centre est entouré de zones résidentielles fermées aux types d'habitations variés (maisons individuelles, maisons accolées, appartements en petits et moyens collectifs) et d'équipements plus imposants comme un centre commercial ou un établissement d'enseignement secondaire. Ouvert à la vente à la fin de l'année 2006, le quartier compte 2 612 habitants en 2017. Les foyers appartiennent aux catégories aisées de la population, avec une majorité de patrons d'entreprises, de membres de l'administration et d'universitaires.

Figure 2. L'organisation des espaces à Thames Town, Songjiang



Sources : carte touristique de Thames Town.

© Martin Minost

La rhétorique du voyage : construction discursive d'une expérience authentique par le promoteur et le gouvernement local

- 6 En parallèle de la production matérielle d'un paysage urbain d'Angleterre au moyen de dispositifs spatiaux, l'identification de l'espace de Thames Town à une ville anglaise s'opère également par la construction d'une trame narrative associant la visite de la zone à un voyage à l'étranger. Les discours promotionnels présentent l'espace différent de Thames Town comme une opportunité pour les visiteurs d'expérimenter un mode de vie étranger. Le vocabulaire du déplacement géographique utilisé dans les brochures et les textes publicitaires est censé signifier cet accès à un style de vie différent en même temps qu'à l'espace marqué par une atmosphère anglaise.
- 7 Ces techniques commerciales de vente fondées sur des constructions narratives sont plutôt classiques dans le domaine du marché de l'immobilier et ne représentent pas une exception chinoise en matière de promotion immobilière. Dans le cas de Thames Town, les procédés marketing relevant des mêmes logiques et des mêmes outils sont révélateurs de deux phénomènes liés à la production spatiale de zones d'habitation en Chine : elles participent au projet de construction d'une ambiance urbaine particulière et au processus d'identification du lieu à un espace extraterritorial. Les techniques de vente du quartier mises en place par le promoteur contribuent à former l'image d'une extraterritorialité et nourrissent ainsi l'image d'un rapport entre la Chine et l'Occident

s'exprimant à travers la consommation de biens domestiques. L'analyse de ces techniques permet de mettre en lumière la manière dont les concepteurs cherchent à « créer de la localité⁴ », à associer à l'espace un ensemble de signes et de symboles qui font sens et permettent de l'identifier. Ces techniques confortent également une image singulière des habitants et des visiteurs de Thames Town. La stratégie de promotion de la zone se fonde sur une cible d'acheteurs et de consommateurs, et sur leurs désirs et besoins supposés. Le promoteur et les acteurs impliqués dans la vente des habitations et des parcelles projettent en ce sens des aspirations et des pratiques sur les individus s'intéressant au produit. L'analyse du discours publicitaire révèle la production d'une image de l'habitant : celui-ci viendrait chercher un autre mode de vie. La rhétorique publicitaire qui associe le style architectural étranger à un style de vie nouveau participe également à la construction d'une représentation particulière des habitants et des usagers du quartier. Ces derniers, définis comme des acheteurs-consommateurs, sont caractérisés, selon cette image sociale, par un désir de changer leur mode de vie, dans le sens d'une occidentalisation des comportements.

- 8 L'association entre un style de vie et un espace d'habitation de luxe est une technique de vente ancienne dans le domaine de l'immobilier. Elle est très répandue en Chine, notamment avec le développement du marché du logement depuis les années 1990 et la multiplication des opérations de style étranger. Le cas de Thames Town présente toutefois une spécificité : la métaphore du voyage. Le mode de vie différent qui est vendu avec l'habitation est accessible grâce au voyage vers l'étranger représenté par la zone de style anglais. Les discours de vente insistent ainsi sur une expérience sensible de l'extraterritorialité qui encadre le style de vie et la pratique.

- 9 Le slogan principal de la campagne publicitaire, est visible sur les affiches placardées dans le quartier, mais également sur des petites enseignes en drapeau placées au-dessus des entrées des locaux encore vides :

Welcome to Thames Town. Taste authentic British style of small town. Enjoy sunlight, enjoy nature, enjoy your life and holiday. Dreaming of Britain, Live in Thames Town⁵.

- 10 La dernière phrase est particulièrement révélatrice de la logique qui vise à associer l'espace de Thames Town et le mode de vie que les acheteurs pourraient y trouver, à des comportements et un environnement anglais. Cette stratégie se retrouve dans les livrets de présentation des espaces du quartier fournis lors de l'ouverture des ventes. Enfin, en 2011, le plan touristique de Thames Town, présentant les différents sites importants du quartier et les commerces, comportait l'expression « *Wonderful Thames, Wonderful Life* » (精彩泰晤士, 精彩生活 *jingcai Taiwushi, jingcai shenghuo*), associant cette fois-ci un mode ou une qualité de vie à l'espace – anglais – de Thames Town.

- 11 L'administration locale de Songjiang use des mêmes mécanismes et contenus d'identification socio-spatiales dans des publications officielles, décrivant le quartier en ces termes :

Le bourg [Thames Town] est empli d'une intense atmosphère anglaise, entrer dans la petite ville, c'est comme mettre les pieds dans un pays étranger⁶ ».

- 12 Cette expérience du voyage a été décrite dans différents supports et à travers différents intermédiaires. Un romancier de Shanghai publiait en 2006, dans la revue spécialisée *Shanghai & Hong Kong Economics* (沪港经济 *Hugang Jingji*), un article relatant ses impressions après une visite à Thames Town : « J'ai acquis une très vive impression de vie européenne⁷ ». Cette expérience, dit-il, lui rappelle les sensations qu'il a éprouvées en Europe. Pour cet écrivain, Thames Town a beau être une « imitation », elle a une

« ressemblance frappante » avec la réalité⁸. Un autre auteur, pour le même journal, écrivait : « C'est déjà une petite ville anglaise typique, il semble qu'une main géante invisible l'a prise et déracinée d'un pays étranger lointain⁹. »

- 13 Cette stratégie de promotion immobilière est extrêmement courante, en Chine comme ailleurs dans le monde. Pow Choon-Piew¹⁰ a par exemple montré qu'il s'agissait d'une technique publicitaire très répandue en Chine dans la promotion des zones résidentielles fermées, associant l'image d'une vie de qualité à un mode de vie et un mode d'habitation particulier pour jouer sur les aspirations des classes moyennes. Depuis l'explosion du marché de l'immobilier dès la fin des années 1990 — et l'émergence de couches sociales aisées et reconnues —, le logement est étroitement lié aux pratiques sociales de consommation et d'identification entre les individus et les groupes. L'habitation devenue une marchandise est intégrée aux modes de consommation et est censée refléter le niveau de consommation et de vie du propriétaire¹¹. Le choix du logement est alors déterminant pour les habitants qui veulent représenter leur statut social, ce que l'anthropologue Friederike Fleischer¹² résume par l'expression « *to choose a house means to choose a lifestyle* » qui est également le slogan publicitaire d'une zone résidentielle de la périphérie de Pékin. Dans le cas de Thames Town, l'espace d'habitation et le mode de vie qui y est rattaché sont également associés à un pays étranger et à un déplacement de sorte qu'en s'installant dans le quartier, d'après le sens des slogans publicitaires, les résidents expérimenteraient un voyage imaginaire qui leur permettrait d'atteindre le mode de vie auquel ils aspirent. La pratique de vente du promoteur immobilier, renforcée par un martelage médiatique de ce discours dans des textes officiels et d'autres publications, participe à définir la zone de Thames Town comme un espace extraterritorial, hors de Chine.

Figure 3. Une atmosphère vivante à Thames Town : un agent de surveillance en costume



© Martin Minost

- 14 La construction d'une image de Thames Town comme un quartier authentiquement britannique, ou du moins d'une expérience authentique du voyage en Angleterre, ne se limite pas à l'association discursive d'un espace étranger et d'un style de vie particulier. Les différentes présentations de Thames Town, dans les brochures, les livrets d'information et de vente, les compilations administratives officielles, etc., défendent l'authenticité de la zone à travers l'histoire de sa construction. Les arguments mis en avant pour garantir l'expérience authentique que les visiteurs peuvent vivre en venant dans le quartier concernent les matériaux de construction ou encore l'expertise des architectes et des urbanistes impliqués dans le projet ainsi que la recherche, tout au long du processus de production d'un apprentissage des techniques anglaises de construction. C'est ainsi une histoire de la construction de Thames Town qui est proposée : une histoire dont le fil directeur est la recherche d'authenticité. D'après les concepteurs et le promoteur de Thames Town, la zone aurait bénéficié, au cours de sa construction, de plusieurs éléments garantissant l'authenticité de l'atmosphère anglaise et de l'expérience de voyage à l'étranger par le parcours de cet espace. L'expertise des architectes anglais qui ont fourni la trame de la zone est un premier élément¹³. Des matériaux auraient été importés d'Angleterre pour ensuite construire les habitations. Des architectes et des urbanistes chinois impliqués dans le projet seraient partis au Royaume-Uni pour apprendre les techniques traditionnelles de construction directement à la source afin de les appliquer à Thames Town¹⁴. Ces différents éléments forment les étapes de l'histoire de la construction du quartier selon les concepteurs. Les événements permettent de créer un récit qui fonde le caractère authentique de Thames Town. Ils donnent, à travers cette trame narrative, une légitimité à l'identification de la zone à une ville anglaise. Cette authenticité du lieu déteint alors, dans le discours promotionnel, sur « l'authenticité » (原汁原味 *yuanzhi yuanwei*) du mode de vie qui y est associé.
- 15 On comprend ainsi que le récit officiel de Thames Town n'est pas tant lié à Shanghai et à son passé colonial, quoi qu'en disent de nombreux commentateurs. Même si des similitudes peuvent être observées dans le développement urbain et la promotion de Shanghai et de la ville nouvelle de Songjiang — la ville-centre de Shanghai se reposant abondamment sur son héritage architectural étranger pour construire son image de capitale économique et cosmopolite du pays¹⁵ —, les logiques de référence et les représentations ne sont pas les mêmes, la ville de Songjiang cherchant à créer un lien direct et contemporain avec l'Angleterre par l'entremise d'un territoire qui serait comme arraché au territoire et à la culture britannique.

Faut-il s'occidentaliser pour s'urbaniser ? La réception de Thames Town par les spécialistes et dans le débat public

- 16 Le récit produit par le promoteur et l'acteur public, comme la scénographie urbaine, ont reçu un écho remarquable chez la plupart des commentateurs, Chinois comme étrangers, qui ont pris pour argent comptant les décorations temporaires des bâtiments (mises en place en attendant les aménagements personnalisés des futurs occupants) et le discours d'authenticité. Sans questionner la valeur de la notion d'authenticité autrement qu'en l'invalidant aux regards des critères occidentaux, ils

définissent le quartier de Thames Town comme un espace coupé de la culture chinoise et de son histoire. À travers la représentation de Thames Town comme d'un espace déconnecté de la société et la culture chinoise, les commentateurs projettent sur les individus se rendant à Thames Town, temporairement ou pour y habiter, une aspiration à changer de modes de vie. Ils appréhendent les espaces du projet One City, Nine Towns dans le cadre d'une interaction culturelle entre la Chine et l'Occident. L'idée générale admise ou décrite dans les textes de ces commentateurs est que la présence des objets urbains copiés révèle ou engendre une occidentalisation des modes de vie des familles chinoises.

- 17 Outre le fait que les commentateurs projettent sur les usagers de ces lieux des images de pratiques ordinaires essentialisées, ils posent également une vision particulière des rapports entre la Chine et les sociétés occidentales : celle d'une interaction, d'un échange inégal. L'urbanisation issue d'un urbanisme de la copie est décrite comme vecteur de l'occidentalisation de la société chinoise, une forme d'acculturation volontaire aux modes de vie et aux valeurs étrangères qui serait le résultat des processus contemporains de mondialisation. Une telle définition du processus actuel, comme occidentalisation de la société chinoise, n'est pas remise en cause ni discutée car elle est fondée sur des représentations stéréotypées de la Chine, facilitant une compréhension aisée d'un phénomène pourtant plus complexe. Plus encore, les analyses portant sur les évolutions de la société chinoise et sur les transformations des villes s'appuient sur des cadres intellectuels et des concepts qui ont été forgés à partir de cas occidentaux. Ces catégories d'analyses, notamment des théories de la postmodernité, puisqu'issues du contexte des sociétés européennes et nord-américaines, ne sont pas directement applicables ni complètement pertinentes pour comprendre le phénomène chinois contemporain. Elles limitent l'appréhension des processus d'imitation et de réception des productions urbaines par les individus chinois à l'angle des relations culturelles entre la Chine et l'Occident, inscrivant le phénomène dans un rapport de force entre deux cultures.
- 18 Le rapport de force ainsi défini engendre un débat entre les commentateurs sur la valeur des imitations et les réactions à tenir face au phénomène : les reproductions architecturales sont-elles le signe d'un rattrapage technologique opéré par la société chinoise, prouvant, malgré une certaine occidentalisation des valeurs et des pratiques, sa capacité à produire autant et aussi bien que les sociétés occidentales ? Ou bien, faut-il leur opposer des modèles traditionnels chinois pour produire des espaces urbains ? En d'autres termes, faut-il s'occidentaliser pour s'urbaniser ? Question qui rappelle les débats entre les intellectuels chinois de la fin de XIX^e siècle et du début du XX^e siècle sur le sens à donner à la modernisation du pays à l'époque... celui d'une occidentalisation¹⁶. Ce débat, parce qu'il est limité à une compréhension culturelle et identitaire du phénomène, ne permet pas d'appréhender pleinement la manière dont les imitations architecturales sont perçues, notamment par les habitants de Thames Town, et enferme le phénomène dans un cadre conceptuel qui n'est pas tout à fait adéquat pour analyser la situation chinoise contemporaine. Les copies sont définies comme des objets culturels importés qui seraient le symbole d'un rapport inégal, hiérarchique entre la Chine et l'Occident. Ce cadre intellectuel, pensant les relations Chine-Occident en termes de rapport de force, est également réapproprié par la classe dirigeante à des fins politiques. La critique des copies architecturales sert les enjeux politiques de l'élite chinoise au pouvoir au niveau international. Pourtant, ce cadre

d'analyse n'est pas pertinent pour appréhender la complexité d'appropriation d'éléments urbains de style étranger en cela qu'il projette des logiques erronées tant sur les pratiques urbanistiques des concepteurs que sur les aspirations des habitants.

- 19 Les productions urbaines de la zone de Thames Town ont unanimement été considérées à travers leur caractère d'imitations architecturales par l'ensemble des commentateurs, Occidentaux ou Chinois, qui se sont intéressés au programme One City, Nine Towns. La catégorisation des constructions comme copies de l'Occident place le projet d'urbanisme dans une relation avec le monde occidental, celui-ci étant considéré comme modèle des éléments imités. Plus encore, l'analyse du vocabulaire — autour du phénomène d'imitation — utilisé par de nombreux commentateurs révèle le cadre conceptuel, celui de la postmodernité, permettant à ces derniers de penser ce phénomène de copie, et un certain type de rapport entre la Chine et l'Occident. Les concepts et les analyses issues du courant de pensée postmoderne renvoient les imitations architecturales de Thames Town à de simples objets de consommation sans valeur historique ni symbolique, définissant un rapport culturel inégal entre les productions originales et les copies inauthentiques, entre l'Occident et la Chine.

Figure 4. Le bal des mariés, les files d'attente pour le meilleur spot



© Martin Minost

- 20 En plus des termes de *copy* ou d'*imitation*, Bianca Bosker, par exemple, parle du phénomène de « *duplitecture* » ou de « *simulacrascapes* » pour signifier l'imitation d'éléments architecturaux à grande échelle, ou alors de « *copycat culture* » pour désigner le contexte historique et culturel de la société chinoise au sein duquel s'épanouit le phénomène¹⁷. Ces éléments terminologiques, relativement fréquents dans les reportages médiatiques ou les écrits scientifiques, renvoient à la question de l'inauthenticité des constructions urbaines chinoises, ainsi perçues comme fausses (*fake*) par rapport aux constructions originales anciennes. Ces qualifications,

accompagnées généralement d'adjectifs dépréciatifs tels que « *funny* », « *grotesque*¹⁸ », « *absurdist world*¹⁹ », « *imposturbanism*²⁰ » ou encore « *kitsch*²¹ », alimentent un débat sur la valeur de ces copies. Pour de nombreux commentateurs, l'inauthenticité des constructions, inhérente à leur caractère d'imitation, est condamnable.

- 21 L'utilisation d'un tel cadre conceptuel pour analyser le phénomène des copies et leurs conséquences sur les modes de vie et les représentations des habitants chinois et sur les formes des villes chinoises n'est pas neutre. Elle tend à produire une catégorisation scientifique et un discours particulier sur les constructions urbaines chinoises, et sur la valeur symbolique que les résidents pourraient leur prêter, et cela en dehors de toute considération du point de vue de ces habitants. Selon cette posture analytique postmoderne, celle du « *pastiche*²² » et du « *simulacre*²³ », les imitations architecturales, perçues comme décontextualisées par les commentateurs de Thames Town, sont reléguées au rang de simples objets vides de sens. Ces biens n'ont plus pour unique fonction que d'être consommés car ils ont perdu leur connexion avec l'histoire et avec leur territoire d'origine, avec la réalité. Calvin Hui, professeur en études chinoises, fait référence aux analyses de Slavoj Žižek sur la logique économique néolibérale d'objectification (« *commodification* ») des choses pour justifier l'existence de Thames Town. Il définit la zone comme une « Angleterre décaféinée » (« *decaffeinated England* »), soit un bien consommable privé de sa qualité ou propriété principale, comme du café décaféiné — « *England without Englishness*²⁴ ». En s'appuyant sur un cadre conceptuel postmoderne pour appréhender le phénomène d'imitation en Chine, les commentateurs rangent les constructions de Thames Town parmi les biens de consommation issus d'une logique néolibérale, c'est-à-dire seulement fondés sur la consommation de l'image qu'ils produisent ou renvoient, et déconnectés de toute forme de réalité, ou d'authenticité de l'expérience.
- 22 Les catégories postmodernes posent un cadre d'intelligibilité particulier du phénomène chinois contemporain d'imitation des objets occidentaux. Ce cadre limite les productions architecturales à un statut de bien de consommation et enferme ces éléments culturels dans un rapport rigide et hiérarchique aux modèles européens dont ils s'inspirent. Ce rapport, fondé sur la notion d'authenticité qui sert d'indice de valeur aux choses, définit par conséquent l'absence de valeur et de sens de ces productions. Étant catégorisées comme des biens de consommation décontextualisés, les habitants qui les occupent sont également privés de leur capacité à donner un sens propre et autonome à leurs pratiques et à leur espace. D'après les commentateurs cités plus haut, l'accroissement du nombre d'imitations architecturales en Chine répondrait à un désir de la part des Chinois de vivre « à l'occidentale ». Un désir illusoire ou fantaisiste puisque les pastiches et les simulacres ne sont pas la réalité.

Figure 5. Un visiteur imitant la position de la statue de Newton



© Martin Minost

- 23 Le phénomène des reproductions architecturales a également généré des réactions, outre la condamnation d'une occidentalisation des modes de vie ou de l'imitation d'objets étrangers, visant à opposer une culture et une tradition chinoises face à cette invasion d'éléments culturels étrangers. Parmi les réponses proposées, les commentateurs ont tenté de revaloriser l'architecture et l'histoire culturelle de la société chinoise. Parallèlement, des personnalités politiques, à l'échelle de leur territoire d'investiture, ont tenté d'implémenter des politiques visant à limiter la propagation d'éléments n'appartenant pas à la culture des lieux. En ce sens, ces réponses participent à inscrire le phénomène des imitations spatiales dans le cadre d'un rapport culturel conflictuel entre la Chine et l'Occident. En marge de la production d'un discours scientifique sur les copies architecturales, ces réactions révèlent le contexte général politique de la réception du phénomène par des commentateurs extérieurs, ainsi que le cadre idéologique soutenant les mesures et les idées qu'ils développent : celui d'une relance des discours nationalistes, notamment à partir des années 2010. Certains hommes politiques ont tenté de réagir contre la multiplication des espaces urbains aux appellations et aux apparences étrangères. L'exemple le plus médiatisé, car d'envergure nationale, est la politique lancée par le ministre des Affaires civiles, Li Ligu, en mars 2016, pour protéger les dénominations locales et réguler l'utilisation de toponymes étrangers. D'autres cas existent à moindre échelle. Thomas Campanella²⁵ rapporte qu'en 2004, les autorités shanghaiennes auraient enjoint les promoteurs immobiliers de se débarrasser des noms étrangers qualifiant les espaces de leurs opérations. Toutefois, cette régulation n'aurait pas été mise à exécution sur le terrain²⁶. Similairement, l'anthropologue Li Zhang²⁷ rapporte une mesure prise par le gouvernement municipal de Kunming, à la suite d'un débat soutenu par le journal officiel *Le Quotidien du Peuple*, de bannir les noms étrangers des opérations en

construction et de celles à venir. La mesure était justifiée par la volonté de respecter les pratiques chinoises traditionnelles et limiter une dégénérescence culturelle entraînée par l'adulation des choses occidentales²⁸.

- 24 Qu'il s'agisse d'une répétition d'une période de l'histoire shanghaïenne, ou simplement d'une manifestation des processus de globalisation faisant suite à l'ouverture de la Chine et à son intégration dans les réseaux d'échanges mondiaux, Thames Town est perçu, selon ces analyses, comme un objet occidental importé en Chine. Le quartier est alors replacé, selon une lecture ethnocentrée et orientaliste, dans une histoire des relations — inégales, et qui se répètent — entre la Chine et l'Occident, pour laquelle les cultures occidentales sont présentées comme le modèle à suivre inévitablement. Les réactions politiques mentionnées ne remettent pas en cause la logique de ce discours, et tentent plutôt d'opérer un renversement du regard en valorisant les productions culturelles chinoises²⁹.

Les Chinois ont-ils cru à l'atmosphère anglaise ?

- 25 La manière dont les habitants parlent de Thames Town et dont ils réagissent aux discours promotionnels est très révélatrice de la façon dont ils perçoivent et s'approprient la dimension anglaise des lieux. Premièrement, le caractère anglais n'est pas un élément central de leur discours. Lors de nos conversations, je devais parfois revenir sur la question du style architectural pour que mes interlocuteurs en donnent une qualification. Deuxièmement, les expériences du voyage et du mode de vie étranger, vantées par les discours promotionnels, n'ont pas eu d'écho dans l'appropriation personnelle du quartier par les habitants. Au contraire, ceux-ci présentent Thames Town comme un espace chinois, notamment au travers des individus qu'ils y croisent et des usages des voisins. L'analyse du discours que portent les habitants sur leur espace de vie et son caractère anglais révèle d'une part que l'aspect architectural semble être une dimension marginale de la relation à l'habitat et dans la construction du chez-soi – du moins le caractère britannique n'entre pas ou peu en ligne de compte. Et d'autre part, la question identitaire, au cœur des analyses et des descriptions des commentateurs, est un non-sujet pour les résidents. Leur installation n'aurait ainsi pas été liée à des préoccupations culturelles ni à des aspirations à vivre dans un autre pays.
- 26 Tous les habitants rencontrés à Thames Town m'ont tenu ce même discours : la raison de leur installation était motivée par le « bon environnement » (环境很好 *huanjing hen hao*) de la zone. Dans cette représentation, l'architecture anglaise est complètement absente. Lors de nos conversations, je devais préciser mes questions, en mentionnant le style de l'architecture, pour obtenir leur point de vue sur le sujet. Dès lors, les quelques remarques que j'obtenais étaient limitées à une opinion esthétique. Le quartier est « joli » (漂亮 *piaoliang*) selon l'un des habitants, il est « beau » (美丽 *meili*) pour une autre. Enfin, certains utilisent le terme « élégant » (优雅 *youya*). Les considérations sur le quartier ne sortent pas du domaine de l'esthétique. Elles ne semblent pas non plus renvoyer à une quelconque forme d'identification. Les habitants n'utilisent pas les éléments et les dispositifs scénographiques comme points de repère : ils ne connaissent pas les noms des rues ou des zones résidentielles, ni celui des statues ou de leur localisation dans la zone. Cette relation à l'espace particulière, plutôt caractérisée par une absence de relation et de points de repère, semble montrer que le quartier de

Thames Town n'est pas considéré par les habitants comme une échelle de référence pour l'identification de l'espace de vie. Le nom du quartier n'apparaît pas sur les cartes de visite des habitants qui y inscrivent pourtant leur adresse (exception faite de certains entrepreneurs individuels dont le commerce est localisé à Thames Town). Plus précisément, les éléments participant à la construction d'une atmosphère anglaise ne sont pas appropriés par les résidents comme éléments symboliques et identificatoires de leur lieu de vie.

- 27 L'analyse de la manière dont les habitants perçoivent l'expérience de leur emménagement à Thames Town, en contre-point du discours du promoteur immobilier, est également révélatrice d'une non-appropriation des marqueurs d'identité anglaise. La grande majorité des habitants ne mentionnent pas de transformation de leur quotidien après leur installation. L'un de mes interlocuteurs faisait par exemple remarquer qu'à Thames Town, son logement était tout aussi moderne que l'appartement qu'il occupait dans le centre-ville de Shanghai. Il signifiait ainsi que bien que l'architecture extérieure pût paraître de style britannique traditionnel — il habitait avec sa famille dans un appartement en duplex d'un immeuble de style georgien — son nouveau logement était équipé de la même manière que l'ancien. L'aspect extérieur ne détermine pas un mode de vie particulier, ni ne détermine une aspiration à produire un espace intérieur qui ferait écho à l'aspect extérieur. Similairement, les autres habitants mentionnent simplement que leur vie et leurs habitudes ne se sont pas modifiées après leur installation : les « changements sont mineurs » pour une habitante de Victoria Garden. Un résident de la zone commerciale de Thames Town disait que « de manière générale les différences ne comptent pas », et d'autres habitants, enfin, ne voyaient pas de changements à décrire. Ces considérations sur leur vie quotidienne, qui dénotent une certaine continuité des habitudes entre les pratiques précédant l'emménagement et celles qui en sont postérieures, s'accompagnent de perceptions sur le quartier comme d'un espace appartenant à la société chinoise.
- 28 Au cours de nos conversations, les habitants venaient à comparer leur mode de vie à celui qu'ils perçoivent comme mode de vie à l'anglaise. Il ressort de leur discours que la vie à Thames Town est très différente d'un mode de vie anglais, et l'apparence reproduite de l'espace ne peut pas entraîner une similitude des modes de vie. Une habitante de Nottingham Greenland dit à ce propos « qu'on ne peut pas dire qu'un mode de vie ressemble à celui d'un autre pays sous prétexte que le style de l'architecture est ressemblant³⁰ ». De la même manière, une résidente de Rowland Height disait, comparant Thames Town et une ville anglaise : « Les gens sont différents, les habitudes sont différentes. » Un habitant de Kensington Garden indiquait qu'il ne pouvait pas se sentir dans un pays étranger car : « *The faces are Chinese, the food is Chinese* », montrant que la reproduction avait une limite et s'arrêtait à l'aspect extérieur, au contenant, alors que le contenu reste chinois. Au contraire du discours promotionnel selon lequel avec Thames Town les frontières sont brouillées entre la Chine et un pays étranger, les résidents expriment une différence très marquée et reconnue. Une habitante ajoutait à propos de son style de vie : « Ici, on mène encore une vie chinoise. » Cette distinction est d'autant plus consciente que la plupart des habitants ont voyagé dans des pays étrangers, en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie et Nouvelle-Zélande. Ils ont des points de comparaison avec leur propre pratique. S'ils habitent Thames Town, ce n'est pas pour poursuivre une illusion ni un rêve d'être à l'étranger. Lors de notre conversation sur ces interactions culturelles, un

résident a utilisé un proverbe : « La feuille tombée retourne à la racine³¹. » Pour lui, avec l'âge, un individu chinois qui a voyagé finit par revenir à son pays natal : il le garde en mémoire et nourrit le désir d'y retourner. Cet habitant shanghaien, qui a beaucoup voyagé pour ses études et son travail, interprète sa vie à Thames Town ainsi : même si l'aspect extérieur est différent, le mode de vie, plus profond, socialement hérité, ne change pas.

- 29 L'analyse de ces représentations révèle deux aspects importants dans la relation des habitants à Thames Town. Premièrement, la dimension anglaise de l'espace n'est pas un élément central de la construction du rapport à l'espace domestique. Ce n'est pas ce caractère britannique qui fournit aux résidents, d'après leurs propos, des éléments pour identifier leur quartier. Deuxièmement, la question de la transformation des modes de vie et d'une éventuelle occidentalisation du quotidien apparaît comme un non-sujet. Les résidents ne prétendent pas aspirer à vivre dans un pays différent, hors de Chine, ni ne considèrent vivre différemment.
- 30 Parallèlement aux perceptions des habitants, les comportements et les activités des visiteurs temporaires sont également révélateurs du caractère ordinaire de Thames Town, malgré son architecture étrangère. De nombreuses activités publiques sont observables à Thames Town. Certaines dépendent d'un cadre particulier régulier comme les pratiquants chrétiens venant à la messe catholique qui se déroule dans l'église de la zone tous les dimanches matin. D'autres renvoient à des temps de loisirs, comme les familles et groupes d'amis venant pique-niquer dans les espaces verts de Thames Town, par exemple sur les îles offrant une vue sur le lac et le reste de la ville nouvelle, ou encore ceux faisant du kayak sur les canaux du quartier. Certaines activités sont pratiquées en solitaire, comme la pêche ou la promenade des chiens. Parmi l'ensemble des usages de l'espace, une pratique collective retient particulièrement l'attention : celle des danses publiques collectives. Tous les soirs, après le dîner, aux alentours de 18 h 30-19 h, un groupe composé majoritairement de femmes, allant d'un âge moyen à un âge avancé, se rassemble sur la place Municipal Square de Thames Town, où se trouvent les bâtiments administratifs de la zone, ainsi que les musées, et d'où part une perspective sur le lac Huating et la ville nouvelle de Songjiang. L'une d'entre elles arrive en mobylette avec une chaîne hi-fi. Les premières installent des plots reliés par une chaîne pour délimiter le périmètre de la chorégraphie et limiter les gênes pouvant être causées par les autres individus qui occupent la place à cette heure : beaucoup de personnes font des promenades digestives, sortent avec les enfants qui se déplacent à vélo, en trottinettes ou sur rollers. Elles s'approprient ainsi une partie de l'espace pour leur activité collective. À l'heure convenue, la musique est lancée et la chorégraphie commence, guidée par l'une d'entre elles. Les éventuelles retardataires arrivent et s'ajoutent au groupe. Les danseuses attirent l'attention des promeneurs qui les regardent quelques instants avant de reprendre leur promenade. Elles sont parfois mimées par des enfants en bas âge intrigués par la musique et les gestes qu'elles réalisent. Les danses durent une demi-heure à trois quarts d'heure, puis le groupe se sépare après quelques mots échangés.

Figure 6. Les danses collectives dans l'espace public de Thames Town



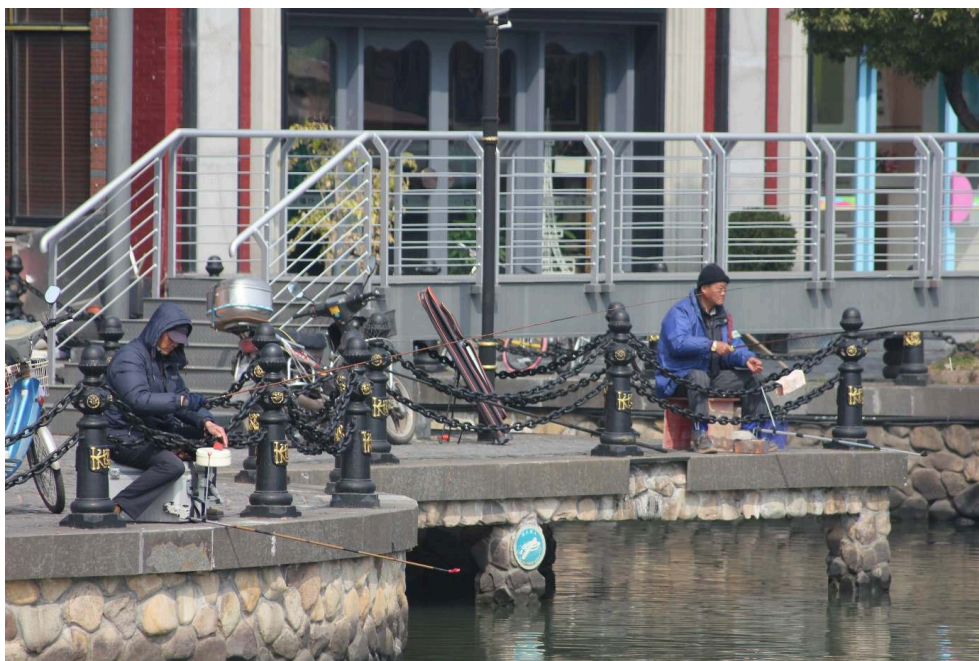
© Martin Minost

- 31 Cette pratique est très répandue dans le pays. Elle regrouperait près de 100 millions de pratiquants en Chine en 2014. Elle a même été officialisée par le gouvernement central qui aurait publié des circulaires et des instructions pour guider et encadrer la pratique³². Les chorégraphies ont lieu dans des « espaces vides » en extérieur³³, soit des espaces publics, quel que soit leur style ou leur esthétique. La situation à Thames Town n'est en ce sens aucunement unique. Une autre réunion similaire se déroule également sur les quais de la rive opposée du lac Huating, à l'extrémité ouest du parc central de la ville nouvelle de Songjiang. La pratique n'est ainsi pas liée à la dimension britannique de l'espace. Et les dames ne dansent pas non plus sur une musique anglaise. Ce lieu de Thames Town est approprié temporairement, mais régulièrement, non pas pour son identité anglaise, mais pour sa qualité d'espace public ouvert. La pratique qui s'y déroule renvoie à des manières de faire répandues dans les villes chinoises. Dans cette perspective, cet espace de la zone n'est pas identifié à un espace britannique — l'identification à une ville anglaise n'est pas pertinente pour la situation sociale — mais elle est identifiée à un espace urbain chinois où peut se produire une pratique urbaine chinoise.
- 32 Thames Town est alors perçu comme un espace urbain ordinaire d'une ville chinoise, où peut se réaliser une urbanité proprement chinoise. Dans ce cas, cela donne une autre valeur à l'aspect anglais de l'espace. Les commentateurs comme le promoteur ont investi le style reproduit d'une qualité performative essentialiste, réifiant l'effet identificatoire des dispositifs scénographiques : d'après ces visions, le caractère britannique devait faire sens pour les visiteurs et devait être approprié par ces derniers comme moyen d'identification. Or, les pratiques décrites plus haut minimisent la valeur des signes et des référents étrangers tels qu'ils sont perçus par les individus. La dimension anglaise serait dans ce cas superficielle, non-essentielle. L'urbaniste hollandais Dieter Hassenpflug³⁴ a proposé une analyse de Thames Town similaire. En comparant la zone de style allemand d'Anting et celle de Thames Town, il a repéré des

logiques urbanistiques différentes entre les deux cas. Selon lui, Thames Town ne serait qu'un « décor » dans le sens où la morphologie urbaine de la zone reproduirait celui des villes chinoises en général, son « code urbain ». Il entend ainsi la reproduction d'une organisation spatiale des fonctions urbaines (résidentielles, commerciales, etc.) propre au modèle des villes chinoises. Les styles anglais reproduits ne seraient qu'une dimension esthétique, une pellicule n'altérant pas les modes de fonctionnement urbains traditionnels³⁵. En ce sens, les visiteurs chinois n'auraient alors aucun mal à s'appropriier les espaces de Thames Town, y retrouvant un agencement spatial connu. Selon cette perspective, bien que seulement fondée sur une analyse morphologique, on peut comprendre comment des pratiques chinoises urbaines ordinaires peuvent se dérouler à Thames Town, l'organisation et la forme des espaces permettant une actualisation de ces pratiques. Toutefois, Hassenpflug, n'analysant que la forme de l'espace, continue de prêter une valeur trop élevée au caractère anglais de l'espace et projette une certaine vision sur les logiques motivant les individus.

- 33 La dimension anglaise de l'espace n'est ainsi pas la seule caractéristique qui permet de définir ou d'identifier la zone. Les visiteurs et les usagers qui se rendent à Thames Town ne viennent pas nécessairement s'approprier un lieu dont l'unique qualité serait qu'il est identifiable à une ville anglaise. Au contraire, les pratiques diverses de passants variés révèlent que la zone est perçue à travers une pluralité de dimensions qui ne renvoient pas toutes à l'aspect et aux styles architecturaux. L'entreprise de développement du quartier a adapté son discours publicitaire sur Thames Town au regard de l'importance et du nombre de ce type de visiteurs. La première carte touristique du quartier, datant de 2010, était dans les tons rouges et montrait la localisation des sites intéressants — d'architecture et de style anglais — de la zone. Le dépliant était également composé de photographies des bâtiments à l'architecture particulièrement stéréotypée de Thames Town, et le slogan, comme dit précédemment, associait à la qualité anglaise de l'espace une qualité de vie supérieure. En 2013, une nouvelle carte est produite. Le code de couleur principal est cette fois le vert. Les images ne montrent plus des immeubles et des espaces à l'architecture britannique mais des individus profitant des espaces verts du quartier. Le nouveau slogan apparent sur le dépliant est : « *Living, Creating, Relaxing* » (生活着, 创意者, 休闲着 *shenghuozhe, chuangyizhe, xiuxianzhe*). Ce virage dans la politique de promotion commerciale de la zone par l'entreprise de développement est significatif des enjeux liés aux espaces publics des villes chinoises et de ce qui est attractif pour les visiteurs qui viennent à Thames Town. Dans ce cas précis, la dimension anglaise n'apparaît pas au cœur des attentes des touristes et n'est, par conséquent, plus autant mise en avant dans la promotion du quartier. La zone est alors plutôt caractérisée par ses espaces verts et les services de loisirs qui y sont installés.

Figure 7. Pêcheurs solitaires au bord des canaux de Thames Town, en marge du décor



© Martin Minost

Conclusion. Un objet hors de l'histoire ?

- 34 Le quartier de Thames Town est ainsi un espace où s'entrecroisent des lectures historiques variées, dépendantes des aspirations et des logiques des acteurs, mais en aucun cas un objet sans histoire. Même si les concepteurs ont cherché à singulariser l'espace par une métaphore d'extraterritorialisation, ils ont également produit une histoire de la construction du quartier dans le but de singulariser et de promouvoir le quartier, qui au-delà de la thématique de l'authenticité dans le projet, s'insère dans l'histoire plus longue de l'arrondissement et du développement de la région. La ville nouvelle comme programme d'urbanisme s'inscrit dans la continuité de projets plus anciens, aux influences différentes : la ville-satellite s'était inspirée de modèles soviétiques tandis que la ville nouvelle renvoie à celui de la cité-jardin, montrant les variations d'influences internationales selon les époques. Les commentateurs ont prolongé la représentation d'un espace déconnecté de son territoire, en se fondant sur des théories impropres à saisir exhaustivement les situations chinoises, tout en réactivant des débats d'idées qui avaient cours au début du XX^e siècle dans un tout autre contexte politique, économique et culturel. Ce faisant, ils ont cependant projeté les espaces copiés dans des débats qui ont fait l'objet d'une récupération politique et permettent aujourd'hui de justifier les programmes des dirigeants chinois et une idéologie culturelle en opposition avec les modèles occidentaux. Enfin, les usagers, réduits au rang de consommateurs par les discours précédents, s'approprient l'espace et semblent marginaliser la dimension anglaise de l'espace pourtant au cœur des narrations promotionnelles et interprétatives des autres acteurs. Ils intègrent le quartier dans leurs trajectoires ordinaires personnelles, et influencent ainsi les programmes de promotion de l'entreprise de gestion. Ce faisant, ils donnent à voir ce qui fait sens au quotidien concernant les transformations et la production symbolique

et sociale d'un espace résidentiel. Les habitants, comme les usagers temporaires, aspirent à un certain type d'environnement urbain, ce qu'ils décrivent comme un « bon environnement », et une forme d'habitat dédensifié qui tranche avec leur expérience des centres-villes. Ils donnent ainsi des indices pour comprendre le succès des zones résidentielles construites en périphéries des villes chinoises que les observateurs occidentaux ont improprement nommé « *gated communities* » (en s'inspirant du cas états-unien), et qui sont devenues le modèle d'habitat dominant en Chine³⁶.

BIBLIOGRAPHIE

Atkins (Firm), *Atkins: Architecture and Urban Design: Selected and Current Works 2011*, Victoria, The Images Publishing Group, 2011.

Jean Baudrillard, *Simulacres et simulation*, Paris, Galilée, 1981.

Nate Berg, « The Curious Case of 'Imposturbs' », *CityLab* [En ligne], 2012, consulté le 13/05/2015.

Marie-Claire Bergère, « Le Développement urbain de Shanghai, un "remake" ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 1, n° 85, 2005, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 45-60.

Bianca Bosker, *Original Copies. Architectural Mimicry in Contemporary China*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2013.

Bureau du sous-arrondissement de Fangsong, 放松街道志 *Fangsong jiedao zhi* [Annales du sous-arrondissement de Fangsong], Shanghai, 上海辞书出版社 Shanghai cishu chubanshe [Shanghai Lexicographic Publishing House], 2012.

Thomas J. Campanella, *The Concrete Dragon: China's Urban Revolution and What it Means to the World*, New York, Princeton Architectural Press, 2008.

Harry den Hartog (éd.), *Shanghai New Towns. Searching for Community and Identity in a Sprawling Metropolis*, Rotterdam, 010 Publishers, 2010.

Friederike Fleischer, « To Choose a House Means to Choose a Lifestyle. The Consumption of Housing and Class-Structuration in Urban China », *City & Society*, vol. 19, Issue 2, 2007, Hoboken, Wiley-Blackwell, p. 287-311.

Jade Franklin, « The Art of Imitation: Thames Town and "The Copy" in China », *Da meishu* 大美术 [Fine Arts], n° 6, 2007, Shanghai, 上海市人民美术出版社 Shanghai renmin meishu chubanshe [Shanghai People's Fine Arts Publishing House] p. 153-156.

David Fraser, « Inventing Oasis: Luxury Housing Advertisements and Reconfiguring Domestic Space in Shanghai », dans Deborah Davis (éd.), *The Consumer Revolution in Urban China*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 25-53.

Jonathan Glancey, « Pubs, Privet and Parody as China Builds Little Britain by the Yangtse », *The Guardian* [En ligne], 2006, consulté le 13/05/2015.

Jonathan Glancey, « From the High-Rise to the Hutong », *The Guardian* [En ligne], 2008, consulté le 19/12/2019.

Henri Grabar, « Why We Shouldn't Mock the Idea of an Eiffel Tower in Hangzhou », *CityLab* [En ligne], 2013, consulté le 29/09/2015.

Anna Greenspan, « Shanghai's Thames Town: One Potemkin Village within Another », *The Globalist* [En ligne], 2014, consulté le 29/09/2015.

Badiaa Hamama, Jian Liu, « What is Beyond the Edge? Gated Communities and their Role in China's Desire for Harmonious Cities », *City, Territory and Architecture*, vol. 7, n° 13, 2020, Berlin, Springer, pp. 1-12, [en ligne] [<http://doi.org/10.1186/s40410-020-00122-x/>].

Dieter Hassenpflug, *The Urban Code of China*, Basel, Birkhäuser GmbH, 2010.

Carine Henriot, *Villes nouvelles et redéploiement métropolitain à Shanghai*, thèse de doctorat soutenue à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2013.

Calvin Hui, « Decaffeinated England: Thames Town and its Discontents », *Verge: Studies in Global Asia*, vol. 2, n° 1, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2016, p. 76-83.

Frederic Jameson, *Le Post-Modernisme, ou la logique culturelle du capitalisme tardif*, Paris, ENSBA, 2011.

Françoise Kreissler, « Le Quartier de Tilanqiao, l'émergence d'un "patrimoine juif" à Shanghai », dans Manuelle Franck, Thierry Sanjuan (dir.), *Territoires de l'urbain en Asie. Une nouvelle modernité ?*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 85-101.

Andrew Law, « Postcolonial Shanghai: An Urban Discourse of Prosperity and Futurity », dans Mrinalini Rajagopalan, Madhuri Desai (éds), *Colonial Frames, Nationalist Histories: Imperial Legacies, Architecture, and Modernity*, Farnham et Burlington, Ashgate, 2012, p. 285-304.

Keji Li, « 山寨建筑文化在迷失 » Shanzhai yang jianzhu : wenhua zai mishi [Les Copies de l'architecture occidentale : une perte culturelle], *人民日报 Renmin Ribao [Le Quotidien du Peuple]* [En ligne], 2013, consulté le 10/01/2017.

Zhang Li, *In Search for Paradise. Middle-Class Living in a Chinese Metropolis*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 2010.

Kristie LuStout, « In one Chinese village, "Real Ale Are Served Here" », *CNN* [En ligne], 2006, consulté le 13/05/2015.

Lei Min, « 在梦幻般的世界里狂欢-泰晤士小镇追踪报道 » Zai menghuan bande shijie li kuanghuan - Taiwushi xiaozhen zhuizongbaodao zhi si [Les Réjouissances publiques dans un monde semblable à un rêve - Rapport d'investigation sur Thames Town n° 4], *沪港经济 Hugang jingji* [Shanghai & Hong Kong Economics], 11, Shanghai, *沪港经济发展协会 Hugang jingji fazhan xiehui* [Association for Shanghai-Hong Kong Economic development], 2006, p. 42-44.

Ruth Morris, « Why China Loves to Build Copycat Architecture », *BBC* [En ligne], 2013, consulté le 29/09/2015.

Choon-Piew Pow, *Gated Communities in China. Class, Privilege and the Moral Politics of the Good Life*, Londres/New York, Routledge, 2012.

Caroline de Saint-Pierre, *La Fabrication plurielle de la ville. Décideurs et citoyens à Cergy-Pontoise, 1990-2000*, Paris, Créaphis, 2002.

Caroline de Saint-Pierre, « Créer de la localité en ville nouvelle : l'exemple de Cergy », *Ethnologie française*, vol. 33, n° 1, Paris, PUF, 2003, p. 81-90.

Chiayi Seetoo et Haoping Zhou, « China's Guangchang Wu. The Emergence, Choreography, and Management of Dancing in Public Squares », *TDR: The Drama Review*, vol. 60, n° 4, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 22-49.

Loïc Vadelorge, « Des villes sans histoires », *Ethnologie française*, vol. 33/n° 1, Paris, PUF, 2003, p. 21-30.

Zhenliang Wang et Jiafeng Liu, 中国新城规划典范。上海松江新城规划设计国际竞标方案精品集 *Zhongguo xincheng guihua dianfan. Shanghai songjiang xincheng guihua sheji guoji jingbiao fang'an jingpin ji* [Un modèle de planification d'une ville nouvelle en Chine. Collection des meilleurs projets de la compétition internationale pour la planification et le design de la ville nouvelle de Songjiang à Shanghai], Shanghai, 同济大学出版社 Tongji daxue chubanshe [Tongji University Press], 2003.

Zhijun Wang et Tianwei Mo, 上海‘一城九镇’空间形态与类型研究 *Shanghai 'yi cheng, jiu zhen' kongjian xingtai leixing yanjiu* [Research on the Spatial Structures and Morphological Types of Shanghai's 'One City, Nine Towns'], Shanghai, 同济大学出版社 Tongji daxue chubanshe [Tongji University Press], 2019.

Jonathan Watts, « Shanghai surprise... a New Town in Ye Olde English Style », *The Guardian* [En ligne], 2004, consulté le 13/05/2015.

Fulong Wu, « Transplanting Cityscapes: the Use of Imagined Globalization in Housing Commodification in Beijing », *Area*, vol. 36, n° 3, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2004, p. 227-234.

Tianbai Yu, « 一个作家眼中的泰晤士小镇 » *Yi ge zuojia yanzhong de taiwushi xiaozhen* [Le regard d'un écrivain sur Thames Town], 沪港经济 *Hugang jingji* [Shanghai & Hong Kong Economics], 09, Shanghai, 沪港经济发展协会 Hugang jingji fazhan xiehui [Association for Shanghai-Hong Kong Economic development], 2006, p. 36-38.

Keping Yu, « "Westernization" vs. "Sinicization": an Ineffaceable Paradox within China's Modernization Process », dans Tianyu Cao, Xueping Zhong, Keping Liao (éds.), *Culture and Social Transformations in Reform Era China*, Leiden et Boston, Brill, 2010, p. 153-195.

NOTES

1. Ce relatif aveuglement des recherches historiques n'est pas propre à des objets chinois. Loïc Vadelorge rappelle dans ses travaux que malgré un corpus de données historiques et d'archives sur la construction des villes nouvelles françaises, ces opérations ne sont devenues que tardivement des objets pour les historiens (Loïc Vadelorge, « Des villes sans histoires », *Ethnologie française*, vol. 33, n° 1, Paris, PUF, 2003, p. 21-30).

2. Les architectures étrangères des anciennes concessions sont fréquemment citées pour rechercher une origine aux imitations contemporaines. Mais il existe d'autres cas d'influences étrangères en Chine : l'urbanisme soviétique qui caractérise les constructions des premières années du régime communiste, ou encore les palais de style européen 西洋楼 (Xiyanglou) construits par les empereurs Qing de la dernière dynastie dans la résidence d'été de Yuanmingyuan. Bianca Bosker par exemple, mobilise l'un des principes de la peinture traditionnelle chinoise, fondée sur l'imitation, pour caractériser la culture chinoise comme « culture de la copie » (Bianca Bosker, *Original Copies. Architectural Mimicry in Contemporary China*, Honolulu, University of Hawai Press, 2013).

3. Jade Franklin, « The Art of Imitation: Thames Town and 'The Copy' in China », *Da meishu* 大美术 [Fine Arts], n° 6, 2007, Shanghai, 上海市人民美术出版社 Shanghai renmin meishu chubanshe [Shanghai People's Fine Arts Publishing House] p. 153-156 ; Andrew Law,

- « Postcolonial Shanghai: An Urban Discourse of Prosperity and Futurity », dans Mrinalini Rajagopalan et Madhuri Desai (éds), *Colonial Frames, Nationalist Histories: Imperial Legacies, Architecture, and Modernity*, Farnham et Burlington, Ashgate, 2012, p. 285-304.
4. Caroline de Saint-Pierre, *La Fabrication plurielle de la ville. Décideurs et citoyens à Cergy-Pontoise, 1990-2000*, Paris, Créaphis, 2002 ; Caroline de Saint-Pierre, « Créer de la localité en ville nouvelle : l'exemple de Cergy », *Ethnologie française*, vol. 33, n° 1, Paris, PUF, 2003, p. 81-90.
5. Concernant les citations de nos interlocuteurs, celles transcrites en français ont été prononcées en chinois et celles transcrites en anglais ont été prononcées en anglais.
6. Version originale : « 小镇充满浓郁的英伦气息, 入镇仿佛踏进异域 (xiaozhen chongman nongyu de yinlun qixi, ru zhen fangfu tajin yi yu), Bureau du sous-arrondissement de Fangsong, 放松街道志 Fangsong jiedao zhi [Annales du sous-arrondissement de Fangsong], Shanghai, 上海辞书出版社 Shanghai cishu chubanshe [Shanghai Lexicographic Publishing House], 2012.
7. Tianbai Yu, « 一个作家眼中的泰晤士小镇 » Yi ge zuojia yanzhong de taiwushi xiaozhen [Le regard d'un écrivain sur Thames Town], 沪港经济 Hugang jingji [Shanghai & Hong Kong Economics], 09, Shanghai, 沪港经济发展协会 Hugang jingji fazhan xiehui [Association for Shanghai-Hong Kong Economic development], 2006, p. 36-38.
8. Tianbai Yi, *op. cit.*
9. Lei Min, « 在梦幻般的世界里狂欢-泰晤士小镇追踪报道 » Zai menghuan bande shijie li kuanghuan - Taiwushi xiaozhen zhuizongbaodao zhi si [Les réjouissances publiques dans un monde semblable à un rêve - Rapport d'investigation sur Thames Town n° 4], 沪港经济 Hugang jingji [Shanghai & Hong Kong Economics], 11, Shanghai, 沪港经济发展协会 Hugang jingji fazhan xiehui [Association for Shanghai-Hong Kong Economic development], 2006, p. 42-44.
10. Choon-Piew Pow, *Gated Communities in China. Class, Privilege and the Moral Politics of the Good Life*, Londres/New York, Routledge, 2012.
11. David Fraser, « Inventing Oasis: Luxury Housing Advertisements and Reconfiguring Domestic Space in Shanghai », dans Deborah Davis (éd.), *The Consumer Revolution in Urban China*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 25-53 ; Fulong Wu, « Transplanting Cityscapes: the Use of Imagined Globalization in Housing Commodification in Beijing », *Area*, vol. 36, n° 3, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2004, p. 227-234 ; Choon-Piew Pow, *op. cit.*
12. Friederike Fleischer, « To Choose a House Means to Choose a Lifestyle. The Consumption of Housing and Class-Structuration in Urban China », *City & Society*, vol. 19, Issue 2, 2007, Hoboken, Wiley-Blackwell, p. 287-311.
13. Zhenliang Wang et Jiafeng Liu, 中国新城规划典范. 上海松江新城规划设计国际竞标方案精品集 Zhongguo xincheng guihua dianfan. Shanghai songjiang xincheng guihua sheji guoji jingbiao fang'an jingpin ji [Un modèle de planification d'une ville nouvelle en Chine. Collection des meilleurs projets de la compétition internationale pour la planification et le design de la ville nouvelle de Songjiang à Shanghai], Shanghai, 同济大学出版社 Tongji daxue chubanshe [Tongji University Press], 2003 ; Atkins (Firm), *Atkins: Architecture and Urban Design: Selected and Current Works 2011*, Victoria, The Images Publishing Group, 2011.
14. Harry den Hartog (éd.), *Shanghai New Towns. Searching for Community and Identity in a Sprawling Metropolis*, Rotterdam, 010 Publishers, 2010.
15. Marie-Claire Bergère, « Le Développement urbain de Shanghai, un "remake" ? », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 1, n° 85, 2005, Paris, Presses de Sciences Po, p. 45-60 ; Andrew Law, *op. cit.* ; Françoise Kreissler, « Le Quartier de Tilanqiao, l'émergence d'un "patrimoine juif" à Shanghai », dans Manuelle Franck et Thierry Sanjuan (dir.), *Territoires de l'urbain en Asie. Une nouvelle modernité ?*, Paris, CNRS Éditions, 2015, p. 85-101.
16. Keping Yu, « 'Westernization' vs. 'Sinicization': an Ineffaceable Paradox within China's Modernization Process », dans Tianyu Cao, Xueping Zhong et Keping Liao (éds.), *Culture and Social Transformations in Reform Era China*, Leiden/Boston, Brill, 2010, p. 153-195.
17. Bianca Bosker, *op. cit.*

18. Jonathan Watts, « Shanghai Surprise... a New Town in Ye Olde English Style », *The Guardian* [En ligne], 2004, consulté le 13/05/2015.
19. Jonathan Glancey, « From the High-Rise to the Hutong », *The Guardian* [En ligne], 2008, consulté le 19/12/2019.
20. Nate Berg, « The Curious Case of 'Imposturbs' », *CityLab* [En ligne], 2012, consulté le 13/05/2015
21. Kristie LuStout, « In One Chinese Village, 'Real Ale Are Served Here' », *CNN* [En ligne], 2006, consulté le 13/05/2015 ; Henri Grabar, « Why We Shouldn't Mock the Idea of an Eiffel Tower in Hangzhou », *CityLab* [En ligne], 2013, consulté le 29/09/2015 ; Ruth Morris, « Why China Loves to Build Copycat Architecture », *BBC* [En ligne], 2013, consulté le 29/09/2015 ; Anna Greenspan, « Shanghai's Thames Town: One Potemkin Village within Another », *The Globalist* [En ligne], 2014, consulté le 29/09/2015.
22. Frederic Jameson, *Le Post-modernisme, ou la logique culturelle du capitalisme tardif*, Paris, ENSBA, 2011.
23. Jean Baudrillard, *Simulacres et simulation*, Paris, Galilée, 1981.
24. Calvin Hui, « Decaffeinated England: Thames Town and its Discontents », *Verge: Studies in Global Asia*, vol. 2, n° 1, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2016, p. 76-83.
25. Thomas J. Campanella, *The Concrete Dragon: China's Urban Revolution and What it Means to the World*, New York, Princeton Architectural Press, 2008.
26. Thomas J. Campanella, *op. cit.*
27. Zhang Li, *In Search for Paradise. Middle-Class Living in a Chinese Metropolis*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 2010.
28. Zhang Li, *op. cit.*
29. Keji Li, « 山寨洋建筑文化在迷失 » Shanzhai yang jianzhu : wenhua zai mishi [Les copies de l'architecture occidentale : une perte culturelle], 人民日报 *Renmin Ribao* [Le Quotidien du Peuple] [En ligne], 2013, consulté le 10/01/2017.
30. Version originale : 不会因为建筑风格类似就能在像另一个国家生活 (buhui yinwei jianzhu fengge leisi jiu neng zai xiang lingyige guojia shenghuo).
31. Version originale : 叶落归根 (yeluogui gen).
32. Chiayi Seetoo, Haoping Zhou, « China's Guangchang Wu. The Emergence, Choreography, and Management of Dancing in Public Squares », *TDR: The Drama Review*, vol. 60, n° 4, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 22-49.
33. Chiayi Seetoo, Haoping Zhou, *op. cit.*
34. Dieter Hassenpflug, *The Urban Code of China*, Basel, Birkhäuser GmbH, 2010.
35. *Ibid.*
36. Badiia Hamama, Jian Liu, « What is Beyond the Edge? Gated Communities and their Role in China's Desire for Harmonious Cities », *City, Territory and Architecture*, vol. 7, n° 13, 2020, Berlin, Springer, p. 1-12, [en ligne] [<http://doi.org/10.1186/s40410-020-00122-x/>].

RÉSUMÉS

Cette contribution entend analyser les différents récits produits par les acteurs impliqués dans la construction sociale et symbolique du quartier de Thames Town, dans la ville nouvelle de Songjiang, un arrondissement périphérique de Shanghai. Ce quartier résidentiel et touristique,

construit entre 2002 et 2006, a fait l'objet de nombreuses analyses et discours du fait des styles architecturaux anglais qui y ont été reproduits. Ainsi, malgré une érection relativement récente, il existe un riche corpus de données historiques qui n'ont pourtant pas ou peu été mobilisées pour analyser les évolutions du quartier et des relations entre les différents acteurs.

L'analyse des récits et des représentations produits par le promoteur, les observateurs extérieurs et les usagers permet de révéler les influences réciproques dans les perceptions du quartier et les enjeux qui guident chacune des parties. Plus encore, l'analyse de ces récits et de leur usage permet de montrer que le quartier, au contraire des représentations couramment diffusées d'un espace désancré de la société chinoise, est en réalité intégré dans de multiples histoires et trajectoires.

This contribution aims to analyse the different narratives produced by the actors involved in the social and symbolic construction of the neighborhood of Thames Town, in the new city of Songjiang, a peripheral district of Shanghai. Built between 2002 and 2006, this residential and tourist area has been the subject of numerous analyses and discourses due to the English architectural styles that have been reproduced there. In spite of its relatively recent construction, a rich corpus of historical data therefore has not yet been used to analyze changes in the neighborhood and in the relationships between the various actors.

The analysis of the narratives and representations produced by developers, outside observers and daily users reveals reciprocal influences in the perceptions of the neighborhood and the issues that guide each of the parties. Moreover, the analysis of these narratives and their use shows that, contrary to the commonly disseminated representations of a disconnected space within Chinese society, in reality, the district is integrated into multiple histories and trajectories.

INDEX

Keywords : Imitation, Representations, Uses, Architecture, China

Mots-clés : Imitation, Représentations, Usages, Architecture, Chine

AUTEUR

MARTIN MINOST

Martin Minost, docteur en anthropologie sociale et ethnologie de l'EHESS, affilié au Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (UMR 8173 – CCJ) est enseignant contractuel à l'ENSA Paris-Malaquais et chercheur associé au LéaV. Ses recherches portent sur les modes d'habiter des élites chinoises urbaines contemporaines, notamment dans les quartiers aux architectures inspirées de modèles étrangers.

Parmi ses dernières publications : « The Western World as Utopia? Thames Town, Songjiang and the New Chinese Residential Habits », dans, Gregory Bracken (éd.), *Contemporary Practices of Citizenship in Asia and the West. Care of the Self*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2020, p. 17-40 ; « Vivre à l'anglaise... à Shanghai ? Mobilités vécues et mobilités imaginées des résidents de Thames Town », dans Céline Barrère et Caroline Rozenholc (dir.), *Les Lieux de mobilité en question*, Paris, Karthala, 2018, p. 66-86 ; avec Carine Henriot, « Thames Town, un cliché à l'anglaise : production urbaine et construction sociale d'un quartier d'architecture occidentale à Shanghai », *Perspectives chinoises*, 2017/1, p. 83-90.

martin.minost@gmail.com

Residential Landscapes Sponsored by Companhia União Fabril (CUF) in Barreiro (1945-1972)

Promotion of Multi-Family Working-Class Housing in Post-WWII Portugal

Paysages résidentiels sponsorisés par Companhia União Fabril (CUF) à Barreiro (1945-1972)

Promotion de l'habitat ouvrier collectif dans le Portugal d'après-guerre

Ana Vaz Milheiro and João Cardim

Introduction

- 1 Companhia União Fabril (CUF), a chemical company whose origins go back to the second half of the 19th century, grew to be one of the largest private companies in Portugal until its nationalization after the April Revolution in 1974. The company was founded in 1898 by Alfredo da Silva (1871-1942), an adept of the industrial paternalism model, who remained its charismatic leader until his death. He was then succeeded by his son-in-law, Manuel de Mello (1895-1966), who alongside his two sons, Jorge (1921-2013) and José (1927-2009) de Mello, gradually transformed the company into a very large conglomerate with more than 150 companies and about 40 thousand workers.
- 2 With Alfredo da Silva in command, CUF grew internally, went international and expanded to colonial Africa, while simultaneously addressing some of the needs of its workers, including housing. Its following administrations trailed the same path, devising solutions that were adjusted to the evolution of the Estado Novo regime and to the shifting national and international socioeconomic contexts. Historiography has confirmed the adhesion of Alfredo da Silva to the “traditional” model of the *vilas operárias* (row houses with back-to-back patios) located very close to the factories, in a dual strategy between social assistance and restriction of workers’ freedoms. It was his

successor that promoted construction in the outskirts of the traditional city and the factory grounds. Manuel de Mello favored suburban workers' neighborhoods, which were aesthetically and programmatically modern, as part of a national recreation of the Functional City. This imported the *siedlung* residential scheme to the Portuguese territory, which had marked the central-European suburban landscape between the wars. These new housing models were one of a number of benefits that promoted an image of the CUF worker as closer to the middle-class, an idea that emerged after World War II.

- 3 Lastly, Jorge de Mello used the new legislative tools to gradually emancipate this class from CUF's protection, withdrawing the housing agenda from the strategic plan of the company and promoting individual initiatives towards homeownership (construction and/or acquisition). This last cycle witnessed a policy in which CUF systematically sold the housing units it managed, thus gradually abandoning its landlord position. Even though the company was nationalized in 1975, this policy was eventually resumed, culminating during a full democratic period (throughout the 1980s and 1990s). This transfer of house ownership to residents — by both public and private powers — can be framed within global tendencies that, in the case of some authoritarian regimes, seem to begin even before democracy.¹
- 4 This article addresses gradual, albeit significant changes in CUF's strategies regarding its housing promotion policy — a hallmark of the company since its early days — within the context of the evolution of its welfare programs in a post-World War II Portugal. The starting point of the research corresponds to the housing projects developed by CUF for its workers between 1945 and 1972 in Barreiro, a town on the southern bank of the Tagus River, opposite to Lisbon, where the company had been gradually establishing its main factory grounds since the beginning of the twentieth century.²
- 5 We argue that the publication of the Law no. 2092 of April 9th 1958, which called upon welfare institutions to provide answers to the housing problem, was a fundamental step in the transformation of the Portuguese urban, suburban and rural environment, with massive consequences that historiography has yet to fully address. This law, which allowed private companies to obtain loans for the construction of employee housing, was used by CUF and many other private firms within a context of providing benefits to their workers. In CUF's case, the highly propagandized "*Obra Social*" (social work) offered tangible benefits regarding housing, healthcare and education, among many others.
- 6 The article identifies workers' neighborhoods constructed on the Barreiro factory grounds, namely Santa Bárbara, distinguishing them from those later built on the Lavradio farmland. The former was located on the land of Quinta do Gandum and underwent several construction phases (1908, 1928 and 1943-1945), while the latter was built between 1951 and 1956. The article goes on to describe the operations that were carried out after the implementation of the aforementioned law, between 1958 and 1967, and its repercussions up until the eve of the 1974 April Revolution.
- 7 Taking into account the absence of systematic studies regarding both company housing projects in Portugal and the full impact of the 1958 law, the article tries to claim that the implementation of this law was a main driver in the fundamental transformation of the housing programs carried out by the country's largest employing companies. Using CUF as an example, we can argue that the benefits provided by the 1958 law to employers came with a higher degree of state control, namely over architectural and

urban design. This meant that the companies had to — and were probably happy to — relinquish control over such issues, while at the same time reorienting their welfare programs to the newly emancipated middle-class among their workers.

- 8 In CUF's case, this situation marked the final stages of its paternalistic approach, leading affordable housing for the working-class to increasingly become a public, centralized responsibility. This resulted in the creation of centralized organisms, whose lack of on-the-ground knowledge was balanced — at least from the point of view of its technicians — with the most recent studies in architecture and urbanism, by then strengthened by an increased multidisciplinary character. This distance signaled, however, the further establishment of a discontinuous and fragmented landscape that paralleled the housing landscapes usually associated with the periphery. By restricting the companies' strategies and scope of action, the 1958 law consequently conditioned the urban and architectural design of the projects that it helped to promote.

Residential strategies of a Portuguese industrial company: CUF and its architects

- 9 In 1963, the April edition of the monthly bulletin, *CUF Informação Interna*, introduced housing as one of the social concerns of the company, alongside healthcare. Referred to as “reduced rent neighborhoods”, the topic was printed between “assistance to pregnant women” and “access to public baths”. Accompanying the text was a photograph of the four blocks of what was popularly called “*Bairro Novo da CUF*” (new neighborhood) in Lavradio. These were the first housing units built by the company outside factory grounds, relatively far from the noxious smoke that characterized the industrial facility.³ The design of these blocks had been developed by architect Fernando Silva (1914-1983) in the decade before (Fig. 1), following an initial urban arrangement by Luís Cristino da Silva (1896-1976) which was restructured by Fernando Monjardino (a civil engineer and employee of the company).⁴

Figure 1. CUF Bairro Operário – *Perspectiva dos Blocos de Habitação Tipos A, B, C* [Perspective of housing blocks in Lavradio], Fernando Silva, 1951

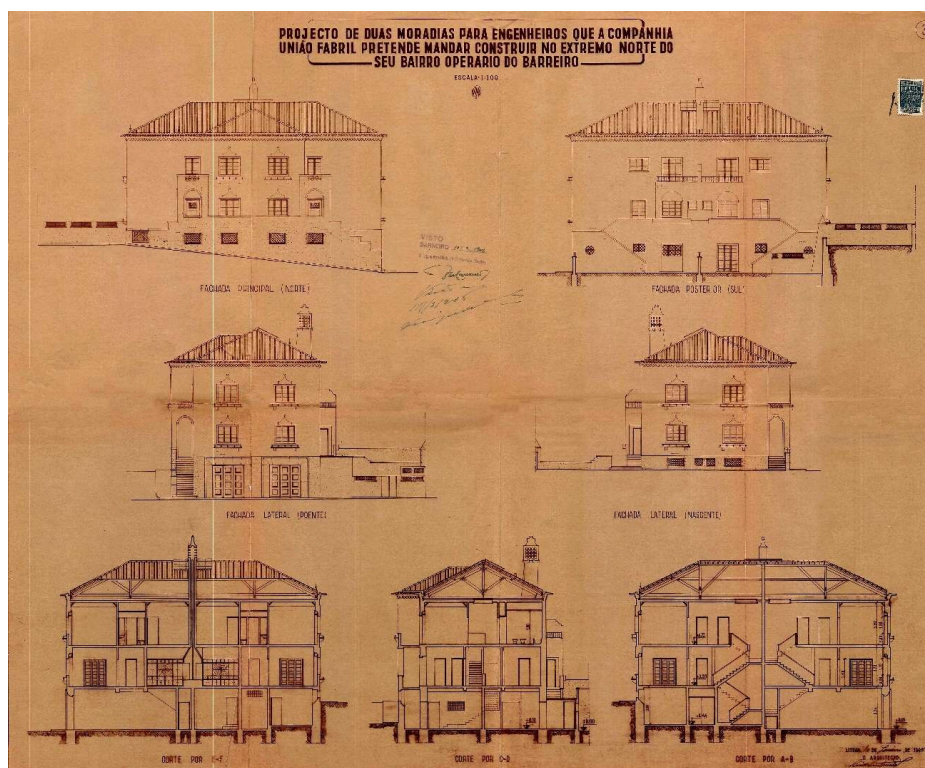


FAM – Fundação Amélia de Mello Archive: LUE5359

- 10 In those years, CUF had about twenty thousand workers scattered throughout different production units located in the metropolis and, as of 1942, in the African colonies. In Barreiro alone, there were 8,400 CUF workers, benefiting from various social services which were publicized by the propaganda means of the company, including the aforementioned bulletin, created to disclose the outcomes of the Comissão Interna da Empresa (CIE, internal commission of the company) meetings.⁵
- 11 With the end of World War II, and in a context of postwar optimism and modernization goals, the various leaderships after Alfredo da Silva gradually adjusted to evolutions in Portuguese legislation, which were spearheaded, in many sectors, by CUF itself. On April 9th 1958, the government launched Law no. 2092,⁶ with the objective of enabling the “cooperation of welfare institutions in housing provision”, within the corporatist organization and stratification that characterized the dictatorship. The new law framed a new loan practice through the “assignment [of the] capital” of these institutions to the production and/or improvement of housing units. The number of possible agents who could provide solutions to the housing problem was greatly increased, benefiting from the involvement of private companies, some of which — like CUF — already had experience in housing promotion. Funding was achieved via loans conceded by “welfare unions or retirement funds”.⁷ Besides the private companies themselves, other beneficiaries included employees of “taxpaying companies” or associates of the several corporatist organizations laid out in the early days of the Estado Novo in the 1930s (such as the Casas do Povo, which organized rural labor). The range of possible housing typologies was also diverse, from single-family, isolated homes to apartment blocks. Construction or acquisition of new houses by the future owners was promoted, as was affordable rental units and the rehabilitation of existing homes.
- 12 With its own Caixa de Previdência (welfare fund), established in 1940 under Alfredo da Silva’s administration, CUF could naturally benefit from the 1958 law, seizing the opportunity to change the strategy that it had been following up until then: that is, to completely control and finance the process of housing provision, from design to construction. After the inauguration of the second phase of the Bairro Novo in Lavrado, the company began encouraging its workers to access the different types of housing allowed by the new law, evaluating their individual financial capacity through tenders and surveys. The subject was addressed in articles and questionnaires aimed at those interested in applying. The shortage of housing — caused by the migration of rural populations to the city, attracted by industrial jobs — was addressed by the company as a problem of utmost importance. Understood as a “social duty”, the allocation of houses by CUF was seen in 1963 as a contribution to “the well-being of its staff”.⁸
- 13 Until then, the allocation of houses followed Decree no. 13.980 of July 25th 1927, in which the provision of housing by private companies depended on the work contract itself. In this way, Portuguese legislation continued to promote protocols that curtailed the freedom of workers receiving this kind of “social benefit”, functioning as a means to control mobility and work.⁹ It was only under Jorge de Mello of the last administration, and with the decision to end rental contracts — inciting workers to acquire their units from the company —, that the cycle of employees’ dependence on CUF for housing was broken.
- 14 The profiles of the architects hired by CUF, from the 1940s until the publication of the 1958 law, reflected the immediate fluctuating objectives of the company, whether they

were practical or symbolic. While in 1951, when drawing the first sketches of the Lavradio neighborhood, Fernando Silva was still a young architect consolidating his status in the postwar professional milieu, Cristino da Silva, on the contrary, was already a very relevant actor.¹⁰ As the most important figure of the Lisbon architectural school at the time, Cristino's being from the same generation as Manuel de Mello was a coincidence which may have aided in their initial contact. This seems to be indicated in Ana Lourenço Pinto's research, when describing his hiring after the death of Alfredo da Silva. One of Cristino's first projects for CUF — if not the first — was the late administrator's mausoleum, designed to honor the founder's memory with a monument worthy of his work. At the same time, in 1943, Cristino drew two semi-detached houses for engineers (Fig. 2): four residential units that followed an *Art Déco* aesthetic, characteristic of this period.

Figure 2. Projecto de duas moradias para engenheiros que a Companhia União Fabril pretende mandar construir no extremo norte do seu bairro operário do Barreiro [Santa Bárbara neighborhood: project of two houses for engineers], Luís Cristino da Silva, 1945

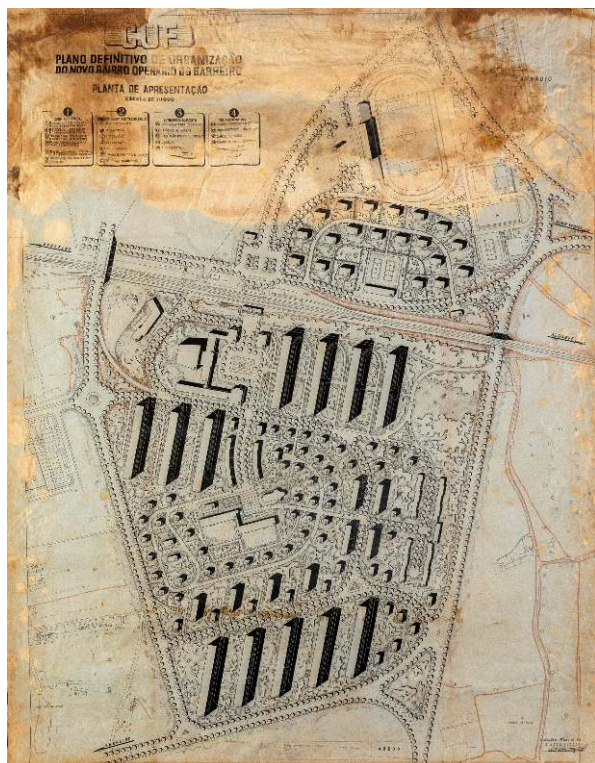


Barreiro Municipal Archive: CT-1526/46

- 15 What is important to highlight here is the way in which, throughout the successive administrations, CUF followed the “spirit of the time”, accompanying the shifting concepts of different periods. An example is the conception of the Lavradio neighborhood, carried out at the same time as the First National Congress of Architecture, held in Lisbon in 1948. Housing was the main theme of that congress, which witnessed the promotion of the urban model of the Athens Charter, translated to Portuguese by different actors throughout the 1940s and fully integrated, by the time of the event, in Portuguese architectural culture. In Lavradio, after a lengthy process with many alternatives, the urban and residential models ended up returning to the modern urban guidelines and its correspondent language, meeting the progressive

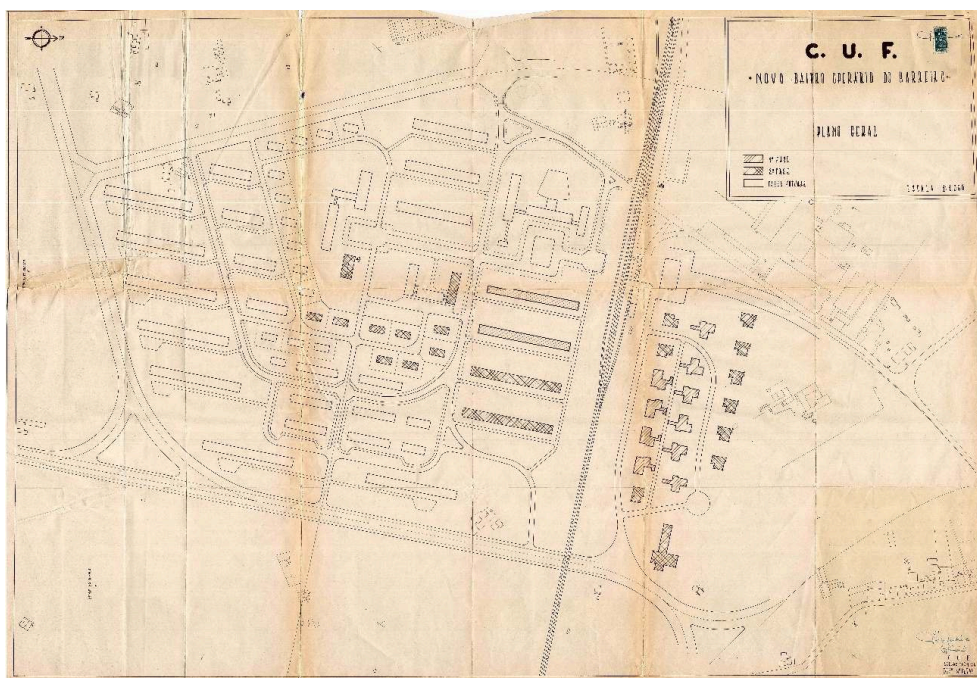
image sought by the company in the postwar period. These models were more consonant with international architecture and urbanism, and were defended by new generations of architects. They ultimately became associated with the new suburban setting that could be found in places such as Lavradio, where a *tabula rasa* intervention could occur (Figs. 3 and 4). They were also present in the beginnings of the large residential urbanization that would characterize urban growth around main Portuguese cities in the decades that followed.¹¹

Figure 3. *Plano Definitivo de Urbanização do Novo Bairro Operário do Barreiro – Planta de Apresentação* [Definitive urbanization plan of the New Workers' neighborhood of Barreiro]. Luís Cristino da Silva, 1951



FAM – Fundação Amélia de Mello Archive: LUE5357

Figure 4. CUF – *Novo Bairro Operário – Plano Geral* (1ª, 2ª, 3ª fases) [CUF – New Workers' neighborhood – general plan]. CUF, Secção Técnica, des. N° 17744. Fernando Monjardino, undated

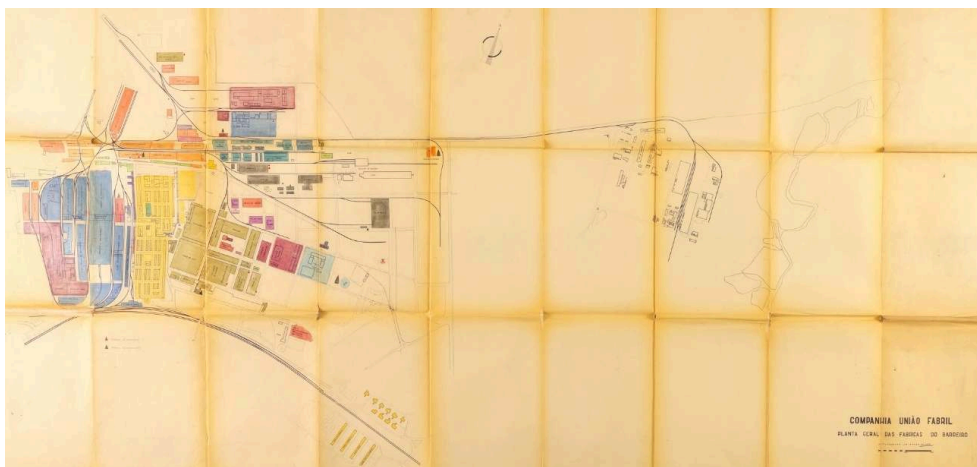


Barreiro Municipal Archive: CT-15/54

- 16 The four blocks of the “Bairro Novo da CUF” exemplarily combined the urban design of Cristino with the architecture of Fernando Silva.¹² His hiring (via a limited competition) was a deliberate choice made by the company as an alternative to Cristino, who was by then an old professor at the Lisbon School of Fine Arts.¹³ In truth, what remained of the successive urban designs carried out until the end of the 1940s was only the location of the four blocks and the Senior Staff Neighborhood north of the railway line. In an initial phase, Fernando Silva also designed two standard projects for this last ensemble, composed of single-family, detached houses. When the 1958 law was launched, the new Bairro Operário envisioned by Cristino da Silva and revised by Monjardino remained incomplete, producing a truncated urban landscape, open to new interpretations.

CUF neighborhoods before and after the publication of Law no. 2092/1958

Figure 5. Companhia União Fabril, *Planta Geral das Fábricas do Barreiro* (General plan of CUF's factory grounds in Barreiro), unsigned, 1958



Residential structures are shown in yellow.

FAM – Fundação Amélia de Mello Archive: 2VIC3441

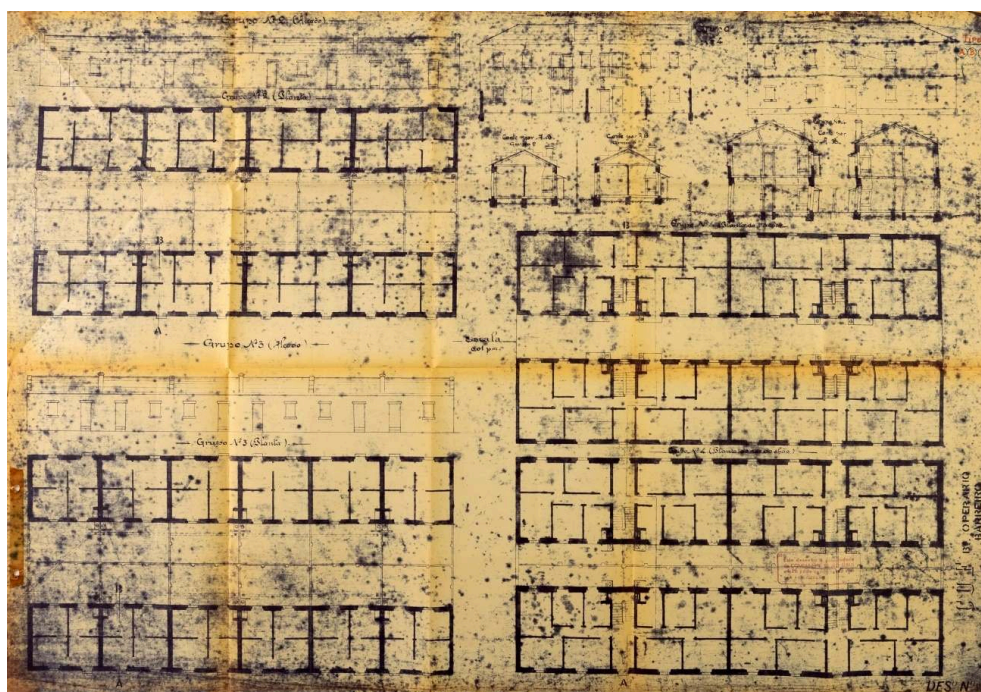
- 17 In 1958, an updated cartographic plan, outlining in detail CUF's Barreiro factory grounds, showed the accumulation of residential operations carried out by the company over the previous 50 years, from *vilas operárias*, to single-family detached houses and multi-family housing blocks (Fig. 5). Through a total of five chronologically autonomous residential developments, we can see a synthesis of the strategic decisions taken by the different CUF administrations, reflected in the aesthetic investment, program and users destined to each operation. (see Table 1).

Table 1. Overview of the housing developments promoted by CUF for its employees throughout the 20th century in Barreiro

	NAME OF THE NEIGHBORHOOD	LOCATION	DATES	PROJECT AUTHOR	NO. UNITS	LEGISLATION
	PRIMEIRO BAIRRO OPERÁRIO (1st Workers' Neighborhood)	LOWER AREA OF QUINTA DO GANDUM (close to the factory grounds)	INITIATED IN 1908	AUGUSTE LUCIEN STINVILLE ?	c. 210	
	BAIRRO DE SANTA BÁRBARA (2nd Workers' Neighborhood)	UPPER AREA OF QUINTA DO GANDUM (close to the factory grounds)	INITIATED IN 1928		c. 90	Decree no. 13.980 of July 25 1927
	ENGINEERS' HOUSES AT BAIRRO DE SANTA BÁRBARA	UPPER AREA OF QUINTA DO GANDUM (close to the factory grounds)	1929 - 1946	CRISTINO DA SILVA AND JOÃO PADRÃO	9	
	BAIRRO NOVO DA CUF (Bairro dos Católicos housing blocks)	QUINTA DA PONTE LAVRADIO	INAUGURATED IN 1955 - 1956	FERNANDO SILVA	184	
	MORADIAS QUINTA DA FONTE (Bairro dos Engenheiros houses)	QUINTA DA PONTE LAVRADIO	MID-1950s - MID 1960s	FERNANDO SILVA AND OTHERS	46	Law no. 2092 of April 9 1958
	BAIRRO ALFREDO DA SILVA (bairro das HE-FCP)	QUINTA DA PONTE LAVRADIO	INAUGURATED IN 1966	HE-FCP CENTRAL OFFICE	204	Law no. 2092 of April 9 1958

- 18 The “first generation” neighborhoods could be found on industrial land, occupying part of an old farm, Quinta do Gandum. These were operations that linked workers to the factories through proximity strategies: initiated in 1908, the first neighborhood already had social distinctions, distributing 88 units for workers and four to senior staff, growing to about 182 units which were gradually torn down over the course of the years and are almost completely demolished today (Fig. 6); another neighborhood (Figs. 7-8) whose construction began in 1928; and the engineers’ homes, which were restricted to a few semi-detached houses in the northwest end, with projects by draftsman João Padrão (1908-1992) from the 1930s (Fig. 9), and by Cristino da Silva in the decade that followed (Fig. 10).

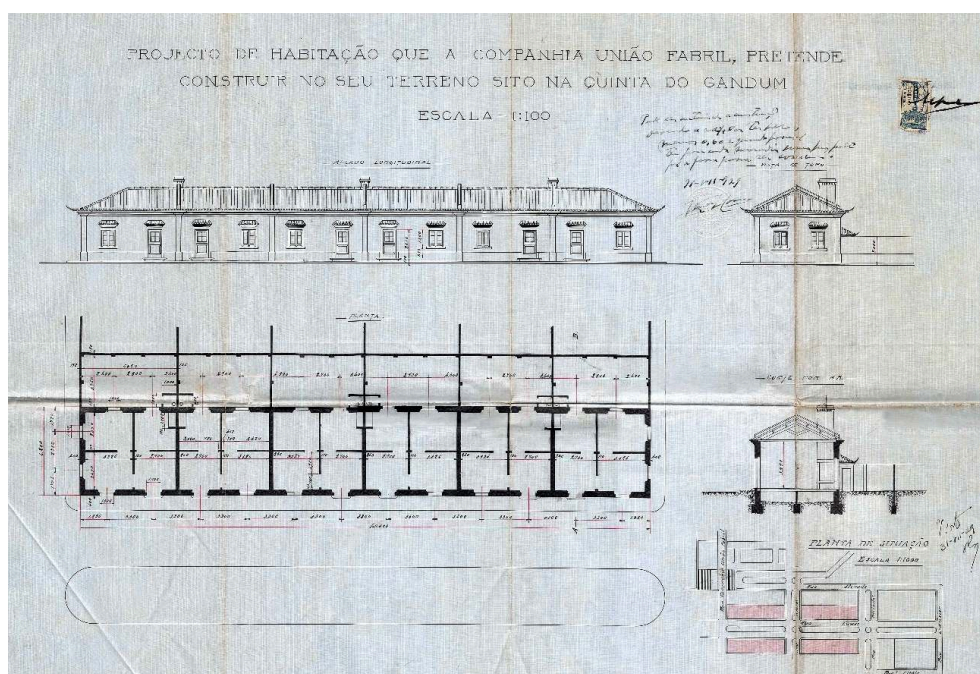
Figure 6. The first workers’ neighborhood at Quinta do Gandum (lower area), initiated in 1908.



Plans, elevations and sections of the rowhouses. Unsigned, undated.

FAM – Fundação Amélia de Mello Archive: 2VIC3490

Figure 7. *Projecto de habitação que a Companhia União Fabril, pretende construir no seu terreno sito na Quinta do Gandum [Row houses in the Santa Bárbara neighborhood].*



Plan, section, elevations and site plan. Unrecognizable signature, 1929.

Barreiro Municipal Archive: CT-507/29

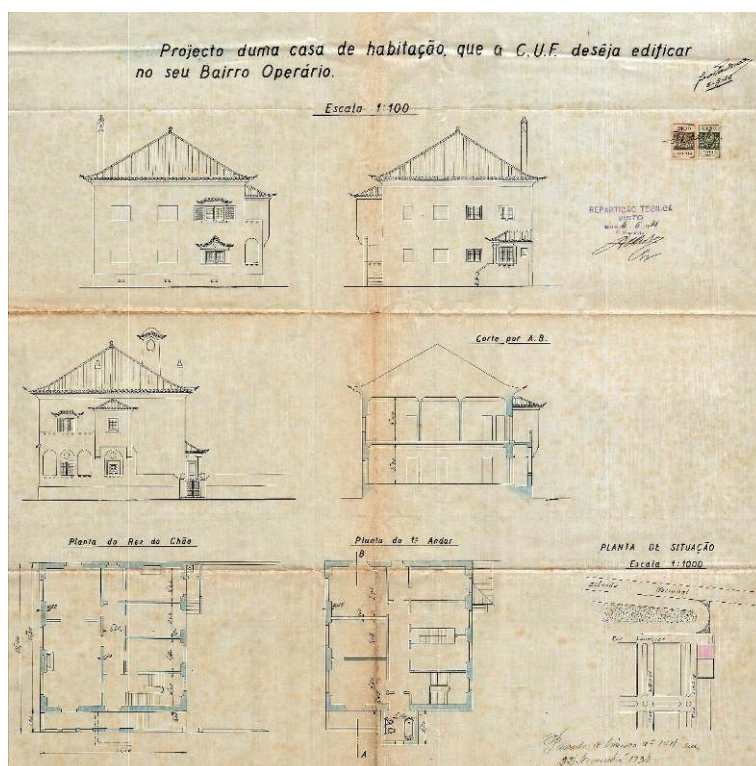
Figure 8. New workers' neighborhood (Santa Bárbara) at Quinta do Gandum (upper area), initiated in 1928.



Current view of one of the houses, with the cinema-gymnasium building (completed in 1949) on the right and the water tower in the background

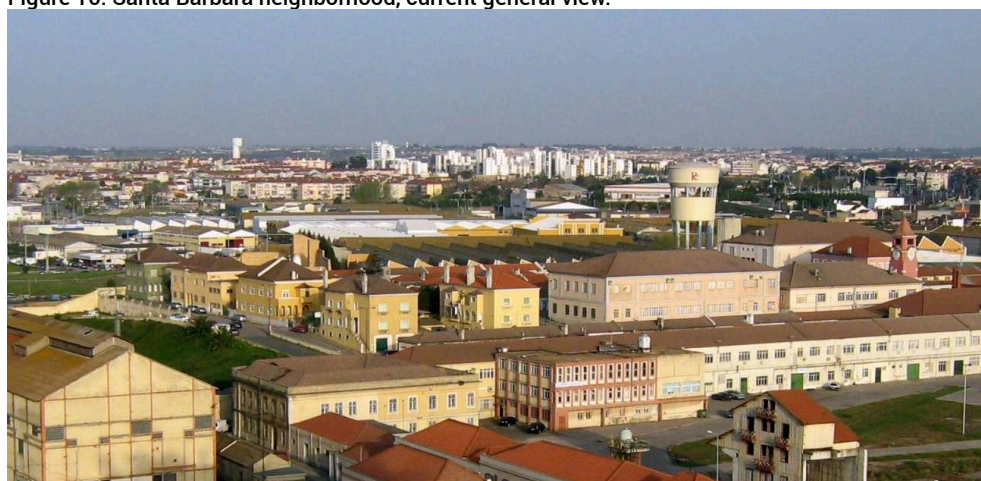
João Cardim, 2021

Figure 9. *Projecto duma casa de habitação que a C.U.F. desêja edificar no seu Bairro Operário* [House for engineer in the Santa Bárbara neighborhood]. Plans, section, elevations and site plan. João Padrão, 1938



Barreiro Municipal Archive: CT-1067/38

Figure 10. Santa Bárbara neighborhood, current general view.



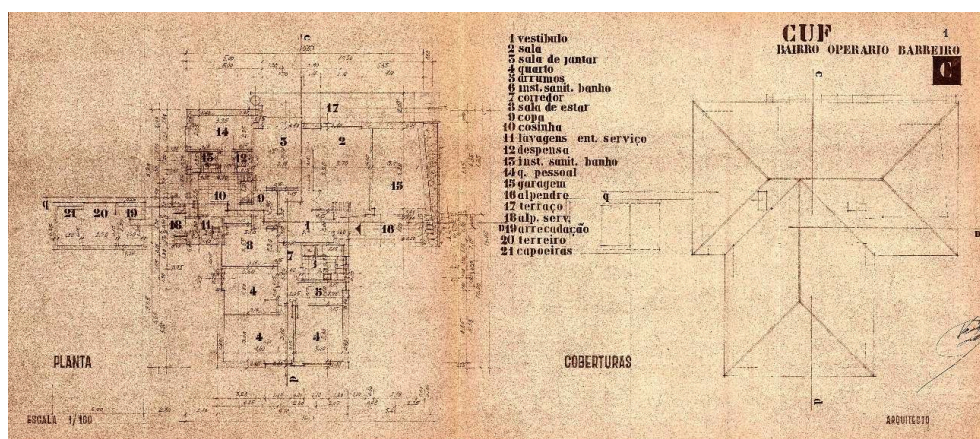
In the left end of the plateau, we can see the five residential buildings for engineers (one green and four yellow) built between 1929 and 1946, in a total of 9 dwellings

João Cardim, 2009

- 19 In 1945, this group of residential operations had about 277 units, the most recent of which involved a greater aesthetic investment, although the homes' interiors maintained an elementary functionality. Units were subdivided into four indefinite compartments, and came with primitive exterior bathrooms and a small backyard.¹⁴

- 20 The “second generation” neighborhoods were located in Lavradio, further away from the factory in a large area divided by the railway line, corresponding to the postwar operations with the referred contributions by Cristino and Fernando Silva. Its suburban setting was aligned with the guidelines of the new Barreiro Urbanization Plan, coordinated by architect Paulo Cunha (born in 1909) and approved in 1958 after a difficult process that took 13 years to conclude.¹⁵ In addition to other strategic decisions, Cunha applied a more precise zoning approach, based on hygienist and rational arguments which prohibited the construction of residences near the industrial grounds. The environmental question was also addressed, paying attention to the prevailing winds that guided the factory smoke, and thus keeping houses outside these wind corridors.
- 21 In Lavradio, the modern blocks remained as the uniting element between Cristino da Silva’s urban layout and Fernando Silva’s architecture. However, the single-family detached houses of the Senior Staff Neighborhood did not follow the siting envisaged by the Definitive Urbanization Plan of the New Workers’ Neighborhood of Barreiro, abandoning its initial radial structure. In 1958, ten L-shaped plan single-family houses designed by Fernando Silva (following two one-story standard designs, types B and C) were already completed, of a total of 19 that were envisaged for this initial phase. Both standard plans had a clear tripartite structure: living area, bedroom area and service area — including a maid’s bedroom, an integrated garage, and a storage annex (Figs. 11-12). Architecturally, they seem to reflect the renewed postwar interest in Frank Lloyd Wright’s “usonian houses” and in an American fenceless suburbia — which never found fertile ground in Portugal. This can be seen through an aerial perspective, although the houses shown do not necessarily follow the standard plans that ended up being built (Fig. 13).

Figure 11. CUF Bairro Operário Barreiro. Single-Family detached house for the senior staff neighborhood, type C. Plans. Unsigned [probably Fernando Silva], undated.



Barreiro Municipal Archive: CT-15/54

Figure 12. Single-Family DETACHED HOUSE for the senior staff neighborhood, type C. Current view from the street, with one of the multi-family blocks in the background



João Cardim, 2022

Figure 13. CUF Bairro Operário – *Perspectiva das Habitações do Pessoal Superior* [Senior staff single-family houses in Lavradio]. Fernando Silva, 1951

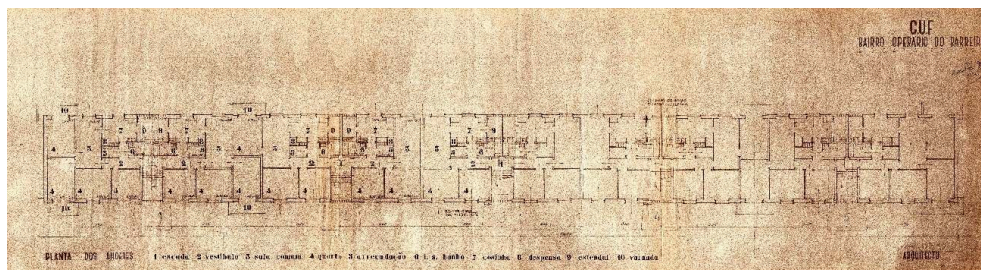


FAM – Fundação Amélia de Mello Archive: LUE5358

- 22 As for the multi-family blocks, the first two (called Alferrarede and Mirandela) were inaugurated in 1955. The other two (Soure and Canas de Senhorim) were completed the following year, fulfilling the first phase of occupation outside the factory grounds, with 184 dwellings.¹⁶ The architectural form of the blocks was slightly different when compared with that of the initial 1951 project, varying between four and five floors,

taking advantage of the terrain's slope, and displaying a clear aesthetic investment in some elements and details, such as the balconies and entrances (Figs. 14-15).¹⁷

Figure 14. *CUF Bairro Operário do Barreiro* [Final project of the housing blocks]. Standard floor plan. Fernando Silva, 1954



Barreiro Municipal Archive: CT-15/54

Figure 15. Housing blocks in Lavradio, Current view from the street



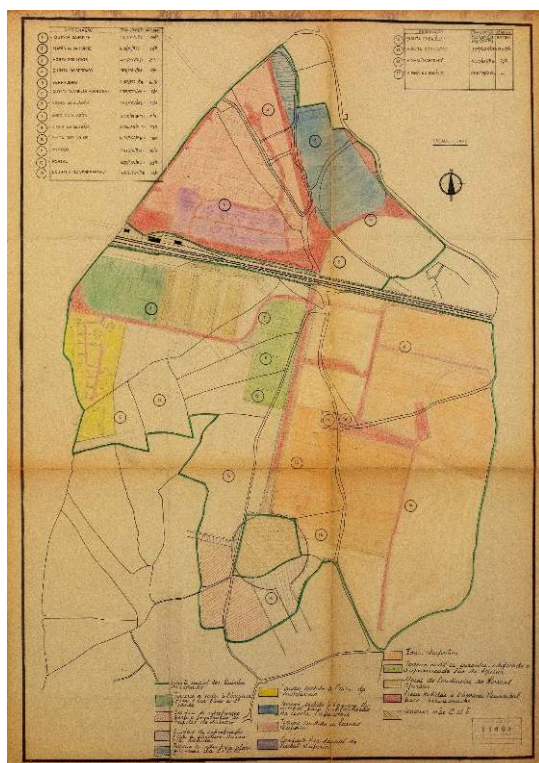
João Cardim, 2022

- 23 These blocks were a first step towards the emancipation of the company's workers, presenting apartments with generous floor areas, typologies with two, three or four bedrooms, corresponding to rents of 150, 175 and 200 escudos in 1972.¹⁸ The characteristics of these dwellings acknowledged the existence of a solid middle-class among CUF's workforce. Individual car garages were later built nearby, proving the expectations and also the economic capacity of the families that ended up living there. This was clearly distinct from the residences of the "first generation" neighborhoods, which were aimed at a more traditional working-class. In addition to the growth of informal and/or poor-condition dwellings in and around Barreiro, the housing shortage in the region (both private and public) also seems to have propelled CUF to build the Lavradio blocks for a new middle-class that did not have many other options. However, there were clear rules in order to access these new apartments, mainly based

on the administrators' ideological background and traditionalist values, which largely matched those of the Estado Novo regime. For example, the families housed there were comprised of couples who had been married by the Catholic Church, hence the popular name of the neighborhood: *Bairro dos Católicos*.

- 24 The option to hire Fernando Silva was also, in a way, premonitory. Silva started his architectural studies in Lisbon but, like many other colleagues at the time, graduated from the Porto School of Fine Arts. From the 1960s onwards, he specialized in the design of several large privately-promoted suburban urbanization developments that became paradigmatic cases in the Lisbon Metropolitan Area.¹⁹ The architect also gradually perfected apartment-types adapted to the various needs of the then newly emerging suburban middle-class. Functionalist apartment layouts, with a clear separation between daytime and nighttime uses, along with optimized building solutions, were part of the work developed by Silva in experiments such as Quinta do Marquês and Alto da Barra, both in the Oeiras municipality, or Quinta da Luz in Lisbon's western limit. The highlight of Silva's large urban plans, however, was the Portela Urbanization (Loures municipality), one of the country's largest privately-promoted residential neighborhoods designed for this social class.²⁰
- 25 The Lavradio blocks — which came after Silva's more famous projects, such as Cinema São Jorge (1947-1950) — were probably Fernando Silva's first steps towards understanding the functional, social and aesthetic expectations of this new class employed by CUF. The blocks display a set of characteristics that represent an updated version of the middle-class tenements being built in large quantities on Lisbon's avenues during the previous decades, adapting them to a free landscape and to its isolated nature. The quality that he managed to achieve within the only four blocks built according to Cristino's last urban plan can explain the relative failure of future housing operations promoted by the company within Law no. 2092 — namely the CUF Caixa de Previdência development, carried out from 1964 onwards and more commonly known as Alfredo da Silva Neighborhood.
- 26 An almost immediate repercussion of this law's publication was a change of direction in the housing strategies promoted by CUF. Cristino's plan, although revised by Fernando Monjardino, was abandoned, and the company yielded a large part of the land acquired to fulfill its Lavradio expansion to several entities. Consequently, CUF was no longer in charge of hiring architects and other professionals for the design and construction of the new residential projects, leaving that responsibility to public actors.
- 27 After 1966, a new cartographic plan not only identified the 17 lots acquired by the company in Lavradio farmland, but also the operations that were already built, as well as the distribution of the several residential areas, retail stores and public facilities (Fig. 16). This document anticipated the kind of urban landscape that was being envisaged, showing empty areas for which CUF did not present any immediate function. The company was assuming a role of intermediary or facilitator, dropping the responsibility of being a direct promoter, and thus of proposing a concrete urban layout for Lavradio.

Figure 16. CUF – New workers' neighborhood general plan, after 1966



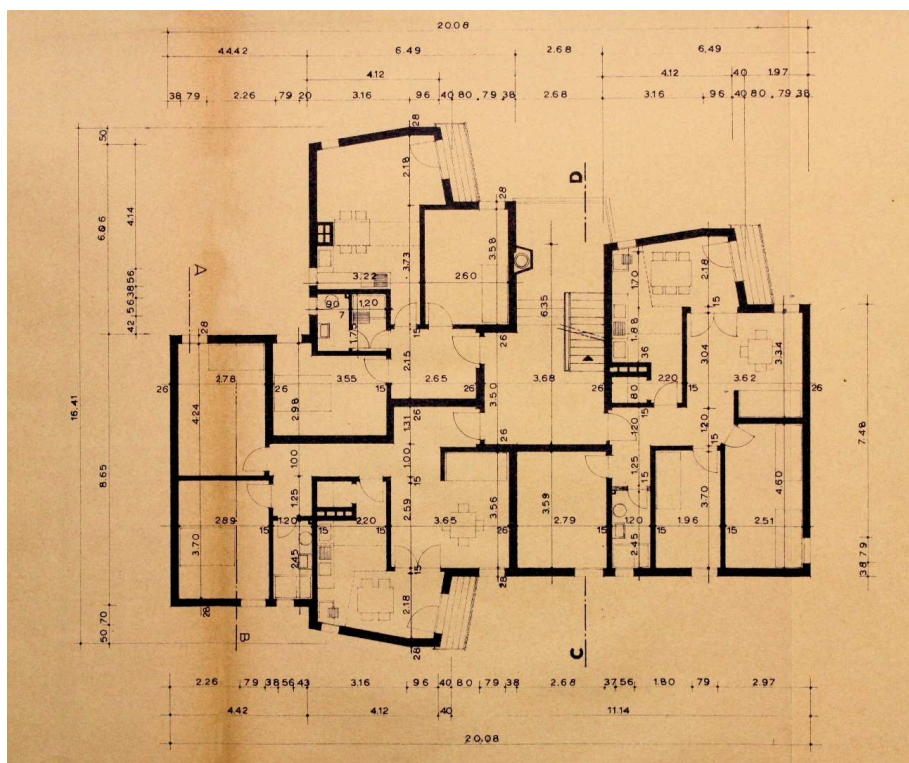
FAM – Fundação Amélia de Mello Archive: LUE5338

- 28 In addition to the road infrastructure (on land expropriated by the Barreiro City Council), the construction of schools and a big sports area were imagined. In the meantime, a supermarket – which was large for the standards of the time – had been built by the company, meeting both the needs of the new Lavradio residents and of a larger area, from Alto do Seixalinho to Baixa da Banheira.²¹
- 29 At the residential level, the plan showed new operations: the 46 lots for single-family detached houses in the Senior Staff Neighborhood, and the eleven hectares of land that were yielded to the Caixa de Previdência (welfare fund) for the construction of the future Alfredo da Silva Neighborhood, of which 70 % was to be occupied by CUF employees. In the case of single-family homes, the new law was already applied via the loans given by Banco Totta – a financial institution of the CUF group – to the employees that were able to apply for them, ensuring the acquisition of land for homeownership purposes. In 1967, 32 of these lots were already built. As they were meant for senior staff, mainly engineers, this neighborhood became known as *Bairro dos Engenheiros*.
- 30 Within the scope of the Habitações Económicas (affordable housing) department of the Federação de Caixas de Previdência (federation of welfare funds) (HE-FCP), the process that led to the construction of the Alfredo da Silva Neighborhood was truly representative of the paradigm shift that occurred in the mid-1960s. The operation can be seen as the result of the “third generation” of housing promotion within the CUF realm. As of 1964, the new nucleus already appeared in various plans. In December of that year, the bulletin *CUF Informação Interna* announced the contract signing for the first phase of the neighborhood's construction, showing a photograph of a model with the new housing buildings and with Fernando Silva's four blocks, which were already

built. This first phase was included in a broader urban plan, also made by HE-FCP, with a total of 1000 dwellings distributed in “towers” — with five floors and four two-bedroom apartments per floor — and “slabs” — with four floors and two apartments of between two and four bedrooms per floor. These typologies were developed in the HE-FCP central office in Lisbon and were the result of an intense research process where cost control was paramount.²² The urban plan recovered the *tabula rasa* concept and can be viewed within the context of the state-funded mass-housing drive that swept most urbanized countries after World War II and that heavily relied on the “tower and slab” model.²³

- 31 Only the first phase, however, was effectively built. Its 204 apartments (in 17 blocks) were inaugurated in 1966 by the President of Portugal, Américo Thomaz, and other high dignitaries. The initiative was thus to be associated with the Estado Novo efforts towards fighting the housing shortage, while commending the progressive and solidary spirit of the Portuguese businessmen. CUF was now headed by Jorge de Mello, known for fostering the company’s “social work”.
- 32 The reality, however, already pointed in a different direction. By distancing itself from the responsibilities of housing production, CUF was also relinquishing control over the design and quality of the neighborhood and its dwellings. The Alfredo da Silva Neighborhood apartment-buildings followed a standard-project used by HE-FCP in various towns around the country. This project originated in 1960, from a large publicly promoted urbanization project in the capital, Olivais Sul, where architects Vasco Croft, Justino Morais and Joaquim Cadima — working for the Gabinete Técnico de Habitação (GTH, technical office of housing) of the Lisbon City Council — developed a standard-floor with three different apartments that functioned as a “cell”, which could in turn be combined to generate various urban forms.²⁴ Later, technicians working in HE-FCP’s central office, such as Vasco Croft and Bartolomeu Costa Cabral, used this three-apartment layout as a standard-project in diverse contexts. This common practice within HE-FCP — whose most prominent example can be found all over the country in the work of Justino Morais²⁵ — drew criticism among other professionals that championed affordable housing, such as Nuno Teotónio Pereira.²⁶
- 33 The buildings of the Alfredo da Silva Neighborhood presented two, three and four-bedroom typologies, varying between 45 and 60 square meters of floor area (Figs. 17-18). Although an effort of progressive architects engaged in the critical revision of the Modern Movement — a work which included more attention given to the necessities of future residents — the project was not a success, at least initially. Unlike what happened with the first four blocks of Lavradio, CUF workers did not totally embrace renting the new houses. Already in 1965, criticism emerged with regard to the form and size of their functional spaces, and also of the building’s staircase common areas (with shared balconies). The envisioned 700 additional units CUF was supposed to endorse were soon reduced to 200 (which were never built anyway), confirming the unsuccessfulness of the campaign among workers. The private real estate market was also changing in Barreiro and the growing supply forced the company to change their strategy, mainly regarding the construction of new units.²⁷

Figure 17. Alfredo da Silva neighborhood. Standard floor plan of the housing buildings. HE-FCP, 1964



Barreiro Municipal Archive: CT-311/64

Figure 18. Alfredo da Silva neighborhood, current view from the street



João Cardim, 2022

Conclusion: the construction of a discontinuous residential landscape

- 34 The urban landscape gradually built in the old Quinta do Lavradio stems from the evolution of the described process, and from the discontinuities sparked by changes in housing promotion strategies. A survey of the workers in 1963, for example, showed more detailed information. Of a total of 7 631 CUF workers, only 3 993 were interested in accessing housing through the company's various programs. "Conditional property houses"²⁸ was the preferred regime, followed by "affordable rental houses".²⁹ In less than ten years, however, CUF's policies started promoting the acquisition of rental units by their workers, encouraging them to become homeowners. Perhaps this was a further step in the emancipation process of an ascending middle-class. Other regimes that pointed in the same direction were equally planned by CUF throughout the 1960s, covering access to loans, the creation of groups for the acquisition of land in order to build multi-family housing blocks,³⁰ or the support of self-building operations in lots owned by the company. What led to the consideration of these multiple options?
- 35 In May 1965, CUF's Permanent Commission on Housing summarized the results of the workers' surveys into two priority areas: acquisition of homes and concession of affordable rental houses.³¹ The second option intended for the participation of the HE-FCP in the construction of new neighborhoods. The information that was released via the bulletin *CUF Informação Interna* contradicted, however, the company's experience in Lavradio. Efforts were being multiplied to release CUF from the duties it kept in this neighborhood. The problem was assumed in January 1966, at a meeting with the Internal Commission of the Company (CIE), in which the difficulties of controlling the financial situation of the families — in order to meet the "permanent need of adjusting rents"³² — were highlighted. But there were other reasons not to move forward with the rest of the large operation, the main one being a lack of interest from the workers, an aspect revealed by internal consultations that were carried out from time to time.
- 36 One of the obstacles were rent prices, which in the Alfredo da Silva Neighborhood exceeded the amounts charged in other HE-FCP developments in Barreiro itself, and even those in the four blocks designed by Fernando Silva. As for the units allocated to CUF that remained vacant, they constituted a burden for the company. From 1972 onwards, the sale of the units to their residents was carried out in all of Lavradio's operations, with the exception of two detached houses that were kept as a "reserve". A new consultation revealed 163 responses, an expressive number considering the 193 families that were already beneficiaries. However, the picture revealed that CUF's asking prices were higher than expected, and that payment conditions made the acquisitions difficult. In turn, the residents proposed monthly payments to CUF with no increase in interest rates.³³ Prices varied between 650 thousand escudos (single-family detached house) and 150 thousand (2-bedroom apartment), reflecting the diversity of typologies that could be found in CUF's residential properties.
- 37 Naturally, there are formal, plastic and spatial differences between the apartments designed by Fernando Silva and those from the Alfredo da Silva Neighborhood. In contrast with an internal structure based on functional grounds, which characterized the first operation, the residential "cells" developed by the HE-FCP technicians called for "anthropological" meanings that had become popular among the "third way" architects, who were modern orthodoxy critics and social science cultivators. The

house now privileged a different layout surrounding living areas, giving less attention to aspects such as sun and wind orientation. Reflecting discontinuous practices and strategies, a moving architectural culture, and different actors — promoters and technicians —, the neighborhoods themselves expose these different characteristics, appearing as formal “ghettos” in an increasingly fragmented landscape.

- 38 With the objective to control its own costs with supported housing, CUF pressured the company’s Caixa de Previdência (welfare fund) to acquire the units of the Alfredo da Silva Neighborhood. But the concentration of competences in the Fundo de Fomento da Habitação (FFH, fund for housing promotion),³⁴ through a new legal regime introduced by Decree-Law no. 583/72 of 30/12/1972, would make the proposal unviable.³⁵ The decision to not go forward with more construction was irreversible, and the company asked for the devolution of the unbuilt land composing the original 11 hectare lot that was yielded to HE-FCP, with the intention of assigning new functions to it — something which would also never happen. The end of HE-FCP in 1972 thus coincided with CUF’s decision to alienate its housing properties. This decision was the culmination of a process marked by the progressive delegation of the urban and architectural projects to external agents, from 1958 onwards, taking advantage of Law no. 2092. With the gradual withdrawal from direct promotion of housing for its staff, CUF left their urbanization plans unfinished (Fig. 19).

Figure 19. Alfredo da Silva neighborhood, general view with the “terrain vague” left from the unfinished urban development



João Cardim, 2022

- 39 Although the company’s residential operations today constitute an architectural legacy that is representative of the history of housing in Portugal in the postwar period, it remains an intermittent legacy in terms of the urban landscape it managed to achieve. The heterogeneity and fragmentation of CUF’s neighborhoods are widespread characteristics in the suburban landscape of the Lisbon Metropolitan Area. Current studies are beginning to understand that these features are the result of a multiplicity

of (sometimes concerted) actions by both public and private actors, legislative changes that follow the successive zeitgeists, and regional plans that lacked sufficient detail at a more local level, among other things. We hope that this and future investigations help to further explain the prevailing notion of the periphery as a “chaotic landscape”, especially when seen in comparison to the compact and dense order of the city center. The multiple narratives that emanate from the peripheries compose a rich and multifaceted mosaic, that has found a place in recent literature, music and film. Although parts of this mosaic have been the subject of research in several disciplines – from socioeconomic studies to participatory operations –, the peripheries remain far from public attention and relatively obscure. From the point of view of architectural history, its narratives are yet to be collected and analyzed by academia in a systematic, global and meaningful way.

BIBLIOGRAPHY

- João Vieira Caldas, “O bairro novo da CUF no quadro do urbanismo e da arquitectura operária promovida pela Companhia no Barreiro”, in Miguel Figueira de Faria, José Amado Mendes (coord.), *Actas do Colóquio Internacional Industrialização em Portugal no Século XX: O Caso do Barreiro*, Lisboa, Universidade Autónoma de Lisboa/Instituto de Investigação Pluridisciplinar, 2010, p. 311-323.
- João Cardim, “Justino Morais, arquitecto. Perspectivas para o estudo e valoração da sua obra”, in *Monumentos*, nº 35, November 2017, Lisboa, Direcção-Geral do Património Cultural, 2017, p. 186-193.
- João Cardim, “Modular design in large-scale social housing. The work of Justino Morais 1960-1980”, in Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia 3. The Researchers’ Perspective. Mass-Housing infrastructures (Lisbon, Luanda, Macao)*. Porto, AMDJAC, 2018, p. 236-249.
- Carlos Vieira de Faria, “Industrialização, Urbanização: que relações? O caso do (ante)plano de urbanização da vila do Barreiro (1957)”, in Miguel Figueira de Faria, José Amado Mendes (coord.), *Actas do Colóquio Internacional Industrialização em Portugal no Século XX: O Caso do Barreiro*, Lisboa, Universidade Autónoma de Lisboa/Instituto de Investigação Pluridisciplinar, 2010, p. 347-364.
- Bruno Macedo Ferreira, “A configuração urbano-arquitetónica da periferia norte da cidade de Lisboa: Leitura a partir da obra do arquiteto Fernando Silva e da Urbanização da Portela”, in Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia? The Students’ Perspective. Luanda, Lisbon, Macao*, ISCTE-IUL/Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2015, p. 193-200.
- Bruno Macedo Ferreira, “A urbanização da Portela, um processo de urbanização paradigmático do crescimento suburbano ocorrido na Área Metropolitana de Lisboa”, in Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia? The Students’ Perspective 2. Urbanismo Português no pós-guerra (1938-1998)*, Lisboa, ISCTE-IUL/Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2016, p. 8-29.
- Bruno Macedo Ferreira, “Plano Diretor da Região de Lisboa, 1964. Linhas gerais para o desenvolvimento de uma nova estrutura territorial para a Área Metropolitana de Lisboa”, in Ana

- Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia 3. The Researchers' Perspective. Mass-Housing infrastructures (Lisbon, Luanda, Macao)*. Porto, AMDJAC, 2018, p. 163-181.
- Miles Glendinning, *Mass Housing. Modern Architecture and State Power, a Global History*, London/New York, Bloomsbury Visual Arts, 2021.
- Ana Vaz Milheiro, Filipa Fiúza, Rogério Vieira de Almeida, Débora Félix, “Radieuse Peripheries: A comparative study on middle-class housing in Luanda, Lisbon and Macao”, in Gaia Caramellino and Federico Zanfi (eds.), *Post-War Middle-Class Housing. Models, Construction and Change*, Bern, Peter Lang Publishers, 2015, p. 211-240.
- Ana Vaz Milheiro, Rogério Vieira de Almeida, “Nova Oeiras: an Ideal for Living”, in José Manuel Fernandes, Maria de Lurdes Janeiro, *O Livro de Nova Oeiras*, Oeiras, Câmara Municipal de Oeiras and Fundação Calouste Gulbenkian, 2015, p. 110-141.
- Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia? The Students' Perspective 2. Lisboa e a Área Metropolitana. Urbanismo Português no pós-guerra (1938-1998). Urbanização da Portela*, Lisboa, ISCTE-IUL/Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2016.
- Ana Vaz Milheiro, “Paisagem residencial apoiada pela CUF no Barreiro”, in Frédéric Vidal (coord.), *Conferência Internacional Patrimónios Fabris e Requalificação Urbana*, Barreiro, Fundação Amélia de Mello, 20th May 2021 [on line] [<https://alfredodasilva150anos.pt/conferencias/patrimonios-fabris-e-requalificacao-urbana/>].
- Isabel Monteiro, *A Obra do arquitecto Fernando Silva (1914-1983): um arquitecto da “geração esquecida”*, Lisboa, author's edition, 2011.
- Jorge Morais, *Rua do Ácido Sulfúrico. Patrões e Operários: um Olhar sobre a CUF no Barreiro*, Lisboa, Editorial Bizâncio, 2008.
- João Pedro Silva Nunes, *Florestas de Cimento Armado: Os Grandes Conjuntos Residenciais e a Constituição da Metrópole de Lisboa (1955-2005)*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian/Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2011.
- Ana Lourenço Pinto, *Arte, Arquitetura e Urbanismo na Obra da CUF no Barreiro (1907-1975)*, Cascais, Príncípa Editora, 2021.
- Nuno Portas (coord.), *Habitação Para o Maior Número. Portugal, os Anos de 1950-1980*, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa/Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana, 2013.
- Rui Jorge Garcia Ramos et al. (coord.), *Contexto Programa Projeto: Arquitetura e Políticas Públicas de Habitação*, Porto, Universidade do Porto/Faculdade de Arquitectura, Projeto de Investigação (FCT) Mapa da Habitação, 2019 [digital edition].
- Rui Jorge Garcia Ramos, Eliseu Gonçalves, Sérgio Dias Silva, “Política e arquitetura habitacional: Um mapa da intervenção do Estado na habitação”, in Joana Brites, Luís Miguel Correia (eds.), *Obras Públicas no Estado Novo*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2019, p. 251-287.
- Maria Tavares, *Federação de Caixas de Previdência. Habitações Económicas: um percurso na história da arquitectura da habitação em Portugal*, Master Thesis, Lisboa, Faculdade de Arquitectura da Universidade Técnica de Lisboa, 2003.
- Maria Tavares, João Miguel Couto Duarte, “O arrendamento social público (1945-1969): Nova escala, novos programas e agentes”, in Ricardo Costa Agarez (coord.), *Habitação, Cem anos de políticas públicas em Portugal (1918-2018)*, Lisboa, Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana, 2015, p. 196-233.
- Florian Urban, *Tower and Slab: Histories of global mass housing*, Abingdon, Routledge, 2012.

NOTES

1. Florian Urban, *Tower and Slab: Histories of global mass housing*, Abingdon, Routledge, 2012, p. 3.
2. From the point of view of the architectural discipline, the theme of the housing projects promoted by CUF was approached by João Vieira Caldas in 2010 and by Ana Lourenço Pinto in 2021. While the former was centered on the participation of architect Luís Cristino da Silva (1896-1976) in the design of the company's first suburban workers' neighborhood, the latter was a substantial effort to analyze the architecture, art and urbanism sponsored by CUF in Barreiro until 1975. See João Vieira Caldas, "O bairro novo da CUF no quadro do urbanismo e da arquitectura operária promovida pela Companhia no Barreiro", in Miguel Figueira de Faria and José Amado Mendes (coord.), *Actas do Colóquio Internacional Industrialização em Portugal no Século XX: O Caso do Barreiro*, Lisboa, Universidade Autónoma de Lisboa/Instituto de Investigação Pluridisciplinar, 2010, p. 311-323; and Ana Lourenço Pinto, *Arte, Arquitetura e Urbanismo na Obra da CUF no Barreiro (1907-1975)*, Cascais, Príncípa Editora, 2021.
3. "Benefícios concedidos pela CUF", in *CUF Informação Interna*, April 1963, p. 6.
4. The General Plan of the New Workers' Neighborhood, by Fernando Monjardino, was an adapted version of Cristino da Silva's 1949 proposal. When it was submitted, ten single-family detached houses and two multi-family blocks had already been completed. Two more blocks, along with 17 single-family houses and two semi-detached ones were additionally planned. See Ana Lourenço Pinto, *Arte, Arquitetura e Urbanismo na Obra da CUF no Barreiro (1907-1975)*, op. cit., p. 178.
5. The Comissão Interna da Empresa (CIE, internal commission of the company) was launched by Jorge de Mello in 1963. A pioneer initiative in the country, it served as a link between the administrators and the workers, in order to approach the company's problems with a cooperative spirit. One of the outputs of the CIE was a monthly bulletin, *CUF — Informação Interna*, which served primarily to publish CIE meeting minutes, although it also served as propaganda for the company's achievements and granted benefits.
6. See Law no. 2092 of 09/04/1958, in *Diário do Governo* no. 72/1958, Série I, p. 213-216.
7. Researcher Maria Tavares describes the process as follows: "With the publication of the Law no. 2092, in 1958, combined with the accumulation of [welfare] capital, it is possible the granting of loans for the building, acquisition or refurbishment of homes [owned, to be acquired or to be built by] private individuals who are beneficiaries of the Welfare [institutions] and who meet a certain number of requirements stipulated by the law. The [unusual] feature of the law is the granting of loans, under the same conditions, to tax paying companies and to the Casas do Povo [and similar institutions], which owned viable land for construction". Maria Tavares, *Federação de Caixas de Previdência - Habitações Económicas: um percurso na história da arquitectura da habitação em Portugal*, Master Thesis, Lisboa, Faculdade de Arquitectura da Universidade Técnica de Lisboa, 2003, p. 80 (citation translated by the authors).
8. "Situação Actual do problema habitação", in *CUF Informação Interna*, May 1963, p. 2.
9. See Decree no. 13980 of 25/07/1927, in *Diário do Govêrno*, no. 157/1927, Série I, p. 1471.
10. Cristino da Silva, however, was not exactly admired by younger architects, due to his apparent complicity with the regime's aesthetic preferences — a position that the modern neighborhood of Nova Oeiras would soon contradict. See Ana Vaz Milheiro and Rogério Vieira de Almeida, "Nova Oeiras: an Ideal for Living", in José Manuel Fernandes and Maria de Lurdes Janeiro, *O Livro de Nova Oeiras*, Oeiras, Câmara Municipal de Oeiras and Fundação Calouste Gulbenkian, 2015, p. 110-141.
11. See João Pedro Silva Nunes, *Florestas de Cimento Armado: Os Grandes Conjuntos Residenciais e a Constituição da Metrópole de Lisboa (1955-2005)*, Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian and Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2011; and Bruno Macedo Ferreira, "A configuração urbano-arquitetónica da periferia norte da cidade de Lisboa: Leitura a partir da obra do arquiteto

Fernando Silva e da Urbanização da Portela”, in Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia? – The Students’ Perspective. Luanda, Lisbon, Macao*, ISCTE-IUL and Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2015, p. 193-200.

12. Fernando Silva was an architect who is also under critical revision in today’s historiography. See Isabel Monteiro, *A Obra do arquitecto Fernando Silva (1914-1983): um arquitecto da “geração esquecida”*, Lisboa, author’s edition, 2011.

13. As the primary author of the *Urbanization Plan of the New Workers’ Neighborhood of Barreiro*, with a multitude of urban proposals between 1945 and 1949, Cristino also submitted a suggestion for the architecture of the housing blocks to CUF for consideration. See Ana Lourenço Pinto, *Arte, Arquitetura e Urbanismo na Obra da CUF no Barreiro (1907-1975)*, op. cit., p. 164.

14. Ana Lourenço Pinto, *Arte, Arquitetura e Urbanismo na Obra da CUF no Barreiro (1907-1975)*, op. cit., p. 185; see also Jorge Morais, *Rua do Ácido Sulfúrico. Patrões e Operários: um Olhar sobre a CUF no Barreiro*, Lisboa, Editorial Bizâncio, 2008. This author affirms that the first neighborhood was initiated in 1909.

15. Carlos Vieira de Faria, “Industrialização – Urbanização: que relações? O caso do (ante)plano de urbanização da vila do Barreiro (1957)”, in Miguel Figueira de Faria and José Amado Mendes (coord.), *Actas do Colóquio Internacional Industrialização em Portugal no Século XX: O Caso do Barreiro*, op. cit.

16. The names of the housing blocks corresponded to the names of Portuguese towns where CUF was present.

17. Some authors have noted the influence, in these blocks, of the “English basements”, which take advantage of a livable floor below the street level. See Jorge Morais, *Rua do Ácido Sulfúrico. Patrões e Operários: um Olhar sobre a CUF no Barreiro*, op. cit.

18. “Notas sobre o Bairro do Lavradio” – typed document of 21/09/1972, 1 (FAM – Fundação Amélia de Mello Archive, pasta 24696).

19. Bruno Macedo Ferreira, “A urbanização da Portela – um processo de urbanização paradigmático do crescimento suburbano ocorrido na Área Metropolitana de Lisboa”, in Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia? The Students’ Perspective 2. Urbanismo Português no pós-guerra (1938-1998)*, ISCTE-IUL and Fundação para a Ciência e a Tecnologia, 2016, p. 8-29.

20. Ana Vaz Milheiro, Filipa Fiúza, Rogério Vieira de Almeida and Débora Félix, “Radieuse Peripheries: A comparative study on middle-class housing in Luanda, Lisbon and Macao”, in Gaia Caramellino and Federico Zanfi (eds.), *Post-War Middle-Class Housing. Models, Construction and Change*, Bern, Peter Lang Publishers, 2015, p. 211-240.

21. “Criação de um Supermercado junto ao Bairro do Lavradio – apresentado pelo Sr. Leonel Coelho”, in *CUF Informação Interna*, November 1966, p. 18.

22. See the HE bulletin *Colectânea de Estudos de Habitação. Publicação de Circulação Restrita*, no. 23 (February 1968). HE-FCP had a regular bulletin that circulated among its architects, with technical information, guidelines, standards to follow and past works, in a publication devised to help professionals in their affordable housing projects.

23. Miles Glendinning, *Mass Housing. Modern Architecture and State Power – a Global History*, London/ New York, Bloomsbury Visual Arts, 2021.

24. João Cardim, “Justino Morais, arquitecto. Perspectivas para o estudo e valoração da sua obra”, in *Monumentos*, nº 35, November 2017, Lisboa, Direção-Geral do Património Cultural, 2017, p. 186-193.

25. João Cardim, “Modular design in large-scale social housing. The work of Justino Morais 1960-1980”, in Ana Vaz Milheiro (coord.), *Optimistic Suburbia 3. The Researchers’ Perspective. Mass-Housing infrastructures (Lisbon, Luanda, Macao)*, Porto, AMDJAC, 2018, p. 236-249.

26. See interview with Nuno Teotónio Pereira conducted by Maria Tavares, Nuno Portas and José Manuel Fernandes, in Nuno Portas (coord.), *Habitação Para o Maior Número. Portugal, os Anos*

de 1950-1980, Lisboa, Câmara Municipal de Lisboa/Instituto da Habitação e da Reabilitação Urbana, 2013, p. 158-185.

27. [letter to the director of Welfare and HE] – typed document of 29/07/1966, p. 1 (FAM – Fundação Amélia de Mello Archive, pasta 24696).

28. “Casas de propriedade resolúvel”, a regime introduced by the Decree-Law no. 23052 of 23/09/1933 and that remains until today. As an alternative to other public housing policies, it privileges access to individual property, if only after monthly payments throughout a considerable number of years (up to 25 years since 1993).

29. “Situação Actual do problema habitação”, in *CUF Informação Interna*, May 1963, p. 2.

30. “Andares para Habitação”, in *CUF Informação Interna*, November 1967, p. 3. *Idem*, January 1968, p. 11.

31. “Habitação do pessoal – apresentado pelo sr. Manuel Inácio”, in *CUF Informação Interna*, May 1965, p. 17.

32. “37ª Reunião da Comissão Interna da Empresa – CIE – bairros habitacionais da CUF”, in *CUF Informação Interna*, February 1966, p. 3.

33. In 1972, 184 apartments and nine detached houses were occupied. “Notas sobre o Bairro do Lavradio” – typed document of 21/09/1972, p. 1 (FAM – Fundação Amélia de Mello Archive, pasta 24696).

34. Created by the Decree-Law no. 49033, of 28/05/1969.

35. “Casas do Bairro Novo da CUF” – typed document of 23/03/1973 (FAM – Fundação Amélia de Mello Archive, pasta 24696).

ABSTRACTS

This article deals with the promotion of housing for the working class in Portugal after World War II. The starting point of the research is the strategies followed by Companhia União Fabril (CUF) – a major Portuguese chemical company – between 1945 and 1972 in Barreiro, a town on the southern bank of the Tagus River, where the company had been gradually establishing its main factory grounds since the beginning of the twentieth century. The article argues that the publication of Law no. 2092 of April 9th 1958, which called upon welfare institutions to provide answers to the housing problem, was a fundamental step in the transformation of the Portuguese urban, suburban and rural environment, with massive consequences that historiography has yet to fully address.

The article identifies the workers’ neighborhoods built by the company on factory grounds (1908-1946), comparing them to those that were later built on suburban farms (1951-1956), destined not only for the traditional working class, but also a growing middle-class that was emerging among the company’s staff. It then describes the operations that were carried out after the publication of the aforementioned law, between 1958 and 1967, and its repercussions up until the eve of the 1974 April Revolution. This law is essentially seen as positive, and had significant results in fighting the housing shortage issues of the time. However, we argue that it also shifted the housing provision responsibilities from private actors – in this case CUF – to public ones, leading to a fragmented urban landscape where the changes over the course of history – in terms of legislation, urban planning, architecture and social fabric – can be witnessed firsthand.

Cet article porte sur la promotion du logement pour la classe ouvrière au Portugal après la Seconde Guerre mondiale. Le point de départ de la recherche sont les stratégies suivies par la CUF (Companhia União Fabril) — une grande entreprise chimique portugaise — entre 1945 et 1972 à Barreiro, une ville de la rive sud du Tage où l'entreprise avait progressivement établi ses principales usines depuis le début du XX^e siècle. L'article soutient que la publication de la loi n° 2092 du 9 avril 1958, qui convoque les institutions sociales à apporter des réponses au problème du logement, a été une étape fondamentale pour la transformation de l'environnement urbain, suburbain et rural portugais, avec des conséquences massives pas encore entièrement prises en compte par l'historiographie.

L'article identifie les quartiers ouvriers construits par l'entreprise dans l'enceinte de l'usine (1908-1946) et les distingue de ceux construits plus tard dans les fermes de banlieue (1951-1956), maintenant destinés non seulement à la classe ouvrière traditionnelle mais aussi à une classe moyenne grandissante qui émergeait parmi le personnel de l'entreprise. Ensuite, il décrit les opérations qui ont été menées après la publication de ladite loi, entre 1958 et 1967, et leurs répercussions jusqu'à la veille de la Révolution d'avril 1974. Il s'agit essentiellement d'une loi positive, qui a eu des résultats significatifs dans la lutte contre la pénurie de logements de l'époque. Cependant, nous soutenons qu'elle a également transférée les responsabilités de fourniture de logements des acteurs privés — dans ce cas la CUF — vers les acteurs publics, conduisant à un paysage urbain fragmenté où les changements devenus au cours de l'histoire — en termes de législation, d'urbanisme, d'architecture et de tissu social — peuvent être observés sur le terrain.

INDEX

Mots-clés: Companhia União Fabril (CUF), Quartiers ouvriers, Après-guerre, Législation du logement, Culture architecturale portugaise

Keywords: Companhia União Fabril (CUF), Worker's Neighborhoods, Post-WWII Period, Housing Legislation, Portuguese Architectural Culture

AUTHORS

ANA VAZ MILHEIRO

Ana Vaz Milheiro is Assistant Professor with Habilitation at the Faculty of Architecture, Univ. of Lisbon. Chair of the CA18137 European Middle-Class Mass Housing (2019-23). Integr. PhD researcher at DINÂMIA'CET-IUL and researcher at the African Studies Center, Univ. of Porto. Former IIAS Fellow (Israel Institute for Advanced Studies, Hebrew Univ. of Jerusalem, 2019-2020). Postdoc in Architecture, Univ. of Porto. PhD (2004) in Architecture and Urbanism, Univ. of São Paulo, Brazil. Master (1998) and BA (1991) in Architecture, Fac. of Architecture, Technical Univ. of Lisbon. Principal Investigator of several research projects focused on architecture and urban planning issues in former Portuguese colonial African countries and in middle-class housing, funded by FCT. Author of the books *A Construção do Brasil* (2005), *Nos Trópicos sem Le Corbusier* (2012) and *African Colonial Architectures at the end of the "Portuguese Empire"* (2017).
avmilheiro4@gmail.com

JOÃO CARDIM

João Cardim is PhD student (FCT scholarship), ISCTE-IUL, Lisbon Univ. Institute. Master in Architecture (2011), ISCTE-IUL, Lisbon Univ. Institute. Researcher at DINÂMIA CET-IUL

(since 2015). Team member, fellow researcher, collaborator or consultant for several research projects funded by the FCT. He has participated in conferences on architecture and urban planning in Portugal, Italy, Brazil, the United Kingdom, Sweden and Israel, has published articles in books, journals, seminar proceedings and cultural newspapers, and has co-organized exhibitions and workshops, co-edited books and was session chair in several international congresses. Author of the book *Casas de Férias — Arquitectura de Veraneio entre Sintra e Colares* (2021).
arq.cardim@gmail.com

Coécrire l'histoire locale face à la démolition des quartiers populaires, de Plaisir (France) à Belo Horizonte (Brésil)

Co-Producing Local History in the Face of the Demolition of Poor Urban Districts, Experiences from Plaisir (France) and Belo Horizonte (Brazil)

Elise Havard dit Duclos et Philippe Urvoy

Introduction

- 1 Au cours de la dernière décennie, alors que les quartiers populaires continuent d'être profondément transformés, voire partiellement démolis par les opérations de rénovation urbaine, la valorisation de leur histoire et des mémoires habitantes font l'objet de politiques publiques spécifiques. En France, les nouvelles directives de la politique de la Ville, à partir de la loi Lamy (2014), font de la mise en valeur de la mémoire habitante un élément consensuel de l'arsenal opérationnel de la rénovation urbaine. Plusieurs auteurs s'interrogent sur le sens de ces politiques mémorielles, qui prétendent valoriser l'histoire d'un territoire tout en s'articulant avec des interventions urbaines qui le remodelent ou l'amputent d'une partie de son patrimoine, la plupart du temps sans concerter les habitants. Certains pointent du doigt une démarche qui tend à valoriser les récits individuels en insistant sur la dimension expérientielle du vécu¹, reposant ainsi sur une association confuse entre histoire et mémoire². D'autres soulignent une sélectivité des récits et supports de restitution qui évacue les enjeux conflictuels de la mémoire³ et les oppositions locales aux interventions urbaines.
- 2 Face à cette posture mémorielle descendante, on observe ces dernières années des initiatives mises en place par des groupes d'habitants, visant à valoriser l'histoire de leur quartier pour s'opposer à des opérations de démolitions imposées. Le travail

mémoriel et historique apparaît alors comme un outil de mobilisation locale et un moyen d'agir sur une fabrique urbaine non concertée. Dès lors, se pose la question des modalités de construction de cette histoire urbaine « *from below*⁴ » au regard des ressources dont disposent ces collectifs, notamment en termes de temps et de financement. La collaboration avec des universitaires, soutenue par un contexte professionnel et institutionnel qui invite à la recherche participative⁵, apparaît comme une réponse possible. Ces rencontres entre chercheurs et habitants organisés s'inscrivent dans ce que Lloyd et Moore⁶ qualifient de « coproduction de l'histoire » fruit d'une recherche réalisée « avec, par ou pour les groupes concernés ».

- 3 Si ce type de démarche a jusqu'ici été très peu étudié dans le champ de l'histoire urbaine, l'idée d'une possible *coproduction* de l'histoire locale a notamment été explorée par un segment de l'histoire sociale britannique⁷. Ce champ de recherche se développe récemment sous l'influence d'initiatives institutionnelles ou militantes qui souhaitent donner un rôle social à l'histoire, ouvrant ainsi un dialogue entre récits historiques « non-officiels et universitaires⁸ ». Ces approches mettent en exergue les enjeux de pouvoir dans la mise en récit du passé, tant dans les phénomènes « d'appropriation symbolique de l'espace » par certains groupes sociaux au détriment d'autres⁹, que dans les « relations de pouvoir inégales » qui peuvent exister entre acteurs et chercheurs¹⁰. Mais elles soulignent aussi le potentiel de démarches rigoureuses, attentives aux perspectives des acteurs locaux et aux enjeux éthiques d'une recherche collaborative, pour mettre en lumière des « récits différents » qui serviront parfois à formuler de « nouveaux projets de territoire¹¹ ».
- 4 Cet article propose de mettre en regard deux projets qui mettent en pratique cette coproduction de l'histoire locale dans des contextes de rénovation urbaine à Plaisir (Yvelines, France) et à Belo Horizonte (Minas Gerais, Brésil). Dans l'analyse croisée de ces deux expériences, il s'agira d'interroger les enjeux méthodologiques et épistémologiques, propres à la recherche historique, que posent ces collaborations entre habitants, militants et chercheurs, mais aussi les effets de ces recherches collaboratives sur la mobilisation habitante, voire sur la fabrique de la ville. Les réflexions exposées dans cet article ont été initialement explorées par les auteurs dans le cadre du projet ANR CoPolis, projet de recherche franco-brésilien qui s'intéresse aux modalités et effets des collaborations entre universitaires, habitants et acteurs associatifs dans les quartiers populaires¹². La première des expériences étudiées est initiée en 2021 dans la cité du Valibout, à Plaisir (78), à la demande d'une amicale de locataires, le DAL 78¹³, en collaboration avec des chercheurs membres du projet CoPolis. La seconde expérience est le projet História em Construção (HeC), né en 2010, dans le quartier précaire Vila das Antenas à Belo Horizonte, qui associe un collectif d'habitants au groupe de recherche MOM (Morar de Outras Maneiras), de l'école d'architecture de l'UFMG (EA-UFMG). Ces deux recherches s'inscrivent dans le cadre de mobilisations face à la démolition d'une partie du quartier prévue par des programmes de rénovation urbaine : le Nouveau Programme national de renouvellement urbain (NPNRU), à Plaisir, et le programme municipal Vila Viva à Belo Horizonte¹⁴. Ces deux quartiers sont donc au cœur de conflits socio-spatiaux semblables, en dépit des différences qui les caractérisent. En effet, le Valibout est un quartier prioritaire construit dans les années 1970, majoritairement composé de logements sociaux, tandis que la Vila das Antenas est un quartier précaire autoconstruit dont les origines remontent aux années 1930, appartenant à l'une des plus grandes favelas de Belo Horizonte. Ces deux territoires font donc face à des programmes publics de rénovation urbaine qui, derrière

des objectifs affichés d'amélioration des conditions de vie locale ou de désenclavement, prévoient la démolition d'équipements, de logements, provoquant ainsi l'éviction de nombreuses familles. Ces interventions doivent permettre la construction de nouveaux équipements scolaires et commerciaux ainsi que des axes de circulation routière traversant les quartiers. À Plaisir comme à Belo Horizonte, les habitants mobilisés dénoncent ces projets et leurs objectifs de valorisation foncière qui bénéficieraient avant tout à la mairie et au secteur privé, au détriment des habitants des quartiers visés. Dans ces deux quartiers, nous observons des collaborations entre habitants et groupes universitaires qui réinvestissent l'histoire locale comme levier pour contester ces transformations urbaines.

- 5 Il convient de souligner ici la différence entre les temporalités de ces cas d'étude et entre les relations qui les lient aux auteurs de l'article. Le travail collaboratif mené au Valibout est encore en cours et les auteurs de ce texte en sont parties prenantes. Ce qui n'est pas le cas pour le projet HeC, dont les activités de recherche se concentrent surtout entre 2010 et 2012. Notre regard comparatif se base donc, dans le cas du Valibout, sur une analyse réflexive des initiatives que nous avons mené croisée à une collecte de données de première main par archives et entretiens. Dans le cas de la Vila, sur les matériaux produits par le projet ou autour de celui-ci (articles, communications, vidéos et tracts) ainsi que sur des entretiens réalisés avec des participants (habitants et chercheurs).
- 6 Au-delà des disparités entre les contextes socio-historiques et les typologies de ces quartiers, l'exercice comparatif nous permet d'explorer les convergences entre ces deux expériences. Nous étudierons, dans une première partie, ces collaborations singulières entre habitants et groupes universitaires en analysant les modalités et méthodes de recherche et les effets d'ancrages disciplinaires. Par ailleurs, mettre en regard des mobilisations nées dans des quartiers aux profils urbains très différents, un quartier d'habitat social et un quartier autoconstruit, nous amène à problématiser leurs enjeux et modes d'actions au-delà des spécificités municipales et nationales. Cette perspective nous invite, dans un deuxième temps, à une réflexion plus générale sur les rapports entre mobilisations habitantes, valorisation de la mémoire locale et écriture de l'histoire urbaine. Enfin, la distanciation qu'offre cet exercice nous permet d'interroger les apports de ce type de recherche pour penser les enjeux de transformation urbaine dans le temps long du territoire, au-delà d'une logique présentéiste.

La collaboration avec des chercheurs : une ressource pour coproduire l'histoire urbaine

- 7 Dans le contexte évoqué de valorisation, et parfois d'encadrement, institutionnelle de la mémoire, nous pouvons nous interroger sur les effets du renversement opéré par les habitants lorsqu'ils s'emparent du récit historique comme un enjeu social et politique pour s'opposer à un projet urbain contesté. Il s'agit dans un premier temps d'interroger les ressources et méthodes permettant de construire une connaissance historique appropriable par des habitants dans une stratégie de mobilisation et jouissant d'autre part d'une légitimité scientifique.
- 8 Au Brésil comme en France, la collaboration entre habitants organisés et chercheurs apparaît comme une réponse possible à cette demande sociale de connaissances. Pour

comprendre les modalités de ces collaborations, il faut observer la généalogie des demandes mais aussi identifier les acteurs permettant les rencontres entre espaces militants et universitaires. Dans les deux quartiers étudiés, l'envie d'écrire l'histoire du lieu émerge comme une stratégie de mobilisation du côté des habitants. Elle est portée initialement, à Plaisir, par le DAL 78, et à la Vila das Antenas, par une figure locale, Mary Francisca Guimarães, habitante et enseignante. La rencontre avec des chercheurs est, dans les deux cas, facilitée par des acteurs intermédiaires. À Plaisir, ce rôle est occupé par l'association APPUII, qui outille des habitants face à des projets urbains mal concertés, en faisant pour cela régulièrement appel, entre autres, à des enseignants-chercheurs et étudiants. APPUII a été initialement sollicitée par le DAL 78 pour apporter un soutien technique dans le cadre de la mobilisation naissante. À Belo Horizonte, cette relation s'opère par le biais de Ana Paula Baltazar, professeure de l'EA-UFGM et membre du MOM, groupe de recherche qui intervient auprès de groupes « dissidents ou marginalisés¹⁵ ». Ces deux expériences naissantes témoignent donc de réseaux d'acteurs et de pratiques déjà établies dans chacun des contextes. En effet, alors que dans le cas français, ce rôle d'intermédiation est porté par un acteur associatif qui travaille depuis dix ans à constituer un réseau d'experts et d'universitaires pour soutenir les mobilisations urbaines, au Brésil, ce type d'implication universitaire est institué dans le cadre de l'*extensão* ou « extension universitaire ». Le travail d'*extensão*, complémentaire de la recherche et de l'enseignement, incite les universitaires à mettre leurs connaissances au service de la société civile et en faveur du changement social. Ces acteurs intermédiaires, qu'ils soient associatifs ou universitaires, jouent un rôle d'explicitation de la demande de connaissances et d'identification de personnes et ressources pour y répondre. Au Valibout, APPUII fait appel à un binôme universitaire, une sociologue et un historien, financé par le projet ANR CoPolis. Dans la Vila, Ana P. Baltazar introduit des étudiants et chercheurs liés au MOM. Ces rencontres entre le monde universitaire et le monde militant nécessitent une explicitation réciproque des intérêts de chaque acteur participant à cette collaboration et un exercice de traduction des objectifs des collectifs habitants en questions de recherche ou enjeux pédagogiques.

- 9 Dans les deux cas, les échanges ont abouti à la coconstruction de la recherche historique, tant du point de vue de son cadrage thématique que de sa mise en pratique (moyens mis en œuvre, calendrier, choix des méthodes et modalités de restitution). La circulation des savoirs et compétences a permis d'élaborer des protocoles d'enquêtes scientifiques propres à chaque quartier. À la Vila, le MOM a construit avec le collectif un dispositif d'entretien filmé visant initialement une dizaine d'habitants, les plus anciens du quartier, ainsi que les familles menacées d'éviction. Au Valibout, nous avons mené 25 entretiens avec des habitants et travailleurs municipaux, certains sous forme de parcours commenté afin de visiter des lieux qui font mémoire. Dans cette phase d'enquête, les associations ont joué un rôle d'intermédiaire avec les habitants du quartier. Elles ont mobilisé leurs réseaux d'interconnaissance pour identifier et introduire les chercheurs auprès de certaines figures du quartier. Dans le cadre de la recherche au Valibout, cela a fortement facilité notre présence tant auprès d'individus isolés que dans certains espaces de sociabilité. Le fait d'explicitier notre collaboration avec des habitants reconnus par l'ensemble de communauté nous a permis à plusieurs reprises de contourner la méfiance de nos interlocuteurs. Les étudiants du MOM ont fait face à la même méfiance lors de leur campagne de porte à porte. Les membres d'HeC ont alors mis en place un dispositif d'entretien en binômes incluant toujours la présence d'un habitant. Ce rôle de mise en relation et de légitimation de la démarche

permet d'élargir les interlocuteurs de la recherche, mais aussi de la mobilisation, et de collecter des récits qui seraient inaccessibles à des acteurs considérés comme extérieurs. Cette posture d'intermédiation, et ses effets en termes d'accessibilité aux sources, a aussi été la nôtre dans la relation avec les institutions locales au Valibout. Notre étiquette de chercheurs nous a ouvert des espaces municipaux (archives locales, service de médiation) sans pâtir de la méfiance avec laquelle les habitants mobilisés, et donc considérés comme contestataires, sont parfois reçus.

- 10 Au-delà des entretiens, un des enjeux de cette coproduction de l'histoire est de croiser ce recueil de mémoires à un travail sur archives. Dans le cas de la recherche réalisée à Plaisir, nous avons collecté un corpus mixte intégrant tant des archives publiques, notamment municipales, que des archives privées, fonds documentaires d'associations locales ou d'habitants du quartier. Dans le cas du projet HeC, la recherche a consisté principalement en la collecte de sources orales. Ce choix peut s'expliquer en partie par l'ancrage disciplinaire du MOM, rattaché à l'architecture et l'urbanisme, disciplines dans lesquelles la recherche qualitative se limite généralement à la collecte d'entretiens. Au regard de la complémentarité du corpus de sources — écrites et orales — collectées au Valibout, le travail sur archives apporte de notre point de vue une contribution centrale à ce type de démarche. Celui-ci, facilité par la présence d'un historien, permet de saisir les dynamiques à l'œuvre selon les diverses échelles d'usage et de gestion du territoire, du niveau microlocal à l'échelon départemental ou national. Cette « histoire imprégnée par l'anthropologie¹⁶ », mettant en dialogue le contenu des documents avec les témoignages des acteurs, se démarque d'un grand nombre de travaux concernant les quartiers populaires, qu'ils soient institutionnels ou sociologiques, qui tendent à « survaloriser les entretiens » au détriment des archives¹⁷.
- 11 Cette démarche de recueil de traces, orales et documentaires, s'accompagne enfin d'un travail analytique pour construire un récit historique et articuler l'histoire locale et ses temporalités à l'histoire urbaine, industrielle et coloniale. Avec des groupes d'habitants, nous avons mis en place des moments de travail collectif autour des matériaux. En proposant un dispositif simple, une table de discussion où circulent archives et extraits d'entretien, nous avons discuté des pistes d'analyse pour comprendre les dynamiques locales et les situer dans le récit historique plus large des quartiers prioritaires, de leur traitement par les institutions¹⁸ et des transformations de l'action socio-culturelle. À côté de ces temps d'analyse institués, les discussions informelles avec les habitants et militants impliqués sont aussi des moments de circulation des connaissances qui enrichissent l'analyse collective. Notre expérience de coconstruction de la démarche de recherche témoigne notamment de l'importance du partage des savoirs d'usage mais aussi professionnels et militants¹⁹ dans l'élaboration d'une compréhension rapide des jeux d'acteurs locaux (institutionnels, associatifs et interpersonnels). Cet exercice dialectique d'interprétation collective des sources, au sein d'ateliers ou d'échanges informels, donne lieu à une inévitable « hybridation des savoirs²⁰ », témoignant du « transfert de connaissances [...] d'un circuit d'apprentissage à un autre²¹ ». Celle-ci, à son tour, a des effets tant sur le processus de recherche que sur ceux qui y prennent part.
- 12 La circulation des savoirs et ressources propres à chaque groupe et leur confrontation régulière ont ainsi permis une approche méthodologique itérative proche des manières de faire, des envies et disponibilités des habitants de chaque quartier. La coconstruction de cette enquête repose donc sur une posture d'écoute²² et

d'implication des chercheurs, ainsi que sur des méthodes plus classiques de collecte de matériaux qualitatifs. Il nous semble important d'interroger ici le rapport aux outils participatifs déployés par un marché, professionnel et parfois scientifique, de la participation. Bien que ces outils, qui mobilisent une diversité de supports, soient parfois utiles pour favoriser l'émergence de voix marginalisées, leur usage standardisé semble participer d'un « solutionnisme » méthodologique qui peut nuire à une construction effective de la collaboration. En effet, la multiplication d'outils alternatifs peut aussi engendrer une surcharge de travail qui finalement limite les résultats et aboutit à une perte de repères pour les participants, voire une impression de dépossession. L'initiative de création d'un site internet participatif mené par les étudiants du MOM pointe vers cette surenchère, notamment de solutions numériques. Alors qu'il avait été mis en ligne par les étudiants, après avoir été présenté brièvement aux habitants, il a été perçu comme un mode de restitution trop extérieur et, selon Ana P. Baltazar, les habitants « ont alors senti qu'on occupait trop de place, ils voulaient faire leur chose à eux²³ ».

- 13 Cette discussion autour de l'appropriation des supports de restitution par les habitants souligne les tensions qui peuvent exister entre acteurs et chercheurs du fait de leurs objectifs d'intervention parfois divergents et des rapports de pouvoir structurels qui persistent malgré les postures collaboratives. Pour comprendre ce qui se joue dans les frictions qui sous-tendent ces relations, il faut d'une part expliciter les postures, initiales et négociées, des chercheurs sur le terrain, mais aussi interroger les modalités de répartition du travail de recherche. La mise en regard des deux expériences souligne la proximité des postures de recherche et des modes d'intervention des chercheurs du MOM et de CoPolis. Dans les deux cas, ils se positionnent comme des partenaires de groupes mobilisés et cherchent à construire avec eux des connaissances identifiées collectivement comme utiles dans leur stratégie d'opposition au projet urbain. Ana P. Baltazar définit ainsi le travail du MOM comme une « recherche appliquée » dont l'objectif est la production de « savoirs opérants qui peuvent contribuer à certains groupes ». Elle définit leur posture comme une « asymétrie assumée » qui reconnaît les « les différents rapports au savoir, en tentant de voir ce que ces différences assumées peuvent produire²⁴ ». Selon Maïté Juan²⁵, cette approche de la recherche participative s'inscrit dans la tradition des épistémologies critiques et sous-tend l'émergence « d'une science "populaire", servant les intérêts des groupes opprimés, appréhendés comme les copropriétaires du savoir ».
- 14 Il est courant qu'une mise en garde soit émise contre les risques d'une recherche dont la scientificité pourrait être biaisée par son rapprochement avec les intentions de mobilisation ou avec des acteurs situés au sein du territoire observé. Cette tension caractérise l'exercice d'une recherche réalisée « sous surveillance²⁶ », que ce soit par son rapport étroit à des témoins ou par son lien à une demande émanant d'acteurs extérieurs à l'université. Cette posture doit être pensée en amont et assumée par le chercheur qui, par un exercice critique et réflexif, doit pouvoir être autant un « sauve-mémoire » qu'un « trouble-mémoire²⁷ ». Comme le rappelle Garcia, ce n'est pas la distance temporelle, spatiale ou affective qui garantit le recul de l'historien vis-à-vis de son objet, c'est avant tout son travail de circonscription et d'analyse de celui-ci. Dans les cas ici évoqués, la recherche collaborative invite justement le chercheur à une position intermédiaire, ni surplombant le terrain du haut de sa légitimité scientifique, ni noyé dans celui-ci. Ce positionnement « au milieu du gué²⁸ » peut justement constituer une des contributions apportée par les chercheurs à la démarche de

production collective de la connaissance proposée dans le cadre des recherches collaboratives.

- 15 Au-delà de l'exercice réflexif produit par les chercheurs sur leur pratique, il est intéressant d'observer les rôles occupés par les différents participants et la répartition du travail qui s'opère. Au Valibout, notre intention de recherche participative, parfois idéalisée, s'est reformulée à l'aune des conditions matérielles d'organisation du travail et du manque de temps disponible des personnes mobilisées, qui font face à une surcharge de demandes entre le travail militant et leurs engagements professionnels et privés. La collaboration avec une équipe de recherche représente alors un apport en ressources humaines et permet ainsi de soutenir des dynamiques de travail. Dans ces conditions, bien qu'opérant à partir d'une démarche coconstruite, les chercheurs ont gardé un rôle important dans la mise en place des enquêtes et dans la construction des supports de restitution. Par ailleurs, le manque de temps et les accélérations imposées par la mobilisation empêchent souvent les espaces d'évaluation des modalités d'organisation de la recherche. La posture pragmatique de répartition du travail selon les disponibilités et ressources apparaît alors comme un non-choix qui s'impose faute d'espace et de moyens pour mettre en œuvre une réflexion collective efficace. Néanmoins, cette répartition des tâches, et les phénomènes d'autorité qui peuvent émerger, peut aussi être bousculée par les habitants mobilisés qui conservent une posture décisionnaire sur la mise en place de la recherche. À la Vila, ils ont ainsi décidé en 2011 de former leur propre association afin « d'avoir une autonomie plus grande par rapport à l'école d'architecture, et pouvoir faire d'autres activités » selon Mary F. Guimarães²⁹. Cette réorganisation et appropriation du projet est perçue par Ana P. Baltazar, dix ans plus tard, comme une des réussites de la collaboration. Cependant, elle observe que le travail de recherche historique et sa valorisation ont été peu à peu laissés de côté par le collectif, faute de temps disponible, tandis que celui-ci se concentre depuis sur le développement d'activités socio-culturelles. Par ailleurs, au-delà des postures et divisions du travail, nous croyons que c'est aussi dans l'attention à la dimension relationnelle de la collaboration, qui passe notamment par une posture de convivialité et de compréhension d'enjeux apparemment éloignés de notre principal objet d'étude, que se détermine la possibilité d'un travail de recherche collaboratif.

L'histoire locale : vecteur d'une identité commune et enjeu de mobilisation

- 16 Au-delà des aspects méthodologiques évoqués, il convient de se demander comment la recherche historique agit sur ces mobilisations locales et quelles sont ses contributions potentielles aux enjeux de préservation du quartier. Face au défi de faire adhérer un plus grand nombre d'habitants aux associations mobilisées, un premier objectif du travail mémoriel a trait à un élargissement de la mobilisation. Ces difficultés d'élargissement des luttes locales s'expliquent par un cadre structurel de pratiques de démobilisation dans les quartiers populaires, mis en lumière dans le contexte français notamment par Julien Talpin³⁰, mais aussi par les modalités des projets de rénovation. Les associations pointent ainsi du doigt l'isolement des familles touchées par les menaces d'éviction et le caractère individualisant de ces menaces qui ne favorisent pas la mise en place d'une large mobilisation.

- 17 Dans le cas de la Vila, le processus de désignation sélective des familles allant être expulsées a d'emblée suscité une vive émotion. En 2008, tandis que la plupart des habitants n'étaient pas encore au courant du projet de rénovation urbaine, certaines maisons ont été marquées à la peinture par des agents municipaux, dans l'incompréhension de leurs occupants. Cet événement a rendu visible le projet de rénovation et ses démolitions et a donné naissance à la mobilisation³¹. Au Valibout, bien que la concertation soit encadrée légalement, les membres du DAL 78 dénoncent une concertation de façade en soulignant qu'une grande majorité des habitants n'a pas été consultée ou informée quant aux enjeux les plus marquants du projet, à savoir les démolitions et la construction de voies de circulation.
- 18 En ce sens, la mise en place d'échanges sur l'histoire du quartier, sous la forme d'entretiens individuels, groupés ou d'ateliers, a été pensée par les associations comme un dispositif qui pourrait installer un débat, voire inciter une partie de leur communauté à se positionner. À la Vila, le travail de recherche historique a permis non seulement d'établir un contact avec les personnes les plus âgées, mais aussi de rencontrer plusieurs habitants dont les maisons étaient menacées et de recueillir leurs témoignages. Ana P. Baltazar raconte ainsi que, progressivement, plusieurs habitants qui n'étaient pas impliqués dans la mobilisation affirmaient se reconnaître dans le travail de recherche en cours³². Avec le DAL 78, un des objectifs du travail était d'établir un contact avec certaines catégories d'habitants (familles, personnes âgées, femmes adultes), qui n'étaient pas présentes dans une mobilisation portée alors surtout par un public jeune et majoritairement masculin.
- 19 Par ailleurs, face au discours municipal et médiatique qui tend à stigmatiser les habitants et modes d'habiter de ces quartiers, un des enjeux des mobilisations locales est la construction d'un récit commun au-delà de l'expérience partagée de discrimination sociale³³. Le travail historique apparaît alors comme un support d'une requalification symbolique de l'identité locale, dans sa dimension symbolique et matérielle, et un moyen de conscientisation du patrimoine menacé par les transformations tant spatiales que sociales à venir.
- 20 À la Vila, guidée par les suggestions du MOM, la recherche s'est concentrée initialement sur les techniques architecturales d'autoconstruction. « Des baraques en tôle, des baraques en bois, d'autres en torchis couvertes de pailles » se souviennent certains des habitants les plus anciens. Le film qui restitue le travail de recherche rend compte des matériaux, collectés dans l'environnement local, utilisés pour construire les maisons au cours des *mutirão* (chantiers communautaires) qui marquent la fondation de la Vila³⁴. Selon Mary F. Guimarães, « c'est à partir de ces images que s'est ravivée chez beaucoup une conscience que ce lieu leur appartenait, qu'ils étaient légitimes pour y rester³⁵ ». Le souvenir commun des difficultés pour s'établir sur un terrain hostile et à forte déclivité est, selon elle, un motif de « fierté » transmis entre générations. Comme le souligne le collectif, « sauvegarder l'histoire d'un lieu aide les habitants à valoriser les pratiques de production autonome de l'espace, ce qui peut stimuler la mobilisation, renforcer les liens communautaires et inspirer de nouvelles initiatives d'autoproduction³⁶ ».
- 21 Dans le cas du Valibout, les habitants témoignent de valeurs communes immatérielles constitutives de l'identité du quartier. La vie associative et culturelle foisonnante, portée dans les années 1980 et 1990 par la génération des premiers habitants, caractérise, selon eux, les modes d'appropriation collective structurant l'histoire du quartier. Les différents témoignages font ainsi de nombreuses références aux activités

qui ont marqué l'évolution de toute une génération : fêtes annuelles, ateliers théâtres, repas collectifs et colonies de vacances. Ces activités étaient facilitées par l'existence d'espaces polyvalents financés par la municipalité, le « 500 m² » jusqu'au début des années 1990, puis le « 1 000 feuilles » jusqu'à la fin des années 2000. Ces deux lieux, bien qu'occupant une place centrale dans la sociabilité locale, ont été fermés puis démolis par la municipalité dans l'incompréhension des habitants. Du point de vue du DAL 78, la mise en lumière de cette histoire associative et culturelle du quartier pourrait aider les habitants à se mobiliser pour sa préservation et à affirmer leur légitimité à y rester. Ainsi, dans ce premier temps du travail, les collectifs mobilisent la recherche avec l'hypothèse que la « fabrique d'une mémoire partagée » puisse contribuer au « processus d'agrégation d'un groupe [...] qui se reconnaît dans des valeurs communes³⁷ ».

- 22 La valorisation de cette identité commune, articulée à la dynamique de mobilisation, donne parfois lieu à des modes d'appropriation physique ou symbolique d'espaces pour les constituer en lieux de mémoire. Le groupe HeC a ainsi investi une des maisons destinées à la démolition et vidées de ses habitants. Suite à une mobilisation auprès de la mairie, l'association obtient un bail précaire d'occupation lui permettant d'investir en 2012 ce lieu comme centre socio-culturel. Au Valibout, ces pratiques d'appropriation physique d'espaces mémoriels s'inscrivent dans l'espace public et sont souvent éphémères. Par exemple, à l'initiative d'une habitante membre du DAL 78, un des ateliers de recherche a été réalisé sur le terrain vague témoignant de la démolition du « 1 000 feuilles », lieu symbolique et chargé de mémoire. Cette activité fait écho à des actions d'habitants, qui ont notamment installé en 2020 une cabane et des banderoles sur la place du « 500 m² » — qui a conservé le nom de l'espace polyvalent qu'elle abritait autrefois — pour dénoncer le manque de structures destinées aux jeunes du quartier.
- 23 L'appropriation, même temporaire, de lieux qui font mémoire est ainsi un des effets de l'articulation entre les outils d'un travail historique (collecte et mise en regard des expériences mémorielles) et de la mobilisation (occupation d'espaces, organisation collective). Cette mobilisation de l'histoire locale au présent agit tant sur le travail de recherche, avec l'émergence de nouveaux objets et récits à étudier, que sur la mobilisation, en rendant visible des enjeux de préservation. Comme le rappelle Nora³⁸, l'investissement physique de lieux jouant un rôle dans l'histoire d'une communauté contribue à un ancrage spatial de la mémoire comme « représentation du passé [...] portée par des groupes vivants » qui émerge « du groupe qu'elle soude ».

Historiciser les conflits socio-spatiaux

- 24 Dans le cas de la Vila, cette mise en récit du passé permet également de repenser les transformations successives du territoire, intimement liées au développement socio-spatial inégal de Belo Horizonte. Comme le rappelle Mary F. Guimarães en évoquant son histoire familiale, la majorité des premiers habitants du quartier s'y sont installés dans les années 1930 après avoir été expulsés par la mairie d'une autre favela proche du centre-ville. La mairie aurait alors cédé des terrains à certaines familles sur les hauteurs d'une colline, sans que ceux-ci soient aménagés ou pourvus d'infrastructures. L'acquisition de ces terrains apparaît ainsi, pour un grand nombre d'habitants, comme le fruit d'une indemnisation historique reçue par leurs aïeux. En explorant l'histoire de la communauté, jalonnée notamment de souffrances individuelles et collectives, on

perçoit que l'attachement au lieu habité trouve ses fondements tant dans des aspects matériels que symboliques. L'évocation des efforts endurés par les habitants pionniers aide alors une grande partie des familles à prendre conscience de la faiblesse de l'indemnisation offerte en cas d'éviction³⁹. Une partie de ces témoignages seront d'ailleurs utilisés par le groupe HeC lors des audiences face au ministère public, afin de mettre en évidence le décalage entre les formes d'indemnisation proposées et la perte réelle subie par les familles.

- 25 Dans le quartier du Valibout, pour les « anciens », cette évocation du passé commun s'articule directement avec un sentiment de perte, voire de dépossession : les fermetures et démolitions des structures socio-culturelles suscitent interrogations et indignation. À l'occasion d'une discussion avec des habitants, que nous avons proposée sur ce thème lors d'une fête du quartier, nous avons pu constater l'attachement de plusieurs générations au souvenir de ces lieux mais aussi leur importance pour comprendre, selon eux, l'histoire politique et sociale de la ville⁴⁰. Selon plusieurs propos, la destruction arbitraire de ces lieux qui permettaient le rassemblement de la communauté aurait directement contribué à l'extinction de la vie associative et culturelle, provoquant l'isolement progressif des habitants. Aussi, le projet de rénovation serait, pour certains, l'aboutissement d'une séquence d'interventions urbaines motivées par des objectifs financiers, au mépris des besoins et demandes locales.
- 26 Le travail de recherche historique, en croisant les différentes sources autour de ces démolitions, a contribué à étoffer les discours autour de ces espaces. En mettant en miroir ces témoignages d'habitants avec des éléments trouvés dans les archives de la ville et des entretiens auprès d'ex-travailleurs municipaux, nous avons pu resituer ces fermetures dans un contexte socio-historique plus large. La fermeture progressive de ces espaces s'accompagne de la disparition de nombreuses structures d'animations dédiées aux jeunes des quartiers populaires dans la ville de Plaisir, reflétant les réallocations budgétaires de la politique municipale mais aussi les nouvelles directives nationales de l'action sociale à destination des quartiers prioritaires⁴¹. Au cours d'ateliers avec les habitants du quartier, le partage de ces pistes d'analyse et le travail de réflexion collective autour des archives a permis d'opérer un déplacement d'un ensemble de récits mémoriels, parfois chargés de nostalgie, vers un travail d'analyse critique de l'histoire urbaine locale.
- 27 La recherche historique participe alors d'un autre type de conscientisation, en resituant les récits et mémoires individuelles dans une trame historique collective plus large. Elle historicise le conflit socio-spatial en cours dans la mesure où elle le relie progressivement à des antécédents historiques qui lui font écho. Tandis que les projets de démolitions tendent à imposer une fragmentation des situations quotidiennes, notamment par le traitement des relogements et indemnisations au cas par cas, le regard porté sur l'histoire locale contribue à désindividualiser les situations sociales de chaque famille et à l'inscrire dans la continuité de luttes ou d'événements passés.
- 28 Au Valibout, le rapprochement d'histoires familiales met notamment en lumière les liens existants entre l'histoire coloniale, celle du logement social et l'histoire industrielle et ouvrière du département. Comme le rappelle K., un des habitants rencontrés, la localisation du quartier au cœur des Yvelines en a fait un lieu d'implantation pour grand nombre de travailleurs des usines automobiles de l'ouest parisien. La grande majorité de ces travailleurs étaient alors originaires des anciennes

colonies françaises en Afrique de l'Ouest et Afrique du Nord. Selon ses souvenirs, tandis que le quartier, récemment surgi au milieu des champs et des fermes, bénéficiait d'une infrastructure de transport encore précaire, les usines envoyaient leurs propres bus qui venaient chercher les travailleurs⁴². Ce travail de croisement d'entretiens donne notamment à voir les effets des phases successives de l'histoire industrielle, incluant les fermetures ou délocalisation d'usines, sur la vie quotidienne et la structure sociale des quartiers populaires⁴³. A., habitante et ancienne membre du conseil de quartier, se souvient des conséquences causées par la fermeture de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, en 1992, lorsque plusieurs pères de famille se sont alors retrouvés sans emploi, obligés pour certains de déménager pour suivre la relocalisation des activités du groupe automobile vers le site de Sandouville (Normandie)⁴⁴.

- 29 À la Vila, la mobilisation autour de l'histoire s'accompagne d'une revendication symbolique rattachant l'histoire locale à l'histoire coloniale et à la mémoire de l'esclavage. Les habitants mobilisés — conjointement à d'autres communautés afro-brésiliennes issues de quartiers précaires de Belo Horizonte à cette époque — vont peu à peu adopter l'expression « *quilombo* urbain » pour désigner leur communauté. Désignant durant la période coloniale les communautés fondées par des esclaves marrons, le terme *quilombo* est utilisé actuellement pour identifier toute communauté fondée par des esclaves affranchis de leur condition. En 2013, à l'occasion d'une fête, des plaques réalisées par des étudiants de l'EA-UFMG ont été distribuées aux habitants les plus anciens, sur lesquelles étaient gravés le nom et la date d'implantation de la famille et l'inscription « *Quilombo das Antenas* ». Le terme *quilombo* revendique ici une continuité entre l'histoire de la Vila et celle des luttes historiques des populations noires du Brésil pour leur émancipation et pour la réparation des injustices historiques qu'elles ont subi. Indépendamment des revendications mémorielles et politiques associées à ce geste, il est intéressant de souligner que les termes choisis reflètent, à leur façon, une réalité socio-historique indiscutable. En effet, plusieurs recherches ont déjà souligné le lien historique entre les iniquités socio-spatiales et raciales qui caractérisent les grandes villes brésiliennes et l'inégale répartition des terres disponibles au lendemain de l'abolition de l'esclavage dans le pays, maintenant les populations noires et métisses dans une position marginale⁴⁵.
- 30 On perçoit ainsi comment, de la valorisation de l'autoconstruction ou de la vie associative dans un quartier à la réappropriation physique ou symbolique de ses espaces, l'interprétation collective de l'histoire locale peut avoir des effets sociaux et politiques divers. Comme le rappelle Fortuna⁴⁶ la « distance temporelle », facilitée par la mise en dialogue des différentes sources et récits sur le passé, permet de « nommer et donner un sens propre » à ce qui fait « patrimoine » pour une communauté. Ainsi, écrire et penser collectivement son histoire, pour le groupe, consiste aussi à revisiter des difficultés, pertes et souffrances endurées par celui-ci, qui contribuent à fonder son identité commune et son rapport au présent. L'espace habité, revisité au prisme de la recherche, apparaît comme étant le fruit de dynamiques structurelles et d'injustices spatiales indissociables de l'histoire urbaine, sociale et économique. Cette perspective contribue à son tour à historiciser les conflits socio-spatiaux actuels en les réinsérant dans le temps long. Dans la perspective des habitants mobilisés, cette conscience historique collective, réactivée par le travail de recherche, pourrait ainsi déboucher sur la construction d'un projet social commun à même de faire face aux transformations alors imposées au quartier.

Mobiliser l'histoire pour transformer la ville

- 31 Dans son analyse critique de projets mémoriels institutionnels, Barbara Morovich⁴⁷ interroge les publics à qui est destinée cette mise en mémoire. Selon elle, ce récit, souvent aconflictuel, s'adresse aux « futurs habitants, appelés à venir dans des quartiers dont on essaye de "nettoyer" l'image ». Ce type de mise en mémoire est donc pensé comme un des outils de fabrication de la ville, qui agit notamment sur l'attractivité d'un territoire. Dès lors, nous pouvons interroger les pratiques de coproduction de l'histoire d'un quartier à l'aune de leurs effets sur la fabrique du territoire. Comme nous l'avons vu, le travail historique coproduit a des effets aussi bien symboliques que politiques et matériels. À la Vila, le projet HeC, en articulation avec la mobilisation, a, selon Mary F. Guimarães, empêché le projet initial de la municipalité⁴⁸. À la suite de la mobilisation des habitants de la Vila, du MOM et d'autres associations d'habitants auprès du ministère public, celui-ci demande officiellement, en 2016, la révision des projets urbains du programme Vila Viva pour un meilleur respect du droit des habitants⁴⁹. Au-delà de cette victoire locale et contextuelle, il s'agit d'explorer le potentiel des projets étudiés pour penser, à partir des habitants, les transformations des espaces et manières d'habiter dans les quartiers.
- 32 Le travail de collecte de mémoire donne à voir des usages passés des espaces, collectifs ou privés, qui ont perduré, disparu ou sont aujourd'hui empêchés. L'histoire des lieux et de leurs usages apparaît alors comme un mode de compréhension des éléments à valoriser et des carences du territoire. Au Valibout, nous l'avons vu, le travail d'enquête a rapidement mis en exergue l'importance des lieux de sociabilité et d'animation socio-culturelle dans la mémoire collective. Mettre en lumière ces lieux, les activités qui s'y déroulaient, les relations qui les structuraient, nous a permis d'interroger en négatif les besoins et ressources actuels du quartier. La mise au travail de l'histoire pour lire les expériences contemporaines engendre ainsi une réflexion prospective sur les transformations considérées comme légitimes et nécessaires du point de vue des habitants. Cette analyse, qui s'apparente à une forme de diagnostic à partir de l'histoire, s'inscrit plus largement dans une dynamique de projet urbain alternatif porté par le DAL 78 et APPUII, qui cherchent à formuler les intentions et besoins du quartier au-delà des contraintes et objectifs imposés par les institutions. La recherche historique s'articule à des enquêtes et propositions d'aménagement réalisées par des étudiants en urbanisme et architecture avec les habitants. Néanmoins, le fait que le travail d'enquête et la mobilisation soient encore en cours ne nous permet pas de conclure, pour le moment, sur les effets de ce type de collaboration sur le projet urbain.
- 33 Interroger l'espace habité par l'histoire, c'est aussi comprendre les contextes sociaux et spatiaux qui ont donné lieu aux formes architecturales, urbaines et à leurs modes d'appropriation par les habitants. En s'intéressant à l'autoconstruction, le travail du MOM situe dans le temps ces modes de construire et d'habiter et donne aux expériences quotidiennes de la favela leur épaisseur historique. Cette recherche met ainsi en exergue l'intérêt, et souvent la nécessité, de maintenir ces formes spatiales qui, bien qu'elles soient stigmatisées, répondent à des besoins historiques et actuels des populations résidentes. Le groupe HeC a notamment construit son argumentation d'opposition aux démolitions autour des ressources matérielles et immatérielles qu'offre le mode d'habiter propre à la favela. Les habitants interrogés témoignent ainsi

des usages multiples de leur maison, comme espace domestique mais qui accueille aussi des activités professionnelles ou des modes de production alimentaires⁵⁰. Au-delà des ruptures de « liens familiaux et de solidarité » qu'entraînent les déplacements forcés subis par les habitants⁵¹, c'est aussi un ensemble de pratiques qui participent à la reproduction quotidienne des familles qui ne survivent pas au relogement proposé dans des appartements. Il est intéressant ici de souligner que, suite à une série de mobilisations habitantes semblables à celles du groupe HeC, la direction municipale du Patrimoine de Belo Horizonte a progressivement intégré la reconnaissance du patrimoine culturel immatériel dans son champ d'action. Des mesures protectrices de ce type, décidées par cette institution, ont ainsi contribué ces dernières années à la protection d'autres communautés ou quartiers populaires menacés d'expulsion ou d'éviction⁵².

- 34 L'histoire locale participe ainsi, dans les deux quartiers observés, d'un diagnostic actuel sur les besoins et ressources du quartier. En valorisant les marqueurs et expériences qui perdurent dans la matérialité ou dans les récits structurant de la mémoire collective, elle apparaît comme un élément essentiel pour comprendre les enjeux de préservation et de transformation dans les quartiers populaires. Ce détour par l'histoire coproduite permet d'éviter les écueils des logiques présentéistes de l'intervention urbaine en inscrivant les projets urbains dans le temps long des modes de production et d'appropriation de la ville par ses habitants.

Enjeux et possibilités d'une histoire urbaine coproduite

- 35 L'analyse croisée de ces deux expériences, au long de l'article, nous amène à penser les modalités d'une recherche collaborative en histoire urbaine, thème très peu abordé dans le champ de l'historiographie. Les deux cas nous permettent d'entrevoir les relations qui peuvent se tisser entre histoire et mémoire d'une part, et conflits socio-spatiaux et mobilisation habitante d'autre part. Le récit collectif sur le passé, partagé par les groupes sociaux qui habitent l'espace urbain, apparaît ici comme un élément fondamental pour penser les évolutions possibles de celui-ci.
- 36 Par ailleurs, la dimension collective du travail, de la définition du procédé de recherche à l'interprétation des données, favorise des modalités singulières de production de la connaissance, dans lesquelles circulent et s'hybrident différents « savoirs urbains⁵³ ». Il est ici intéressant d'observer les effets épistémologiques produits par la rencontre entre savoirs universitaires, habitants, professionnels et militants. Le travail d'expertise du groupe História em Construção autour des ressources immatérielles et matérielles d'un quartier précaire a ouvert la voie à la reconnaissance de nouveaux savoirs appliqués sur les façons d'appréhender le patrimoine historique à Belo Horizonte.
- 37 Du point de vue du quartier, on perçoit que le travail historique mené participe à la délimitation d'une « histoire commune » qui permet la « réaffirmation » des « éléments fondamentaux pour la continuité » des modes de vie « affectés ou menacés » par les projets d'éviction⁵⁴. Ces expériences nous montrent comment la mobilisation d'un groupe social est propice à une introspection collective : ce qui le constitue depuis ses origines, ce qui en lui se perpétue et ce qui esquisse la possibilité d'un avenir pensé en commun. La recherche historique collaborative se prête à cet exercice réflexif et

collectif, dans la mesure où écrire l'histoire récente revient à un effort simultané d'« analyse du passé, mise en perspective du présent et anticipation de l'avenir », comme le souligne Bédarida⁵⁵.

- 38 Les expériences observées soulignent ainsi l'intérêt de recherches sur l'histoire des quartiers qui puissent mettre en dialogue, tant dans leur analyse que dans leur démarche, une pluralité de voix. Il s'agit ici notamment de dépasser la démarche, courante dans les initiatives institutionnelles sur le thème, qui consiste à établir une collection de mémoires habitantes réunies sur un même support. Cette collecte répétée d'une parole intime, dans le cadre de la rénovation urbaine, participerait, selon certains, d'un dispositif aux intentions thérapeutiques⁵⁶ visant à « atténuer les effets de la violence des démolitions⁵⁷ ». Ces formes de mise en récit du passé tendent ainsi à produire un récit historique lisse et dépolitisé. Dans les expériences étudiées, la recherche historique collaborative vise au contraire à permettre un exercice collectif de réflexion autour des enjeux des transformations urbaines à court et moyen terme en historicisant les conflits socio-spatiaux. Par le biais du travail historique réalisé peut alors émerger un processus de conscientisation, portant tant sur les enjeux de la rénovation urbaine que sur la capacité des habitants à agir collectivement sur la fabrique de la ville.
- 39 Cet article nous a ainsi permis de mettre en regard les modalités et effets d'une coproduction de l'histoire urbaine à partir de dynamiques de mobilisation locales. Les enjeux ouverts par cette proposition méthodologique sont vastes et notre travail s'inscrit dans une volonté de partager une réflexivité en train de se faire. Loin d'apporter des réponses figées aux questions épistémologiques que posent les recherches collaboratives en histoire urbaine, cet article est plutôt une invitation à mettre en place ce type de démarches en adoptant une posture critique et réflexive, attentive aux différents rapports de pouvoir et aux modalités de travail en jeu. Nous l'avons vu, au-delà des enjeux de construction de la connaissance, ces collaborations sont mises en tension par les conditions matérielles du travail militant et universitaire qu'il faut interroger constamment. Les enjeux autour des différentes temporalités, celle des mobilisations qui répondent à une succession d'urgences et celle de la recherche universitaire rythmée par les calendriers de programmes de recherche et portant ses fruits sur un temps long, mettent en exergue ces confrontations entre deux mondes. Du point de vue des chercheurs, se pose ainsi la question de la continuité à donner à de telles recherches et implications, dans un contexte scientifique qui incite à une rentabilité des enquêtes de terrain pour une production quantitative de connaissances.

BIBLIOGRAPHIE

Mauro Amoroso, Mario Brum, Raphael S. Gonçalves, « Habitação e Direito à Cidade : favelas, subúrbios, periferias e assentamentos informais », *Libertas*, vol. 15, 2015, Rio de Janeiro, UFJF, p. 1-4.

Cyprien Avenel, « La Réforme de la politique de la Ville à l'épreuve du développement social territorial », *Informations sociales*, vol. 179, 2013, Paris, Caisse nationale d'allocations familiales, p. 98-106.

Ana Paula Baltazar, Márcia Costa, Éric Crevels, Lucas Furiati, Cíntia Melo, « Política habitacional de interesse social em Belo Horizonte : projetosviários, investimentos nos capitais e remoções X melhoria das condições sócio- espaciais », *Anais do Enanpur*, vol. XVII, 2017, São Paulo, p. 1-20.

Céline Barrère, Grégory Busquet, Adriana Diaconu, Muriel Girard, Ioana Iosa, *Mémoires et patrimoines : des revendications aux conflits*, Paris, L'Harmattan, 2017.

François Bédarida, « Le Temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 69, n° 1, 2001, p. 153-160.

Hacène Belmessous, *Petite histoire politique des banlieues populaires*, Paris, Syllepse, 2022.

Diana Bogado, « O uso da dimensão social da memória como instrumento emancipatório em comunidades em situação de vulnerabilidade sociocultural », *Cadernos de sociomuseologia*, vol. 58, n° 14, 2019, p. 61-106.

Gregory Busquet, Adriana Diaconu, « Mémoires collectives et production des territoires urbains », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 63, n° 178, avril 2019, Québec, p. 3-8.

Olivier Chavanon, « Politiques publiques et mémoire des populations urbaines », *Diasporas. Histories et sociétés*, vol. 6, 2005, p. 60-70.

Agnès Deboulet, « Faire de l'écoute un élément clé du projet », *Les Cahiers de l'IAU IDF*, n° 162, mai 2012, Paris, p. 1-4.

Agnès Deboulet, Claudette Lafaye, « La Rénovation urbaine, entre délogement et relogement. Les effets sociaux de l'éviction », *L'Année sociologique*, vol. 68, n° 1, 2018, p. 155-184.

Marcos V. Da Silva, « As cidades a partir de baixo : E.P. Thompson como referência para um diálogo entre urbanização e história social », *Anais do IV Enanparq*, juillet 2016, p. 2-17.

Fernandes Edésio, Helena Dolabela Pereira, « Legalização das favelas : qual é o problema de Belo Horizonte ? », *Planejamento e políticas públicas*, n° 34, janv-juin 2010, p. 171-199.

Carlos Fortuna, « Património, turismo e emoção », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 97, 2012, p. 23-40.

Annie Fourcaut, « Les Banlieues populaires ont aussi une histoire », *Revue Projet*, n° 299, 1^{er} juillet 2007, [en ligne] [<https://www.revue-projet.com/articles/2007-4-les-banlieues-populaires-ont-aussi-une-histoire/>], consulté le 08/04/2022.

Annie Fourcaut, Thibault Tellier, « Les Quartiers populaires vont-ils perdre la mémoire ? », *Métropolitiques*, 10 janvier 2014, [en ligne] [<http://www.metropolitiques.eu/Les-quartiers-populaires-vont-ils.html>], consulté le 08/04/2022.

Patrick Garcia, « Essor et enjeux de l'histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n° 9, 2003, [en ligne] [<https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562#quotation>], consulté le 08/04/2022.

Carlo Ginzburg, *A micro história e outros ensaios*, Lisbonne, Difel, 1991.

História em Construção, « Vou me acabar aqui », production audiovisuelle accompagnée d'une note d'intention, couleur, 14 min, 2011, [en ligne] [<https://www.youtube.com/watch?v=xd6B2icYkgc&t=324s>].

Maïté Juan, « Les Recherches participatives à l'aune du politique », *Sociologie du travail*, vol. 63, n° 1, janvier-mars 2021, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/sdt/37968>], consulté le 08/04/2022.

Pierre Laborie, « L'historien sous haute surveillance », *Esprit*, n°198, janvier 1994, Paris, Éditions Esprit, p. 36-49.

Sarah Lloyd, Julie Moore, « Sedimented Histories: Connections, Collaborations and Coproduction in Regional History », *History Workshop Journal*, n° 80, autumn 2015, Oxford, Oxford University Press, p. 234-248.

Éric Marlière, « D'un quartier ouvrier de "banlieue rouge" ségrégué à un espace post-tayloriste en voie de "mixité sociale" » dans Marion Carrel, Paul Cary, Jean-Michel Wachsberger (dir.), *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles. Perspectives internationales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013.

Barbara Morovich, « Entre stigmates et mémoires : dynamiques paradoxales de la rénovation urbaine », *Journal of Urban Research*, NUMERO, juillet 2014, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/articulo/2529>], consulté le 08/04/2022.

Héloïse Nez, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, vol. 2, n° 4, 2011, p. 387-404.

Pierre Nora, « Entre mémoire et histoire, la problématique des lieux », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997. pp. 23-43.

Raquel Rolnik, *A cidade e a lei, legislação, política urbana e territórios na cidade de São Paulo*, São Paulo, Studio Nobel/FAPESP, 1997.

Raphael Samuel, *Theatres of Memory. Past and Present in Contemporary Culture*, Londres, Verso Book, 2012 [1994].

Julien Talpin, *Bailloner les quartiers. Comment le pouvoir réprime les mobilisations populaires*, Paris, Rue Des Étaques, 2020.

Julien Talpin (dir.), *L'Épreuve de la discrimination, Enquête dans les quartiers populaires*, Paris, PUF, 2021.

Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.

Edward P. Thompson, « History from Below », *Times Literary Supplement*, 7 avril 1966, p. 279-280.

Philippe Urvoy, *Cidade em disputa : lutas de moradores e urbanismo autoritário em Belo Horizonte (Brasil) e no Porto (Portugal). 1960-1980*, thèse de doctorat en histoire, université fédérale du Minas Gerais, soutenue et déposée en juin 2020.

Stéphane Van Damme, « Une histoire des savoirs urbains est-elle possible ? », *Métropolitiques*, 28 juin 2013, [en ligne] [<https://metropolitiques.eu/Une-histoire-des-savoirs-urbains.html>], consulté le 10/03/2022.

Hebe Vessuri, « The Hybridization of Knowledge: Science and Local Knowledge in Support of Sustainable Development », dans Sverker Sörling, Hebe Vessuri (dir.), *Knowledge Society vs. Knowledge Economy. Issues in Higher Education*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.

NOTES

1. Olivier Chavanon, « Politiques publiques et mémoire des populations urbaines », *Diasporas. Histoires et sociétés*, vol. 6, 2005, p. 60-70.
2. Annie Fourcaut, Thibault Tellier, « Les quartiers populaires vont-ils perdre la mémoire ? » *Métropolitiques*, 10 janvier 2014, [en ligne] [<http://www.metropolitiques.eu/Les-quartiers-populaires-vont-ils.html>], consulté le 08/04/2022.
3. Barbara Morovich, « Entre stigmates et mémoires : dynamiques paradoxales de la rénovation urbaine », *Journal of Urban Research*, NUMERO, juillet 2014, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/articulo/2529>], consulté le 08/04/2022.
4. Edward P. Thompson, « History from Below », *Times Literary Supplement*, 7 avril 1966, p. 279-280; Marcos V. Da Silva, « As cidades a partir de baixo : E.P. Thompson como referência para um diálogo entre urbanização e história social », *Anais do IV Enanparq*, juillet 2016, p. 2-17.
5. Maïté Juan, « Les Recherches participatives à l'aune du politique », *Sociologie du travail*, vol. 63, n° 1, janvier-mars 2021, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/sdt/37968>], consulté le 08/04/2022.
6. Sarah Lloyd et Julie Moore, « Sedimented Histories: Connections, Collaborations and Coproduction in Regional History », *History Workshop Journal*, n° 80, autumn 2015, Oxford, Oxford University Press, p. 234-248.
7. Raphael Samuel, *Theatres of Memory. Past and Present in Contemporary Culture*, Londres, Verso Book, 2012 [1994].
8. Sarah Lloyd et Julie Moore, *op. cit.*
9. Gregory Busquet, Adriana Diaconu, « Mémoires collectives et production des territoires urbains », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 63, n° 178, avril 2019, Québec, p. 3-8.
10. Sarah Lloyd et Julie Moore, *op. cit.*
11. Gregory Busquet, Adriana Diaconu, *op. cit.*
12. Le projet est dirigé par Agnès Deboulet (LAVUE, université Paris 8) et João Sette Whitaker (LabHab, université de São Paulo), étant financé en France par l'ANR et au Brésil par la FAPESP. Pour plus d'informations, voir [en ligne] [<https://copolis.hypotheses.org/>].
13. Le comité DAL 78 est créé dans la cité du Valibout en 2017 à l'initiative de quelques habitants. Bien qu'il soit affilié au mouvement national Droit au Logement (DAL), il fonctionne localement comme une amicale de locataires autonome mobilisée sur le thème du logement.
14. Le projet de rénovation urbaine du quartier du Valibout est porté par la mairie de Plaisir, avec le soutien financier du Département, du bailleur Les Résidences et de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), il est en phase de concertation depuis 2020. Le programme municipal Vila Viva, quant à lui, a été lancé en 2005 par la municipalité de Belo Horizonte, étant financé au niveau national par le Plan d'accélération de la croissance (PAC) du gouvernement brésilien.
15. Présentation du groupe sur son site internet : [www.mom.arq.ufmg.br].
16. Carlo Ginzburg, *A micro história e outros ensaios*, Lisbonne, Difel, 1991, p. 173.
17. Hacène Belmessous, *Petite histoire politique des banlieues populaires*, Paris, Syllepse, 2022, p. 24.
18. Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.
19. Héloïse Nez, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », *Sociologie*, vol. 2, n° 4, 2011, p. 387-404.
20. Hebe Vessuri, « The Hybridization of Knowledge: Science and Local Knowledge in Support of Sustainable Development », dans Sverker Sörling, Hebe Vessuri (dir.), *Knowledge Society vs. Knowledge Economy. Issues in Higher Education*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.
21. Raphael Samuel, *op. cit.*, p. 8.
22. Agnès Deboulet, « Faire de l'écoute un élément clé du projet », *Les Cahiers de l'IAU IDF*, n° 162, mai 2012, Paris, p. 1-4.

23. Entretien avec Ana P Baltazar, réalisé le 5 avril 2022.
24. *Ibid.*
25. Maïté Juan, *op. cit.*
26. Pierre Laborie, « L’Historien sous haute surveillance », *Esprit*, n°198, janvier 1994, Paris, Éditions Esprit, p. 36-49.
27. *Ibid.*
28. Patrick Garcia, « Essor et enjeux de l’histoire du temps présent au CNRS », *La revue pour l’histoire du CNRS*, n° 9, 2003, [en ligne] [<https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/562#quotation>], consulté le 08/04/2022.
29. Entretien réalisé avec Mary F. Guimarães le 3 avril 2022.
30. Julien Talpin, *Bailloner les quartiers. Comment le pouvoir réprime les mobilisations populaires*, Paris, Rue Des Étaques, 2020.
31. Entretien collectif réalisé avec Mary F. Guimarães, Josemeire Alves et Carol Oliveira, le 17 juillet 2021.
32. Entretien avec Ana Paula Baltazar, réalisé le 5 avril 2022.
33. Julien Talpin (dir.), *L’Épreuve de la discrimination, Enquête dans les quartiers populaires*, Paris, PUF, 2021.
34. História em Construção, « Vou me acabar aqui », production audiovisuelle accompagnée d’une note d’intention, couleur, 14 min, 2011, [en ligne] [<https://www.youtube.com/watch?v=xd6B2icYkgc&t=324s>].
35. Entretien réalisé avec Mary F. Guimarães, le 3 avril 2022.
36. História em Construção, *op. cit.*
37. Gregory Busquet, Adriana Diaconu, *op. cit.*
38. Pierre Nora, « Entre mémoire et histoire, la problématique des lieux », dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, p. 23-43.
39. Le montant de l’indemnisation proposée aux habitants de la Vila était fixé à 107 réais par mètre carré construit, tandis que le prix du mètre carré dans les quartiers aisés jouxtant le quartier était, au même moment, estimé à 2 000 réais par mètre carré minimum (Fernandes Edésio et Helena Dolabela Pereira, « Legalização das favelas: qual é o problema de Belo Horizonte ? », *Planejamento e políticas públicas*, n° 34, janv-juin 2010, p. 171-199).
40. Discussion publique organisée sur l’histoire locale à l’occasion de la fête du quartier du 19 décembre 2021.
41. Cyprien Avenel, « La Réforme de la politique de la Ville à l’épreuve du développement social territorial », *Informations sociales*, vol. 179, 2013, Paris, Caisse nationale d’allocations familiales, p. 98-106.
42. Entretien réalisé avec K., le 21 janvier 2022.
43. Annie Fourcaut, « Les Banlieues populaires ont aussi une histoire », *Revue Projet*, n° 299, 1^{er} juillet 2007, [en ligne] [<https://www.revue-projet.com/articles/2007-4-les-banlieues-populaires-ont-aussi-une-histoire/>], consulté le 08/04/2022 ; Éric Marlière, « D’un quartier ouvrier de “banlieue rouge” ségrégué à un espace post-tayloriste en voie de “mixité sociale” » dans Marion Carrel, Paul Cary, Jean-Michel Wachsberger (dir.), *Ségrégation et fragmentation dans les métropoles. Perspectives internationales*, Villeneuve d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013.
44. Entretien réalisé avec A., le 17 mars 2022.
45. Raquel Rolnik, *A cidade e a lei, legislação, política urbana e territórios na cidade de São Paulo*, São Paulo, Studio Nobel/FAPESP, 1997 ; Philippe Urvoy, *Cidade em disputa: lutas de moradores e urbanismo autoritário em Belo Horizonte (Brasil) e no Porto (Portugal). 1960-1980*, thèse de doctorat en histoire, université fédérale du Minas Gerais, soutenue et déposée en juin 2020.
46. Carlos Fortuna, « Patrimônio, turismo e emoção », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 97, 2012, p. 23-40.

47. Barbara Morovich, *op. cit.*
48. Entretien réalisé avec Mary F. Guimarães le 3 avril 2022.
49. Ministère public fédéral, action civile publique datée du 28 juillet 2016, voir [en ligne] [<http://dialogoscomunitarios.org.br/wp-content/uploads/2018/03/ACP-Vila-Viva-Aglomerado-Santa-Lucia.pdf>].
50. Entretien collectif réalisé avec Mary F. Guimarães, Josemeire Alves et Carol Oliveira, le 17 juillet 2021.
51. Agnès Deboulet, Claudette Lafaye. « La Rénovation urbaine, entre délogement et relogement. Les effets sociaux de l'éviction », *L'Année sociologique*, vol. 68, n° 1, 2018, p. 155-184.
52. Deboulet et Lafaye utilisent ces deux termes pour différencier les expulsions, sans relogement, des évictions, déplacements forcés entraînés par les opérations de relogement. Cf. Agnès Deboulet, Claudette Lafaye, *ibid.*
53. Stéphane Van Damme, « Une histoire des savoirs urbains est-elle possible ? », *Métropolitiques*, 28 juin 2013, [en ligne] [<https://metropolitiques.eu/Une-histoire-des-savoirs-urbains.html>], consulté le 10/03/2022.
54. Diana Bogado, « O uso da dimensão social da memória como instrumento emancipatório em comunidades em situação de vulnerabilidade sociocultural », *Cadernos de sociomuseologia*, vol. 58, n° 14, 2019, p. 61-106.
55. François Bédarida, « Le Temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 69, n° 1, 2001, p. 153-160.
56. Olivier Chavanon, *op. cit.*
57. Barbara Morovich, *op. cit.*

RÉSUMÉS

Tandis que les quartiers populaires sont profondément remodelés, voire partiellement démolis, dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, la valorisation de leur histoire s'institutionnalise comme nouvel élément intégré à l'arsenal opérationnel de ces projets. Certains auteurs s'interrogent sur le sens de telles initiatives, étant associées à des interventions urbaines qui amputent ces quartiers d'une partie de leur patrimoine, souvent sans réelle concertation des habitants. À rebours de cette posture mémorielle descendante, on observe ces dernières années des initiatives mises en place par des groupes d'habitants, visant à valoriser l'histoire de leur quartier pour s'opposer à des projets de démolitions imposés par les pouvoirs publics. Ces démarches, avec le soutien de groupes universitaires, donnent lieu à une *coproduction* singulière de l'histoire locale. Le présent article se propose d'analyser deux de ces expériences, dans des quartiers populaires aux profils urbains distincts : au Valibout (Plaisir — France) et dans la Vila das Antenas (Belo Horizonte, Brésil). Dans ces deux quartiers, de telles recherches collaboratives ont été mises en place ces dernières années dans le cadre de mobilisations contre des projets de rénovation urbaine portés par les municipalités. L'analyse comparative proposée associe une démarche d'observation participante à des entretiens conduits avec des chercheurs et habitants impliqués dans ces recherches. Il s'agira d'interroger les enjeux méthodologiques, épistémologiques et politiques de ces expériences afin de comprendre leurs effets sur les mobilisations habitantes, sur la production des connaissances historiques mais aussi sur la fabrique de la ville.

While poor urban districts are being radically transformed, even partially demolished, as part of urban renewal operations, the enhancement of their history has been institutionalized as an element in the social arsenal of these public projects. Some authors wonder about the meaning of such initiatives in terms of local history, associated with urban interventions that erase part of the heritage of these neighbourhoods, often without genuinely consulting inhabitants. In contrast to this top-down memorial stance, several initiatives took place in recent years, driven by groups of inhabitants that aim to explore the history of their neighbourhood to contest demolition projects imposed by public authorities. With the support of university groups, these approaches give rise to a locally embedded *coproductio*n of a district's history. This article analyses two of these experiences in poor urban neighbourhoods with distinct profiles: Valibout (Plaisir — France) and Vila das Antenas (Belo Horizonte — Brazil). In these two districts, collaborative research has been set up in recent years as part of mobilizations against urban renewal projects carried out by the municipalities. The comparative analysis combines a participant observation approach with interviews conducted with researchers and residents involved in these initiatives. Through a cross-observation of the cases, the paper explores the methodological, epistemological and political stakes of such experiences to understand their effects on local mobilization, the production of historical knowledge, and the making of the city.

INDEX

Keywords : Poor Urban Districts, Urban Renewal, Memory, Epistemology, Citizen Science

Mots-clés : Quartiers populaires, Rénovation urbaine, Mémoire, Épistémologie, Recherche collaborative

AUTEURS

ELISE HAVARD DIT DUCLOS

Doctorante en sociologie au LAVUE à l'université Paris 8-Vincennes-Saint Denis, la thèse d'Elise Havard dit Duclos porte sur les caractéristiques du travail académique dans les pratiques de recherche-action qui visent une transformation sociale dans le champ de la fabrique urbaine. Ses travaux interrogent les enjeux institutionnels, professionnels et épistémologiques de ces pratiques alternatives de recherche à l'aune de la sociologie des sciences et de la sociologie du travail. Elle a récemment publié, avec J. Guien, « From "Nuisance" to "Social Acceptability"? 15 Years of "Biffins" Struggles for Political Recognition in Parisian Area, *Recicloscopio*, vol. XI, Argentine, sous presse.
e.havardduclos@gmail.com

PHILIPPE URVOY

Philippe Urvoy est historien, post-doctorant au ALTER-LAVUE (université Paris 8-CNRS) et membre du groupe de recherche Cosmópolis (école d'architecture de l'université fédérale du Minas Gerais - Brésil). Ses travaux portent sur l'histoire des quartiers populaires et les mémoires liées aux mobilisations habitantes, en France et dans les pays lusophones. Il s'intéresse également aux méthodologies de recherche collaborative appliquées au champ de l'histoire urbaine. Il est l'auteur de plusieurs travaux publiés dans des revues scientifiques ou ouvrages collectifs, parmi lesquels : « Luttés urbaines à Belo Horizonte : des mouvements de *favelados* aux *ocupações* », dans Marianne Morange, Amandine Spire (dir.), *Vivre et construire le droit à la ville : expériences au Sud. La dimension politique des pratiques citoyennes*, Nanterre, Presses universitaires de Nanterre, 2020 ; avec

Karina Leitão et Lara Ferreira, « Collective Production of the City: an Historical Repertoire of Militant Planning Practices in Brazil », *Planning Theory*, Special Issue “Coproducting the Just City”, dirigé par Agnès Deboulet et Barbara Lipietz, sous presse.
ph.urvoy@gmail.comfr

Histoires et pratiques dissonantes dans un ghetto en devenir. Anthropologie contemporaine du cas de Venise

*Dissonant Histories and Practices in a Ghetto in the Making, Contemporary
Anthropology of the Case of Venice*

Antonella Di Trani

Introduction

- 1 Dans le ghetto de Venise se dresse sur un mur de briques du *campo ghetto novo*, un monument avec sept bas-reliefs en fonte qui commémorent et illustrent, dans la tourmente de leur matière noire, des épisodes de l'Holocauste. Au sommet du monument, un fil de fer de barbelé ajouté bien après la création de l'œuvre d'Arbit Blatas, en 1986, conduit parfois à des malentendus sur le passé du lieu et la façon de le percevoir. Entre l'histoire d'une l'ancienne enclave institutionnalisée et les images qui s'attachent au mot « ghetto », les visiteurs pensent que le fil de fer de barbelé est ce qui reste d'un ghetto de la Deuxième Guerre mondiale, qui n'a pourtant jamais existé en ce lieu¹.
- 2 Le fragment de fil de fer de barbelé vient également couper une ligne : l'ancienne limite historique du ghetto institué en 1516, qui se confond avec la matérialité d'ensemble du ghetto contemporain, alors que cette même limite est aussi tangible sur les plans d'archives que dans les discours des acteurs qui la réactivent, attachant par là même de nouvelles significations au ghetto en transformation.
- 3 D'autres éléments matériels, situés en face et autour du monument, renvoient à une période plus récente : les années 1990, décennie qui marque l'arrivée dans le ghetto de la communauté de jeunes missionnaires Loubavitch, en provenance majoritairement de Londres et du quartier de Crown Heights à New York². Dans des locaux assez exigus

situés au rez-de-chaussée donnant sur le *campo ghetto nuovo*, ils ont installé une petite synagogue faisant également office de Yeshiva³, et plus loin, on trouve la *Beit⁴ Habad-Loubavitch* : la « maison *Habad⁵-Loubavitch* », à partir de laquelle se déploient les pratiques quotidiennes prosélytes du groupe hassidim⁶. L'un des principes de leur action à Venise est de revitaliser la vie juive locale⁷, ce qui amène les juifs vénitiens, dont les descendants des familles qui ont habité le ghetto, à repenser leur rapport avec ce qu'ils nomment leur « lieu de repère » et « référence historique » liée à la vie juive.

- 4 Le ghetto et sa matérialité se manifestent à travers des temporalités singulières. Il est à la fois le support de pratiques quotidiennes et commémoratives, de modes d'appropriation variés de l'espace public et du dense passé historique local faisant émerger des récits s'inscrivant dans les enjeux du présent. Ces éléments, qui coexistent parfois de façon ambiguë et dissonante, viennent réactualiser, au regard du cas vénitien, la définition même du « ghetto », terme qui comme l'a montré l'abondante littérature à ce sujet, subit des ruptures, des glissements sémantiques et traverse des contextes géographiques, politiques et historiques très variés⁸. La coexistence des aspects complexes qui le composent vient illustrer un exemple à contrecourant de la théorie de l'empilement narratif. Le ghetto ne se donne pas à comprendre dans le découpage et la succession de strates⁹ clairement identifiées de son histoire, mais à travers ses usages variés au présent. Temporalités et discours s'entremêlent aussi dans un récent processus de revitalisation et de revalorisation du ghetto.
- 5 Les acteurs locaux, juifs vénitiens, habitants du ghetto et nouveaux arrivants, les jeunes missionnaires hassidiques ont tous participé de façon différente à la construction sociale du ghetto, de par leur trajectoire résidentielle, leur ordre d'arrivée dans le lieu, la façon de se l'approprier et le pratiquer. Ils ne mobilisent donc pas les mêmes registres discursifs par rapport à l'ancienne enclave et extraient des récits dans des sources distinctes.
- 6 Si le ghetto de Venise a fait l'objet d'abondants travaux historiques académiques et de vulgarisation, aucun document ne traite du cas vénitien du point de vue de l'anthropologie urbaine, à partir des pratiques des acteurs et processus de transformations matérielles et sociales à œuvre en ce lieu. Les productions savantes qui traitent de la notion de ghetto et de son histoire sont nombreuses. Ce matériau dense nous donne une compréhension fine des aspects complexes du ghetto mais laisse une place considérable à de nouvelles pistes et approches disciplinaires.
- 7 Cet article se propose, en partant d'une lecture des sources sur les ghettos, d'analyser les modes par lesquels les acteurs impliqués dans celui de Venise s'appuient et font un usage dissonant de l'histoire et des récits locaux pour réinventer l'ancienne enclave. Ces regards sur le passé réactualisent les pratiques, le rapport des acteurs à l'espace et les images d'un espace en devenir.
- 8 Après la présentation des choix méthodologiques et éléments relatifs à l'enquête ethnographique liés à l'analyse du cas de Venise, nous nous intéresserons dans un premier temps aux productions savantes issues de diverses disciplines, pour ensuite montrer comment les acteurs impliqués dans l'ancienne enclave réactivent et font un usage varié de l'histoire dans un ghetto en cours de redéfinition. Ensuite, il s'agira d'étudier et décrire les modes d'appropriation de l'espace public du ghetto de Venise, où se jouent des conflits de visibilité et de légitimité à représenter son propre groupe au détriment de l'autre, dans la volonté d'inscrire en ce fragment urbain emblématique une nouvelle forme de judéité. Il s'agit de reconsidérer par là même la notion de ghetto.

L'approche du ghetto à travers une anthropologie du réel, méthodologie et enquête.

- ⁹ Le présent article est issu d'une recherche intitulée « Le ghetto de Venise, anthropologie contemporaine d'une ancienne enclave urbaine¹⁰ ». L'analyse s'appuie sur une enquête ethnographique de longue durée (dix-neuf mois) et d'une série d'entretiens semi-directifs (98) avec les acteurs présents dans le ghetto au quotidien, l'ensemble des habitants, toute appartenance confondue, les commerçants, le personnel du musée du Judaïsme. L'enquête s'est déroulée auprès des juifs vénitiens à la fois dans le ghetto, leur lieu de résidence¹¹ ou d'activité quotidienne, et dans l'ensemble de la ville pour ceux qui y habitent mais qui se rendent régulièrement dans le ghetto. Une série d'entretiens a aussi été réalisée auprès de la communauté Loubavitch dans l'espace public et dans leurs lieux de rassemblement. Les propos recueillis auprès des visiteurs montrent la diversité du public venant de l'extérieur : tandis que l'intérêt des uns se tourne vers le Musée du judaïsme et du ghetto en tant que « lieu historique juif », celui des autres se focalise sur les fêtes ou les rites religieux qu'ils viennent célébrer auprès des Loubavitch ou chez les juifs vénitiens.
- ¹⁰ L'enquête comportait également, au sein des anciennes limites historiques du ghetto et dans son environnement direct, l'observation des pratiques et parcours quotidiens des acteurs et usages singuliers qu'ils font de l'espace public et habité, à différentes échelles et dans des temporalités différenciées. Les événements publics ou communautaires tels que le défilé du 25 avril¹², les commémorations, le dernier tour du défunt¹³, ou les rituels religieux du calendrier juif ont aussi fait l'objet d'observations tout au long du terrain.

Figure 1. Clôture du défilé du parcours de la mémoire du 25 avril sur le *campo ghetto nuovo*, en présence entre autres de l'ANPI



Au premier plan, on voit les membres de l'association des Alpini¹⁴ ; en arrière-fond, le mur commémoratif d'Arbit Blatas et le fil barbelé.

© Antonella Di Trani, avril 2022

- 11 L'exercice d'un terrain de longue durée nous amène à nous questionner sur les conditions de production d'un savoir et la collecte du matériau ethnographique. Les positions que l'enquêteur est amené à occuper et à renégocier sur le terrain auprès de la société hôte renvoient à ce que Michel Naepels qualifie de « malaise¹⁵ » intrinsèque à l'enquête. La prise en compte de cet élément est nécessaire et intervient « [...] dans la compréhension de la pratique ethnographique¹⁶ ». L'ethnologue, en effet, ne peut se soustraire à la relation d'enquête en même temps que ses interlocuteurs du ghetto s'interrogent sur elle : ils se demandent « où [l']installer » et « [...] quel type de parole lui adresser¹⁷ ». Sa seule présence sur le terrain fait émerger des discours que ses interlocuteurs n'auraient pas mobilisés dans un autre contexte. D'où l'importance accordée à la notion de « co-temporalité » formulée par Johannes Fabian : le temps du terrain est un élément partagé entre les enquêtés et l'ethnologue et cette simultanéité se doit d'être restituée dans le fil de l'écriture.
- 12 Au-delà de ces aspects l'approche anthropologique du ghetto de Venise proposée se soucie d'être au plus près du réel, en accordant une attention particulière aux pratiques des acteurs, à la perspective historique et à la description des processus de transformations à l'œuvre en ce lieu car « [...] si l'on aborde un sujet à partir de ce qu'il peut avoir de permanent, afin d'en dégager les invariants il y a une négation de la temporalité, de l'histoire et du changement social¹⁸ ». Le recours à microhistoire et à l'« analyse à la loupe de faits circonscrits¹⁹ » vient appuyer cette approche.

- 13 Après ces points de méthodologie justifiant les choix mobilisés au cours de l'enquête de terrain, il s'agit à présent de faire état des productions savantes pour mieux situer le ghetto de Venise par rapport aux différentes formes d'enclaves. Au-delà de ces sources a émergé aussi une littérature locale créée et appropriée par les acteurs.

Retour sur les productions savantes : le ghetto de Venise, entre l'histoire des enclaves, les ghettos de la sociologie et l'anthropologie.

- 14 Si les productions savantes constituent un dense matériau qui nous permet d'avoir une compréhension des logiques et spécificités qui composent les « ghettos », elles forment aussi à plus petite échelle un maillage de productions et de sources réappropriables par les acteurs soucieux de reconstituer un récit local commun. Au-delà de ce qui est produit par les érudits, les habitants du ghetto s'appuient en effet sur une littérature historique partagée oralement dans les situations de sociabilité. Savoir énoncer où ils habitent sur la base d'un registre savant et indiquer leur connaissance du lieu est une façon d'affirmer leur appartenance à cette partie de la ville. Cela est d'autant plus marqué qu'ils sont conscients de l'émergence de conflits autour de la question : « à qui appartient le ghetto ? » dans le contexte de sa revalorisation.
- 15 Dans ce projet qui implique la réappropriation du passé du lieu, les habitants chrétiens ou de toutes appartenances confondues, les juifs vénitiens ou les Loubavitch s'efforcent d'en valoriser certains aspects, par la recherche de sources historiques et récits qu'ils mettent en avant, jusqu'à en délaisser d'autres liés à l'image négative de l'ancien lieu de ségrégation. Ils opèrent par là un choix dans la trame du temps en y extrayant des séquences qui répondent à leurs préoccupations. Ainsi, pour ces différents acteurs, « [...] le passé incarné par le lieu et par ses reliques fait avant tout le lien entre les membres de la communauté [...] »²⁰.
- 16 En parcourant les productions académiques et ouvrages consacrés au ghetto de Venise, *La città degli ebrei*, de l'historienne de l'architecture Donatella Calabi et des architectes Ennio Concina, et Ugo Camerino, paru en 1991²¹, fait sans doute figure d'ouvrage de référence. Dans un des chapitres, Calabi y analyse le ghetto à diverses échelles, en articulant l'histoire de sa formation et les conditions singulières de son inscription dans le tissu urbain vénitien en tant qu'espace coercitif. Ugo Camerino et Elio Concina mettent en lumière les reliefs des synagogues, connaissances qui s'insèrent dans la problématique sans cesse renouvelée de la conservation des lieux de culte.
- 17 Calabi replace aussi le ghetto dans une logique plus vaste, à la fois politique et sociale qui est celle de l'histoire des relations entre les communautés étrangères et la République de Venise. La description des spécificités urbaines du ghetto, qui persistent dans sa forme originelle dans la ville, s'articule avec l'analyse architecturale, en mettant en évidence une typologie particulière de logements, les immeubles à neuf étages, encore tangibles et saisissants du point de vue historique mais aussi du fait de leur singularité formelle. Dans un espace surpeuplé, les juifs de l'époque de l'enclave avaient fragmenté les appartements de façon presque systématique. Les habitants mobilisent des connaissances historiques au présent dans la description de leur condition d'habiter, de l'inconfort des configurations spatiales héritées ayant nécessité un travail de réagencement laborieux des espaces.

- 18 Au-delà de ces aspects, la littérature nous montre aussi la place de l'exemple vénitien dans l'histoire des ghettos et quartiers juifs italiens en formation en mettant en avant la distinction entre enclaves institutionnalisées et les lieux de regroupement volontaires des communautés juives²².
- 19 Des ouvrages recouvrant le registre biographique sont produits à l'initiative des érudits locaux, dans un souci de valoriser le passé du lieu et les figures qui ont marqué culturellement le ghetto. La littérature qui fait référence à différentes périodes du ghetto est constituée à partir de documents mêlés, n'ayant pas le même statut ni les mêmes usages : des archives familiales ou publiques émanant en partie de la communauté juive vénitienne²³ et des récits oraux. Ces éléments font tour à tour émerger des aspects méconnus du ghetto, au-delà des sources historiques habituelles. Un enseignant qui travaille à la Bibliothèque-archives dans le ghetto a valorisé à travers des ouvrages la biographie d'un rabbin et d'une écrivaine²⁴. Dans le premier cas, les éléments biographiques issu d'un travail de collecte entre l'auteur et les descendants du rabbin mettent en avant le portrait de ce que les locaux appellent « une figure du ghetto ». L'auteur dit à ce propos :
- Les photos m'ont été données par les membres de sa famille. Nous les avons choisies ensemble. J'ai recueilli des documents ici et là, des correspondances. Nous avons utilisé ces sources et donc le portrait qui en ressort est assez complet du point de vue de son profil moral, moins sur l'aspect historique.
- 20 La reconstitution a aussi pour effet de rassembler les membres d'une même communauté préoccupée par sa dévitalisation, et nous renseigne sur les conditions de production et de diffusion de ces textes. Les érudits locaux les inscrivent dans le fil des événements commémoratifs en les faisant paraître à l'occasion de la journée de la mémoire de 2003. Le travail de collecte de ce qui « reste » de la vie juive dans le ghetto se retrouve dans d'autres ouvrages de l'auteur²⁵, consacrés à la langue qui était parlée dans le ghetto, le judéo-vénitien. L'émergence de cet ouvrage et la valorisation de cette langue vernaculaire interviennent dans le contexte de sa disparition dans le ghetto. La question de la langue prend d'autant plus de sens que dans ce lieu « historique » où la population s'est recomposée, les Loubavitch parlant l'hébreu et l'anglais.
- 21 Les productions savantes locales coexistent avec une littérature plus vaste²⁶ se référant à la notion de ghetto. Elles montrent à partir du cas vénitien que le mot « ghetto » se retrouve transposé dans d'autres contextes et outre-Atlantique. Loïc Wacquant a bien mis en évidence le caractère instable et hétérogène de la population du ghetto. Il mentionne même le terme d'« hyperghetto » états-unien, habité presque exclusivement par une communauté noire, et pour distinguer celui-ci des autres ghettos avec une présence hispanique importante²⁷.
- 22 Louis Wirth décrit les « quartiers », ou « aires » dans lesquels se succèdent des groupes de provenance différente, et où cohabitent des membres d'une même communauté, sans pour autant tous les regrouper en un même lieu subjectivement circonscrit. Wirth souligne que le mot ghetto est d'abord employé pour désigner un « quartier Juif » à Chicago²⁸, mais que l'hétérogénéité et la recomposition de la population du ghetto s'expliquent par des processus de mobilité de ses habitants d'une zone à l'autre. Par ailleurs, lorsqu'on nomme un « quartier », on ne convoque pas uniquement la toponymie dans sa dimension objective mais aussi tous les contextes d'énonciation formant un maillage sémantique et référentiel. Les usages faits d'emprunts, de transposition voire d'effet d'exotisation font apparaître les notions telles que « quartier

ethnique », « quartier », ou « ghetto » comme des notions figées, qui se confondent parfois et qui sont convoqués dans les situations d'interlocution en dehors de leur histoire propre. Comme le souligne Nancy Green, « [...] la notion de ghetto plane toujours sur celle de quartier ethnique et vice-versa²⁹ ». Cependant « le quartier ethnique présenterait [...] une faiblesse inhérente : tout membre d'un groupe n'y réside pas et il n'y a pas que les membres du groupe qui y résident³⁰ ».

- 23 La population du ghetto de Venise au moment de l'enquête est composite, non seulement parce que le lieu a perdu sa fonction coercitive, mais aussi parce qu'il se définit autant par la présence des juifs qui y habitent ou qui y retournent que par les pratiques récurrentes des habitants chrétiens et la population des jeunes Loubavitch, qui se renouvelle selon la durée du programme d'études talmudiques qu'ils suivent à Venise. Si l'on songe à la population du ghetto de Venise au temps de l'enclave, tous les membres d'un groupe étaient contraints d'y résider et seuls ceux-ci y habitaient, sur une décision du Sénat³¹ instituant un lieu de résidence forcée pour les habitants juifs. L'histoire nous a montré qu'il était un lieu ambivalent : d'enfermement spatialement circonscrit³² dont les accès étaient surveillés par des gardes, mais aussi un lieu de cohésion de la communauté qui a produit une histoire sociale spécifique et une culture du ghetto : « C'est ce lieu que [les acteurs] au présent veu[lent] retrouver » dit un membre de la communauté juive.
- 24 Il convient à présent de s'intéresser au ghetto en tant qu'espace de force et support de pratiques contrastées ou ambivalentes entre groupes d'acteurs qui ne partagent pas ou peu la vision du ghetto en devenir.

Conflits dans l'espace public

- 25 Le ghetto actuel est composé de trois parties *ghetto nuovo*, *ghetto vecchio*, et *ghetto nuovissimo*. Elles correspondent à celles instituées respectivement en 1516, 1541 et 1633. Il comporte deux places reliées par un axe central sinueux : le *campiello delle scuole*, où se trouvent les deux synagogues en fonction aujourd'hui, des habitations, un espace marchand et le *campo ghetto nuovo*, beaucoup plus vaste, qui accueille aussi une fonction résidentielle et qui est aussi représentatif de la vie juive dans ses différents aspects actuels et son histoire. On y trouve la maison de repos des juifs vénitiens, les monuments, le musée, la bibliothèque et les bureaux de la communauté. L'espace marchand y est peu développé et se concentre autour des ateliers et boutiques de verre. Le *ghetto nuovissimo* se caractérise notamment par sa densité exclusivement résidentielle.

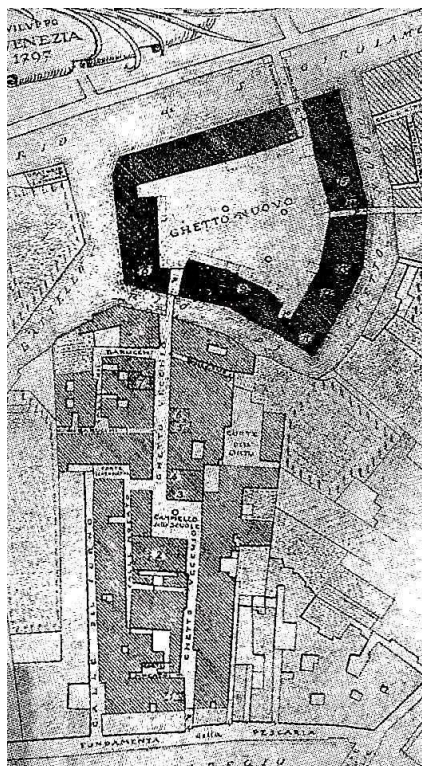


Figure 2. Plan du Ghetto de Venise

Guido Sullam, « Plan montrant le développement du Ghetto de Venise de 1516 à 1797, Venise, 1936. Les différentes zones hachurées montrent le Ghetto nuovo (1516), Ghetto Vecchio (1541), Ghetto Nuovissimo (1633) »

- 26 Lorsque je suis arrivée dans le ghetto, la confrontation avec ce lieu a fait d'emblée apparaître un aspect matériel singulier : l'absence de contraste tranchant entre le ghetto et son paysage urbain et architectural environnant. Hormis par les immeubles à neuf étages, il se fond dans le tissu urbain et ne fait pas figure de quartier « à part ». On y retrouve la trame urbaine ainsi la même déclinaison d'éléments formels récurrents : rue, pont, place, *magazzini*³³ au rez-de-chaussée.
- 27 Il est paradoxalement peu visible alors qu'il se manifeste dans son caractère tangible par son intégrité matérielle d'origine. Dans cette configuration, si les signes renvoyant à la présence juive dans l'espace sont discrets, le ghetto n'en est pas moins un lieu où les différents groupes d'acteurs tentent de construire une représentation de la vie juive. L'espace public du ghetto de Venise est le support matériel où se jouent des formes de rivalité, des conflits de visibilité d'un groupe par rapport à l'autre et à partir duquel prennent naissance des stratégies de distinction entre les acteurs. Les désaccords n'impliquent pas seulement les juifs vénitiens et la communauté Loubavitch, mais aussi les habitants, les commerçants³⁴ du ghetto et les jeunes missionnaires. Une analyse des modes d'appropriation de l'espace public et des discours qui s'y rapportent rend compte de ces tensions qui font du campo un *espace de force*. C'est dans ce contexte que s'illustrent les différents récits et histoires sur les quartiers.
- 28 Les manières de faire quotidiennes et religieuses des Loubavitch se distinguent très fortement de celles de la communauté juive locale. La communauté hassidique se donne à voir de façon manifeste dans l'espace public, tout d'abord à travers leur tenue vestimentaire orthodoxe traditionnelle³⁵. Cela se rapproche de ce que Bernard Lepetit

nomme un « [...] marquage de l'étrangeté dans le territoire par le costume [...] » ou la tenue vestimentaire³⁶.

- 29 Du point de vue religieux, les jeunes hassidiques sont très visibles dans l'espace public à travers les chants et les danses. Comme le souligne Lucine Endelstein, « ils prennent l'espace urbain comme une terre de mission³⁷ ». Leurs pratiques sont une manifestation de la « *devékuss*, communion mystique et affective avec Dieu³⁸ ». Elle est « au centre des pratiques quotidiennes accompagnée d'un état émotionnel où se conjuguent ferveur et allégresse³⁹ ». Le prosélytisme fait partie des pratiques quotidiennes de la communauté Loubavitch. Elles se déroulent principalement dans l'espace public du *campo ghetto nuovo* : sur une aire relativement délimitée dans l'environnement direct du bureau d'accueil des Loubavitch. La communauté bénéficie d'une forte visibilité à travers ces activités, les jeunes s'appliquent à attirer l'attention des passants avec une mise en scène emphatique impliquant des postures avenantes et une façon agile d'occuper l'espace public. La configuration matérielle de la place et les spécificités urbaines du ghetto jouent un rôle important dans le déroulement des interactions visant à attirer l'attention les gens de passage.
- 30 Un jeune Loubavitch m'expliquait au cours d'un entretien :

Ici à Venise et surtout dans le ghetto il est facile d'établir un contact direct avec les visiteurs. Le fait que tout l'espace soit piéton, sans voitures, il n'y a aucun obstacle, c'est une grande place. Cela facilite nos activités missionnaires. Après, ils viennent ou non chez nous pour faire la prière. Le *campo* est vaste, et on n'est pas sur un trottoir étroit. Le ghetto de Venise a aussi l'avantage d'être un lieu connu et qui est en train de devenir touristique. Il y a beaucoup de passage.
- 31 Le *campo* est perçu comme un espace public ouvert et ample, permettant une multitude de possibilités souples d'appropriation et d'interaction.
- 32 Selon le rabbin qui encadre les jeunes missionnaires Loubavitch dans le ghetto, le mouvement a pour vocation de s'installer dans les villes où les communautés juives sont en déclin, où il manque une vie quotidienne juive dynamique et bien organisée autour des festivités religieuses. Élise Berman montre que les repas de Shabbat font partie de leur activité de sensibilisation et de rayonnement du mouvement⁴⁰. À Venise, ces repas sont particulièrement vivants et attirent beaucoup de visiteurs. Il s'agit aussi pour les Loubavitch d'amener les juifs locaux à rejoindre leur mouvement ou à attirer les touristes juifs de passage. Cependant, leur approche ne suscite pas l'adhésion de la communauté juive locale, soucieuse de préserver un judaïsme spécifiquement vénitien et de reconstruire sa cohésion autour de l'histoire longue du ghetto.
- 33 La cohabitation entre une communauté juive locale ancienne et une nouvelle provenant de l'extérieur aboutit fréquemment à des conflits. Dans de rares discours, la position de certains juifs vénitiens peut être nuancée : ils reconnaissent que la présence des Loubavitch contribue à faire du ghetto un lieu d'accueil, notamment autour des repas cacher, pour les visiteurs juifs de l'extérieur. Si les relations sont cordiales dans les premiers temps, lorsque les hassidiques s'installent dans une ville, elles se muent en rapports de concurrence au fil du temps, comme le montre bien Andrew Buckser à propos des relations entre communauté hassidique et juifs locaux dans la ville de Copenhague⁴¹. À Venise, ce sont surtout les pratiques autour du prosélytisme qui font l'objet de critiques et de rejet, tant de la part des habitants que de la grande partie de la communauté juive locale. À cela s'ajoute une disqualification de ce qui constitue le « folklore » du groupe, les occupations festives de l'espace public trop visibles ou

bruyantes. L'installation de la cabane de *Sukkah*⁴² près de leur synagogue soulève des contestations sur la légitimité de l'occupation éphémère de l'espace public.

34 La présence et la visibilité des juifs vénitiens dans l'espace public du ghetto se distinguent de celle des hassidiques. Pour les locaux, le ghetto n'est pas le lieu où ils habitent, ou un lieu d'activité principale, hormis pour ceux qui y travaillent, mais un lieu où l'on retourne, un lieu de pratiques liées à la vie communautaire, sociale, culturelle et religieuse. Un membre de la communauté affirme à ce propos que la vie des juifs vénitiens se déroule dans le ghetto même si elle est invisible ou discrète. Par leurs pratiques hétérogènes les juifs vénitiens et les Loubavitch ne se rencontrent pas et tracent des lignes invisibles d'un entre-soi à l'intérieur même des anciennes limites historiques du ghetto.

35 Les lieux de regroupement des Loubavitch sont visibles de façon quotidienne et permanente autour de leurs locaux et activités implantés au rez-de-chaussée du ghetto, tandis que les moments de sociabilité dans l'espace public sous forme de regroupement de la communauté juive locale se tiennent surtout de façon assez éphémère sur le *campiello delle scuole*, le samedi, à l'issue de l'office et lorsque la communauté traverse le ghetto pour se rassembler autour du *Kiddush*⁴³ dans le *campo ghetto nuovo*.

36 La question de la visibilité dans l'espace public est au centre d'une querelle : les « établis » se définissent comme discrets en opposition aux façons de faire des Loubavitch. Les premiers affirment qu'ils n'ont pas besoin de se montrer de façon manifeste dans l'espace public, notamment avec une tenue vestimentaire orthodoxe « reconnaissable ». Cela tient à deux raisons : ils se définissent à la fois comme juifs et vénitiens, et en tant que communauté dont l'histoire est profondément ancrée dans celle de la ville de Venise par la persistance de leur lien généalogique au ghetto et ce pour marquer une appartenance juive et vénitienne double et indissociable. Selon eux, et au vu du contexte, s'ils sont amenés à réaffirmer leur appartenance au ghetto, la légitimité de leur présence en ce lieu n'est ni à construire ni à établir pour des raisons historiques. La concurrence entre les deux groupes, impliquant la question de la visibilité, se joue dans ce rapport à l'histoire du lieu. Un membre de la communauté locale souligne lors d'un entretien :

Ce sont eux que l'on voit en premier dans les rues et sur le *campo*, mais c'est nous, les vrais juifs du ghetto, ceux de l'enclave de 1516, cela fait cinq cents ans que nous sommes là. Et certains d'entre nous sont nés dans le ghetto.

37 Au-delà des distinctions qu'ils font persister face aux Loubavitch, les juifs vénitiens affirment que les nouveaux arrivants « déforment l'image du vrai ghetto » ou donnent « une image erronée du ghetto » et de la judéité vénitienne associée. Cet enjeu de visibilité est lié au regard d'un public extérieur à la fois témoin et observateur du processus de revalorisation du ghetto. La question de qui est visible ou qui se donne à voir sur le *campo*, configuration spatiale utilisée comme centralité, fait rejaillir la question de la représentation des deux communautés dans cet espace. Il existe une tension permanente autour de cette question : selon les juifs vénitiens, ce n'est pas la forte visibilité d'un groupe qui rend compte de la réalité du lieu et de son histoire. La question de la représentation met aussi en concurrence l'image des deux rabbins comme figures tutélaires de leur communauté et cela se joue aussi dans l'espace public. « Quelle communauté juive du ghetto ce rabbin représente-t-il ? » s'interrogent les visiteurs. Les missionnaires sont en majorité numérique par rapport aux juifs vénitiens, ils donnent le « ton » au lieu et ils sont très bien organisés par une forte structuration

de leurs activités. Cet élément a une certaine efficacité en termes de représentation du groupe en ce lieu.

- 38 La question de la concurrence entre juifs vénitiens et nouveaux arrivants se cristallise autour d'un enjeu qui fait l'objet de la querelle : quel groupe représente le mieux la judéité dans ce lieu emblématique, valorisé en tant qu'objet historique par les uns et lieu de vie juive par les autres ? L'espace public est au centre de ce rapport de force, qui prend d'autant plus d'ampleur qu'il est au centre de projet de revalorisation et de revitalisation du ghetto. Si les juifs vénitiens sont peu présents, les pratiques anciennes tels que le dernier « tour du défunt » et les commémorations autour des rafles de 1943 dans le ghetto font persister leur ancrage dans l'espace social et matériel du ghetto. L'absence des Loubavitch à ces deux manifestations comme à celle du défilé du parcours de la mémoire du 25 avril, qui se termine sur le *campo*, montre bien comment leurs divisions se transposent dans l'espace public.
- 39 Il convient à présent de se pencher sur les différents modes de réactivation de l'histoire et ses usages, qui amènent les acteurs à percevoir le ghetto et son devenir de façon distincte. Cet élément pose la question des visions qui s'attachent au ghetto en devenir.

Usages dissonants de l'histoire

- 40 Les juifs vénitiens ont un lien généalogique avec le ghetto, contrairement aux Loubavitch qui ne convoquent pas l'histoire locale dans les mêmes discours, selon les mêmes modes et registres. Bien que visibles et dynamiques, les missionnaires ont une expérience sociale et matérielle récente du ghetto. Elle est partielle, car elle correspond à une temporalité et une durée circonscrite dans le temps et débute au moment de leur implantation dans le ghetto.
- 41 La vision des établis, qui s'appuie sur le dense passé historique du ghetto et sur leur capacité à le réactualiser pour faire persister un récit commun, s'oppose à la vision du rabbin de la communauté Loubavitch :
- Il s'agit d'un vrai défi, parce que les gens voient dans le ghetto uniquement un lieu historique, le lieu a une *puissance spirituelle* qui doit être valorisée, il n'y a pas que l'histoire pour vivre le judaïsme, il faut aussi quelque chose de nouveau pour l'avenir du ghetto.
- 42 Les juifs vénitiens voient ce projet comme allant à contre-courant de leur conception du devenir du lieu. Pour certains d'entre eux, l'implantation des missionnaires dans le ghetto est un « phénomène artificiel », un « artefact » désincarné et hors du temps ne s'inscrivant pas dans l'histoire sociale du ghetto, mais entrant dans la logique de la construction du mouvement en réseau à travers le monde et dont l'espace public du ghetto est le support. Si les Loubavitch ne veulent pas voir le ghetto uniquement comme un lieu « historique », le passé local et le récit fondateur ne sont pas pour autant absents de leurs discours.
- 43 Les Loubavitch ont un rapport complexe à l'histoire et aux récits qui sont rattachés au ghetto. Le choix de s'y implanter est aussi motivé par la possibilité qu'offre son histoire de faire un usage valorisant du lieu. Cependant en même temps qu'ils évoquent le « premier ghetto du monde » comme un objet hors du temps et figé à l'époque de l'enclave, ils rejettent certains aspects du passé pour s'ancrer dans le présent du ghetto. Les Loubavitch construisent leur parole et légitiment leur présence dans le ghetto en s'appuyant sur le récit fondateur, et l'origine du lieu, en somme sur ce qu'ils appellent

le « premier ghetto du monde ». Le ghetto de Venise dans ce qu'il a de singulier est alors perçu très différemment des autres ghettos, comme le souligne cet étudiant Loubavitch : « Il y a aussi un Ghetto de Rome, mais ce n'est pas la même chose, celui de Rome on n'en entend jamais parler, celui de Venise c'est là que tout commence. »

- 44 Les Loubavitch ne peuvent pas retracer l'histoire du ghetto à partir d'archives familiales, en faisant usage de témoignages directs ou indirects. L'une des plus grandes différences entre les deux communautés, c'est le manque d'une expérience commune du ghetto dans le temps. Dans leur quête du passé, les Loubavitch se voient amputés de la possibilité de se remémorer des événements qui ont tressé l'histoire sociale du ghetto, qui leur échappe. S'ils peuvent revenir sur l'histoire objective de l'ancienne enclave, ils ne peuvent pas convoquer un maillage de souvenirs pour en constituer ne serait-ce que partiellement ou de façon fragmentée les interactions qui forment le passé du lieu.
- 45 L'attachement des juifs vénitiens à la matérialité du ghetto se lit par exemple dans l'intervention sur une structure comme le Musée du judaïsme, qui est justement en pleine rénovation avec un projet d'agrandissement. Contrairement aux établis, les Loubavitch n'ont aucune influence et ne participent pas aux processus de transformation lorsqu'il s'agit de repenser les ressources patrimoniales gérées par les locaux. Chez les juifs vénitiens, il y a une tension entre la volonté de faire du ghetto un lieu de vie juive quotidienne et le refus de le figer en tant qu'objet du passé.
- 46 Pour conclure, la confrontation d'un double regard sur la production savante autour de la notion de ghetto et des modes d'émergence et réappropriation d'une littérature locale, avec une analyse anthropologique soucieuse de restituer le réel du cas de Venise, montre que des récits composites s'attachent tout à tour à un lieu historique en cours de redéfinition.
- 47 Les usages de l'espace public et du dense passé historique du lieu incluant l'intérêt marqué pour l'événement fondateur de l'enclave renvoient à l'attachement que chacun porte à une matérialité prise dans des enjeux contemporains. Ils touchent la revitalisation du ghetto, la construction d'une judéité réactualisée et la volonté de faire persister une forme d'authenticité propre au ghetto qui oblige les uns et les autres à réajuster leur perception à la réalité en train de se faire. Au regard des transformations sociales à l'œuvre dans l'ancienne enclave, la notion de ghetto recouvre un sens supplémentaire en même temps que se dessine, au-delà de ses anciennes limites historiques réactivées dans les discours, des limites internes, des « îlots » qui se confrontent au regard du public extérieur. Entre pratiques en concurrence et ce que les acteurs tentent de rendre visible, le ghetto nous donne à voir, au fil des temporalités qui se répondent, une chronique des modes de recomposition de son présent continu.

BIBLIOGRAPHIE

Alban Bensa, « Fièvres d'histoires dans la France contemporaine », dans Alban Bensa, Daniel Fabre (dir.), *Une histoire à soi. Figurations du passé et localités*, Paris, Éditions de la maison des

sciences de l'homme (Mission du Patrimoine ethnologique, Ethnologie de la France, cahier 18), 2001, p. 1-12.

Elise Berman, « Voices of Outreach: The Construction of Identity and Maintenance of Social Ties Among Chabad-Lubavitch Emissaries », *Journal for the Scientific Study of Religion*, vol. 48, n° 1, 2009.

Andrew Buckser, « Chabad in Copenhagen, Fundamentalism and Modernity in Jewish Denmark », *Ethnology*, vol. 44, n° 2, spring, Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2005.

Riccardo Calimani, *Storia del Ghetto di Venezia, 1516-2016*, Milano, Mondadori, 2016.

Donatella Calabi, « Les Quartiers Juifs en Italie entre XV^e et XVII^e siècle. Quelques hypothèses de travail », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 52, n° 4, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997.

Donatella Calabi, « Il ghetto e la città », dans Donatella Calabi, Ugo Camerino, Ennio Concina (éds), *La città degli ebrei: il Ghetto di Venezia, architettura e urbanistica*, Venezia, Albrizzi (Venetiae), 1991 [Réédition en petit format, Venezia, Marsilio, 1991].

Simon Dein, « What Really Happens when Prophecy Fails: The Case of Lubavitch », *Sociology of Religion*, vol. 62, n° 3 (autumn), Oxford, Oxford University Press, 2001.

Antonella Di Trani, *Le Ghetto de Venise, anthropologie contemporaine d'une ancienne enclave urbaine*, thèse de doctorat, sous la direction d'Alban Bensa, EHESS, 2015.

Lucine Endelstein, « Lumières sur la ville. Les fêtes de Hanoucca entre action missionnaire transnationale et appartenance événementielle », *Archives de Sciences Sociales des Religions*, n° 177, 2017.

Umberto Fortis, Paolo Zolli (éds), *La Parlata giudeo-veneziana*, Assisi-Roma, Beniamino Carucci, (Collana di cultura ebraica, vol. 13), 1979.

Carlo Ginzburg, *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989.

Nancy L. Green, « Le Quartier ethnique en formation et transformation : histoires, historiographies », dans François Pouillon (dir), *Lucette Valensi à l'œuvre : une histoire anthropologique de l'Islam méditerranéen*, Paris, Éditions Bouchène, 2002.

Nancy L. Green, « Religion et ethnicité : De la comparaison spatiale et temporelle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2002, vol. 57, n° 1, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.

Jacques Gutwirth, *La Renaissance du hassidisme : de 1945 à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Jacques Gutwirth, *Vie juive traditionnelle. Ethnologie d'une communauté hassidique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2004 [1970].

Christhard Hoffmann « Von Heinrich Heine zu Isidor Kracauer: Das Frankfurter Ghetto in der deutsch-jüdischen Geschichtskultur und Historiographie des 19. und frühen 20. Jahrhunderts », dans Fritz Backhaus, Gisela Engel, Robert Liberales, Margarete Schütler (éds.), *Die Frankfurter Judengasse. Jüdisches Leben in der Frühen Neuzeit*, Frankfurt/M. (Societäts-Verlag), 2006.

Bernard Lepetit, « Proposition et avertissement », dans Jacques Bottin, Donatella Calabi (dir), *Les Étrangers dans la ville : minorités et espace urbain du bas Moyen Âge à l'époque moderne*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.

Thomas Lee Philpott, *The Slum and the Ghetto, Neighborhood Deterioration and Middle-Class Reform, Chicago, 1880-1930*, New York, Oxford University Press (The urban life in America series), 1978.

Laurence Podselver, *Retour au judaïsme ? Les Loubavitch en France*, Paris, Odile Jacob, 2010

Marcel Roncayolo, *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2002.

Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule *et al.*, *L'Aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont (Bouquins), 2010.

Loïc Wacquant, « Les Deux Visages du Ghetto », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5, n° 160, Paris, Seuil, 2005.

Loïc Wacquant, « Pour en finir avec le mythe des “cités-Ghettos” : les différences entre la France et les États-Unis », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 54, 1992.

Louis Wirth, *Le Ghetto*, Presses universitaires de Grenoble, 2008 [1982, University of Chicago Press].

NOTES

1. Des rafles et déportations ont eu lieu dans le ghetto entre décembre 1943 et les premiers mois de 1945.
2. Quartier où se situe le siège du mouvement auquel ils appartiennent. Le mouvement Loubavitch est présent dans le monde entier.
3. Yeshiva (hébreu : ישיבה) : centre d'études de la Torah et du Talmud.
4. Signifiant « maison » en hébreu.
5. Ce nom est une autre façon de désigner leur groupe religieux des Loubavitch. Il s'agit de l'acronyme *Hokhma Bina Da'at*, signifiant « sagesse, compréhension, savoir », חכמה בנה דעת en hébreu.
6. Le hassidisme est un mouvement religieux qui a émergé dans le judaïsme au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle en Ukraine. Il est structuré autour d'une forte cohésion communautaire et d'un leader charismatique. Le mouvement se caractérise particulièrement par la manifestation de l'extase et une ferveur religieuses collectives. Comme le souligne Jacques Gutwirth, « le hassidisme moderne a eu pour initiateur le légendaire Baal Shem Tov (1700-1760) ; il compte aujourd'hui encore plusieurs dizaines de milliers de fidèles, les hassidim, groupés en des communautés qui se réclament chacune d'un rabbin, leur chef spirituel, se rassemblent dans des maisons d'étude et de prière ».
7. Andrew Buckser, « Chabad in Copenhagen, Fundamentalism and Modernity in Jewish Denmark », *Ethnology*, vol. 44, n° 2, Spring, Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2005, p. 130.
8. Comme le montrent les travaux suivants : Nancy Green L., « Religion et ethnicité : de la comparaison spatiale et temporelle », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002, vol. 57/ n° 1, 2002 ; Nancy Green L., « Le Quartier ethnique en formation et transformation : histoires, historiographies », dans François Pouillon, *et al.*, *Lucette Valensi à l'œuvre : une histoire anthropologique de l'Islam méditerranéen*, Paris, Éditions Bouchène, 2002 ; Loïc Wacquant, « Les deux visages du Ghetto », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5, n° 160, Paris, Seuil, 2005. Thomas Lee Philpott, *The Slum and the Ghetto, neighborhood deterioration and middle-class reform, Chicago, 1880-1930*, New York, Oxford University Press (The urban life in America series), 1978 ; Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule *et al.*, *L'Aventure des mots de la ville : à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont (Bouquins), 2010 ; Christhard Hoffmann, « Von Heinrich Heine zu Isidor Kracauer: Das Frankfurter Ghetto in der deutsch-jüdischen Geschichtskultur und Historiographie des 19. und frühen 20. Jahrhunderts », dans Fritz Backhaus, Gisela Engel, Robert Liberales, Margarete Schütler (éds.), *Die Frankfurter Judengasse. Jüdisches Leben in der Frühen Neuzeit*, Frankfurt am Main, Societäts-Verlag, 2006.
9. Marcel Roncayolo, *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2002.
10. Antonella Di Trani, *Le Ghetto de Venise, anthropologie contemporaine d'une ancienne enclave urbaine*, thèse de doctorat, sous la direction d'Alban Bensa, EHESS, 2015.

11. Au moment de l'enquête, 30 juifs habitent dans le ghetto de façon permanente : il s'agit de juifs vénitiens mais aussi provenant d'autres villes italiennes ou d'Israël.
12. C'est dans le ghetto que se déroule la dernière étape du *percorso della memoria* : le « parcours de la mémoire » du 25 avril, célébrant la libération en Italie. Le parcours de la mémoire est organisé et promu tous les ans par l'Associazione nazionale dei partigiani italiani (Association nationale des résistants italiens – ANPI) de Venise, la communauté juive locale et divers groupes politiques tels que Le coordinamento di Cannaregio (« La coordination de Cannaregio »).
13. Lorsqu'un juif de la communauté vénitienne décède, la communauté locale fait faire à son cercueil un dernier tour dans le ghetto, selon un parcours défini, avec des arrêts devant les synagogues, avant que le corps soit acheminé vers le cimetière de l'île du Lido.
14. Les « Alpini » sont une force spéciale de l'armée italienne destinée à intervenir dans les zones montagneuses.
15. Michel Naepels, « Une étrange étrangeté, remarques sur la situation ethnographique », *L'Homme*, n° 48, oct/déc 1998, p. 185-199, spéc. p. 187.
16. *Ibid.*
17. Alban Bensa, *op. cit.*, p. 299.
18. Alban Bensa, séminaire « Actualité de l'anthropologie », EHESS, 9 décembre 2013.
19. Carlo Ginzburg, cité par Alban Bensa, *ibid.*, p. 27.
20. Alban Bensa, « Fièvres d'histoires dans la France contemporaine », dans Alban Bensa et Daniel Fabre (dir.) *Une histoire à soi. Figurations du passé et localités*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme (Ethnologie de la France, cahier 18), 2001, p. 10
21. Donatella Calabi, « Il ghetto e la città », dans Donatella Calabi, Ugo Camerino, Ennio Concina (éds), *La città degli ebrei: il Ghetto di Venezia, architettura e urbanistica*, Venezia, Albrizzi (Venetiae), 1991 (réédition en petit format, Venezia, Marsilio, 1991).
22. Donatella Calabi, « Les Quartiers Juifs en Italie entre XV^e et XVII^e siècle. Quelques hypothèses de travail », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 52, n° 4, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997, p. 780.
23. Riccardo Calimani, *Storia del ghetto di Venezia, 1516-2016*, Milano, Mondadori, 2016. Notons que *L'Archivio Renato Maestro* fait partie de la Bibliothèque de la communauté juive de Venise se trouvant dans le ghetto.
24. Consacré cette fois à une poétesse juive vénitienne Sarah Copio Sullam.
25. Umberto Fortis, Paolo Zolli (éds), *La Parlata giudeo-veneziana*, Assisi-Roma, Beniamino Carucci, (Collana di cultura ebrica, vol. 13), 1979.
26. Didier Lapeyronnie, *Ghetto urbain : ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont. (Le Monde comme il va), 2011.
27. Loïc Wacquant, « Pour en finir avec le mythe des "cités-Ghettos" : les différences entre la France et les États-Unis », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 54, 1992.
28. Louis Wirth, *The Ghetto*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.
29. Nancy L Green, *op. cit.*, p. 179.
30. *Ibid.*, p. 182.
31. C'est en 1516 que le Sénat de la République de Venise décide d'instituer un lieu de résidence forcée pour les juifs vénitiens. Il perdurera jusqu'en 1797.
32. Seules les activités bancaires et les fripes étaient autorisées dans le ghetto.
33. « Magasins ».
34. Qui se qualifient comme chrétiens ou non-juifs.
35. Chapeau noir, costume noir et chemise blanche de laquelle dépasse de part et d'autre le Zizit : (héb. ציצית pl. ציציות, pl. zīziyyot) longues franges accrochées aux quatre coins du châle de prière, le Tallit.
36. Bernard Lepetit, *op. cit.*, p. 14.
37. Lucine Endelstein, « Lumières sur la ville », *Archives de sciences sociales des religions*, année 62, n° 177, janv-mars 2017, p. 51

38. Jacques Gutwirth, *La Renaissance du hassidisme : de 1945 à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 14.
39. *Ibid.*
40. Élise Berman, « Voices of Outreach: the Construction of Identity and Maintenance of Social Ties Among Chabad-Lubavitch Emissaries », *Journal for the Scientific Study of Religion*, vol. 48, n° 1, 2009, p. 69-85, spec. p. 74.
41. Andrew Buckser, *op. cit.*
42. *Sukkah* (héb. סוכה) : cabane érigée lors de la fête de Sukkot selon le commandement biblique prescrivant d'habiter dans les cabanes pendant sept jours (Lev. 23:42). La fête fait référence à la sortie des juifs d'Égypte.
43. *Kiddush* (héb. קידוש) : prière récitée au-dessus d'un verre de vin dans la maison ou dans la synagogue pour célébrer le Shabbat ou une fête religieuse selon le commandement biblique.

RÉSUMÉS

Pris dans de récentes transformations sociales et matérielles, le ghetto de Venise et son dense passé historique font l'objet de réappropriations de la part des acteurs impliqués dans son processus de revitalisation. L'espace du ghetto devient un lieu d'enjeux, de pratiques dissonantes où établis ou nouveaux arrivants ayant une trajectoire résidentielle et des appartenances diverses tentent de réinventer le ghetto en devenir alors qu'il a les traits d'un lieu ambivalent. L'histoire et les récits du ghetto s'en trouvent réactivés. Les usages de l'espace réactualisés font émerger des conflits de visibilité et de représentation d'une forme de vie juive en ce lieu emblématique, ce qui contribue à reconsidérer le terme de ghetto.

Ghetto, Temporalités, Mode d'appartenance, Histoire locale, Récits d'acteurs

The article proposes a new reading of the word ghetto with regard to the dense historical past of the case of Venice, a former enclave whose renewal is underway. While reviewing the semantic trajectory of the word ghetto and its use in different contexts, this contribution aims to show how the inhabitants, Venetian Jews, and young missionaries or newcomers, appropriate the local history of the ghetto in order to reaffirm their belonging to this "historical place", perceived differently by each in terms of the contemporary ghetto's issues and transformations. Actors initiate narratives and reactivate competing sequences of history depending on their involvement in the ghetto and the meanings that they attach to it. Who owns the ghetto and its history? This question leads to dissonant uses of the past and conflicts of visibility and representation within the public space of an emerging ghetto.

INDEX

Keywords : Ghetto, Temporalities, Ways of Belonging, Local History, Actors Narratives

AUTEUR

ANTONELLA DI TRANI

Antonella Di Trani est docteure en anthropologie, maître de conférences associée en SHSA à l'ENSAPVS et postdoctorante au LAVUE- CNRS. Elle est chercheure associée au Global Research Programme on Inequality (GRIP) de l'université de Bergen (Norvège), Elle travaille sur l'anthropologie de la ville, les enclaves, les processus de patrimonialisation et revalorisation des quartiers.

Elle a récemment publié *Reinventing the Pedagogy: about Architectural and Urban Utopias. The Experience of Teaching the Humanities and Social Sciences in a School of Architecture during a Pandemic* (2021); avec Milena Guest et Roula Maya, "IO3 Manual of Best Practices for a Blended Flexible Activity in Architecture for Higher Education Institutions" dans *FAM*, n°56 ; et *The Venice Ghetto: in Search of an Authentic Jewish Space*, dans Ewa Tartakowsky et Marcelo Dimenstein (dir.), *Analazing Jewish Europe Today* (Cracovie, Publishing House, 2021).
antonella.ditrani@paris-valdeseine.archi.fr, aditrani@ehess.fr

Au croisement des temporalités et des processus post-catastrophe : Canaan et le camp Corail

At the Intersection of Post-Disaster Processes and Temporalities: Canaan and the Camp Corail

Astrid Lenoir

Introduction

- 1 Le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti a provoqué de nombreux dégâts, essentiellement localisés dans les départements de l'ouest et du sud-est. Bien qu'il soit improbable d'obtenir des chiffres absolument fiables dans ce contexte, les bilans officiels font état de 230 000 morts, 300 000 blessés et 1,2 million de sans-abri¹. La catastrophe a placé Haïti dans une situation très particulière : l'attention de la communauté internationale s'est brusquement portée vers le pays dans une volonté d'aide immédiate. Les programmes de secours de la phase d'urgence ont rapidement laissé place aux projets de reconstruction.
- 2 Le projet de camp de logements provisoires de Corail, situé en banlieue nord de la capitale, est un exemple intéressant des problématiques rencontrées à la suite du séisme et des implications sur le long terme des projets temporaires. L'urbanisation du territoire de Canaan², zone s'étendant sur les communes de Cabaret, Croix-des-Bouquets et Thomazeau³ a démarré à la suite de la déclaration d'utilité publique d'un territoire allant « de l'angle de la Rivière Bretelle à la Route nationale numéro 1 en passant par Bon Repos et Corail-Cesselesse formant un polygone avec la zone communément appelée Concombre⁴ ».
- 3 Deux manières de « faire ville » se sont alors juxtaposées : d'abord l'établissement du camp Corail par les acteurs de l'aide internationale ; ensuite l'installation spontanée de populations sur tout le territoire concerné, appelé plus généralement « Canaan ». En résultent des discours contrastés de la part des nombreux acteurs, témoignant de la

fabrication de ce territoire par une constante négociation des espaces et de leurs usages et dans une pluralité d'échelles et de temporalités.

- 4 On trouve de nombreuses études sur la mise en place des solutions provisoires de logements pour les populations sinistrées : préconisations et recommandations des agences onusiennes, notamment ONU-Habitat, UN-HCR, catalogues et typologies des différents *shelters* émanant souvent d'organisations internationales, etc. Il existe également et plus spécifiquement plusieurs études scientifiques ou rapports d'intervenants professionnels analysant la situation du territoire de Canaan dans une visée prospective, avec propositions de plans stratégiques d'aménagement⁵. Le territoire de Canaan est également un sujet de recherches essentiellement quantitatives de la part de certains acteurs de l'humanitaire, mais les études architecturales, urbaines et paysagères sont peu nombreuses. Entre 2010 et 2019, des organismes satellites du monde de l'humanitaire (groupe Urgence, Réhabilitation, Développement-URD, Humanitarian Policy Group, Institut de recherche et développement-IRD, etc.), rassemblant des chercheurs architectes ou urbanistes, ont produit plusieurs rapports analysant l'évolution de Canaan, sans toutefois s'intéresser précisément au camp Corail. Certains travaux d'anthropologues sont plus particulièrement orientés sur la zone de Canaan, comme ceux d'Alice Corbet⁶, qui s'intéresse depuis plusieurs années aux interconnexions entre le camp de *shelters* et le quartier qui s'est constitué autour. Une communauté de chercheurs canadiens s'intéresse également depuis 2010 à l'histoire de Canaan, notamment l'architecte Anne-Marie Petter, qui travaille sur la question des espaces publics dans un quartier informel⁷. En Haïti, plusieurs chercheurs s'intéressent également à Canaan, notamment par le prisme de la géographie⁸. L'enchevêtrement des échelles, la multiplicité des acteurs et des temporalités, la complexité de la situation politique, sociale et sécuritaire en Haïti rendent la compréhension des dynamiques territoriales en place compliquée.
- 5 Notre recherche se base sur l'étude d'un corpus large de rapports, recherches scientifiques, actes de colloques, plans et stratégies d'aménagements, mais aussi d'articles de périodiques et de blogs, qui reflètent une certaine représentation du territoire étudié. Ces narrations, si elles ne constituent pas des sources objectives (du moins rationnelles), nous paraissent essentielles dans la compréhension du vécu des habitants, de l'expérience physique de l'espace habité et de la perception individuelle et collective du territoire. Ces récits, relus au regard du discours initial institutionnel, permettent une lisibilité des transformations, adaptations, appropriations des différentes formes de logements proposées à travers l'histoire des projets et des usages sur un territoire donné. Plusieurs entretiens avec des architectes, urbanistes, anthropologues, ingénieurs, historiens, membres d'ONG et étudiants en sociologie notamment, ont été réalisés entre 2019 et 2022. Enfin, cet article s'appuie sur une connaissance du contexte haïtien à travers plusieurs visites en 2011 et 2012.
- 6 Deux axes prédisposeront notre recherche sur ce territoire. D'abord, le choix de la structure urbaine de camp, renvoyant à des questions de castramétation, de stratégies d'intervention et de temporalités de projet, propres aujourd'hui aux méthodes utilisées par les organisations humanitaires. Puis, l'interaction entre les différents acteurs cristallisée dans une temporalité post-catastrophe. Ce contexte particulier, dans lequel les pratiques de construction de la ville se voient désorganisées, accueille pour un temps de nouvelles méthodologies portées par des intervenants, le plus souvent étrangers au pays ou à la zone d'intervention. Différents mondes de conception et de

représentation se superposent engageant un dialogue épistémologique parfois déséquilibré et/ou contradictoire.

Le contexte haïtien post-séisme

- 7 Les conséquences du séisme sur Haïti sont multiples ; la catastrophe humaine et matérielle survenue dans un contexte d'importante vulnérabilité a entraîné des répercussions dans tous les domaines de la vie des Haïtiens.

Un État faible partenaire d'un système de l'aide humanitaire aguerri

- 8 Au lendemain du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti, environ 1,2 million de personnes se trouvent sans abri dans une partie du monde où l'État, déjà considérablement faible, se voit dans l'impossibilité d'offrir une réponse adéquate à sa population. Avant 2010, l'organisation du territoire et sa gouvernance étaient assurées par différents organes qui peinaient à mettre en place de véritables politiques urbaines faute de moyen. Le séisme a mis à mal un système déjà affaibli mais où les instances existaient. Différents ministères sont impliqués dans la gestion des territoires. Le ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE) est en charge de l'élaboration des plans nationaux de développement économique et social, le ministère des Travaux publics Transports et Communications (MTPTC) assure la conception, la mise en œuvre et la gestion des infrastructures et des aménagements urbains, l'Unité de construction de logements de bâtiments publics (UCLBP) est entre autres chargée de la question du logement. Un comité, créé quelques années avant le séisme, est en charge de la cohérence et la coordination des actions menées dans le domaine de l'aménagement du territoire :

En 2009, l'État haïtien se dote d'une nouvelle agence dédiée à l'aménagement du territoire, le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), avec comme objectif de « coordonner et d'harmoniser les actions du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire, de gestion des bassins-versants, de gestion de l'eau, d'équipement⁹. »

- 9 Malgré des instances existantes, le gouvernement haïtien dans la période post-catastrophe ne semblait pas en mesure d'assurer le redressement du pays. Si le séisme a été dévastateur y compris au sein des organes décisionnels, il n'est pas seul responsable de la situation gouvernementale de Haïti. Un article de Jan Verlin publié dans les *Cahiers des Amériques* en 2014 et intitulé « Haïti : État failli, État à (re)construire » analyse précisément comment ont évolué les modes de gouvernements en Haïti à partir des années 1990 et comment la perception du pays comme État failli a intercedé dans la mise en place des programmes de l'aide internationale après le 12 janvier 2010.

La perception de Haïti comme État quasiment inexistant pèse fortement sur les politiques de l'humanitaire. [...] l'État est systématiquement déconsidéré comme partenaire de l'aide internationale. En termes de chiffres et de coordination, il joue un rôle mineur¹⁰.

- 10 Les mois qui ont suivi le séisme en Haïti ont été le théâtre de deux principaux phénomènes qui ont conditionné l'ensemble de la phase de reconstruction : un déversement historique d'aide humanitaire et l'incapacité des instances gouvernementales à agir. La situation de crise a mis en exergue la faiblesse de l'État en termes d'assistance aux populations, mais aussi, plus généralement, de gestion de la

question du logement des personnes les plus vulnérables. Les sommes promises pour le relèvement et l'aide à la reconstruction d'Haïti par la communauté internationale ont été historiquement élevées au regard de la situation économique du pays¹¹. Aussi, une instance spéciale a été imaginée afin d'organiser l'aide au mieux : la Commission intérimaire pour la reconstruction de Haïti (CIRH) a été créée par décret présidentiel en avril 2010¹². Cette commission rassemblait les principaux acteurs de la communauté internationale et du gouvernement haïtien. Malgré une volonté de coordination des moyens, les intervenants haïtiens sont apparus écrasés sous le poids de l'appareil humanitaire qui s'est imposé à eux dans toute sa force d'intervention. La Commission était coprésidée par Bill Clinton et Jean-Max Bellerive, alors Premier ministre du gouvernement Préval. Ce nouvel organe décisionnel est intervenu dans une situation juridique, économique et politique chaotique ayant pris racine bien antérieurement au séisme¹³. La mission de la CIRH était la coordination des projets mais aussi la gestion de l'utilisation des fonds de reconstruction, qui n'ont pas été versés directement aux structures haïtiennes. La coordination des projets, notamment liés à l'urbain, puisque la reconstruction suite à un séisme s'articule en premier lieu autour du relèvement et de la consolidation des éléments bâtis, aurait pu être l'occasion exceptionnelle d'ajouter à des dynamiques locales des compétences extérieures.

Port-au-Prince et sa région

- 11 Port-au-Prince, point d'entrée de l'aide internationale, a connu dans les jours et les mois suivants le 12 janvier un afflux important de déplacés internes. Aux habitants de la capitale, ayant pour beaucoup perdu leur logement dans la catastrophe, se sont ajoutées des personnes sinistrées des communes alentour. Chaque espace libre de la ville a très vite été occupé par des campements de fortune constitués de bâches et de tentes, où se sont amoncelées pendant des mois des familles dans des conditions d'extrême précarité. Les rapports de l'OCHA¹⁴ font état en 2010 de plus de 414 camps dispersés dans la ville de Port-au-Prince, dont 21 accueillaient plus de 5 000 personnes¹⁵. Ces populations font partie des plus vulnérables dans un contexte de précarité et d'urgence absolue ; elles n'ont aucune solution alternative et ne possèdent rien car elles étaient majoritairement locataires¹⁶.
- 12 Un premier mouvement migratoire s'est donc effectué vers Port-au-Prince dans les mois suivants le séisme. Le territoire de Canaan, objet de cet article, a été largement occupé à partir d'avril 2010, suite à la déclaration d'utilité publique par le gouvernement. Il est le lieu d'un second mouvement migratoire plus complexe. En effet, si le camp Corail a permis de relocaliser 10 000 personnes, les raisons de l'arrivée des populations s'installant sur le territoire de Canaan sont multiples. Certaines familles ont fui des bidonvilles ou des camps informels insalubres de la capitale. D'autres ont vu dans ce territoire une manière d'obtenir une terre de manière officieuse ou de participer sans entrave à la spéculation de ce territoire en devenir. D'autres encore en ont profité pour fuir des zones rurales¹⁷.

Le cas du camp Corail

- 13 Parmi les terrains squattés se trouve le terrain de golf de Pétion-Ville, commune de l'agglomération de Port-au-Prince, situé dans les hauteurs sur un terrain pentu,

pouvant s'avérer dangereux pendant la saison des pluies. C'est en partie l'appropriation de ce territoire privilégié qui déclenche le projet du camp Corail-Cesselesse, à l'initiative de la CIRH¹⁸. Un terrain est choisi, à un peu moins de 20 kilomètres de la ville, sur une zone très peu construite appelée « Canaan ». Ce territoire appartenant à des firmes haïtiennes devait devenir une zone économique intégrée (ZEI). Elle deviendra en quelques mois une zone d'utilité publique (ZUP) et en quelques années seulement un territoire s'étalant sur 27 kilomètres carrés et abritant plus de 200 000 personnes¹⁹.

- 14 Dès la déclaration d'utilité publique du territoire de Canaan, un projet de construction de camp est envisagé pour la relocalisation des déplacés du Club de golf de Pétion-ville. Le camp Corail devait à l'origine être composé de quatre secteurs. Seuls les secteurs trois et Corail CesseLesse (désignés aussi « secteur 3 » et « secteur 4 ») verront le jour, absorbés dès l'installation des premières familles dans les *shelters* par l'occupation spontanée des terrains tout autour. Encore présentes aujourd'hui, les deux parties de camps ont été construites en très peu de temps par les acteurs de la communauté internationale. Dès avril 2010, les deux terrains ont été préparés, terrassés, divisés et quadrillés. Dans un premier temps, des tentes ont été montées sur le secteur 4, abritant sommairement 2 000 familles déplacées sur ce territoire aride et coupé de la reprise progressive de l'activité à Port-au-Prince. L'OIM construit alors les 300 premiers *shelters* sur le secteur 3. Avec l'arrivée de la saison des pluies, sur ce territoire partiellement inondable et ne comportant aucun système d'assainissement ou d'évacuation des eaux, les tentes du secteur 4 ont été remplacées par des *shelters*. Le camp Corail abrite en juin 2013 pas moins de 10 000 personnes²⁰.

Figure 1. Secteur 3 du camp Corail entouré de zones d'habitations spontanées



Image satellite Google Maps, 2021

Figure 2. Secteur 4 du camp Corail entouré de zones d'habitations spontanées



Image satellite Google Maps, 2021

- 15 Les deux parties du camp sont organisées selon une trame régulière. Chaque secteur est subdivisé en six « blocs ». Les *shelters* du camp Corail sont composés d'une dalle en béton, d'une structure bois, d'un parement en contre-plaqué et d'une toiture en tôles ondulées. La structure et la matérialité de ces constructions, mises en place dans un contexte précaire et déstabilisé, affichent un caractère pérenne et définitif. Les structures bois sont bien dimensionnées et contreventées, les assemblages sont suffisamment nombreux et prévus pour résister aux conditions climatiques de Haïti, les matériaux sont neufs. Les *shelters* sont ancrés dans le sol par des longrines et une dalle en béton. Ils s'inscrivent inexorablement dans le territoire dans une temporalité qui dépasse celle du provisoire.
- 16 Certains *shelters* comportent une galerie couverte donnant sur des axes piétons en terre battue. Les *shelters* sont constitués d'une pièce unique de 18 mètres carrés conçus pour accueillir une famille de quatre personnes. Ils sont disposés sur le territoire selon une trame régulière, alignés les uns à côté des autres. Les espaces extérieurs entre *shelters* ne dépassent pas 5 mètres sur les côtés, 10 à l'arrière, laissant peu de possibilités à l'ordonnancement d'une vie domestique protégée à l'extérieur du *shelter*.
- 17 Le choix de la construction de *shelters* sous la forme de camps interroge la question de l'urgence au prisme de l'urbanisme et des enjeux de territoire. L'encampement, notion développée par Michel Agier dans plusieurs ouvrages dont *Un monde de camps*²¹ est un procédé qui a été longtemps utilisé par les acteurs de l'aide humanitaire. Aujourd'hui remise en question, la mise en place de camps est le plus souvent évitée comme précisé sur le site de l'UN-HCR :

Le HCR et la communauté humanitaire au sens large ne sont pas favorables à la création de camps car nous pensons que d'autres dispositions offrent une vie plus normale aux personnes contraintes de fuir. Lorsqu'il n'y a pas d'alternative, nous concevons soigneusement des camps, des sites ou des installations pour assurer la sécurité des personnes et leur offrir un abri²².
- 18 La création d'un camp répond à un besoin urgent de mise à l'abri instantané, dans une logique de protection des corps mais aussi de contrôle des populations. À Corail, comme pour de nombreux camps mis en place par des organisations humanitaires, les

process ont été appliqués en fonction de recommandations établies en partie par l'UN-HCR, concernant la division de l'espace en blocs, le nombre de *shelters* par unités, la quantité d'espace indispensable à une famille type, le nombre de sanitaires à prévoir et leurs distances maximums, la quantité de denrées à distribuer à chaque personne, le nombre de litres d'eau nécessaires, etc. Sans création d'infrastructures, le fonctionnement du camp n'était possible qu'à la condition de distributions d'aide journalière par les ONG, réduisant la perspective d'une autonomisation des populations et donc d'une reconstruction réelle d'un lieu de vie. Selon un récent rapport de l'Observatoire des camps de réfugiés²³, la décision de la création d'un camp de logements provisoires s'est faite sur insistance de la communauté internationale et de l'armée américaine, malgré l'opposition au projet du gouvernement haïtien. Le camp Corail a été créé sans vision d'ensemble d'aménagement du territoire où l'encampement aurait été envisagé comme véritable phase provisoire d'un projet plus global.

- 19 Après l'installation des familles, la gestion du camp a été attribuée à l'ONG Oxfam, déléguant certains services de base à d'autres organisations : Oxfam pour l'accès à l'eau et l'hygiène, l'OIM pour la gestion des déplacés, la Minustah pour la sécurité du camp. D'autres intervenants se sont vu attribuer des projets pouvant être considérés comme de l'aide au développement, tel que la FAO pour la distribution de semences agricoles ou l'ONG World Vision, en charge de la construction d'une école et de la reforestation. Assez ironiquement au vu du contexte, elle assurait également la formation d'agents municipaux dans les questions de droits humains et de protection de l'environnement. Cette multitude d'intervenants essentiels au fonctionnement du camp et à la survie des populations habitantes dénote d'une profonde contradiction : d'une part le caractère temporaire²⁴ de la situation répondant à l'urgence ; d'autre part, l'application à mettre en place les prémices d'une implantation urbaine pérenne et le discours officiel suggérant le caractère évolutif de ce nouveau quartier d'habitation. René Prével, alors Président de la République, annonçait dès juin 2010 la construction de rues, d'infrastructures et la création d'une « vraie communauté²⁵ » !
- 20 Jusqu'au transfert de la gestion du camp Corail à la mairie de Croix-des-Bouquets le 15 mai 2011²⁶, les seuls organismes autorisés à construire étaient des acteurs humanitaires (ARC et OIM). Le territoire a été ordonnancé avec une rigueur laissant peu de possibilités d'appropriation ou d'adaptabilité aux populations habitantes. Cette maîtrise à l'extrême de l'espace s'étend également à l'organisation du temps au quotidien des habitants, dépossédés de leur ancien habitat perdu lors de la catastrophe, mais également, par cet encampement à Corail, de toute la structure sociale, communautaire et économique de leur vie. L'intervention de l'aide en contextes d'urgence s'est développée avec des logiques d'efficacité, de rapidité, de technicité qui produisent lors de la mise en place de camps de relocalisation, des structures où les sinistrés peuvent difficilement retrouver leur rôle d'« habitant ». Des groupes de recherche, comme l'Humanitarian Policy Group et l'URD, cherchent à analyser les pratiques et les politiques de l'humanitaire. On peut lire dans un de leur rapport sur l'intervention humanitaire en Haïti après le séisme de 2010 :

Les organisations humanitaires se refusent à prendre des risques et mettent donc en œuvre des programmes prédéterminés qu'elles prétendent vouloir contrôler. Le système humanitaire repose ainsi sur une bureaucratie et une culture qui vise à apporter des réponses en termes de mécanismes et de résultats prévisibles. Cela conduit inévitablement à considérer les personnes affectées, et leur gouvernement,

comme des bénéficiaires plutôt que des partenaires actifs, pouvant avoir leurs propres stratégies (imparfaites et chaotiques) pour solutionner eux-mêmes leurs problèmes²⁷.

- 21 En 2012, les habitants du camp Corail ont profondément remis en question le travail des organisations encore présentes. Alice Corbet, dans un article intitulé *Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti*, décrypte les dynamiques sociales et politiques ayant amené à ce mouvement. Faisant preuve d'une organisation remarquable, plusieurs centaines d'habitants du camp Corail ont affrété des bus afin de se rendre à Pétion-Ville, où se trouvaient la plupart des bureaux des ONG. Demandant à l'origine une plus grande transparence dans les choix des programmes humanitaires, les décisions et les projets pour l'avenir, le mouvement populaire s'est finalement transformé en soulèvement contre les organisations gestionnaires.

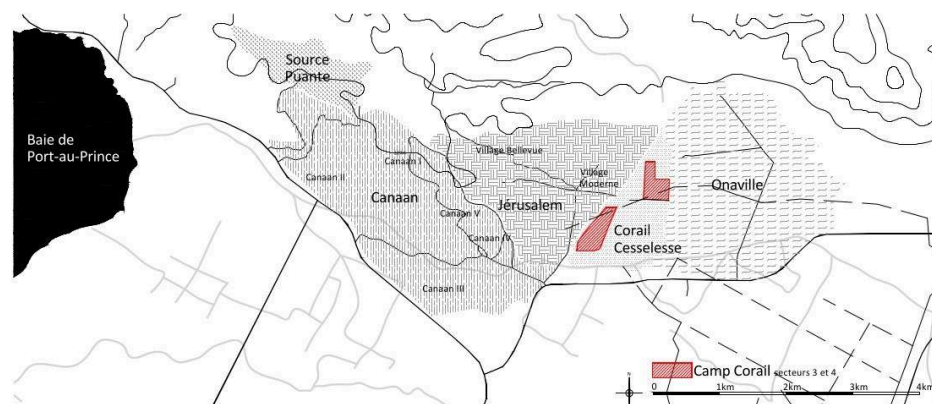
[...] à travers ces protestations, toutes les ONG étaient ciblées car elles cristallisaient l'ensemble des frustrations des habitants de Corail, notamment au sujet de l'incompréhension qu'ils avaient de leurs méthodes. Suite à ces tensions, l'ensemble des organisations de solidarité se retira du camp lors de l'été 2012²⁸.

- 22 Par cette action, la population du camp Corail a transformé son statut de « bénéficiaire » de l'aide en acteur de sa propre reconstruction. La structure spatiale du camp est devenue à partir de ce moment, la base d'un nouveau système urbain, que les habitants vont se réapproprier lentement. Dix années après sa mise en place, les adaptations spatiales du camp sont visibles à l'échelle des habitations, parfois regroupées en deux ou trois *shelters*. Les unités d'habitation ont souvent été agrandies par une extension sur un des côtés, permettant une adaptation du logement à une réalité domestique. Surtout, on note une forme de sécurisation et d'appropriation du territoire par la mise en place de clôtures (tôles, bois, maçonnerie ou parfois végétation épineuse) qui entourent souvent plusieurs *shelters* à la fois. On peut supposer une redistribution des familles et/ou groupes sociaux par blocs de deux ou trois *shelters*. Malgré ces adaptations à l'échelle de l'unité du *shelter*, le système du camp à une échelle plus grande a été peu transformé, présentant une certaine forme de résistance à l'initiative individuelle et collective. La négociation entre la structure existante du camp et les possibilités des habitants dans ce contexte d'extrême précarité semble déséquilibrée, même après le départ des acteurs structurels.

Développement du territoire de Canaan

- 23 Si les collines de Canaan tiennent apparemment leur nom d'un lieu de pèlerinage de croyants de l'Armée du Salut²⁹, le territoire alentour dénommé du même nom enferme une histoire plus sombre. La zone de Canaan comporte notamment un endroit appelé « Titanyen » (en créole haïtien, signifie « titanesque » en français), connu pour avoir été le lieu d'exécutions sommaires sous la dictature Duvalier. Par ailleurs, la plaine de Canaan a accueilli des fosses communes après le séisme de 2010³⁰.

Figure 3. Cartographie de la zone de Canaan



Plan de la zone de Canaan avec les deux secteurs du camp Corail.

Astrid Lenoir, 2022

- 24 Il s'agit d'un territoire aride et difficile d'accès où l'eau ravine sans nourrir le sol. Début 2010, la zone n'était longée dans sa partie sud que par la route nationale n° 1 partant vers l'ouest et la route nationale n° 3 vers l'est. Une partie du territoire de Canaan est également sujette à de fortes inondations pendant les saisons des pluies. Pourtant, dès l'installation des premières tentes sur le secteur 3 de Corail, des familles ne faisant pas partie du programme de relocalisation se sont établies tout autour. Très rapidement, des parcelles ont été délimitées et des abris plus ou moins solides ont été construits. Les chiffres estimés font état de 10 000 personnes habitant dans le camp Corail et 300 000 personnes habitant l'aire de Canaan au mois de juin 2013³¹
- 25 Le développement extrêmement rapide de Canaan dans une temporalité récente rend l'analyse de la construction de ce territoire complexe. Si l'organisation urbaine de Canaan a échappé aux instances gouvernementales, elle ne s'est pour autant pas constituée par simple agglomération d'installations spontanées individuelles.

Établissements spontanés et création de quartiers

- 26 À partir de la fin 2010, de véritables quartiers d'habitations ont vu le jour. Toujours sans planification globale, ni situation légale, la plaine a été délimitée en milliers de petites parcelles sur lesquelles chacun construisait son habitat comme il le pouvait. Au-delà de l'installation d'habitations, des rues furent dessinées et nommées, des terrains réservés comme espaces communs, un réseau de transports locaux (« tap-tap ») mis en place, sans intervention de l'État ni des organisations humanitaires, qui n'ont commencé à intervenir que plus tard pour pallier certains besoins. Si certains chercheurs comme Joan Clos, directeur exécutif d'ONU-Habitat en 2013, insistent sur la notion d'espace public qui différencie le quartier urbanisé du bidonville, d'autres recherches montrent que Canaan ne s'est pas constitué exactement de la même manière que les autres bidonvilles du pays. Les travaux d'Anne-Marie Petter en particulier s'intéressent justement à la manière dont les habitants de Canaan se sont organisés pour réserver certains espaces dits « publics³² ».

- 27 Avec l'installation massive de populations, des communautés se sont recréées, des quartiers ont été nommés et définis et gérés lors de réunions de « tables de quartiers ». La zone urbaine dite « de Canaan » compte aujourd'hui de nombreuses écoles³³, des centres de santé, une multitude de petits commerces, plusieurs marchés, des terrains de sport, des espaces communautaires, etc. Un monde économique et social s'est créé, avec l'aide ponctuelle d'associations, mais sans planification globale et sans stratégie viable à l'échelle de la ville ou de la région.
- 28 À l'échelle du logement, les maisons de Canaan (aussi bien que les *shelters* du camp) ont changé plusieurs fois de locataire ou de propriétaire sans que l'État n'intervienne. Un système parallèle à l'organisation administrative officielle s'est mis en place, s'inscrivant à une échelle macroscopique dans une dynamique habitante de substitution face à un manque d'engagement de l'État.
- 29 Cependant, l'organisation territoriale par les habitants de Canaan met en évidence la difficulté de pratiques foncières non encadrées par un cadre légal. Magally Constant, dans son article « Canaan ou la terre refuge », précédemment cité, nous rappelle un extrait de l'éditorial du *Nouvelliste*³⁴ du 11 décembre 2012 :
- [...] C'est l'histoire d'un petit lopin de terre en face de chez elle, enfin, de sa tente. Un premier citoyen a acheté le lopin de terre et a commencé à placer tôles, bâches et bois. Il s'est déplacé. On a revendu sa « terre » en son absence. Un deuxième citoyen s'amène et fait bâtir : tôles et bois, pas de bâche. Cela avance lentement. Il s'absente. On revend la terre. Le même « on » qui, spoliant un premier propriétaire, lui avait vendu son lopin. Un troisième citoyen qui achète au prix assez fort (30 000 gourdes³⁵) les quelques mètres carrés débute les fondations en pierre de taille... Il s'essouffle, le travail s'arrête. Il s'absente pour aller brasser et chercher des fonds. À son retour, le terrain est revendu. Un quatrième achète et finit, enfin, la construction. Il est propriétaire d'une maison contestée. Sitôt informé de la situation, il se met en quête d'un pigeon et vend la terre et la maison, rentrant donc son argent avec un petit bénéfice et le grand avantage de transférer les futures poursuites au nouvel heureux propriétaire.

Initiatives habitantes

- 30 Pourtant, depuis 2012, alors que le caractère provisoire des installations avait été définitivement écarté, de nombreuses organisations communautaires de base (OCB) ont été créées par les habitants de Canaan. Ces OCB sont coordonnées par un Centre de ressources communautaires (CRC)³⁶. Elles interviennent et prennent en charge dans la mesure de leurs moyens mis en commun, des problématiques relatives à l'urbanisation de la zone : assainissement, approvisionnement en eau, réseaux électriques, accès à internet, mais aussi entretien des routes, rues et chemins, reboisement, etc. Elles tentent également de gérer les conflits, notamment fonciers, générés par un système informel. Ces OCB se substituent à la défaillance notoire des institutions gouvernementales et rendent les habitants acteurs de la transformation de leur espace de vie.
- 31 Des organisations locales sont également particulièrement actives dans les quartiers les plus anciennement habités de la zone de Canaan, à savoir Canaan I, II, III, IV et V. Quatre organisations sont évoquées dans l'article de Magally Constant :
- Haïti en Action pour le Progrès (HAP), qui aurait procédé au premier traçage géo-urbain de la zone et installé les premiers « repères » ;

- le Rassemblement des Citoyens Conséquents pour le Progrès (RADICOP), qui aurait contribué au traçage de plusieurs voies de circulations à Canaan III ;
 - l'Organisation des victimes du séisme de Canaan (OVISEC), qui procéderait dans certaines zones (notamment Canaan II) à la distribution des terres, à la « gestion foncière » en donnant son autorisation pour la passation des terrains entre « propriétaires » ;
 - le Comité de Développement des Citoyens Conséquents pour le Progrès (CDSCSC), qui organiserait la gestion de l'accès des habitants à l'électricité ; il exigerait également une rétribution à l'installation de chaque nouvelle famille sur les terrains des différentes zones (entre 2500 et 5000 gourdes par famille).
- 32 Sans la présence active des autorités publiques, une multitude de systèmes se sont mis en place avec lesquels les habitants doivent constamment négocier. De plus, de nombreuses organisations humanitaires développent des projets ponctuels sans véritable volonté de coordination.

C'est ainsi qu'au sein des périphéries, l'aide au développement s'est imposée comme un important producteur d'espaces urbains à travers la réalisation de travaux ciblés d'infrastructures et d'aménagements qui participent, à leur manière, à la viabilisation de quartiers dont l'origine est souvent informelle voire illégale. Elle encourage ainsi directement leur structuration et la pérennisation de cette forme d'occupation, caractéristique du développement urbain en Haïti³⁷.

Canaan, l'image d'un développement non contrôlé

- 33 Parallèlement aux initiatives habitantes maintenant malgré tout un ordonnancement de leur habitat³⁸, les discours notamment de la presse haïtienne qualifient ce territoire de « bidonville » tout en reconnaissant sa spécificité organisationnelle.

Le petit peuple construit quand le Parlement et le Gouvernement commencent à penser à la reconstruction. Hyperbidonville, Canaan s'élève dans les collines environnantes de la route nationale n° 1 à la route nord de Port-au-Prince à une vitesse vertigineuse. Boulangeries, maisons de matériaux³⁹ de construction, blanchisseries, écoles, églises, cliniques, unité de traitement de choléra, cybercafé, studio de photo, restaurant, salle de cinéma, *bank bòlèt* [« loterie »], *gagè* [« gaguère »], marché, dépôts de provisions alimentaires, station de véhicules de transports en commun, citernes d'eau privées, kiosques de traitement d'eau traitée par osmose inverse, terrain de football, poste de police, etc.⁴⁰.

- 34 L'initiative habitante représente ici à la fois une force d'action de transformation et d'appropriation des territoires, mais aussi le désengagement et la déresponsabilisation de l'État face aux problématiques de logement des populations vulnérables. Comme développé dans l'article d'Anne-Laurence Verret « De la citoyenneté active vers le développement : le cas de Canaan », les dynamiques habitantes auraient pu être envisagées comme cocréatrice de fabrication de l'espace urbain, si elles avaient été accompagnées par un système gouvernemental capable.
- 35 La différence de développement au cours de ces dix dernières années des quartiers de Canaan et des deux secteurs du camp Corail est particulièrement remarquable dans la possibilité et la manière dont les habitants ont réinvesti et transformé le territoire qu'ils habitent. À l'installation des premiers habitants dans des *shelters*, certaines personnalités publiques avançaient l'idée d'un grand projet de transformation de la zone en pôle d'activité regroupant industries et zones de logements pouvant fournir de la main-d'œuvre⁴¹. Cumulant les schémas directeurs, mais sans moyens, l'espoir que Canaan puisse devenir le « New Haïti », extension moderne et industrielle de Port-au-

Prince permettant de désengorger la capitale et annoncée comme un futur pôle d'attractivité de la Caraïbe, est resté lettre morte. Du point de vue des investisseurs et industriels, mais aussi de la presse étrangère et haïtienne, Canaan souffre de l'image d'un territoire au développement anarchique stigmatisant les populations habitantes.

Des initiatives superposées dans des temporalités multiples

- 36 Les instances gouvernementales, si elles ont été absentes au moment de l'établissement massif de populations à Canaan, tentent aujourd'hui de reprendre le contrôle de ce territoire.
- 37 En 2013 le Programme d'appui à la reconstruction du logements et des quartiers (PARLQ), financé en grande partie par le Fond de reconstruction en Haïti, avait pour ambition d'outiller le gouvernement haïtien et les collectivités territoriales en matière de reconstruction et de planification urbaine. À Canaan, depuis 2015, le gouvernement haïtien accompagné de partenaires internationaux essaye d'établir un projet de développement global. Plusieurs initiatives, d'abord destinées à faire l'état des lieux de la situation puis à établir un plan stratégique de développement, ont été mises en place. L'Initiative de développement urbain (URDI) est un projet financé par Usaid et coordonné par l'UCLBP, qui a vu le jour en 2015. Trois rapports ont été produits : premièrement, l'analyse et le diagnostic urbains de l'existant, puis le cadre stratégique de développement urbain, et enfin le plan de la structure urbaine. Ces travaux de recherche et de projection ont été mis au point par l'équipe d'ONU-Habitat, composée d'urbanistes ainsi que « l'équipe pays⁴² en Haïti, avec le support de l'Usaid, de l'UCLBP, de la Croix-Rouge américaine et de la Croix-Rouge haïtienne. Il semble néanmoins que les temporalités de projets des acteurs de la reconstruction (institutions haïtiennes ou organisations internationales) se heurtent à des dynamiques habitantes plus rapidement engagées.

Figure 4. Route séparant le camp Corail de Canaan



Croquis : Astrid Lenoir, 2021

Conclusion

- 38 Le temps, par la survivance des *habitus*, au sens sociologique du terme, ancre les populations bénéficiaires dans un rapport au monde qui dépasse le caractère provisoire des camps de logements. Sur le territoire étudié, considérant l'appropriation des espaces et des territoires vécus, un écart est notable entre le développement des deux secteurs du camp Corail et les autres quartiers de Canaan. On l'a vu, la réduction des temporalités de la période d'urgence engendre des méthodologies de projet qui ne permettent pas le temps de la recherche et empêchent la compréhension des spécificités locales, d'autant plus lorsqu'elles sont menées par des intervenants extérieurs. Parallèlement, les membres d'une collectivité ont une connaissance organique de leurs propres besoins et modes de vie mais aussi du territoire qu'elles habitent. La création du camp Corail marque une rupture dans un processus de fabrication des quartiers par l'usage et la négociation. Simultanément, à travers les discours et l'imaginaire associés à ce lieu regroupant pendant un temps une potentielle aide humanitaire, le camp Corail a été le point d'entrée du développement d'un nouveau territoire habité, Canaan, où la dimension domestique individuelle s'articule avec une forme d'organisation du territoire collective.
- 39 Au-delà du sujet de l'assistance des personnes vulnérables et de l'apport d'une aide matérielle, l'échelle du temps long nous permet d'envisager les réponses mises en place en situation de crise dans un rapport systémique où plusieurs processus s'imbriquent. Joern Birkmann⁴³ distingue les adaptations possibles en deux catégories : les « adaptations de premier ordre », ayant trait à la sphère de l'action institutionnelle

dans des mesures de transformations structurelles de grande échelle, et les « adaptations de second ordre », prenant en compte les conséquences des « adaptations de premier ordre ».

- 40 À Corail, les acteurs locaux concernés n'ont été que peu entendus, n'ayant pas les capacités institutionnelles nécessaires pour engager d'autres dynamiques que celles de l'humanitaire. L'« adaptation de premier ordre » n'a pas répondu aux besoins des populations et n'a pas permis la mise en place de mesures structurelles permettant de faire face à la récurrence des aléas naturels de ce territoire. Pourtant, dans un contexte où l'État est faible et désengagé de la question du logement, l'occupation et l'implantation de la zone urbaine de Canaan montrent que les dynamiques habitantes peuvent s'organiser rapidement et spontanément, même dans un contexte post-catastrophe. Cette « adaptation de second ordre » peut être lue comme une réponse aux conséquences d'une « adaptation de premier ordre » défailante.
- 41 Le 14 avril 2021, onze ans après le séisme du 12 janvier, un nouveau tremblement de terre a fait de nombreux dégâts dans les départements du Grand Sud haïtien. La catastrophe, si elle n'a pas provoqué d'effondrement comparable à la situation de 2012, nous fait constater une évolution dans le positionnement des instances gouvernementales haïtiennes. La mise en place de camps a été catégoriquement rejetée et des centres d'urgence départementaux équipés avaient préalablement été mis en place (services liés au ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales). Ces centres ont permis, dans une certaine mesure, d'apporter une réponse rapide en situation de crise. Ils ont une mission d'alerte, de diffusion de l'information liée aux aléas, mais aussi de sensibilisation et de formation afin de favoriser les techniques constructives adaptées aux risques. Dans un mécanisme d'apprentissage collectif, la situation de la zone de Canaan a indéniablement influencé la mise en place de systèmes d'« adaptation de premier ordre » plus efficaces. Fondée sur un retour critique et théorique de l'expérience passée, l'évaluation des changements introduits par les adaptations de premier et de second ordres dans une temporalité longue, met en perspective le caractère évolutif du système.

BIBLIOGRAPHIE

Liste des sigles

ARC: *American Refugee Council*

CIAT : Comité interministériel d'aménagement du territoire

CIRH : Commission intérimaire pour la reconstruction en Haïti

CRC : Centre de ressources communautaires

FAO: *Food and Agriculture Organization (of the United Nations)*

IFRC: *International Federation of the Red Cross and Red Crescent*

MINUSTAH : Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti

MPCE : ministère de la Planification et de la Coopération externe

MTPTC : ministère des Travaux publics, Transports et Communications en Haïti

OCB : organisation communautaire de base
 OCHA: *Office of the Coordination of Humanitarian Affairs*
 OIM : Organisation internationale pour les migrations
 ONG : organisation non gouvernementale
 ONU : Organisation des Nations unies
 ONU-Habitat : Programme des Nations unies pour les établissements humains
 UCLBP : Unité de construction de logements et de bâtiments publics
 UN : *United Nations*
 UN-HCR : agence des Nations unies pour les réfugiés, autrefois appelé Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ou Haut-Commissariat aux réfugiés
 URD : Urgence, Réhabilitation, Développement. Think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités

Michel Agier, Clara Lecadet, *Un monde de camps*, Paris, La Découverte, 2014.

Chadia Boudarssa, « Le Modèle humanitaire occidental dominant en question ? », *Grotius International*, 2 décembre 2012, [en ligne] [<https://grotius.fr/le-modele-humanitaire-occidental-dominant-en-question/>], consulté le 18/02/2021.

Chantal Céant, Sabine Malebranche, « L'Haïtien, son habitat et son bien-être », *Le Nouvelliste*, 1^{er} mars 2020, [en ligne] [<https://lenouvelliste.com/article/213247/lhaitien-son-habitat-et-son-bien-etre>], consulté le 28/12/2021.

Patrice Ceccarini. « *Ethics of Care* au regard de l'architecture : le projet architectural comme projet réparateur, soignant et thérapeutique », *Specificites*, n° 1, Nîmes, Champ Social, 2012, p. 57-76.

Alice Corbet, « Community After All? An Inside Perspective on Encampement in Haïti », *Journal of Refugee Studies*, vol. 26, n° 2, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 166-186.

Alice Corbet, « Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti », *Cultures et conflits*, n° 93, Paris, L'Harmattan, 2014.

Valéry Daudier. « Canaan, 10 ans après... », *Le Nouvelliste*, 10 janvier 2020, [en ligne] [<https://lenouvelliste.com/article/210985/canaan-10-ans-apres>], consulté le 17/03/2022.

Marcel Dorigny *et al.*, *Haïti-France. Les chaînes de la dette. Le rapport Mackau (1825)*, Paris, Hémisphères, 2021.

Haïti Libre, « Le Dossier noir des camps aux illusions », *Haïti Libre*, 19 mai 2010, [en ligne] [<https://www.haitilibre.com/article-112-le-dossier-noir-des-camps-aux-illusions.html>], consulté le 07/04/2022.

Haïti Libre (Sandra), « Le Fiasco de camp Corail », *Haïti Libre*, 4 juin 2010, [en ligne] [<https://www.haitilibre.com/article-262-haiti-humanitaire-le-fiasco-de-camp-corail.html>], consulté le 30/08/2021.

Johann-Christian Hannemann *et al.*, « Designing for Uncertainty: The Case of Canaan, Haiti », *Revising Green Infrastructure: Concepts Between Nature and Design*, Boca Raton, CRC Press., 2014, p. 323-351.

Bernard Hours, *L'Idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Laënnec Hurbon, « Démocratisation, identité culturelle et identité nationale en Haïti », *Pouvoirs dans la Caraïbe*, n° 10, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 214-233.

- Cyrus Mechkat, Hossein Sarem-Kalali, « De l'habitat d'urgence et de la reconstruction au développement », *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, n° 139, 1999, p. 16186.
- Milo Milfort, « Controverse autour du camp Corail », *Actualités Politiques – Haïtinews2000*, 2013, [en ligne] [<https://haitinews2000.net/8789/controverse-autour-du-camp-corail/>], consulté le 18/02/2021.
- Paul Moral, « La Maison rurale en Haïti », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 38, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 1957, p. 117-130.
- Claire Antone Paytone, « City of Water Port-au-Prince, Inequality, and the Social Meaning of Rain », *Journal of Urban History*, 2021, The Urban History Association, p. 1-22.
- Raoul Peck, *Assistance mortelle, une occasion en or pour piller Haïti pour les blancs et nos politiciens*, documentaire, Arte France/Entre Chien et Loup/RTBF/Velvet Film, 2013.
- Anne-Marie Petter *et al.*, « City Profile: Canaan, Haïti. A New Post Disaster City », *Cities*, n° 104, 2020.
- Neptune Prince *et al.*, « Gestion environnementale dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince : entre le droit et la participation citoyenne, le cas de Canaan », *Haïti Perspectives*, n° 6, Laval (Québec), Grahn-Monde, 2018, p. 42-48.
- Giovanna Salomé, « L'Habitat post-désastre entre urgence et reconstruction. Un site transitionnel en Haïti après le séisme du 12 janvier 2010 », *Journal des anthropologues, Association française des anthropologues*, n° 136137, 2014, p. 327-351.
- Claude-Bernard Serant, « Canaan le camp des camps », *Le Nouvelliste*, 11 janvier 2012, [en ligne], [<https://lenouvelliste.com/article/101538/canaan-le-camp-des-camps>], consulté le 15/07/2021.
- Angela Sherwood *et al.*, *Supporting Durable Solutions to Urban, Post-Disaster Displacement: Challenges and Opportunities in Haiti*, Washington, Brooking, 2014.
- Mathis Stock, « Habiter comme “faire avec l'espace”. Réflexions à partir des théories de la pratique », *Annales de géographie*, vol. 704, n° 4, 2015, p. 424-441.
- Mathis Stock, « Pratiques des lieux, modes d'habiter, régimes d'habiter : Pour une analyse triadique des dimensions spatiales des sociétés humaines », *Travaux de l'Institut géographique de Reims*, n° 115, 2003, Reims, p. 213-329.
- Jean-Marie Théodat *et al.*, « Sociétés et espaces haïtiens contemporains : nouveaux regards », *Les Cahiers d'Outre-mer*, 279, Pessac, France, Presses universitaires de Bordeaux, 2020.
- Anne-Laurence Verret *et al.*, *De l'informalité à la gestion alternative d'une ville soutenable : le cas de Canaan*, cte du colloque « Quel développement urbain pour la ville post-crise ? », Pétion-Ville, Pédagogie Nouvelle S.A., 2017, p. 115-121.

NOTES

1. Radio Canada, « Le Bilan grimpe à 230 000 morts. », *Radio-Canada.ca*, 10 février 2010, [en ligne] [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/463074/haiti-bilan>], consulté le 01/09/2022.
2. Le terme de Canaan est utilisé par les populations et par les autorités pour désigner une zone incluant les quartiers de Canaan I, II, III, IV, V, Village Moderne, Village Bellevue, Jérusalem, Source Puante, Corail Cesselesse, et jusqu'à Village Découverte et Village des Pêcheurs.
3. ONU-Habitat, « Une vision stratégique et une structure urbaine pour Canaan. Première charrette de planification urbaine », Port-au-Prince, 2015.

4. *Le Moniteur, Journal officiel de la République de Haïti*, 165^e année, n° 21, le 22 mars 2010, signé par le président René Prével.
5. ONU-Habitat *et al.*, « Initiative de développement urbain (URDI) pour la zone de Canaan, Port-au-Prince. Plan de la structure urbaine », Port-au-Prince, 2016.
6. Voir notamment Alice Corbet, « Dynamiques d'encampement : comparaison entre un camp formel et un camp informel en Haïti », *Cultures et conflits*, n° 93, 8 juillet 2014, CECLS/L'Harmattan, p. 87-108 ; Alice Corbet, « Community After All ? An Inside Perspective on Encampement in Haïti », *Journal of Refugee Studies*, 2016, vol. 26, n° 2, 2016, Oxford, Oxford University Press, p. 166-186.
7. Voir notamment Anne-Marie Petter *et al.*, « City Profile : Canaan, Haiti. A New Post Disaster City », *Cities*, vol. 104, septembre 2020.
8. Voir notamment Neptune Prince *et al.*, « Gestion environnementale dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince : entre le droit et la participation citoyenne, le cas de Canaan », *Haïti Perspectives*, vol. 6, n° 3, 2018, Port-au-Prince, p. 42-48 ; Anne-Laurence Verret, Anie Bras, Evens Emmanuel, « De l'informalité à la gestion alternative d'une ville soutenable : le cas de Canaan », *Quel développement urbain pour la ville post-crise ?*, Pétion-Ville, Pédagogie Nouvelle S.A., avril 2017, p. 115-121.
9. Bezunesh Tamru, Marie Redon, « Introduction », *Les Cahiers d'Outre-mer*, 279, n° 72 « Sociétés et espaces haïtiens contemporains : nouveaux regards », Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2020, p. 15.
10. Jan Verlin, « Haïti : État failli, État à (re)construire », *Cahiers des Amériques latines*, n° 75 « Modes de gouvernement en Haïti après le séisme de 2010 », 3 septembre 2014, IHEAL/CREDA, p. 25-40.
11. Le PIB d'Haïti en 2010 s'élevait à 11,86 milliards de dollars américains, tandis que les promesses de dons recueillies par la Conférence internationale des Nations unies du 31 mars 2010 se sont élevées à 10 milliards de dollars américains (source Banque mondiale). Voir notamment Raoul Peck (réalisateur), *Assistance mortelle, une occasion en or pour piller Haïti pour les blancs et nos politiciens*, Arte France/Entre Chien et Loup/RTBF/Velvet Film, 2013.
12. *Le Moniteur, Journal officiel de la République de Haïti*, n° 29, 165^e année, le 19 avril 2010, signé par le président René Prével.
13. Voir notamment Marcel Dorigny *et al.*, *Haïti-France. Les chaînes de la dette. Le rapport Mackau (1825)*, Paris, Hémisphères, 2021.
14. OCHA est le bureau de coordination des affaires humanitaires, créé en 2004, suite à la difficile coordination de l'aide humanitaire en Indonésie.
15. OCHA, « Haïti Earthquake : Situation Report n° 24 », 2010, p. 1-10.
16. Les populations des camps étaient à 81,7 % locataires avant le séisme selon les chiffres de l'OIM.
17. Johann-Christian Hannemann, Christian Werthmann, Thomas Hauck, « Designing for Uncertainty: The Case of Canaan, Haiti », dans Daniel Czechowski, Thomas Hauck, Georg Hausladen, *Revising Green Infrastructure: Concepts Between Nature and Design*, Boca Raton, CRC Press, 2014, p. 326.
18. Commission intérimaire pour la reconstruction de Haïti.
19. Anne-Laurence Verret *et al.*, « De la citoyenneté active vers le développement de la ville durable : le cas de Canaan », *Haïti Perspectives*, n° 3, 2016, Grahne (Québec), p. 25.
20. Isabelle Leroy, « Camp de déplacé-e-s Corail-Cesselesse », rapport de terrain, Observatoire des camps de réfugiés, juin 2020, p. 4.
21. Michel Agier, *Un monde de camps*, La Découverte, 2014.
22. Traduction de l'auteur : « UNHCR and the wider humanitarian community are not in favour of creating camps because we think other arrangements offer a more normal life for people forced to flee. When there is no alternative, we design camps, sites or settlements carefully to keep people safe and give

them shelter », UN-HCR, *The UN Refugee Agency, Shelter, Alternative to Camps*, [en ligne], [https://www.unhcr.org/shelter.html], consulté le 01/08/2022.

23. Isabelle Leroy, *op. cit.*

24. Les *shelters* ont une durabilité selon les rapports des organisations internationales de trois à cinq ans maximum, aucune viabilisation des terrains n'a été envisagée.

25. Sandra, « Le fiasco de camp Corail », *Haïti Libre*, 4 juin 2010, [en ligne] [https://www.haitilibre.com/article-262-haiti-humanitaire-le-fiasco-de-camp-corail.html], consulté le 15/03/2019.

26. Jonas Laurince, « La Mairie de la Croix-des-Bouquets, nouveau gestionnaire du Camp Corail, Haïti », *ReliefWeb*, 30 mai 2011, [en ligne], [https://reliefweb.int/report/haiti/la-mairie-de-la-croix-des-bouquets-nouveau-gestionnaire-du-camp-corail], consulté le 12/03/2020.

27. Simon Levine *et al.*, « Faire fi des réalités ! Problématiques foncières, institutions locales et action humanitaire après le tremblement de terre en Haïti », *Working Paper*, London, Humanitarian Policy Group/URD, 2012, p. 4.

28. Alice Corbet, « Dynamiques d'encampement... », *op. cit.*, p. 87-108.

29. Magally Constant, « Canaan ou la terre refuge », *Reconstruire*, n° 7, janvier 2013, Delmas, L'Observatoire de la reconstruction, 2013, p. 9.

30. Alice Corbet, « Community After All?... », *op. cit.*, p. 166-186.

31. Johann-Christian Hannemann, Christian Werthmann, Thomas Hauck, *op. cit.*, p. 326.

32. Anne-Marie Petter *et al.*, *op. cit.*

33. Privées, souvent gérées par des organisations religieuses.

34. Quotidien haïtien.

35. Monnaie haïtienne ayant un ratio approximatif de 40 : 1 avec le dollar américain en 2013, soit environ 750 dollars.

36. Anne-Laurence Verret *et al.*, *op. cit.*, p. 28.

37. Antoine Rivière, « Haïti : des collectivités territoriales écartées de la reconstruction », *Cahiers d'Outre-mer*, n° 279 « Sociétés et espaces haïtiens contemporains : nouveaux regards », Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2020, p. 250.

38. Nous prenons ici la notion d'« habiter » au sens large telle que définie par Heidegger dans « Bâtir, habiter, penser » (conférence prononcée au mois d'août 1951 à Darmstadt)

39. Les « maisons de matériaux » sont des petits commerces de matériaux de construction de base (blocs de béton, claustras en béton, sacs de ciment, sable, gravier, sections de bois, consommables, outils, etc.). De même que pour les commerces de proximité, ces revendeurs permettent aux artisans d'acheter en petite quantité, au jour le jour, les matériaux dont ils ont besoin.

40. Claude-Bernard Serant, « Canaan le camp des camps », *Le Nouvelliste*, 11 janvier 2012, [en ligne], [https://lenouvelliste.com/article/101538/canaan-le-camp-des-camps], consulté le 10/02/2019.

41. Jonathan M. Katz, « Haiti Recovery paralyzed 6 Months after Deadly Quake », *NBCNews*, 11 juillet 2010, [en ligne], [https://www.nbcnews.com/id/wbna38184951], consulté le 21/03/2020.

42. « L'équipe pays » est un terme utilisé dans le langage du domaine de l'humanitaire pour désigner l'équipe résidant dans le pays d'intervention qu'il s'agisse de professionnels expatriés ou locaux. Elle se distingue souvent des équipes de professionnels situées au siège de l'organisation humanitaire et des consultants envoyés ponctuellement.

43. Joern Birkmann, « First-and Second-Order Adaptation to Natural Hazards and Extreme Events in the Context of Climate Change », *Natural Hazards*, 2011, p. 811-840.

RÉSUMÉS

En Haïti, à la suite du séisme du 12 janvier 2010, un territoire peu habité au nord de Port-au-Prince a été retenu pour la construction du camp Corail. Constitué de deux secteurs, ce camp de logements provisoires a permis la relocalisation d'environ 10 000 personnes. Tout autour, la zone de Canaan s'est très vite constituée comme un véritable quartier d'habitations, par l'établissement spontané de dizaines de milliers de personnes. Rassemblées sur un même territoire, nous nous intéresserons à la manière dont se sont constituées ces deux entités (le camp Corail et Canaan) à travers l'analyse de l'action des différents acteurs, des pratiques, des discours et des représentations.

In Haiti, following the earthquake of January 12, 2010, a sparsely populated territory located in the north of Port-au-Prince was selected for the construction of Camp Corail. This temporary housing camp, divided in two sectors, enabled the relocation of around 10,000 people. The area surrounding Canaan quickly became a real residential district, with the spontaneous settlement of tens of thousands of people. Gathered on the same territory, we explore the way in which these two entities were constituted (the Camp Corail and Canaan) through the analysis of the role, practices, discourses and representations of different actors.

INDEX

Mots-clés : Haïti, Encampement, Ville spontanée, Reconstruction, Temps long

Keywords : Haïti, Settlement Camp, Spontaneous City, Reconstruction, Long-Term

AUTEUR

ASTRID LENOIR

Astrid Lenoir est architecte praticienne cogérante d'XYZ architectes depuis 2015. Par ailleurs, elle mène un doctorat depuis janvier 2021, sous la direction de Gilles-Antoine Langlois, portant sur les systèmes de logements provisoires mis en place en situation d'urgence et leur pérennité dans le temps long. Son travail s'oriente plus précisément sur la notion d'encampement et les incidences de cette forme urbaine particulière sur la construction de l'espace de la ville. Ses terrains d'études vont des camps de logements provisoires en France dans l'immédiat après Seconde Guerre mondiale à la situation post-séisme de 2010 à aujourd'hui en Haïti.

Du lieu de production à la production des lieux : histoire socio-matérielle de la brasserie Gruber dans son contexte territorial

Strasbourg-Koenigshoffen, 1828-1914

From the Place of Production to the Production of Place: the Socio-Material History of Gruber Brewery in its Territorial Context. Strasbourg-Koenigshoffen, 1828-1914

Nicolas Handtschoewercker

Introduction

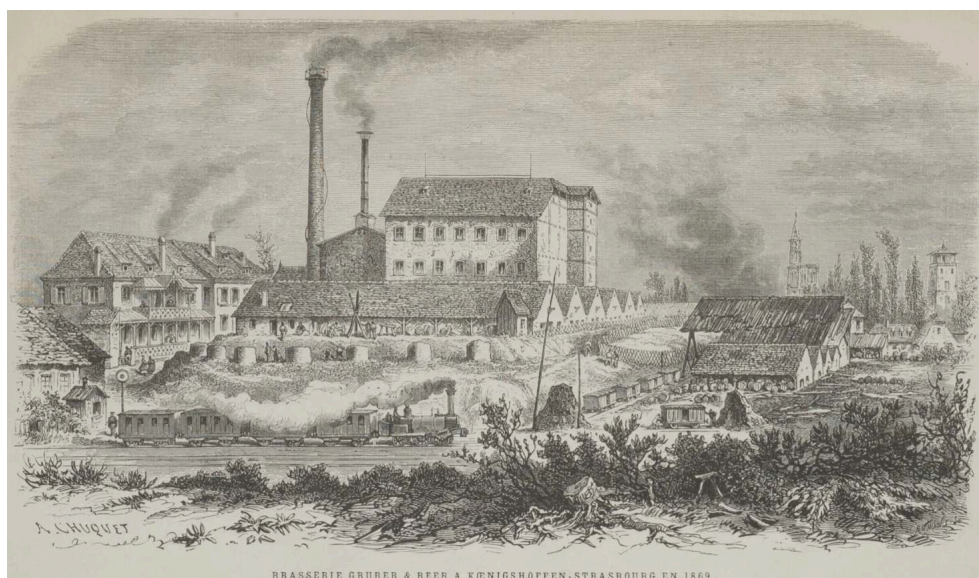
- 1 La notion de métabolisme possède une riche histoire conceptuelle et matérielle¹ qui se fonde avec celle de la modernité occidentale. L'utilisation de la notion émerge dans le champ médical au début du XIX^e siècle pour mettre en lumière les échanges matériels que le corps humain entretient avec l'extérieur². Conjointement au concept de « circulation³ », le métabolisme devient rapidement une métaphore pratique pour appréhender et concevoir les transformations d'un monde qui s'urbanise. À la suite des travaux de Liebig relatifs à la chimie organique⁴, le terme renvoie aux échanges effectifs de matières (*Stoffwechsel*) entre les organismes vivants et leur milieu⁵. Tandis que s'affirme le caractère dynamique et intrinsèquement historique du métabolisme⁶, son utilisation vient progressivement s'adosser à une compréhension matérialiste du monde⁷. L'introduction du concept dans les sciences sociales est initiée par Marx et Engels, qui, reprenant à leur compte les avancées de Liebig, ancrent le métabolisme au cœur de leur conception matérialiste de l'histoire⁸. Depuis, qu'il soit qualifié de social, urbain ou territorial, le métabolisme s'est largement diffusé dans les sciences environnementales et les sciences de l'aménagement⁹, notamment dans le cadre des études urbaines.

- 2 On y distingue une approche que l'on qualifierait de « technique », pour laquelle le métabolisme est un processus fondamental qui permet la transformation de la nature en société¹⁰. Cette dernière est appréhendée comme un système technique qui puise à l'extérieur d'elle-même les ressources matérielles et énergétiques nécessaires à son fonctionnement, les transforme et les rejette sous la forme de déchets. Largement développés depuis les années 1970, les appareillages méthodologiques sont issus de l'écologie industrielle et visent principalement à la quantification des flux au moyen d'analyses de flux de matière (MFA¹¹). Suivant les travaux pionniers de Wolman¹² ou de Duvigneaud¹³, de nombreux chercheurs comme Fischer-Kowalski¹⁴ ou Hinterberger *et al.*¹⁵ ont participé à la diffusion et normalisation des méthodes quantitatives¹⁶.
- 3 Au sein de l'approche dite « socio-naturelle », le métabolisme est plus largement compris comme la transformation réciproque des êtres humains et de la nature par l'intermédiaire du travail¹⁷. Réinvoquant les catégories marxistes de la production, de la valeur ou encore des classes, les chercheurs du courant anglo-saxon de l'*urban political ecology*¹⁸ (UPE) mettent l'accent sur le rôle des acteurs et des structures sociales dans la mobilisation et le contrôle des processus métaboliques. Tandis que l'environnement urbain est perçu comme un assemblage spatial spécifique, produit par des socio-natures interconnectées à différentes échelles, la ville se définit quant à elle comme un

réseau dense de processus socio-écologiques entrelacés, qui sont simultanément humains, physiques, immatériels, culturels et organiques. Ces flux [...] viennent et repartent de la ville, la transforment et produisent continuellement de nouveaux paysages urbains¹⁹.
- 4 Si la majorité des études de métabolisme urbain ont vu le jour à l'échelle régionale ou de l'agglomération²⁰, intégrant parfois la dimension territoriale à l'analyse quantitative des flux²¹, une minorité des travaux se concentrent sur les échelles infra-urbaines comme celle du quartier ou de l'îlot urbain²², notamment du fait de la difficulté d'accès aux données. De même, en ce qui concerne les approches historiques du métabolisme urbain²³ ou les études en histoire urbaine environnementale²⁴, le quartier est rarement le sujet : les processus socio-matériels mis en lumière ne se limitent généralement pas à un espace si restreint. Donc, un enjeu fondamental concernant une approche du métabolisme à l'échelle infra-urbaine semble se situer dans l'articulation des échelles, autrement dit dans la mise en relation du territoire analysé avec d'autres qui lui sont connexes. Il s'agit alors d'identifier les entités productives qui effectuent cette « jonction » entre les échelles, et d'observer par ce nouveau prisme les relations qu'elles entretiennent avec leur environnement proche. Se posent donc les questions de la mise en récit d'une telle approche, construite à partir d'objets à première vue hétérogènes (échelles spatiales et usages de la terre, flux de matières et sociabilités, etc.) ainsi que de la potentielle intégration de ces récits à une histoire plus large.
- 5 Afin d'illustrer les enjeux précités, l'étude présentée dans cet article traite d'un exemple particulier : la brasserie Gruber (1855-1959) dans son contexte territorial. Pionnière dans le développement de la fermentation basse²⁵, l'entreprise strasbourgeoise s'établit dans le faubourg de Koenigshoffen (fig. 1) et s'affirme dans la seconde partie du XIX^e siècle comme l'une des premières brasseries modernes d'Alsace, profitant d'une situation topographique favorable et d'un raccordement à la nouvelle voie de chemin de fer pour se connecter à un marché grandissant²⁶. L'usine participe à la mutation industrielle du faubourg, qui se poursuivra jusqu'aux années 1960. Quel est

donc le rôle de cette industrie nouvelle dans les transformations socio-matérielles de son territoire ? Que peut-on en déduire quant à la structuration spatiale du lieu ? Finalement, en quoi une approche socio-matérielle du métabolisme permet-elle d'en rendre compte, notamment du point de vue de l'articulation des échelles ?

Figure 1. La brasserie Gruber & Reeb à Koenigshoffen en 1869



Auteur : A. Chuquet

Source : Félix Ribeyre, *La Bière : la maison Gruber et Reeb de Koenigshoffen*, s.l., 1868, p. 3, [en ligne]
[<https://www.numistral.fr/ark:/12148/bpt6k9414983p/f11.item>].

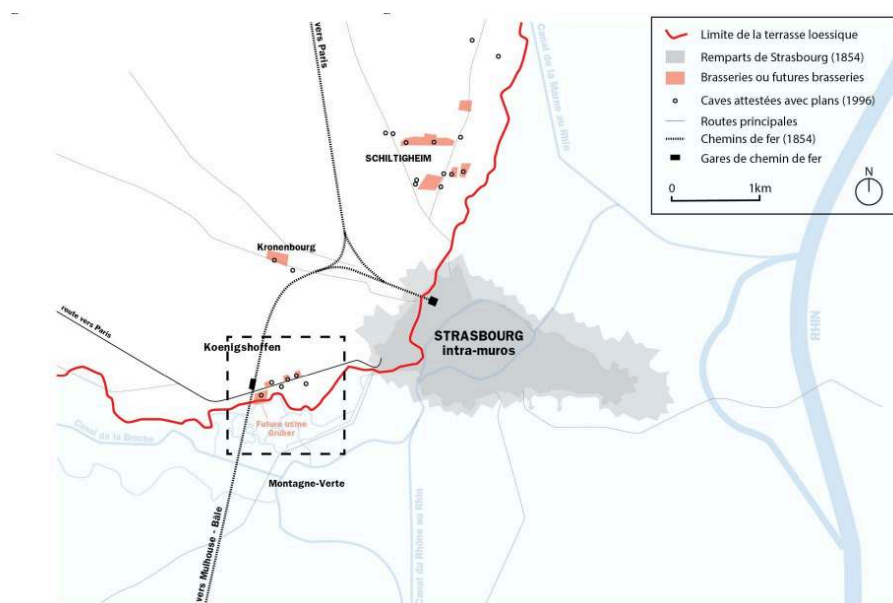
- 6 Ce travail est une tentative qui, dans une perspective résolument spatiale, vise à articuler l'approche quantitative des flux à la compréhension socio-naturelle du phénomène d'urbanisation²⁷. Nous choisissons ainsi de « suivre la matière » afin de faire apparaître l'évolution des interrelations aux différentes échelles. Celles-ci, puisqu'elles sont vectrices du métabolisme socio-naturel, doivent être enchâssées à des modifications du corps social. Dans une perspective dialectique, il s'agit finalement d'appréhender en quoi l'ensemble Gruber caractérise, au tournant du XX^e siècle, un double processus de transformation de son environnement²⁸ : consommation (matières premières, force de travail) et production de celui-ci (usages, espaces et sociabilités).
- 7 Nous nous basons sur une historiographie locale pour ce qui est des données matérielles relatives à Gruber ainsi que des activités sociales du faubourg, tandis que l'analyse cartographique s'effectue à partir des archives de l'Eurométropole de Strasbourg, du département du Bas-Rhin et de l'Institut géographique national (IGN). Notons que nous choisissons de contraindre les limites temporelles de l'étude à partir des cartes disponibles sur le territoire (ici 1828 et 1914). Les données relatives à l'évolution de la démographie et des métiers dans le faubourg sont issues de deux recensements successifs (1836, 1866). Ces documents sont accessibles sur le site des archives départementales²⁹, ainsi que dans l'ouvrage de Dantès relatif à l'histoire de Koenigshoffen³⁰, pour ce qui est du recensement de 1908.
- 8 Le plan de cet article est divisé en deux grandes parties explicitant respectivement les deux aspects – consommation et production – du processus de transformation environnementale. Ce découpage reflète également les deux approches du métabolisme

présentées plus haut : la première partie vise principalement à expliciter l'analyse de flux de matière de la brasserie industrielle Gruber (fig. 4) en mettant en exergue les échelles d'approvisionnement ; la seconde partie éclaire les transformations socio-spatiales du territoire dans lequel ces différents flux arrivent et repartent.

I. Consommation³¹ de l'environnement : l'usine comme interface transscalaire.

- 9 À l'instar des autres brasseries industrielles qui voient le jour dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Gruber s'établit en périphérie de la ville de Strasbourg sur un ensemble géologique appelé « terrasse de Schiltigheim³² ». La nouvelle méthode de fermentation basse, qui est introduite depuis la Prusse en 1847³³, nécessite la conservation de la bière à une température stable de 4° et la présence d'une épaisse couche sédimentaire va offrir au milieu brassicole strasbourgeois la possibilité de cette conservation. La cartographie (fig. 2) montre la répartition des grandes caves mises à jour en 1996³⁴. On observe leur concentration à Koenigshoffen, Cronembourg et Schiltigheim, respectivement à l'ouest et au nord de la ville intra-muros.

Figure 2. L'industrie brassicole et la terrasse de Schiltigheim



Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

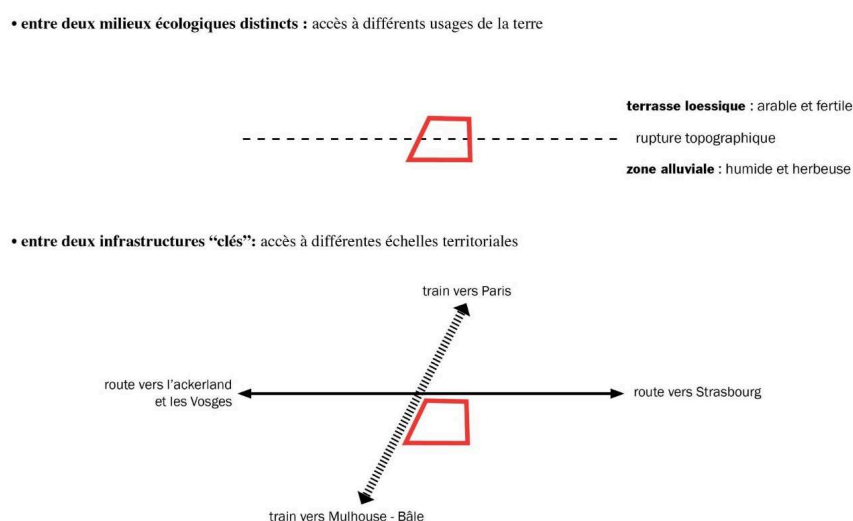
Fond établi à partir de : Berger Levrault, Carte des environs de Strasbourg, 1854.

Informations concernant les caves et les brasseries : Communauté urbaine de Strasbourg et BRGM, Gestion et prévention des risques liés aux cavités souterraines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg - Première phase - Recueil de l'information, 1996, p. 22.

- 10 L'usine Gruber jouit d'une position singulière à Koenigshoffen (fig. 2). Elle s'implante en 1855 à la jonction entre deux milieux écologiquement distincts, au niveau de la rupture topographique d'une dizaine de mètres formée par l'extrémité sud de la terrasse loessique. Ces milieux structurent encore les usages dans le faubourg (voir II.a.). Ainsi, la brasserie se positionne comme interface entre, au nord, une terre arable qui s'urbanise et, au sud, une zone alluviale³⁵, formée par les bras du Mühlbach dont elle exploite les eaux (voir I.e).

- 11 De plus, la brasserie se situe à la jonction entre deux infrastructures « clés » du métabolisme (fig. 3). D'est en ouest, s'étend une large route pavée qui assure à la fois un lien rapide avec la ville (voir I.d.) et une connexion efficace avec la campagne environnante (voir I.c.). Du sud au nord, s'étire la voie de chemin de fer nouvellement construite³⁶ qui relie Strasbourg à Paris à partir de 1852. Celle-ci matérialise dans l'espace le changement d'époque autant qu'elle est la condition nécessaire du nouveau métabolisme : le transport de certaines denrées, comme la bière, auparavant altérées par le roulage, devient désormais possible sur de longues distances³⁷. Porté par l'économie charbonnière, le train à vapeur fait brusquement intervenir une nouvelle échelle spatiale au cœur d'un territoire dont le fonctionnement est encore largement dépendant de la localité. L'usine Gruber devient alors un médium par lequel la grande échelle « agit », en quelque sorte.

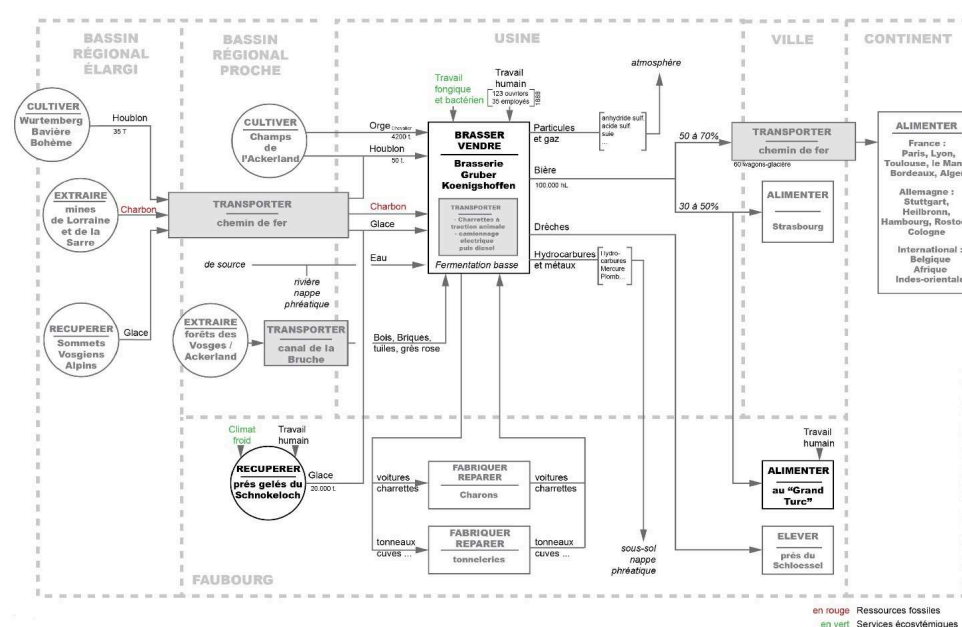
Figure 3. La brasserie Gruber, une situation géographique avantageuse (1855-1931)



Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

- 12 Ainsi, par sa position géographique stratégique, la nouvelle brasserie va s'affirmer comme une interface transcalaire, c'est-à-dire un pôle métabolique mettant en relation différentes échelles territoriales par la mobilisation, la transformation et la redistribution de la matière (fig. 4). L'analyse de l'origine des flux de matière mis en jeu par le fonctionnement métabolique de l'usine nous permet de distinguer six échelles spatiales distinctes : l'échelle continentale, le bassin régional élargi, le bassin régional proche, la ville, le faubourg et finalement l'usine elle-même.

Figure 4. Le métabolisme industriel de la brasserie Gruber (années 1880)



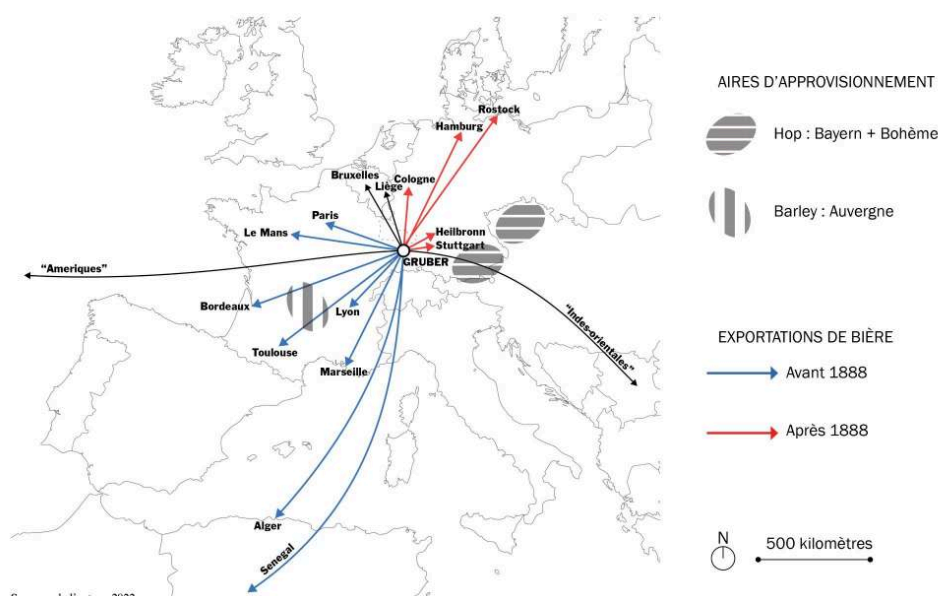
Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

a. Échelle continentale (Europe)

- 13 L'exportation est le principal moteur de la production brassicole de l'usine. Des 100 000 hectolitres de *bock ale*³⁸ et bière de garde produits par an en 1880, entre la moitié et les deux tiers sont destinés au marché hors région strasbourgeoise (fig. 4). Dès 1869³⁹, les fûts goudronnés et remplis de bière sont embarqués au sein wagons frigorifiques⁴⁰ grâce à un raccordement particulier au chemin de fer. Déchargés à leur arrivée, ils sont emmenés par roulage aux différents dépôts qui ouvrent dans les grandes villes de France⁴¹ (Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Le Mans, Alger⁴²), puis sont récupérés et renvoyés à l'usine afin d'être, si besoin, réparés et réutilisés⁴³. D'autres dépôts ouvrent ensuite à l'international ; on les retrouve au Sénégal, en « Amérique » ou encore aux « Indes-Orientales⁴⁴ » (fig. 5). Le marché prussien, dominé par les bières de Bavière, reste quant à lui difficile d'accès⁴⁵. Mais des dépôts ouvrent finalement à Stuttgart, Heilbronn, Hambourg, Rostock et Cologne⁴⁶, ce qui a pour conséquence d'ancrer durablement le fonctionnement métabolique de l'usine de Koenigshoffen (fig. 4), quand celle-ci ne produit plus de bière à destination de la France⁴⁷.

Figure 5. Échanges avec l'échelle continentale (années 1880)

Figure 5 : Échanges avec l'échelle continentale (années 1880)



Source : de l'auteur, 2022

Auteur : Nicolas Handschoewercker, 2022

Informations issues de : Caisse de crédit mutuel de Neudorf (éd.), *Strasbourg Koenigshoffen: un faubourg historique*, Strasbourg, Éd. Coprur, 2002, p. 91 ; Julien Turgan, *Les Grandes Usines, Brasserie Gruber à Koenigshoffen près Strasbourg (Alsace)*, Strasbourg Koenigshoffen, 1888, p. 14.

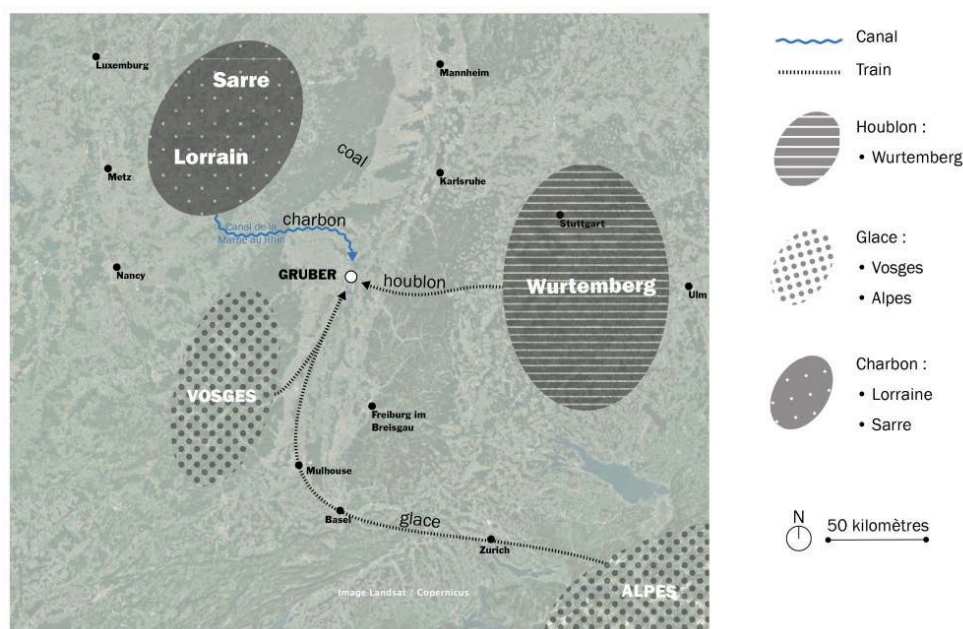
- 14 Quant aux matières nécessaires à la fabrication de la bière, seuls l'orge et le houblon semblent en partie provenir de cette échelle continentale. Jusqu'au début des années 1880, la brasserie Gruber reste très dépendante des approvisionnements « d'Auvergne et d'autres localités⁴⁸ » en ce qui concerne l'orge. Quant au houblon, 35 tonnes sont en moyenne acheminées par an entre 1878 et 1882 depuis la Bohême⁴⁹, la Bavière et le Wurtemberg.

b. Bassin régional élargi (Alsace, Lorraine, Sarre, Wurtemberg, Suisse)

- 15 Nous mentionnons plus haut le chemin de fer comme infrastructure support des transformations métaboliques modernes. En 1853 et 1866 sont successivement achevées deux autres infrastructures décisives, qui relient Strasbourg aux houillères de la Sarre et de Lorraine : les canaux de la Marne au Rhin et de la Sarre permettent d'acheminer de grandes quantités de charbon de terre, combustible remplaçant progressivement le charbon de bois dans son utilisation industrielle. À partir des années 1860⁵⁰, la brasserie Gruber installe donc des machines à vapeur qui, par chauffage, participent à une meilleure stabilisation et aseptisation de la bière. Les machines peuvent être aussi utilisées lors du goudronnage, étape essentielle pour étanchéifier les fûts avant leur transport. Mais c'est la machine à glace artificielle, fournie par l'entreprise Quiri et Cie de Schiltigheim⁵¹, qui demande le plus de houille pour son fonctionnement : elle produit 1 000 kilogrammes de glace par heure mais peut consommer jusqu'à la moitié du charbon nécessaire au fonctionnement général de l'usine⁵². Ainsi, l'approvisionnement en glace naturelle par extraction hivernale reste longtemps indispensable à la production de la bière industrielle. C'est donc par « wagons complets

de 10 t[onnes]⁵³ » que la glace est transportée depuis les sommets vosgiens jusqu'à Strasbourg pour alimenter les brasseries, voire depuis les « glaciers alpins suisses et autrichiens » situés à une distance d'au moins 300 kilomètres (fig. 6).

Figure 6. Échanges avec le bassin régional élargi (années 1880)



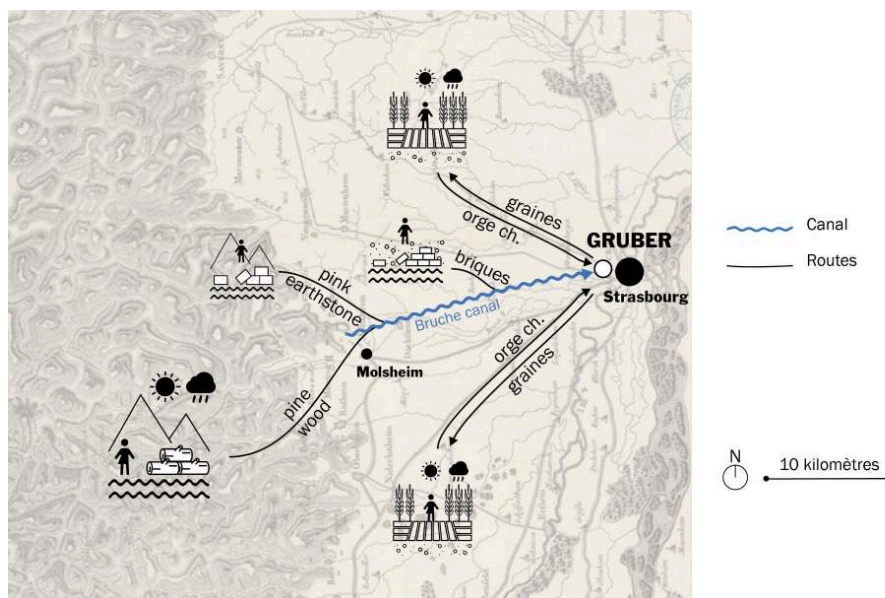
Auteur : Handtschoewercker Nicolas, 2022

Fond : Google Map - Landsat/Copernicus

c. Bassin régional proche (versant vosgien et *Ackerland*⁵⁴)

- 16 Cette échelle spatiale nous semble particulièrement intéressante dans le cadre de notre étude, puisqu'elle fait apparaître la coexistence de différents modes de production au sein d'un même espace géographique (fig. 7). Le premier, traditionnel, concerne la construction et semble persister jusqu'au début du XX^e siècle. Le second, industriel, étend largement son emprise sur la production agricole locale.

Figure 7. Échanges avec le bassin régional proche. Vosges et Ackerland (années 1880)



Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

Fond : Carte minéralogique et géographique des montagnes des Vosges par l'abbé Chappe d'Auteroche, Gallica BNF, [en ligne] [<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b530530553>].

- 17 Les matériaux de construction⁵⁵ empruntent encore largement l'infrastructure historique qui permet leur acheminement jusqu'à Strasbourg. L'exemple du bois est caractéristique : il est extrait des forêts vosgiennes par les bûcherons, descendu en vallée par les schlitteurs⁵⁶ et acheminé par flottage sur le canal de la Bruche⁵⁷ jusqu'aux lieux de construction. Longeant la terrasse loessique par le sud, le canal connecte ainsi le versant vosgien à la ville et permet le raccordement des carrières de grès, fabriques de briques et autres proto-industries environnantes. L'architecture de l'ensemble Gruber exprime encore en 1901⁵⁸ l'utilisation de ces matériaux locaux (voir I.f.).
- 18 À l'inverse, l'impact de la pratique industrielle de la brasserie grandit dans l'Ackerland, notamment en ce qui concerne la culture de l'orge, dont le malt est indispensable à la fabrication de la bière. David Gruber, fondateur de l'entreprise éponyme, s'emploie à la fin de sa vie à transformer la culture locale pour l'adapter à la production de son usine⁵⁹. Il s'agit donc d'augmenter la masse d'orge produite par les terres arables environnantes afin de réduire les coûts à l'achat. En 1868, un nouveau type d'orge est ainsi introduit. D'origine anglaise, cet « orge Chevalier » offre des rendements en grain et en paille beaucoup plus élevés que son homologue de pays⁶⁰. Conjointement aux frères Hatt⁶¹, David Gruber et son associé de l'époque Alexandre Reeb vont fournir des quantités considérables de semence aux paysans de la région⁶². Sensé stimuler la production, un avantage financier est accordé aux agriculteurs à la vente de l'orge Chevalier⁶³. Régulièrement, les industriels de la bière récompensent aussi les meilleures cultures d'orge Chevalier des environs⁶⁴. Par le biais d'un concours que David Gruber initie lui-même, les paysans sont ainsi mis en concurrence.
- 19 Évidemment, ces bouleversements rapides dans les habitudes agricoles ne restent ni sans effet sur le tissu social, ni sans opposition. Comme le décrit M. Wagner, porte-parole du jury de concours, les industriels ont « à lutter contre une certaine opposition qui [...] est venue de la part de plusieurs agriculteurs et de quelques réunions agricoles des environs de Strasbourg. ». Cela concerne en particulier les difficultés d'adaptation à

la nouvelle récolte. La maturation vient se superposer à celle du froment, ce qui entraîne « de sérieuses complications dans le travail des champs et dans l'engrangement⁶⁵ ». Pour maximiser les rendements, les industriels poussent de plus à la culture hivernale d'une plante qui s'épanouit normalement en été. De fait, l'intensification de l'utilisation de la terre entraîne l'usage grandissant de fumure, de nouveaux engrais azotés, de chaux⁶⁶ ou encore « de sels de Stassfurt n° 2, réduits en poudre fine⁶⁷ ». Ceux-ci sont acheminés depuis d'autres territoires. Ainsi, le coût de l'importation est transféré des industriels (pour l'orge) aux paysans (pour les engrais).

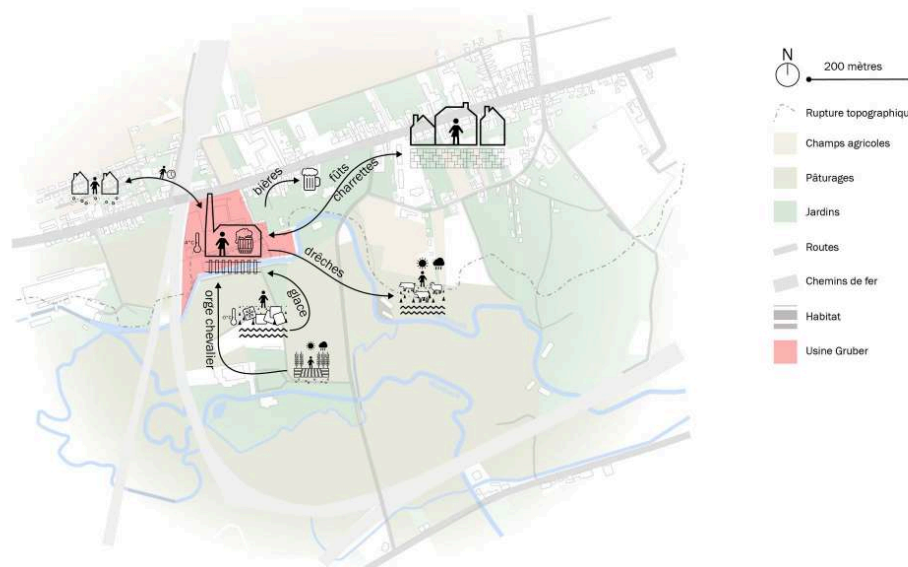
d. Ville (Strasbourg intra-muros)

- 20 Située à un peu plus d'un kilomètre de distance, la brasserie Gruber tire avantage de sa proximité avec la ville de Strasbourg. L'usine profite de différentes caractéristiques urbaines du territoire. Celui-ci est d'abord un pôle universitaire : avant le lancement de son entreprise, David Gruber y suit des études de chimie et de pharmacie qui lui permettent, par un travail sur les ferments⁶⁸, d'améliorer continuellement le processus de brassage de la bière. Strasbourg est aussi un grand pôle marchand, par lequel transite notamment le charbon. Mais c'est surtout un grand pôle de consommation de bières : 30 à 50 % de la production de l'usine est destinée à la consommation locale. Cependant, à l'image des autres brasseries industrielles, l'usine est plus encline à ouvrir son propre lieu de consommation (voir II.b.) qu'à fournir ou à posséder des débits de boissons à l'intérieur de la ville. Le faubourg est devenu attractif. Desservi dès les années 1860 par un système de transports en commun⁶⁹, il attire de plus en plus de citadins à qui l'on peut vendre le précieux liquide.

e. Environnement immédiat (faubourg – quartier)

- 21 Bien qu'elle importe la plupart de ses marchandises depuis les échelles territoriales supérieures, la brasserie Gruber tire avantage de la consommation de son environnement proche (fig. 8).

Figure 8. Échanges avec le faubourg (années 1880)



Auteur : Nicolas Handschoewercker, 2022

Fond : d'après les archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1160 W 106 -
Übersichtskarte der germanung Strassburg, Blatt IX : Grüneberg, Blatt X : Königshofen Kronenburg. -
1896.

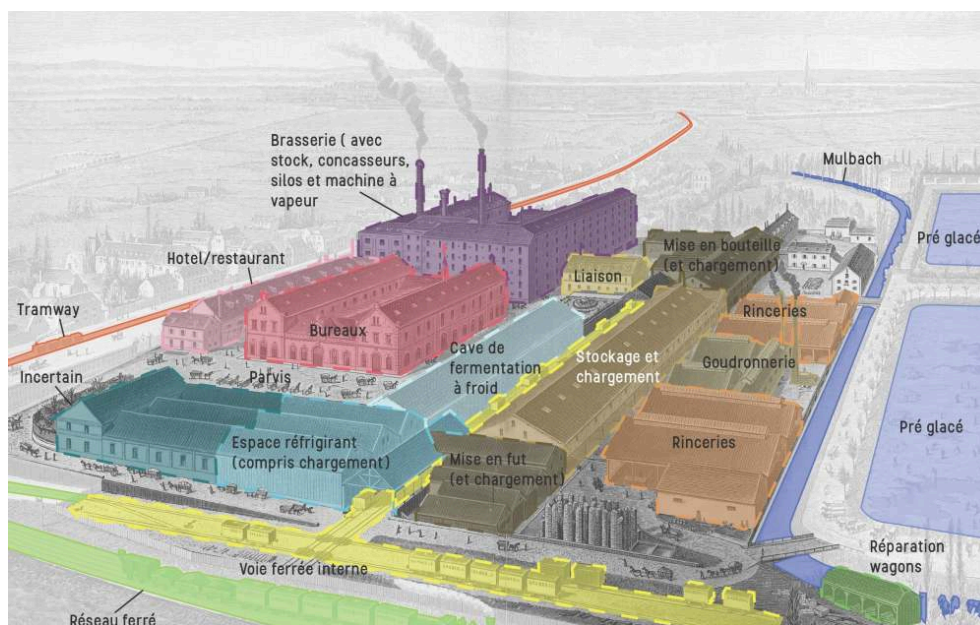
- 22 Précédemment, nous avons abordé la question de la glace dont la machine ne peut fournir à elle seule les quantités nécessaires à la production industrielle. Ainsi, immédiatement au sud de l'usine, sont aménagés des près⁷⁰ « légèrement surcreusés⁷¹ » que l'on fait inonder en hiver par les eaux de la rivière. Des ouvriers récoltent en moyenne 20 000 tonnes de glace par an⁷² qu'ils transfèrent dans les immenses caves de 6 000 m³, creusées à cet usage dans l'épaisseur du loess. L'utilisation des caractéristiques « naturelles » du lieu, associé au climat froid, persiste jusqu'au début du XX^e siècle grâce à un coût de production encore inférieur à la glace artificielle⁷³ (voir I.b.).
- 23 En novembre 1878, sous l'impulsion de David Gruber, l'orge Chevalier est également mis en culture dans la partie basse du faubourg (fig. 8), mais cette fois à titre « expérimental ». Il s'agit de montrer que sa culture est possible dans des conditions très défavorables (i.e. en milieu humide et en saison hivernale). C'est un succès qui nécessite cependant l'épandage de 25 000 kilogrammes de fumier de ferme sur un champ d'une superficie de 88 ares⁷⁴, qui hébergeait auparavant une culture de pommes de terre. La charge symbolique est forte : la culture à destination de l'industrie remplace en cet endroit l'agriculture de subsistance du territoire.

f. Usine/entité productive (la brasserie Gruber)

- 24 L'établissement Gruber agit donc comme un *hub*⁷⁵, une interface transcalaire qui met en relation matérielle différents territoires. Tous les flux de matière mobilisés trouvent leur résolution à l'échelle de l'usine elle-même. La brasserie les capte, les transforme en son sein et les redistribue. Certains de ces flux sont destinés à l'échange marchand à petite ou grande échelle, d'autres sont simplement rejetés dans l'environnement proche à l'instar des fumées issues de la combustion de la houille.

- 25 Nous avons affaire à un ensemble architectural hybride. L'aspect traditionnel des matériaux utilisés pour sa construction (voir I.c.) contraste ainsi fortement avec l'expression volumétrique et l'agencement de ses espaces, adaptés à l'échelle de la production de masse (fig. 9). L'ensemble architectural est remarquable dans son développement vertical. Le bâtiment principal dédié au brassage se situe sur la terrasse loessique, au nord-est du site, et contient 14 silos qui permettent le stockage de l'orge et son écoulement par gravité⁷⁶ (fig. 10). En bas de la rupture topographique, au sud du site, se trouve l'entrée des caves dans laquelle sont conservées les bières pour la fermentation ou la garde, ainsi que la goudronnerie et la zone de chargement des fûts au niveau du rail (fig. 11). L'intérêt de cette organisation verticale est double. En autorisant la superposition des programmes, elle facilite le parcours des matières sur le site. En évitant les transferts de matière à l'air libre, elle diminue les risques de contamination. Ainsi, l'espace découle entièrement des besoins liés à la production. Il subit d'ailleurs des transformations successives pour s'adapter continuellement à celle-ci⁷⁷. Pour reprendre les termes utilisés par Stoskopf, la fabrique est au fur et à mesure pensée comme une « usine-laboratoire⁷⁸ » visant au perfectionnement du procédé de fabrication. Les marges dégagées⁷⁹ enrichissent considérablement la famille Gruber, mais autorisent également la multiplication des expériences « à perte », notamment autour des questions agricoles, de la théorie des ferments ou encore des techniques d'asepsie. L'usine possède son laboratoire « où se fait l'analyse et le dosage des matières premières ainsi que des produits fabriqués⁸⁰ ». Ces expériences acquièrent une position prépondérante dans le développement de l'usine. Elles s'inscrivent dans un processus d'innovation qui vise à l'optimisation des rendements, alimentant de fait la posture de rationalisation productive qui les a initialement soutenues et vues naître.

Figure 9. Vue aérienne de la brasserie Gruber en 1888

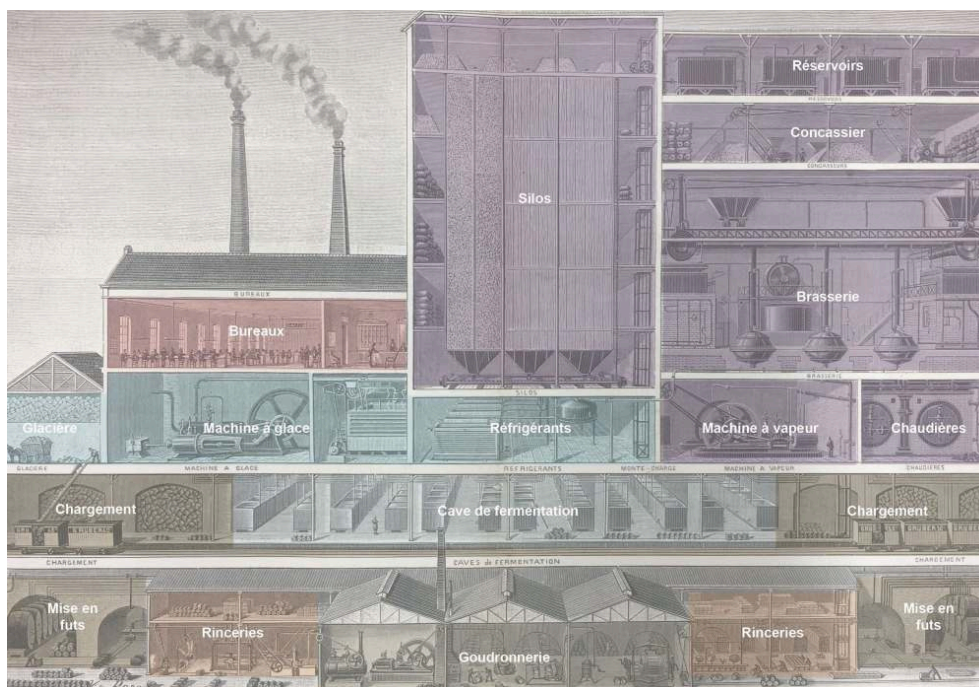


Auteurs : Luana-Moïra Figueiredo-Fernandez et Corentin Choveau, 2021

Gravure originale : Rose Victor

Source : Julien Turgan, *Les Grandes Usines, Brasserie Gruber à Kœnigshoffen près Strasbourg (Alsace)*, Strasbourg Kœnigshoffen, 1888, p. 24-25.

Figure 10. Coupe générale de la brasserie Gruber en 1888



Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

Gravure originale : auteur inconnu

Source : Julien Turgan, *Les Grandes Usines, Brasserie Gruber à Kœnigshoffen près Strasbourg (Alsace)*, Strasbourg Koenigshoffen, 1888, p. 40-41.

Figure 11. Chargement des fûts de bière dans les wagons frigorifiques



Carte postale, coll. Jean-Georges Trouillet

Source : Joël Forthoffer, « Le Transport ferroviaire de denrées périssables en Alsace : l'exemple de la bière », *Revue d'histoire des chemins de fer*, 30 avril 2010, n° 41.

- 26 Néanmoins, l'ensemble des tâches productives reste intrinsèquement enchâssé à un travail social considérable, quand bien même il est secondé par la présence croissante

des machines à vapeur. Observons l'évolution de la structuration du collectif de production en un demi-siècle. En 1855, la brasserie artisanale Gruber Frères emploie moins de 10 personnes⁸¹ pour une production annuelle estimée à 1 000 hectolitres de bière⁸², tandis qu'en 1888, l'usine emploie 123 ouvriers et ouvrières et 35 employés et employées (sans compter les journaliers et journalières) qui lui fournissent une production de 100 000 hectolitres⁸³. En 1910, le travail divisé des 170 salariés et salariées fournit 150 000 hectolitres de bière⁸⁴. En reprenant l'analyse marxienne du procès de travail, nous considérons dans ce cadre la force de travail comme une marchandise⁸⁵ que l'établissement consomme depuis son environnement immédiat⁸⁶. Ces personnes sont sous un rapport salarial, c'est-à-dire qu'elles sont assujetties au patron et à la patronne, avec qui elles échangent « librement » et temporairement leur force de travail contre une rémunération. Autrement dit, par un processus définitivement métabolique, l'entreprise achète les capacités de travail de ces personnes qu'elle consomme⁸⁷ pour produire une nouvelle richesse en vue de l'échange marchand : la bière.

- 27 L'usine devient ainsi un grand ensemble social dont les règles régissent la vie collective à l'intérieur, mais aussi en dehors de celle-ci. Ces règles sont édictées dès 1860 par le syndicat des brasseurs à travers le Règlement pour le travail dans les brasseries⁸⁸ et sont de fait communes à l'ensemble des établissements modernes de Strasbourg. Aucune limite de temps de travail n'est fixée : les ouvriers et ouvrières doivent se rendre en permanence disponibles pour le patron, indépendamment du jour ou de l'heure⁸⁹. Les interactions entre les ouvriers et ouvrières brassicoles et le reste du corps social entrent également dans ce cadre de contrôle afin, on l'imagine, de ne pas venir entraver le déroulement continu de la production :

Les personnes avec lesquelles les ouvriers ont des relations nécessaires telles que tailleurs, cordonniers, blanchisseuses, etc., ne pourront communiquer avec eux qu'aux jours fixés par l'usage de la maison seulement⁹⁰.

- 28 De fait, l'usine agit d'une façon similaire sur le corps social et sur la matière. Elle consomme autant qu'elle produit. En plus d'organiser le travail des êtres humains, l'industrie modifie leurs sociabilités : elle les contrôle, les transforme et participe à la création de nouvelles. Notons que ce processus s'effectue à la fois au sein et à l'extérieur des espaces dédiés à la production, en particulier dans l'environnement immédiat. Comment le territoire supporte-t-il donc l'émergence de ce métabolisme socio-matériel ? Quelles conséquences quant aux usages existants sur le lieu ?

II. Production de l'environnement : le cas du territoire adjacent à l'usine

- 29 Dans la première partie de cet article, nous avons saisi le fonctionnement métabolique général de la brasserie industrielle Gruber et avons appréhendé les différentes échelles impactées par celle-ci. Nous voulons désormais comprendre les changements induits par le développement de cette entité dans son territoire proche. Autrement dit, comment l'usine Gruber participe-t-elle, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à la production de son environnement immédiat ?
- 30 Pour cela, nous essayons d'appréhender les évolutions du régime socio-écologique⁹¹ du territoire, en relation avec les différentes échelles géographiques précédemment énoncées (voir I.). Par le biais d'une représentation cartographique adéquate, nous

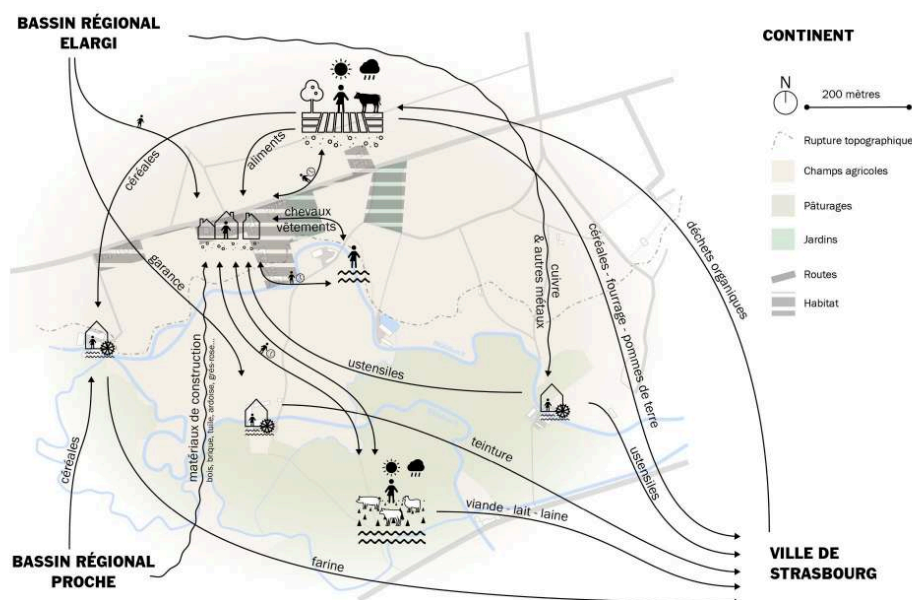
voulons comprendre comment les mutations productives s'ancrent finalement dans la spatialité à cette échelle locale. Nous adossons cette interprétation à la mise en récit des interrelations matérielles, et des sociabilités associées, qui permet de décrire qualitativement le type d'urbanité produite durant cette fin de siècle. Les données relatives aux flux sont toujours extraites de travaux historiographiques et des recensements, les données spatiales sont issues d'archives. Nous utilisons trois représentations successives des lieux, sur lesquelles sont représentés les usages du sol (1828, 1861 et 1896⁹²). Nous reportons ainsi les flux (non quantifiés⁹³) sur les cartographies. Cela nous permet de construire des représentations, certes partielles mais spatialisées, des régimes socio-écologiques successifs du territoire environnant l'usine. Nous appelons ce type de représentation « cartographies métaboliques ».

- 31 La lecture comparée des résultats (fig. 12, 13 et 14) fait apparaître des évolutions majeures concernant les échanges matériels entre le territoire et les autres échelles spatiales. Nous comprenons désormais l'apparition de certains flux de matière relatifs au métabolisme de l'usine Gruber. Mais, comment comprendre la disparition d'autres flux, notamment en ce qui concerne la ville de Strasbourg ? Ces changements semblent en tout cas être associés à la disparition conjointe de certaines entités productives, comme les moulins. Qu'en est-il vraiment ? Tandis que la zone consacrée à l'habitat, en gris sur les cartes, se développe fortement entre 1861 et 1896, qu'advient-il des précédents usages précédents de la terre ?

a. Avant l'usine : deux milieux aux affordances⁹⁴ particulières

- 32 En 1828⁹⁵, le faubourg de Koenigshoffen est composé d'une soixantaine de bâtiments⁹⁶ qui se structurent autour d'un axe de circulation principal⁹⁷. Fermes et auberges composent principalement ce tissu rural peu dense⁹⁸ (fig. 12) au caractère d'entrée de ville. La voie centrale, marquant le début d'une infrastructure routière majeure qui relie Strasbourg à Paris, jouit d'une position particulière à Koenigshoffen, puisqu'elle vient s'appuyer le long de la rupture topographique formée par l'extrémité sud de la terrasse loessique (fig. 2). Comme nous l'avions précédemment introduite (voir I.), cette déclivité délimite spatialement deux milieux écologiquement distincts, qui offrent des possibilités d'usages différenciés aux habitants du faubourg. La figure 12 offre une représentation spatialisée de ces usages et exprime les interdépendances matérielles auxquelles ils sont liés.

Figure 12. Cartographie métabolique : le faubourg de Koenigshoffen, 1828



Auteur : Nicolas Handschoewercker, 2022

Fond : d'après État-Major de l'armée française, « Carte de Strasbourg en 1828 », IGNF, [en ligne] [https://remonterletemps.ign.fr].

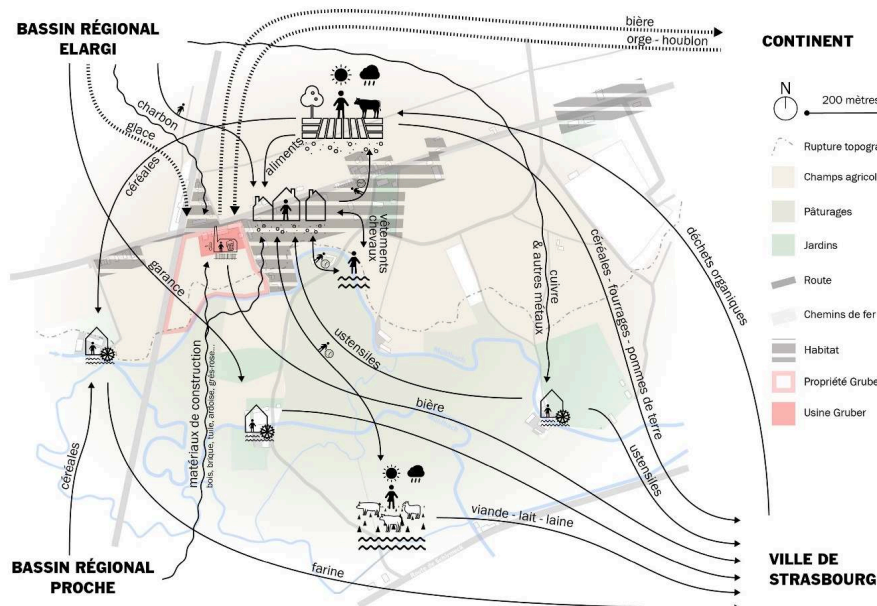
- 33 Profitant du sol fertile de la terrasse loessique, la partie « haute » du territoire est consacrée à l'agriculture⁹⁹ (fig. 13). Les produits cultivés servent à la subsistance, au bétail ou sont destinés à être vendus sur les différents marchés de Strasbourg. Il s'agit de cultures céréalières (orge, avoine et froment¹⁰⁰), fourragères (racines, fèves et vesces) ou de pommes de terre. En retour, la ville fournit au bourg une partie des rejets organiques issus de fonctionnement (boues, déjections, rebus d'abattoir, etc.¹⁰¹) grâce au travail des gadouilleurs ou autres marchands de fumier¹⁰². Nous avons donc affaire à un cycle chimique quasi-fermé, dans lequel les nutriments extraits du sol sont réintroduits sous la forme d'engrais.
- 34 Quant au sol alluvionnaire de la partie « basse », il héberge principalement l'élevage¹⁰³. En moindre mesure, l'agriculture est également présente au sein du *Schnokeloch*¹⁰⁴. Nous retrouvons aussi dans ce milieu une production artisanale qui tire parti de l'omniprésence de l'eau, à l'image des trois moulins¹⁰⁵ (fig. 12). Celui d'amont, Obermühle, est destiné à la fabrication de la farine¹⁰⁶. Celui d'aval, Niedermühle, participe à la fabrication de divers ustensiles et outils en cuivre¹⁰⁷, qui sont vendus aux habitants du faubourg ou bien aux proches citadins. Le dernier, Mittelmühle, est converti d'un moulin à farine en moulin à garance¹⁰⁸ en 1817.
- 35 Ainsi, les populations qui vivent à Koenigshoffen en 1828 tirent pour grande partie leur richesse de l'usage de leur sol, qu'il soit loessique ou alluvial, ou de la transformation de ses produits. Il semble alors exister un rapport fondamentalement productif entre le territoire de Koenigshoffen et la ville adjacente. L'interdépendance matérielle apparaît ici comme une nécessité, puisque peu d'énergie est disponible, si ce n'est à travers la force musculaire humaine ou animale, ou par la captation de la force hydraulique. Notons qu'aucun flux de production ne provient de l'échelle continentale (fig. 12). Si le transport de marchandises est déjà possible sur d'assez longues distances, il n'est pas

généralisé et ne permet donc pas encore à la « grande échelle » de s'immiscer significativement dans la définition du métabolisme local.

b. La terrasse loessique : production d'une urbanité hybride

- 36 La cartographie métabolique suivante (fig.13) illustre les usages et les relations matérielles sur le territoire en 1861¹⁰⁹. La voie de chemin de fer (1841) coupe le territoire du nord au sud. Comparativement au reste de l'espace bâti, une entité détonne par sa taille (en rouge, fig.13). Il s'agit bien de l'emprise de la propriété Gruber, à l'intérieur de laquelle la brasserie grandit, sans atteindre (pour le moment) la morphologie correspondant à ses ambitions industrielles, comme en témoigne la gravure (fig.1). C'est pourtant durant ces années 1860 que l'usine acquiert son fonctionnement matériel intensif (voir I.f). Le tissu rural adjacent à l'usine se densifie quant à lui (en gris, fig.13) en s'étirant notamment vers l'est et la ville. Essentiellement composé de fermes et auberges au début du siècle, comment sa nature évolue-t-elle au contact des brasseries¹¹⁰ ?

Figure 13. Cartographie métabolique : l'usine Gruber dans son environnement proche, 1861



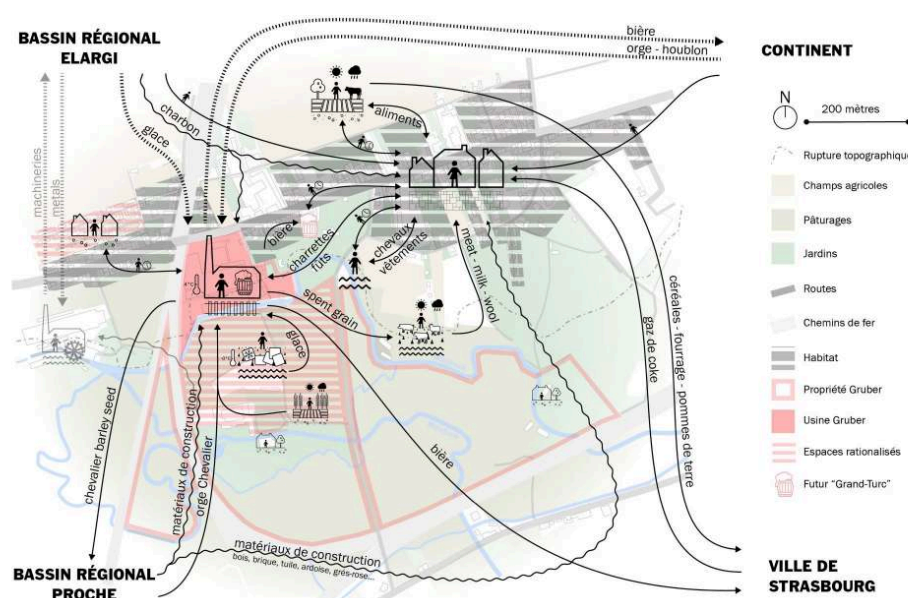
Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

Fond : d'après Eurométropole de Strasbourg, « À la découverte des quartiers de Strasbourg - Montagne Verte-Elsau », d'après la Carte des environs de Strasbourg en 1861, 2012.

- 37 Nous utilisons le recensement de 1866¹¹¹ pour nous renseigner quant à la structuration socioprofessionnelle du lieu. En 1866, le territoire conserve donc un caractère profondément rural. La majorité des professions indiquées dans le recensement, masculines¹¹², est encore liée à la culture de la terre à l'instar des cultivateurs, jardiniers, laitiers et marchands de fumier. Pourtant, la présence importante d'une variété de métiers de la construction¹¹³ atteste de la dynamique de développement bâti et laisse entrevoir les bouleversements futurs. Nous observons aussi la présence de métiers liés aux différentes infrastructures de transport qui, comme on l'a vu précédemment, conditionnent les possibilités mêmes de l'accès au marché

international pour la nouvelle industrie. En dehors du rail¹¹⁴, travaillent aussi des voituriers ou charrons qui œuvrent à la fabrication et à la réparation des véhicules à traction animale. Cet artisanat est utile mais pas exclusif au milieu brassicole, contrairement à la tonnellerie¹¹⁵. À l'instar des employés des brasseries, ces travailleurs et leur famille s'installent près de leur lieu d'activité et commencent à former un ensemble social en expansion autour de la route principale. Celui-ci acquiert ainsi en complexité. Il entraîne dans son mouvement l'agglomération d'une variété de corps de métiers indirectement liés à la production brassicole. Ces derniers ne rentrent pas dans le processus de production de la bière en tant que tel, mais fournissent la base matérielle nécessaire à l'entretien et au renouvellement de la force de travail. Dès 1866¹¹⁶, ils appartiennent aux secteurs de l'alimentaire, de la santé ou encore de l'habillement.

Figure 14. Cartographie métabolique : l'usine Gruber dans son environnement proche, 1896



Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

Fond : d'après les archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1160 W 106 - Übersichtskarte der germanung Strassburg, Blatt IX : Grüneberg, Blatt X : Königshofen Kronenburg - 1896.

- 38 La cartographie métabolique de 1896 offre un nouveau regard sur le développement urbain du faubourg (fig. 14). Ce qui nous frappe est l'emprise de la propriété Gruber (en rouge) qui semble s'être agrandie proportionnellement au tissu urbain adjacent (en gris). Plus loin dans notre récit (voir II.c), nous étudierons les conséquences relatives aux usages productifs dans la partie « basse » du territoire. Cependant, dans la partie « haute », l'espace autour de la route principale se densifie et s'étend fortement. Quelle est alors la nouvelle nature de cet ensemble ?
- 39 Premièrement, son caractère rural ne disparaît pas. Il semble même se renforcer, paradoxalement à la réduction générale des surfaces cultivées alentour (fig. 14). Entre 1837¹¹⁷ et 1896¹¹⁸ se construit en effet une vingtaine de corps de ferme, dont les portes cochères caractérisent le nouveau paysage urbain du faubourg. De nouveaux métiers liés au travail de la terre apparaissent également, comme les horticulteurs et maraîchers¹¹⁹, ce qui atteste du développement d'un marché spécifiquement urbain.

Notons que le secteur agricole tisse des liens matériels directs avec l'industrie locale : les vaches laitières sont par exemple nourries avec, entre autres, les drêches¹²⁰ issues du « malt fourni par les brasseries locales¹²¹ ». Par contre, la relation matérielle qu'entretient le faubourg avec la ville doit commencer à s'altérer, du fait de l'utilisation croissante des engrais chimiques issus de la transformation du coke¹²².

- 40 Secondement, le caractère urbain s'affirme dans le même temps : densification prononcée du bâti, spécialisation des usages et diversification de la production. Le milieu de la tonnellerie accompagne par exemple, avec un certain délai, la mutation des collectifs de production brassicole. La tonnellerie Jean Krieg, composée de neuf personnes en 1897¹²³, emploie rapidement une soixantaine de personnes et diversifie sa production de « tonneaux, cuves, foudres, barriques, hottes de vendanges, etc.¹²⁴ ». Elle possèdera même son propre embranchement ferroviaire pour finalement fournir de multiples brasseries au niveau local, national voire exceptionnellement international (États-Unis)¹²⁵. Des malteurs, dont l'activité était jusqu'alors intégrée à celle des brasseurs, apparaissent dans le recensement de 1908¹²⁶, ce qui dénote une division du travail toujours plus avancée.
- 41 Par la création de nouvelles dépendances productives locales, ce sont alors de nouvelles sociabilités qui apparaissent, notamment autour de la distribution du précieux breuvage. Nous retrouvons les auberges, caractéristique historique du faubourg¹²⁷, ou encore les tonnellerie qui se démarquent par la création en leur sein d'espaces de convivialité : restauration, club de billard, chorale¹²⁸. Quant aux brasseries industrielles, elles possèdent chacune un bar-restaurant adjacent à leur espace de production, qui se trouve parfois doté d'un espace extérieur de type *Biergarten* et même de salles de bal comme Le Grand-Turc, construit par la famille Gruber à l'est de l'usine¹²⁹ (fig. 14). Diverses associations peuvent parfois profiter de ces espaces pour des réunions, expositions ou autres rencontres¹³⁰.
- 42 Autour de l'industrie brassicole se développe donc un véritable système socio-matériel qui grandit et se transforme à ses côtés. Il se matérialise dans l'espace à travers un tissu bâti dense, implanté au contact direct des usines. Ce tissu mixte entretient des relations sociales et matérielles de proximité avec l'industrie de la bière. Il supporte de fait son activité et s'avère encore au début du XX^e siècle indispensable à sa croissance. Ainsi, l'urbanité produite sur le territoire de Koenigshoffen acquiert un caractère hybride dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, à la fois marqué par la production agricole tandis que l'industrie transforme progressivement les interdépendances matérielles et sociales sur le territoire.

c. La zone alluviale : vers une désactivation productive

- 43 Sur la cartographie métabolique de 1861 (fig. 13), on observe justement la superposition des modes productifs à l'échelle du faubourg. Les interrelations matérielles qui sont issues des usages de l'eau existent encore entre la partie « basse » du lieu et la ville de Strasbourg. L'entité Gruber, en extension spatiale, consolide en parallèle ses liens matériels avec les échelles territoriales supérieures.
- 44 Ce phénomène entraîne une transformation de l'environnement socio-naturel dans la localité. La brasserie Gruber entame des travaux qui doivent permettre l'extension de l'usine au sud ainsi que l'embranchement particulier aux voies ferrées. L'aménagement des prés adjacents à l'usine s'effectue au même titre que la rationalisation du lit du

Mühlbach, qui peut alors, par un système d'écluses, les inonder pour fournir en hiver les quantités de glace nécessaires à la fabrication de la bière (voir I.e). Avant la récolte, le dimanche, ces surfaces gelées peuvent faire office d'espace de patinage à destination des habitants du faubourg¹³¹, ce qui confirme les liens étroits qui peuvent exister entre production matérielle et sociabilités. Non loin de ces « étangs » se trouvent aussi les champs d'expérimentation de la culture d'orge Chevalier qui remplacent ponctuellement la culture de subsistance (voir I.e).

- 45 Devenu moulin à garance en 1817, le Mittelmühle voit également son destin basculer en 1870 puisqu'il est détruit lors du siège de Strasbourg. Un an auparavant, David Gruber en avait fait l'achat. Il n'est pas reconstruit, mais on érige à la place une imposante villa dans un style architectural néorenaissance. Quant au Niedermühle, il est aussi détruit¹³² et racheté par les familles Schmitten-Gruber en 1875 pour y construire une maison de maître¹³³. En 1884, les Schneider, une autre famille de brasseurs de Koenigshoffen, construisent également une villa. Celle-ci se situe au début du Schnokeloch, à moins d'une centaine de mètres au sud de la route principale (fig. 15). Avec la fusion des deux premières brasseries industrielles du faubourg au début du XX^e siècle, cette demeure et la propriété arborée qui l'entoure rejoignent le *Grüewersgüet*, autrement dit le « domaine Gruber » qui se composera jusqu'à sa vente en 1931 de « 17 parcelles d'une contenance [...] de 115 147 m²¹³⁴ ». Seuls 9 490 m² (9 %) situés à l'est de la rue du Schnokeloch sont encore, à la vente du domaine en 1931, « aménagés en prés¹³⁵ » et donc inclus dans le système agricole local.
- 46 Ainsi, de 1869 à 1931, la famille Gruber concentre progressivement un ensemble de propriétés dans un domaine qui s'étendra de la ligne de chemin de fer à l'ouest, au bois du Kupferhammer à l'est, de la route des Romains au nord, à la seconde voie de chemin de fer au sud¹³⁶ (fig. 15). Mis à part les « étangs glacés » et le champ (temporaire) d'orge Chevalier, tournés vers l'industrie exportatrice, on observe un arrêt quasi total de l'utilisation des usages premiers liés à cette terre alluviale. Cela se traduit par la disparition des moulins, des champs et la forte diminution des surfaces de culture et de pâturage. Ces espaces sont essentiellement transformés en villégiature pour propriétaires fortunés. Ainsi, avec la dépossession d'une partie des conditions matérielles de subsistance de la communauté habitante s'arrête un certain type de relations sociales et matérielles que le territoire entretenait historiquement avec la ville voisine.

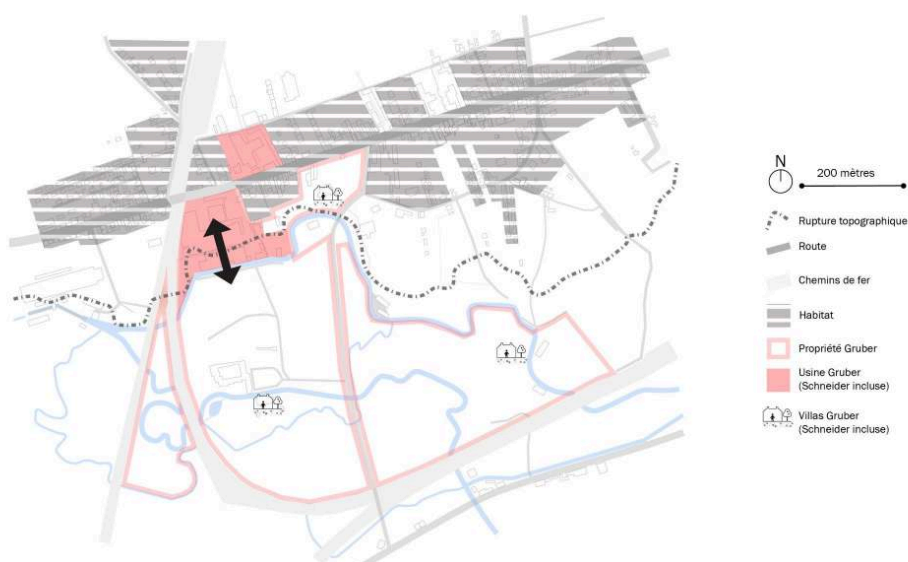
d. Fragmentation urbaine : la hiérarchie de l'usine transposée au territoire ?

- 47 La privatisation de l'usage du Schnokeloch (zone alluviale) s'inclut finalement dans un phénomène plus large qui est celui de la fragmentation socio-spatiale du territoire. L'autonomisation fonctionnelle et matérielle du domaine Gruber se matérialise par la mise en place d'une grille en métal forgé qui se déploie autour de la propriété¹³⁷, garantissant la tranquillité de ses quelques occupants. Les villas s'entourent d'arboretum dans lesquels poussent des espèces végétales « exotiques », comme les noyers d'Amérique, polonias ou ginkgos d'Asie, ifs, charmillles et hêtres pleureurs. Leurs espaces de vie s'expriment ainsi en retrait de la réalité urbaine et industrielle qui se développe autour de la route principale. On imagine aisément que les nuisances (pollutions de l'air, bruits, odeurs, etc.) doivent s'accroître à mesure que le faubourg

s'industrialise, et participer à l'altération de l'environnement et à la dégradation de la santé des personnes qui vivent autour des usines. En est témoin la lettre écrite par le préfet à l'attention du brasseur Schneider en 1862¹³⁸ à propos de plaintes du voisinage concernant les fumées issues de la combustion de la houille.

- 48 À l'ouest du chemin de fer, sur la terrasse loessique, on identifie un ensemble résidentiel homogène et singulier, composé d'une trentaine de maisons (zone raillée rouge à l'extrême ouest ; fig. 14 et 15). Identiques quant à leur emprise au sol, elles sont entourées de petits jardins aux proportions également similaires. Ces logements sont destinés aux employés de la brasserie Gruber¹³⁹. Ils matérialisent dans l'espace de l'habitat la même logique de rationalisation qui guide l'organisation de l'usine (voir I.f.). Au nord de la zone¹⁴⁰, les maisons destinées aux ouvriers sont plutôt modestes et de plain-pied tandis que celles au sud¹⁴¹, destinées aux contremaîtres, peuvent comporter un étage supplémentaire¹⁴². À l'instar des encadrements de fenêtre — les premiers en bois, les seconds en pierre de taille — ces différences matérielles expriment la hiérarchie de l'entreprise retranscrite dans l'espace, à l'échelle de l'îlot.
- 49 Cette hiérarchie s'exprime également à l'échelle du faubourg. Entre 1870 et 1931, nous pouvons schématiquement décrire la situation suivante : en « haut », sur la terrasse loessique, habitent les employés et leur famille (eux-mêmes divisés spatialement entre ouvriers et contremaîtres) ; en « bas », dans la zone alluviale, habite la famille des patrons. Au « milieu », à cheval sur la rupture topographique, se tient symboliquement l'usine visible par toutes et tous. À la fois interface matérielle et ensemble social, elle construit l'espace moderne rationalisé en même temps qu'elle affirme la domination d'une population sur l'autre — domination qui se déploie spatialement dans le territoire autant qu'elle s'exprime dans les rapports sociaux de classe vécus aux quotidiens sur le lieu de production¹⁴³.

Figure 15. La rupture topographique comme séparateur social, 1914



Auteur : Nicolas Handtschoewercker, 2022

Fond : d'après les archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1160 W 90, Übersichtskarte der germanung Strassburg, Blatt III, 1914.

- 50 Les deux milieux « naturels » — terrasse loessique, zone alluviale —, que nous avons initialement identifiés comme structurant les usages du lieu, semblent donc acquérir une nouvelle signification anthropologique avec le développement moderne du faubourg. Ils matérialisent désormais une fragmentation sociale qui trouve sa continuité dans la structuration actuelle du quartier. Après la vente du domaine Gruber à la municipalité en 1933, la propriété est en effet démantelée et un lotissement de villa-jardin voit le jour dans le Schnokeloch, à destination de la nouvelle classe moyenne et de la petite bourgeoisie. À l'inverse, après la Seconde Guerre mondiale, sont érigés au nord de la route principale des grands ensembles à destination de la classe ouvrière. L'espace rationalisé, composé d'immeubles collectifs, accueille alors les populations travaillant à proximité¹⁴⁴. Ces espaces se retrouvent en grande vulnérabilité à partir des années 1970, lorsque la plupart des activités industrielles quittent le territoire. Ils sont aujourd'hui en grande partie inclus dans la politique de « quartiers prioritaires de la ville¹⁴⁵ » de Strasbourg.
- 51 À l'échelle du faubourg, l'ensemble Gruber participe donc à la production de l'environnement. Cette production est « directe » en ce qui concerne la spatialité, les modifications s'effectuant alors grâce au contrôle de la propriété foncière. Les exemples de l'appropriation de la terre alluviale (voir II.c.) ou de la construction de l'habitat ouvrier sont en cela caractéristiques. Si la production est également de nature « directe » en ce qui concerne les sociabilités relatives aux ouvriers et ouvrières (voir I.f.), elle est plutôt de nature « indirecte » pour ce qui est du développement spatial et social du nouveau tissu urbain dense, qui se structure au contact de l'usine. Ce dernier soutient matériellement la production brassicole, mais n'est pas contrôlé par elle.

Conclusion

- 52 L'histoire de la brasserie industrielle Gruber dans son contexte territorial est caractéristique du processus de transformation socio-environnemental. Nous avons abordé les deux aspects, dialectiquement liés, de ce phénomène. Grâce aux nouvelles infrastructures qui soutiennent le développement intensif de son métabolisme, l'usine agit comme une interface transcalaire mettant en relation matérielle différentes échelles (continentale, bassin régional élargi, bassin régional proche, ville et faubourg). Elle consomme ces territoires en vue de la fabrication de bière qu'elle redistribue ensuite. L'usine apparaît alors comme réciproquement productrice de ces territoires, proportionnellement à l'intensité des relations matérielles qu'elle entretient avec eux. Ce phénomène est notamment visible à travers les mutations du lieu dans lequel la brasserie s'implante : le faubourg de Koenigshoffen.
- 53 Plus largement, ce territoire strasbourgeois constitue une étude de cas singulière, au sens où le lieu conserve dans sa matérialisation actuelle de nombreuses traces visibles et identifiables des modalités productives qui ont participé à ses transformations successives. Il semble en effet que s'y concentrent aujourd'hui la quasi-totalité des éléments constitutifs et contemporains du métabolisme urbain (infrastructures, morphologies et types fonctionnels). De ce point de vue, le quartier actuel est un témoin caractéristique des bouleversements induits par le libéralisme et le néolibéralisme sur les milieux de vie urbains à la petite échelle : il en matérialise typiquement les formes successives. Cette situation peut très certainement se

rencontrer sur d'autres territoires, mais elle est particulièrement prégnante ici. De ce point de vue, l'analyse établie dans cet article ouvre un champ d'investigation qui développe l'approche quantitative et qualitative du métabolisme urbain, en liant particulièrement la formation spatiale de ce territoire à ses relations d'interdépendance.

- 54 Présentée ici dans une perspective matérielle et sociale, l'approche par le métabolisme semble donc en capacité d'illustrer le processus d'urbanisation par la mise en récit singulière et localisée des mutations territoriales qui le définissent. Par l'identification des interdépendances matérielles et des sociabilités associées, elle affirme le caractère fondamentalement productif de ces bouleversements. Cette approche a donc un intérêt analytique, qui réside ici dans l'appréhension des conditions de fabrication d'un paysage urbain particulier, et notamment par l'articulation des différentes échelles territoriales impliquées dans le processus de transformation urbaine. Ainsi, sont mis en relation différents territoires qui pourraient apparaître déconnectés au premier abord. Dans ce cadre, l'histoire du lieu devient l'histoire de ses interactions avec un extérieur multiple.
- 55 Finalement, cette approche possède un intérêt projectif, qui pourrait se résumer à l'appréhension des impacts socio-environnementaux liés aux projets d'aménagements futurs. Dans un processus d'objectivation, l'étude métabolique permet de saisir les mutations à la fois à l'intérieur d'un ensemble urbain en devenir, mais également à l'extérieur de celui-ci, en particulier dans les territoires qui lui sont matériellement liés. Elle pourrait permettre d'identifier les potentialités d'usages (accessibles, cachées ou définitivement perdues) d'un lieu urbain particulier. Alors, l'étude métabolique pourrait aujourd'hui s'intégrer à des études d'impact ou des études de faisabilité, en offrant principalement aux contradicteurs le moyen de la critique face à l'aménagement néolibéral de nos territoires.

BIBLIOGRAPHIE

Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 2 BA, Débats du conseil municipal de Strasbourg — 1933, s.l., 1933.

Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 160 W 106, Übersichtskarte der gemarkung Strassburg, Blatt IX: Grüneberg, Blatt X: Königshofen Kronenburg — 1896, 1896, [en ligne] [<https://archives.strasbourg.eu>].

Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 197 W 28, Section A (Koenigshoffen) et B (Cronenbourg, HautePierre) — 1837, 1837, [en ligne] [<https://archives.strasbourg.eu>].

Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 197 W 34, Section L (Montagne Verte, plaine des Bouchers) et M. Grünewarth et Cartus (Montagne Verte-Roethig-Gliesberg) — 1837, 1837, [en ligne] [<https://archives.strasbourg.eu>].

Archives départementales du Bas-Rhin, Recensements de population, , 4 avril 2016, [en ligne] [<https://archives.bas-rhin.fr/recensements-population/REC-POP-C478>].

Archives départementales du Bas-Rhin, Recensement de 1866, Strasbourg, Canton ouest, à l'extérieur des remparts, 7 m 743, 1866, [en ligne] [<http://archives.bas-rhin.fr>].

Sabine Barles, « Métabolisme urbain, transitions socio-écologiques et relations ville-campagne », *Pour*, vol. 236, n° 4, 2018, p. 49-54.

Sabine Barles, *L'Invention des déchets urbains : France, 1790-1970*, Seyssel, Champ Vallon (« Milieux »), 2005.

Jean-Michel Boehler, « Les Produits du sol alsacien d'après la statistique agricole de 1837 », dans *Atlas historique d'Alsace*, s.l., Université de Haute-Alsace, 2010.

Caisse de crédit mutuel de Neudorf (éd.), *Strasbourg Koenigshoffen : un faubourg historique*, Strasbourg, Éd. Coprur (Monographies sur les villages d'Alsace), 2002.

Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020.

Communauté urbaine de Strasbourg et BRGM, *Gestion et prévention des risques liés aux cavités souterraines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Première phase. Recueil de l'information*, 1996.

William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, Norton, 1992.

Paul-Antoine Dantès, *Koenigshoffen : un faubourg de Strasbourg. Deux mille ans d'histoire*, Strasbourg, Éditions du Signe, 2015.

Roberto D'ariento, *Restes comme ressources. Recycler l'urbain entre « ville sanitaire » et « ville durable »*, Naples, 1884-2004, thèse, Paris 8, s.l., 2015.

Christine Delphy, « L'Ennemi principal » dans *L'Ennemi principal*, Paris, Éditions Syllepse (Nouvelles questions féministes), 2013, p. 31-52.

Suzanne Delrieu, *Gruber : naissance, vie et mort d'une brasserie alsacienne (1855-1980)*, s.l., 2004.

Département du Bas-Rhin, « La Gestion du canal de la Bruche », [en ligne] [<https://web.archive.org/web/20190109062116/http://www.bas-rhin.fr/territoires/observatoire-l-eau/la-gestion-canal-bruche>].

Paul Duvigneaud, « L'Écologie scientifique » dans *Écologie urbaine*, actes du colloque du Centre de recherche d'urbanisme, Metz, 21 au 22 novembre 1978, Paris, Centre de recherche d'urbanisme, 1979, p. 41-46.

État-Major de l'armée française, « Carte de Strasbourg en 1828 », 1866, [en ligne] [<https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/carte-de-letat-major-1820-1866>].

Eurométropole de Strasbourg, « À la découverte des quartiers de Strasbourg — Montagne Verte-Elsau ».

Eurométropole de Strasbourg, « À la découverte des quartiers de Strasbourg » — Koenigshoffen ».

Eurométropole de Strasbourg, « Quartier Prioritaire Koenigshoffen-Est — Quartier prioritaire de la politique de la ville de la commune : Strasbourg », [en ligne] [<https://sig.ville.gouv.fr>].

Marina Fischer-Kowalski, « Society's Metabolism: The Intellectual History of Materials Flow Analysis, Part I, 1860-1970 », *Journal of Industrial Ecology*, décembre 1998, vol. 2, n° 1, p. 61-78.

Marina Fischer-Kowalski et Walter Hüttler, « Society's Metabolism: The Intellectual History of Materials Flow Analysis, Part II, 1970-1998 », *Journal of Industrial Ecology*, septembre 1998, vol. 2, n° 4, p. 107-136.

- Joël Forthoffer, « Le Transport ferroviaire de denrées périssables en Alsace : l'exemple de la bière », *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 41, 30 avril 2010, p. 179-186.
- John Bellamy Foster, « Marx's Theory of Metabolic Rift: Classical Foundations for Environmental Sociology », *American Journal of Sociology*, vol. 105, n° 2, septembre 1999, p. 366-405.
- Paul Guilibert, *Terre et capital : pour un communisme du vivant*, Paris, Éditions Amsterdam, 2021.
- Nik Heynen, Maria Kaika, E. Swyngedouw, *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Florence, Taylor and Francis, 2006.
- Friedrich Hinterberger, Stefan Giljum, Mark Hammer, *Material Flow Accounting and Analysis (MFA) A Valuable Tool for Analyses of Society-Nature Interrelationships*, s.l., 2003.
- Violaine Jolivet, Marie-Noëlle Carré, « Métabolisme urbain et quartiers péri-centraux dans la métropolisation. L'exemple du quartier de Saint-Michel à Montréal », *Cybergeo: European Journal of Geography*, 17 mai 2017.
- Justus von Liebig, *Chimie appliquée à la physiologie végétale et à l'agriculture (2^e édition) — Traduction faite sur les manuscrits de l'auteur, par M. Charles Gerhardt*, s.l., 1844.
- Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Livre premier « Le procès de production du capital », 4^e édition allemande, Paris, Presses Universitaires de France (« Le Capital »), 1993.
- Alfred Michiels, Théophile Schuler, *Les Bûcherons et les schlitteurs des Vosges*, s.l., 1878.
- Félix Ponteil, « La Crise alimentaire de 1847 dans le Bas-Rhin (Suite) », *Revue d'Histoire du XIX^e siècle-1848*, vol. 22, n° 113, 1925, p. 669-679.
- Jean-Jacques Puisségur, « La Terrasse de Schiltigheim (Alsace). Étude stratigraphique et malacologique », *Quaternaire*, vol. 2, n° 1, 1965, p. 66-77.
- Région Alsace, « Brasserie Gruber, puis ensemble commercial. Inventaire général du patrimoine culturel, [en ligne] [<https://inventaire-strasbourg.grandest.fr/gertrude-diffusion/dossier/brasserie-gruber-puis-ensemble-commercial/bdd076cc-ce73-4bce-83f4-0ea32cae1fe1>].
- Ferdinand Reiber, *Études gambrinales : histoire et archéologie de la bière et principalement de la bière de Strasbourg*, s.l., Berger-Levrault, 1882.
- Félix Ribeyre, *La Bière : la maison Gruber et Reeb de Koenigshoffen*, s.l., 1868.
- Théodore Rieger, Gilbert Bronner, Léon Daul, Louis Ludes, *Les Faubourgs de Strasbourg de la Belle Époque aux Années Folles*, s.l., G4J, 2003.
- Fabien Romary, « Cité des cheminots (Strasbourg) », Archi-Wiki, [en ligne] [<https://www.archi-wiki.org>].
- Kōhei Saitō, Gérard Billy, *La Nature contre le capital : l'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Paris/Lausanne/Montréal, Éditions Syllepse/M. éditeur (Mille marxismes), 2021.
- Société académique du Bas-Rhin, *Rapport général sur les travaux de la Société des sciences, agriculture et arts du Bas-Rhin*, s.l., 1880.
- Nicolas Stoskopf, *Les Hatt, une dynastie de brasseurs strasbourgeois de 1664 aux années 1980*, s.l., Vandelle Éditions, 2018.
- Nicolas Stoskopf, *Chroniques ferroviaires d'Alsace (1839-2011)*, s.l., 2012.
- Eric Syngedouw, « Metabolic Urbanization. The Making of Cyborg Cities » dans *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Florence, Taylor and Francis, 2006.

Julien Turgan, *Les Grandes Usines, Brasserie Gruber à Kœnigshoffen près Strasbourg (Alsace)*, Strasbourg, Koenigshoffen, 1888.

David Wachsmuth, « Three Ecologies: Urban Metabolism and the Society-Nature Opposition », *The Sociological Quarterly*, vol. 53, n° 4, septembre 2012, p. 506-523.

Hsi-Chuan Wang, « Case Studies of Urban Metabolism: What Should be Addressed Next? », *Urban Affairs Review*, 15 février 2022, p. 10780874221080144.

Abel Wolman, « The Metabolism of Cities », *Scientific American*, vol. 213, n° 3, septembre 1965, p. 178-190.

Alexis Zimmer, *Brouillards toxiques : vallée de la Meuse, 1930, contre-enquête*, Le Kremlin-Bicêtre, Zones sensibles, 2016.

La bière Gruber et ses détracteurs. 1882-1885, Alsace, 1885.

NOTES

1. Nous renvoyons les lecteurs curieux aux nombreux travaux scientifiques reconstituant l'histoire environnementale du concept de « métabolisme », tels que : Marina Fischer-Kowalski, « Society's Metabolism: The Intellectual History of Materials Flow Analysis, Part I, 1860-1970 », *Journal of Industrial Ecology*, vol. 2, n° 1, décembre 1998, p. 61-78 ; John Bellamy Foster, « Marx's Theory of Metabolic Rift: Classical Foundations for Environmental Sociology », *American Journal of Sociology*, vol. 105, n° 2, septembre 1999, p. 366-405 ; Nik Heynen, Maria Kaika et E. Syngedouw, *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Florence, Taylor and Francis, 2006 ; Kōhei Saitō et Gérard Billy, *La Nature contre le capital : l'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Paris/Lausanne/Montréal, Éditions Syllepse/Éditions M. éditeur, 2021.
2. Eric Syngedouw, « Metabolic Urbanization. The Making of Cyborg Cities » dans *In the Nature of Cities: Urban Political Ecology and the Politics of Urban Metabolism*, Florence, Taylor and Francis, 2006, p. 22.
3. *Ibid.*, p. 21.
4. Voir à ce sujet : Justus von Liebig, *Chimie appliquée à la physiologie végétale et à l'agriculture* (2^e édition), traduction des manuscrits de l'auteur par M. Charles Gerhardt, s.l., 1844.
5. Paul Guilibert, *Terre et capital : pour un communisme du vivant*, Paris, Éditions Amsterdam, 2021, p. 117.
6. Puisque la transfiguration métabolique possède un « avant » et un « après ». Voir E. Syngedouw, « Metabolic urbanization... », *op. cit.*, p. 26.
7. Le matérialisme affirme la préexistence d'une certaine réalité physique et matérielle sur laquelle s'appuie la pensée et se développe le monde social.
8. E. Syngedouw, « Metabolic Urbanization... », *op. cit.*, p. 22.
9. Les différents champs scientifiques s'approprient la notion de métabolisme et l'adaptent aux enjeux méthodologiques et épistémologiques propres à leur discipline. La polysémie du terme rend une uniformisation conceptuelle fastidieuse, si ce n'est impossible, mais elle semble contenir en elle une réelle opportunité d'articulation des champs jusqu'alors perçus comme hétérogènes.
10. David Wachsmuth, « Three Ecologies: Urban Metabolism and the Society-Nature Opposition », *The Sociological Quarterly*, vol. 53, n° 4, septembre 2012, p. 514.
11. On préférera l'acronyme anglais MFA pour *Material Flow Analysis*.

12. L'ingénieur américain Abel Wolman a publié en 1965 une analyse de flux de matière pour une ville hypothétique d'un million d'habitants. Il est le premier à utiliser les termes « métabolisme des villes ». Voir Abel Wolman, « The Metabolism of Cities », *Scientific American*, vol. 213, n° 3, septembre 1965, p. 178-190.
13. L'écologue Paul Duvigneaud a été l'un des premiers scientifiques à montrer le caractère indispensable d'une analyse écologique des villes. Il s'est principalement concentré sur l'urbanisation de l'agglomération bruxelloise. Voir notamment Paul Duvigneaud, « L'Écologie scientifique » dans *Écologie urbaine*, actes du colloque du Centre de recherche d'urbanisme, Metz, 21 au 22 novembre 1978, Paris, Centre de recherche d'urbanisme, 1979.
14. Marina Fischer-Kowalski et Walter Hüttler, « Society's Metabolism: The Intellectual History of Materials Flow Analysis, Part II, 1970-1998 », *Journal of Industrial Ecology*, vol. 2, n° 4, septembre 1998, p. 107-136.
15. Friedrich Hinterberger, Stefan Giljum et Mark Hammer, *Material Flow Accounting and Analysis (MFA) A Valuable Tool for Analyses of Society-Nature Interrelationships*, s.l., 2003.
16. L'enjeu est alors d'établir des normes pour faciliter la comparaison entre les travaux. Cela aboutira notamment à la norme Eurostat qui concerne les analyses de flux de matière à l'échelle de l'économie dans un cadre européen.
17. « Le travail est d'abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature, un procès dans lequel l'homme règle et contrôle son métabolisme avec la nature par la médiation de sa propre action. Il se présente face à la matière naturelle comme une puissance naturelle lui-même. [...] Mais en agissant sur la nature extérieure et en la modifiant par ce mouvement, il modifie sa propre nature. » Karl Marx, *Le Capital, Critique de l'économie politique*, Livre premier « Le procès de production du capital », 4^e éd. allemande, Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 199-200.
18. Nous pouvons citer des chercheurs et chercheuses comme Maria Kaika, Erik Swyngedouw, Nik Heynen ou Keil Roger.
19. E. Syngedouw, « Metabolic Urbanization... », *op. cit.*, p. 20.
20. En 2020, sur les 472 cas d'étude internationaux analysés, 82 % se situent à l'échelle métropolitaine. Voir Hsi-Chuan Wang, « Case Studies of Urban Metabolism: What Should be Addressed Next? », *Urban Affairs Review*, 15 février 2022, p. 3-5.
21. Les chercheurs et chercheuses du champ francophone de l'écologie territoriale (citons S. Barles, N. Buclet, J. Cerceau ou J.-B. Bahers) mettent de plus l'emphasis sur les conséquences environnementales et sociales des flux de matière.
22. Notons cependant l'existence de travaux tels que : Roberto D'ariento, *Restes comme ressources. Recycler l'urbain entre « ville sanitaire » et « ville durable »*. Naples, 1884-2004, thèse, Paris 8, s.l., 2015 ; Violaine Jolivet et Marie-Noëlle Carré, « Métabolisme urbain et quartiers périurbains dans la métropolisation. L'exemple du quartier de Saint-Michel à Montréal », *Cybergeo: European Journal of Geography*, 17 mai 2017.
23. Voir par exemple : Sabine Barles, *L'Invention des déchets urbains : France, 1790-1970*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.
24. William Cronon, *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*, New York, Norton, 1992.
25. Julien Turgan, *Les Grandes Usines, Brasserie Gruber à Kœnigshoffen près Strasbourg (Alsace)*, Strasbourg, Koenigshoffen, 1888, p. 29.
26. Nicolas Stoskopf, *Chroniques ferroviaires d'Alsace (1839-2011)*, s.l., 2012, p. 42.
27. Nous entendons le terme « urbanisation » dans le sens promu par Henri Lefebvre, c'est-à-dire comme aspect dialectiquement associé au processus d'industrialisation. Voir Lefebvre *et al.*, *Le Droit à la ville*, Paris, Economica (Anthropos), 2009, p. 6.
28. Alexis Zimmer, *Brouillards toxiques : vallée de la Meuse, 1930, contre-enquête*, Le Kremlin-Bicêtre, Zones sensibles 2016, p. 228.
29. Archives départementales du Bas-Rhin, Recensements de population, 4 avril 2016, [en ligne] [<https://archives.bas-rhin.fr/recensements-population/REC-POP-C478>].

30. Paul-Antoine Dantès, *Koenigshoffen : un faubourg de Strasbourg : deux mille ans d'histoire*, Strasbourg, Éditions du Signe, 2015, pp. 199-202.
31. Nous parlons de « consommation » puisque les flux sont majoritairement tournés vers l'import de marchandises en direction de l'usine, bien que nous fassions apparaître les flux d'exportation, en l'occurrence le principal moteur du développement de cette industrie : la bière.
32. La « terrasse de Schiltigheim » s'étend au nord-ouest de Strasbourg jusqu'aux flancs des Vosges. Elle se situe à une hauteur de 144 mètres au-dessus du niveau de la mer et se compose d'une épaisse couche de limon argileux, loess et lehm accumulée lors de la dernière glaciation. Elle peut atteindre onze mètres d'épaisseur. Voir Jean-Jacques Puisségur, « La Terrasse de Schiltigheim (Alsace). Étude stratigraphique et malacologique », *Quaternaire*, vol. 2, n° 1, 1965, p. 75.
33. N. Stoskopf, *Chroniques ferroviaires d'Alsace (1839-2011)*, op. cit., p. 41.
34. Communauté urbaine de Strasbourg et BRGM, « Gestion et prévention des risques liés aux cavités souterraines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Première phase. Recueil de l'information », 1996, p. 22.
35. Comprise entre 133 et 138 mètres d'altitude, elle fait partie d'une zone plus grande qui englobe le quartier central jusqu'au Rhin. Son sol est principalement composé de sables et d'alluvions déposés lors de la dernière glaciation par les bras mouvants de la Bruche. Voir P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, op. cit., p. 14.
36. L'inauguration de la ligne Mulhouse-Strasbourg s'effectue le 19 septembre 1941. Bâle est reliée peu de temps après.
37. Paris est atteinte en une vingtaine d'heures.
38. C'est ainsi que David Gruber, pharmacien et fondateur de la brasserie éponyme, intitule sa bière « blonde, pâle, et fortement houblonnée ». Suzanne Delrieu, *Gruber : naissance, vie et mort d'une brasserie alsacienne (1855-1980)*, s.l., 2004, p. 115.
39. Nicolas Stoskopf, *Les Hatt, une dynastie de brasseurs strasbourgeois de 1664 aux années 1980*, s.l., Vandelle Éditions, 2018, p. 46.
40. « Construits par le constructeur munichois Joseph Rathgeber sur le modèle des wagons Dreher [...]. Et si la brasserie Gruber est imitée à partir de 1878 par ses concurrents locaux, son parc de wagons à bière reste de loin le plus important d'Alsace-Lorraine avec une soixantaine d'unités au début des années 1880. » Joël Forthoffer, « Le transport ferroviaire de denrées périssables en Alsace : l'exemple de la bière », *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 41, 30 avril 2010, p. 123.
41. J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, op. cit., p. 47.
42. Le territoire algérien est sous occupation française de 1830 à 1962. Il est départementalisé en 1848. Alger est donc considérée à l'époque comme une ville française par le pouvoir métropolitain.
43. À partir de 1867. Voir S. Delrieu, *Gruber*, op. cit., p. 123.
44. Ferdinand Reiber, *Études gambrinales : histoire et archéologie de la bière et principalement de la bière de Strasbourg*, s.l., Berger-Levrault, 1882, p. 89.
45. J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, op. cit., p. 14.
46. Caisse de crédit mutuel de Neudorf (éd.), *Strasbourg Koenigshoffen : un faubourg historique*, Strasbourg, Éd. Coprur, 2002, p. 91.
47. En effet, afin de contourner la barrière douanière établie depuis la guerre de 1870 et l'annexion prussienne de l'Alsace-Moselle, une nouvelle usine Gruber & Cie ouvre à Melun (Seine-et-Marne) en 1888.
48. Société académique du Bas-Rhin, Rapport général sur les travaux de la Société des sciences, agriculture et arts du Bas-Rhin, s.l., 1880, p. 16.
49. Actuelle République tchèque.

50. Delrieu évoque la demande effectuée en 1862 par Laurent Schneider, autre brasseur industriel de Koenigshoffen, d'installer des machines à vapeur dans son usine. On suppose que l'équipement de la brasserie Gruber s'effectue durant cette même période. Voir S. Delrieu, Gruber, *op. cit.*, p. 123.
51. J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, *op. cit.*, p. 39.
52. N. Stoskopf, *Les Hatt...*, *op. cit.*, p. 128.
53. Joël Forthoffer, « Le Transport ferroviaire de denrées périssables en Alsace : l'exemple de la bière », *Revue d'histoire des chemins de fer*, n° 41, 30 avril 2010, p. 31.
54. Le terme *Ackerland*, en tant que nom propre, désigne les terres arables de l'arrière-pays strasbourgeois. Elles s'étendent de Sélestat, au sud, à la Zorn, au nord.
55. Il s'agit surtout de bois de pin et sapin, de grès, de pierre de taille, de briques et de tuiles de terre cuite.
56. Ouvriers forestiers qui, par un travail extrêmement dangereux et éreintant, utilisent des traîneaux de bois (schlittes) pour descendre les troncs, bûches et écorces jusqu'aux dépôts situés en bas de montagne où ils seront préparés au transport. Alfred Michiels, Théophile Schuler, *Les Bûcherons et les schlitteurs des Vosges*, s.l., 1878, p. 23-24.
57. Construit sous les ordres de Vauban en 1682, le canal de la Bruche permet à l'origine le transport des pierres depuis les carrières royales de Soultz-les-Bains et de Wolxheim vers le chantier des fortifications de Strasbourg. Voir Département du Bas-Rhin, « La Gestion du canal de la Bruche », [en ligne] [<https://web.archive.org/web/20190109062116/http://www.bas-rhin.fr/territoires/observatoire-l-eau/la-gestion-canal-bruche>].
58. Date de la construction du bâtiment administratif de la brasserie Gruber. Voir Région Alsace, « Brasserie Gruber, puis ensemble commercial. Inventaire général du patrimoine culturel », [en ligne] [<https://inventaire-strasbourg.grandest.fr/gertrude-diffusion/dossier/brasserie-gruber-puis-ensemble-commercial/bdd076cc-ce73-4bce-83f4-0ea32cae1fe1>].
59. La forte dépendance aux importations d'orge depuis l'étranger entraîne en effet d'importantes dépenses pour l'industriel. Voir J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, *op. cit.*, p. 19.
60. Société académique du Bas-Rhin, Rapport général sur les travaux de la Société des sciences..., *op. cit.*, p. 6.
61. Propriétaires d'une autre grande brasserie industrielle installée à Schiltigheim : la brasserie de l'Espérance.
62. 28 192 kilogrammes sur 100 000 kilogrammes de semence d'orge Chevalier déployés en Alsace-Lorraine entre automne 1878-printemps 1879, soit environ 30 %. Voir *ibid.*, p. 11.
63. Comparativement à l'orge de pays, il s'agit d'une « majoration de 20 centimes par kilogramme d'excédent de poids ». Voir *ibid.*
64. En 1880, soit douze ans après son introduction, le jury strasbourgeois analyse pas moins de 150 lots différents, ce qui confirme le développement de cette variété aux alentours.
65. Société académique du Bas-Rhin, Rapport général sur les travaux de la Société des sciences..., *op. cit.*, p. 2.
66. À hauteur de 400 à 500 kilogrammes par hectare.
67. Société académique du Bas-Rhin, Rapport général sur les travaux de la Société des sciences..., *op. cit.*, p. 6.
68. En parallèle des travaux de Louis Pasteur, avec lequel il a très certainement été en contact épistolaire. Voir *La Bière Gruber et ses détracteurs. 1882-1885*, Alsace, 1885, p. 7.
69. P.-A. Dantès, Koenigshoffen, *op. cit.*, p. 55.
70. Ces « immenses prairies » sont d'une superficie de cinq hectares. Voir J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, *op. cit.*, p. 45.
71. P.-A. Dantès, Koenigshoffen, *op. cit.*, p. 145.
72. Comme l'affirme Turgan, « la consommation de glace naturelle est colossale [...], ces prairies [...] fournissent en hiver un énorme approvisionnement qui est en moyenne de

20,000 tonnes de glace recueillies et transportées par des voitures qui les déposent dans les grands bâtiments-glacières où elles sont conservées » J. Turgan (1824-1887), *Les Grandes Usines...*, *op. cit.*, p. 45.

73. N. Stoskopf, *Les Hatt...*, *op. cit.*, p. 128.

74. Société académique du Bas-Rhin, Rapport général sur les travaux de la Société des sciences..., *op. cit.*, p. 21.

75. Un « nœud » dans le réseau.

76. J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, *op. cit.*, p. 36.

77. Par exemple, la chaufferie située pendant longtemps dans le bâtiment principal au nord-est du site acquiert, en tant qu'entité autonome, une position plus centrale dans l'organisation de l'usine. De plus, un nouveau bâtiment administratif et siège social de l'entreprise est construit en 1901 sur les flancs de la route principale.

78. N. Stoskopf, *Les Hatt...*, *op. cit.*, p. 41.

79. La sur-valeur semble en dernière analyse émerger de l'exploitation du travail vivant, combinée à l'utilisation nouvelle du charbon pour les machines (travail mort) et à la rationalisation générale des procès de production.

80. Félix Ribeyre, *La Bière : la maison Gruber et Reeb de Koenigshoffen*, s.l., 1868, p. 5.

81. En 1847, la moyenne strasbourgeoise est de 10 personnes par brasserie, dont 3 ouvriers. Voir Félix Ponteil, « La Crise alimentaire de 1847 dans le Bas-Rhin (Suite) », *Revue d'Histoire du XIX^e siècle-1848*, vol. 22, n° 113, 1925, p. 674.

82. La chaudière ne cube alors que 10 hectolitres. Voir F. Reiber, *Études gambrinales*, *op. cit.*, p. 86. En 1866, Gruber & Reeb se compose d'une vingtaine de personnes pour une production qui avoisinera les 50 000 hectolitres quatre ans plus tard. Voir Archives départementales du Bas-Rhin, « Recensement de 1866 Strasbourg, Canton ouest, à l'extérieur des remparts — 7 m 743 », *op. cit.*

83. Ce qui lui donne le statut de première brasserie d'Alsace-Lorraine. Voir J. Turgan, *Les Grandes Usines...*, *op. cit.*, p. 47 ;

84. P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 146.

85. Selon la théorie marxienne, la force de travail est la seule marchandise qui, par sa consommation lors du procès de travail, crée de la sur-valeur appropriable par les capitalistes. Elle est donc au cœur du processus d'accumulation. Voir Karl Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Livre premier « Le Procès de production du capital », 4^e éd. allemande, Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 225-226.

86. Par souci d'intégration de la problématique sociale, liée au procès de travail, nous avons préféré inclure cette description de la force de travail dans la sous-partie consacrée à l'usine (1.f.), bien qu'elle ait pu être incluse dans la sous-partie concernant l'environnement immédiat (1.e.).

87. Dans une perspective multispécifique, nous pourrions élargir la notion d'exploitation du travail à l'ensemble du vivant. Dans cette fabrication particulière de bière, il s'agirait du travail (gratuit) fongique et bactérien pour la fermentation, ou encore de l'utilisation (gratuite) du climat froid pour la production de glace, état climatique que les rejets industriels ont finalement fait disparaître aujourd'hui.

88. N. Stoskopf, *Les Hatt...*, *op. cit.*, p. 53.

89. Notons que les ouvriers ont l'obligation de souscrire à une « caisse de secours mutuels » à leur arrivée dans l'usine (article 7). Voir *ibid.*

90. N. Stoskopf, *Les Hatt...*, *op. cit.*, p. 53.

91. « Le métabolisme territorial reflète ainsi le régime socio-écologique du territoire, i. e. la manière dont société et biosphère interagissent localement au cours d'une période donnée. » Voir Sabine Barles, « Métabolisme urbain, transitions socio-écologiques et relations ville-campagne », *Pour*, vol. 236, n° 4, 2018, p. 46.

92. Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 160 W 106 Übersichtskarte der germanung Strassburg, Blatt IX : Grüneberg, Blatt X : Königshofen Kronenburg 1896, 1896, [en ligne] [<https://archives.strasbourg.eu>].
93. Nous mettons l'emphase sur l'existence, ou la non-existence, des interrelations matérielles entre les différentes échelles introduites dans la première partie et le faubourg. La quantification des flux, si elle serait probablement instructive à bien des égards, nous semble ici secondaire.
94. Nous utilisons ce terme dans le sens des « possibilités d'usage », ici de la terre. Le psychologue James J. Gibson est le premier à étendre l'utilisation du mot « *affordance* », dans son ouvrage *The Ecological Approach*, aux choses qu'un objet « fournit » et qui dépend de ses propriétés intrinsèques. Suite à l'introduction de ce terme en France par Isaac Joseph, il est approprié dans le cadre des études environnementales. Voir par exemple Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020.
95. État-Major de l'armée française, Carte de Strasbourg en 1828, [en ligne] [<https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/carte-de-letat-major-1820-1866>], 1866.
96. *Ibid.*
97. La voie centrale de Koenigshoffen est établie lors de l'occupation romaine du site comme prolongement du decumanus du camp d'Argentorate, alors situé sur l'actuel centre historique de Strasbourg. Elle porte aujourd'hui le nom de « route des Romains ». Voir P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 24.
98. Koenigshoffen est écrit par un voyageur de l'époque comme « route bordée d'auberges et de bicoques ». Théodore de Morville de Rouvrois, *Voyage pittoresque en Alsace par le chemin de fer de Strasbourg à Bâle*, Paris, J. P. Rissler, 1844, p. 83.
99. Usage que l'on retrouve probablement dès le néolithique. Voir P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 18.
100. Jean-Michel Boehler, « Les produits du sol alsacien d'après la statistique agricole de 1837 » dans *Atlas historique d'Alsace*, s.l., Université de Haute Alsace, 2010, p. 2.
101. S. Barles, *L'Invention des déchets urbains*, *op. cit.*, p. 62.
102. *Ibid.*, p. 34.
103. Nous n'avons pas de statistiques concernant cet usage au début du XIX^e siècle, mais la notice de 1912 mentionne encore des moutons, des porcs et des « bêtes à cornes », que l'on imagine paître dans ses prés humides lorsqu'ils ne servent pas aux travaux des champs. Voir État-Major de l'armée française, *Notice descriptive et statistique sur l'Alsace*, Bordeaux, Impr. G. Delmas, 1914, p. 78.
104. La présence suffisamment remarquable de moustiques conduit nos ancêtres à nommer une portion de la zone humide *Schnackelochen* (ou *Schnokeloch*), littéralement « trou aux moustiques ». Le nom, passé à la postérité dans la culture régionale alsacienne par la chanson *Hans im Schnokeloch*, témoigne d'une spécificité de l'écosystème : nous sommes dans un marécage (*Bruech* en alsacien) qui se canalise progressivement jusqu'à former les multiples bras du Mühlbach.
105. L'Alsace compte pas moins de 1 650 moulins hydrauliques à la fin du XVIII^e siècle. Voir Nicolas Stoskopf, « L'Industrie en Alsace de la fin du XVII^e siècle au début du XIX^e siècle » dans *Dictionnaire historique des institutions de l'Alsace du Moyen Âge à 1815*, s.l., Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 2017, p. 2.
106. P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 110.
107. *Ibid.*, p. 70.
108. La garance est une plante tinctoriale qui sert à l'industrie textile naissante. En 1837, elle n'est cultivée que dans la région d'Haguenau et Brumath, ce qui montre que le *Mittelmühl* est déjà intégrée à un marché précoce qui entraîne l'éloignement spatial des espaces de production, de transformation et de consommation. Voir Jean-Michel Boehler, « Les produits du sol alsacien d'après la statistique agricole de 1837 » dans *Atlas historique d'Alsace*, *op. cit.*

109. Eurométropole de Strasbourg, « À la découverte des quartiers de Strasbourg — Montagne Verte-Elsau, d'après Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, Carte des environs de Strasbourg en 1861.
110. Une autre brasserie à visée industrielle (Schneider) s'implante de l'autre côté de la route principale en 1865.
111. Archives départementales du Bas-Rhin, Recensement de 1866. Strasbourg, Canton ouest, à l'extérieur des remparts — 7 m 743, *op. cit.*
112. Le travail au sein des familles, essentiellement féminin et gratuit, est invisibilisé par les recensements. Elles apparaissent successivement comme « épouse » (1836) et « femme du chef » (1866). Selon Delphy, ce travail fondamental permet pourtant l'entretien et le renouvellement de la force de travail en vue de la production artisanale et industrielle. Voir Christine Delphy, « L'ennemi principal » dans *L'Ennemi principal*, Paris, Éditions Syllepse, 2013, p. 34.
113. Maçon, poseur, peintre en bâtiment, menuisier, plâtrier, terrassier, etc. Voir Archives départementales du Bas-Rhin, Recensement de 1866. Strasbourg, Canton ouest, à l'extérieur des remparts — 7 m 743, *op. cit.*
114. Aiguilleurs, allumeurs ou autres employés de chemin de fer. Voir *ibid.*, pp. 28,34 et 36.
115. Nous pouvons citer Joseph Kuhn, ou encore Martin Rohé et ses ouvriers. Voir *ibid.*, p. 62.
116. Ils sont liés à l'alimentaire (boulangier, boucher, etc.), à la santé (médecin, directeur de maison de santé, etc.) ou encore à l'habillement (blanchisseuse, tailleur, maroquinier, cordonnier, etc.). Voir Archives départementales du Bas-Rhin, Recensement de 1866. Strasbourg, Canton ouest, à l'extérieur des remparts — 7 m 743, *op. cit.*
117. Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 197 W 28, Section A (Koenigshoffen) et B (Cronenbourg, HautePierre) — 1837, [en ligne] [<https://archives.strasbourg.eu>], 1837; Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 197 W 34, Section L (Montagne Verte, plaine des Bouchers) et M. (Grünwarth et Cartus-Montagne Verte-Roethig-Gliesberg) — 1837, [en ligne] [<https://archives.strasbourg.eu>], 1837.
118. Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 160 W 106 Übersichtskarte der gemarkung Strassburg, Blatt IX : Grüneberg, Blatt X : Königshofen Kronenburg — 1896, *op. cit.*
119. P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 202.
120. Les drêches sont les résidus de grains, issus ici du brassage des céréales.
121. P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 34.
122. Les engrais chimiques se développent à la fin du XIX^e siècle afin d'entretenir la fertilité des sols. Ils rompent le cycle géochimique historique qui liait la ville à ses campagnes (rupture métabolique). Voir à ce sujet S. Barles, *L'Invention des déchets urbains*, *op. cit.* ; J.-B. Foster, « Marx's Theory of Metabolic Rift », *op. cit.*
123. Caisse de crédit mutuel de Neudorf (éd.), *Strasbourg Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 103.
124. *Ibid.*, p. 105.
125. *Ibid.*
126. P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 200.
127. Archives départementales du Bas-Rhin, Recensement de 1866..., *op. cit.*
128. Dirigeant d'une tonnellerie en 1910, Jacques Pfister possède un restaurant qui abrite une surprenante piste de quille ainsi que le siège du Billard-Club de Koenigshoffen. Jean Krieg, que nous mentionnons plus tôt, est propriétaire du restaurant La Vignette : d'abord « destiné alors aux employés de la tonnellerie », il devient le lieu de la pratique de la chorale et restera « un des hauts lieux de la convivialité à Koenigshoffen pendant plus de 100 ans ». Voir : P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 43 ; Eurométropole de Strasbourg, « Guide À la découverte des quartiers de Strasbourg Koenigshoffen ».
129. La bâtisse est transférée par la brasserie Gruber à la suite de l'exposition universelle de Paris, durant laquelle elle servait de pavillon. Sa structure métallique d'inspiration Art nouveau

protège un vaste espace intérieur d'environ 700 m². Affichant souvent complet, on venait y danser et, accompagnée d'un repas, y boire la fameuse *bock-ale* versée à la température idéale. Voir Théodore Rieger *et al.*, *Les Faubourgs de Strasbourg de la Belle Époque aux Années Folles*, S.I., G4J, 2003, p. 182.

130. Selon Dantès, la brasserie Freysz (installée en 1875) héberge plusieurs associations « pour leurs réunions, tantôt pour des expositions [...], tantôt pour des rencontres de classe ». Voir P.-A. Dantès, *Koenigshoffen*, *op. cit.*, p. 139.

131. *Ibid.*, p. 145.

132. Eurométropole de Strasbourg, « Guide À la découverte des quartiers de Strasbourg, Koenigshoffen », *op. cit.*

133. La villa est destinée à Jeanne-Emilie Gruber, fille de David, et à son futur mari Albert Schmitten, dont la famille est également issue du milieu brassicole strasbourgeois. Elle se situe à côté de l'actuelle forêt du Kupferhammer.

134. Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, 2 BA Débats du conseil municipal de Strasbourg — 1933, s.l., 1933, p. 487.

135. *Ibid.*

136. Cette ligne de train est construite en 1883, conjointement à la nouvelle et actuelle gare de Strasbourg.

137. Aujourd'hui, cette grille pourra être observée en deux endroits : à l'extrémité est du bois du Kupferhammer ainsi que dans l'actuelle rue de la Garance. Nous ne connaissons pas la date exacte de sa construction. Déplacée depuis sa position initiale, rue du Schokeloch, elle clôt désormais une pièce urbaine également autonome, le CREPS. (Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive), qui a investi une partie de l'ancien domaine Gruber après 1945.

138. S. Delrieu, Gruber, *op. cit.*, p. 123.

139. Eurométropole de Strasbourg, « Guide À la découverte des quartiers de Strasbourg Koenigshoffen », *op. cit.*

140. Rue des Malteurs.

141. Rue des Brasseurs.

142. Eurométropole de Strasbourg, « Guide À la découverte des quartiers de Strasbourg Koenigshoffen », *op. cit.*

143. Rappelons certaines règles approuvées par le syndicat des brasseurs de Strasbourg en 1860. Dans le Règlement pour le travail dans les brasseries de Strasbourg, nous pouvons lire (article 2) que l'« ouvrier est tenu de se conformer en tout temps aux ordres qui lui sont donnés [...] et les exécuter avec zèle et exactitude » ou encore, dans l'Ordre de service intérieur (article 3), que les « ouvriers sont tenus de se montrer dociles et respectueux envers le patron ». Voir N. Stoskopf, *Les Hatt...*, *op. cit.*, p. 52-53.

144. L'exemple de la « cité des cheminots » construite en 1955 pour les employés de la SNCF, est caractéristique. Voir Fabien Romary, « Cité des cheminots (Strasbourg) », Archi-Wiki, [en ligne] [<https://www.archi-wiki.org>].

145. Eurométropole de Strasbourg, Quartier Prioritaire Koenigshoffen-Est — Quartier prioritaire de la politique de la ville de la commune : Strasbourg, [en ligne] [<https://sig.ville.gouv.fr>].

RÉSUMÉS

L'approche par le métabolisme est-elle porteuse de nouveaux récits concernant le développement urbain moderne ? Nous proposons dans cet article de retracer l'histoire conjointe de la brasserie Gruber et de son contexte territorial. Par la mise en relation matérielle de différentes échelles territoriales, l'usine s'affirme au tournant du XXe siècle comme une des plus importantes brasseries industrielle d'Alsace, tandis que le faubourg dans lequel elle s'implante mute dans sa matérialisation et ses usages. Par l'étude socio-matérielle de son métabolisme, il s'agit alors d'appréhender en quoi l'usine Gruber caractérise un double processus de transformation de son environnement, à la fois consommation (matières premières, force de travail) et production de celui-ci (usages, sociabilités et spatialités).

Can a metabolic perspective provide new narratives about modern urban development? In this article, we propose to retrace the joint history of the Gruber brewery and its territorial context. By bringing together different territorial scales, the factory asserted itself as one of the most important industrial breweries at the turn of the 20th century in Alsace. This occurred alongside changes in the materializations and uses of the suburb in which it was established. Through a socio-material study of its metabolism, the aim is to understand how the Gruber factory characterizes a double transformation process of its environment, both in terms of consumption (raw materials, labor force) and production (uses, sociabilities and spatialities).

INDEX

Mots-clés : Métabolisme urbain, Histoire urbaine, Production, Territoire, Brasserie Gruber

Keywords : Urban Metabolism, Urban History, Production, Territory, Gruber Brewery

AUTEUR

NICOLAS HANDTSCHOEWERCKER

Nicolas Handtschoewercker est actuellement doctorant en aménagement du territoire, au sein du département architecture de l'INSA de Strasbourg. Il est membre du laboratoire AMUP de Strasbourg. Après avoir travaillé au sein d'une agence d'architecture à Amsterdam (Pays-Bas), il est acculturé à la théorie du métabolisme urbain. Son travail de recherche doctoral porte désormais sur la dimension matérielle de l'urbanisation et du rapport entre spatialité et production. Il développe ces thématiques à travers l'étude du quartier de Koenigshoffen à Strasbourg.

nicolas.handtschoewercker@insa-strasbourg.fr

Du sol pour l'habitant au sol pour le vivant

L'histoire des traces génératrices de biodiversité dans le projet de recherche Morphobio Toulouse

From inhabited to living soils. Historic traces of biodiversity in the MorphobioT research project

Laura Girard, Constance Ringon et Anaïs Leger-Smith

- 1 Cet article propose une contribution nouvelle sur le rôle de l'histoire dans l'étude des réseaux écologiques des quartiers, en s'appuyant sur la démarche et les premiers résultats du programme de recherche « Formes urbaines et MORPHologie végétales en ville pour la BIODiversité : le cas de la ville de Toulouse » (MorphobioT). Ce travail s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets Biodiversité, aménagement urbain et morphologie (BAUM) lancé par le PUCA en février 2020, avec l'objectif de comprendre la capacité de ces tissus à accueillir et à maintenir une biodiversité en milieu urbain, en lien avec les continuités écologiques métropolitaines, en mobilisant une équipe pluridisciplinaire composée d'architectes, d'urbanistes, d'historiennes, d'ingénieurs paysagistes, d'écologues, de botanistes et d'ornithologues¹.
- 2 La démarche est triple. D'une part, elle s'intéresse à l'évolution des modèles urbains, à l'épistémologie de la relation ville-nature et à son impact sur les formes architecturales et végétales. Elle cible ensuite, à travers une méthode de lecture paysagère, l'association de ces formes dans le cadre des pratiques de conception urbaine et architecturale. Enfin, elle étudie l'impact de ces modèles sur la biodiversité, afin de produire un regard renouvelé et systémique sur la relation biodiversité et morphologie urbaine.
- 3 Comment l'histoire de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage trouve-t-elle sa place au sein d'une telle équipe ? Comment le dialogue autour de la biodiversité peut-il notamment passer par la question du temps ? Comment mettre en rapport le temps long et l'aspect « éphémère » et non renseigné par des archives du végétal et de l'avifaune ? Quel rôle joue ici l'histoire de quartiers aux origines et morphologies diverses ?

- 4 Émettons l'hypothèse que l'histoire permet la compréhension du vivant, qu'elle peut donner des indications importantes sur les origines de la biodiversité d'un quartier, sur sa permanence et son éventuelle disparition. Il s'agira ainsi de montrer comment la discipline s'est saisie d'éléments en lien avec des regards autres et de montrer comment l'hybridation avec plusieurs champs a permis d'appréhender ce vaste domaine d'investigation.
- 5 Dans un premier temps, nous reviendrons sur le rôle de l'histoire dans le projet de recherche MorphobioT et sur les thématiques qu'il interroge au regard de la place de la nature en ville. Nous regarderons ensuite comment l'histoire des sols des quartiers est explorée. À travers une série d'échantillons d'analyses propres à nos objets d'étude, il s'agira de mettre à jour les éléments constitutifs de la narration de l'histoire de traces génératrices de biodiversité. Enfin, nous élargirons nos considérations en questionnant le rôle de la discipline historique dans les études urbaines au regard d'enjeux actuels.

Histoire et quartiers au prisme du vivant

- 6 Dès la mise en place des modèles urbains du début du XX^e siècle, une réflexion est conduite sur le rapport entre bâti et espace ouvert, ville, nature et végétal². La cité-jardin, modèle d'urbanisme social, renforce le lien entre homme et nature, le végétal y jouant un rôle structurant³. Aux États-Unis, les systèmes de parcs sont mis en avant par le paysagiste et urbaniste Frederick Law Olmsted comme structure de la croissance urbaine et partie intégrante du modèle hygiéniste. Plus tard, le modèle moderne des grands ensembles développe la notion d'« espace ouvert » et la Charte d'Athènes prône un hygiénisme moderne⁴. Le rôle du paysage dans le projet urbain s'y renforce⁵. L'urbanisme écologique et les pratiques du paysage émergent graduellement depuis les années 1960⁶, pour devenir depuis les années 2000 le modèle de conception urbaine de la ville fertile⁷.
- 7 En ce qui concerne l'étude des tissus urbains et de leur morphologie, les historiens ont cherché à expliquer l'organisation et la production du bâti en réfléchissant aux relations entretenues par le sol, le bâti, le parcellaire, le réseau viaire, les constructions, les espaces libres, les formes et les pratiques⁸. Conjointement à cet état des lieux, différentes typologies sont identifiées (habitat continu bas, ensemble d'habitat individuel identique, habitat individuel, habitat collectif continu haut, habitat collectif discontinu) et un ensemble de caractères permettent de définir le tissu urbain (parcellaire, bâti, viaire, espace libre, espaces perméables et imperméables, agrégation en îlots)⁹.
- 8 La formation végétale, quant à elle, est étudiée comme notion d'organisation et de répartition des végétaux dans l'espace. Un groupement de végétaux est défini par une physionomie relativement homogène due à la dominance d'une ou plusieurs formes biologiques. Les formations végétales spontanées ou cultivées ont déjà été décrites en recherche, alors que ce n'est pas le cas pour les formations végétales d'agréments. Dans cette catégorie, les études existantes ciblent principalement les parcs et jardins publics, mais encore assez peu les formes jardinées en ville, et notamment celles relevant de l'espace privé ou commun¹⁰. Par ailleurs, notons que la composition et la structuration de la végétation dans l'espace sont aussi déterminantes pour de nombreux services écosystémiques urbains. Le végétal joue un rôle essentiel pour le climat, le cycle de

l'eau, la qualité de l'air, la baisse de l'empreinte carbone, la consommation d'énergie et le confort dans les bâtiments, contribuant ainsi à améliorer le cadre de vie¹¹.

- 9 L'association des réflexions sur la forme urbaine et la forme végétale ainsi que leurs évolutions semblent créer des conditions propices au développement ou au maintien d'une certaine biodiversité dans la ville. Ces formes découlent du tissu urbain préexistant et/ou des modèles urbains archétypaux correspondant à l'époque de réalisation du quartier. Ainsi, nous émettons l'hypothèse que la constitution des formes urbaines et végétales et leur développement au cours du temps auraient un impact sur la biodiversité actuelle. Étudier cette tension à l'échelle de différents quartiers permet de renouveler le regard porté sur le vivant et son rapport au passé¹².
- 10 En 2018, l'APUR met en lien présence du végétal en ville et histoire en publiant un travail de recherche rendant compte de l'évolution de la nature dans Paris de 1730 à nos jours¹³. Ce document met en rapport ville, faits historiques et considération de la nature au sein de la société, au fil du temps. Une partie de la démarche du projet de recherche MorphobioT s'inscrit dans la lignée de ce travail, bien que ses objectifs soient élargis et que l'échelle porte sur les formes urbaines de différents quartiers, leurs concordances et leurs différences. Afin de réaliser une étude de combinaisons de formes urbaines et végétales et d'associer *a posteriori* les mesures de biodiversité, nous favorisons en effet l'échelle du quartier comme aire d'étude. La démarche initiée est celle de l'histoire urbaine, voire de la microhistoire urbaine, s'appuyant sur la méthodologie éprouvée de la monographie de quartier. Dans les années 1980, ce genre s'intéressait particulièrement aux quartiers populaires (grand ensemble, banlieue, quartier destiné à la rénovation urbaine...), mais ce type d'étude est tombé en désuétude dans les années 1990¹⁴. Aujourd'hui, un regain d'intérêt pour l'étude historique du quartier comme laboratoire de questionnements plus larges est à l'œuvre¹⁵. Il s'inscrit dans la volonté d'articuler les échelles entre les politiques nationales et les configurations de terrain, de redescendre à l'échelle locale, et de revaloriser la représentation collective qui circule dans les quartiers. La biodiversité et le vivant constituent une piste de recherche féconde, commune à différentes disciplines et précieuse dans une période où les inquiétudes liées au changement climatique se multiplient. Le vivant, entendu ici comme l'« ensemble des réalités biologiques possédant des grandes caractéristiques communes, telles que la reproduction, le métabolisme, l'information et la signalisation cellulaire et moléculaire », fait l'objet d'intérêts très variables au cours du temps¹⁶. Proposer une lecture des quartiers en la confrontant au paradigme du vivant projette une nouvelle étape de l'historiographie, en lien avec un contexte propice à ces interrogations. Cette hybridation nous plonge aussi dans une autre dimension, celle de l'histoire des sols, qui déplace les gradients social et politique vers celui du vivant, de la biodiversité et donc de la place de la nature en ville. L'intérêt pour les sols se revêt ici de questions en rapport avec son usage : limites, épaisseurs, strates et palimpsestes...
- 11 L'articulation entre macro et microhistoire joue alors ici un rôle essentiel, en mettant en rapport le réel et la théorie. L'histoire trouve ainsi sa place dans une interface d'échanges entre disciplines, notamment dans sa vocation à aiguïser le regard sur l'urbain, le bâti et les sols et à expliquer les raisons d'un état de fait observé aujourd'hui. Dans ce projet de recherche, son intérêt est double : d'une part, comprendre chacun des sites sélectionnés en les mettant en regard de strates historiques, en faisant émerger les traces génératrices de biodiversité, et d'autre part,

faire intervenir le modèle théorique, source de l'urbanisation qui a vu le jour et le confronter à la réalité locale, aux acteurs intervenant au sein des quartiers. Ce travail permet alors d'entrevoir plusieurs ouvertures quant à la place de la discipline au sein d'une recherche ancrée dans le présent. Seulement, comment y capter des éléments significatifs en termes de biodiversité ? Comment allier des données portant principalement sur les formes du territoire avec des éléments qui ne sont habituellement pas ou peu renseignés (nature des sols, plantations, dessins du végétal...) ?

Une « histoire des sols » des quartiers : des traces génératrices de biodiversité ?

- 12 Raconter l'histoire de ces tissus au regard de leur capacité actuelle d'accueil du vivant consiste à considérer que les traces urbaines, architecturales et paysagères héritées sont aujourd'hui génératrices de biodiversité. Une approche des différentes formes urbaines a pour objectif de faire apparaître, à la manière d'un palimpseste, les strates ou effacements ayant pu générer une diversité dans les situations rencontrées¹⁷. Il s'agit de comprendre comment, en se frottant à la réalité, ces tissus urbains ont pu se constituer puis muter, et dans quelle mesure la nature, et plus largement le vivant y sont encore accueillis aujourd'hui.

Le corpus d'étude du projet MorphobioT : cinq quartiers toulousains

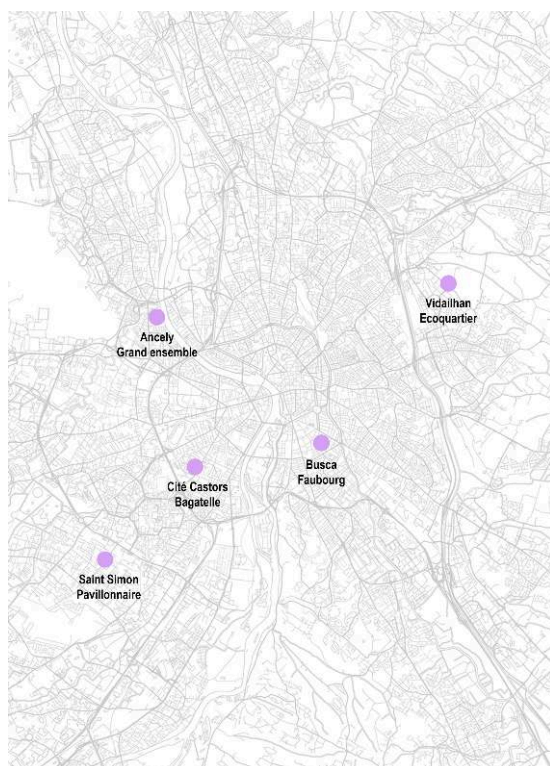
- 13 Le corpus d'étude est constitué de cinq quartiers résidentiels de la ville de Toulouse, témoignant d'une diversité dans leurs typologies respectives et représentant aussi des modèles théoriques urbains. Le choix du corpus s'est établi le long d'un transect-gradient entre la ville constituée et les franges de la métropole, montrant ainsi l'histoire des tissus toulousains et l'accroissement de la métropole. Il comprend les typologies suivantes (fig. 1) :

- Un quartier de type faubourg, Le Busca, proche de la ville historique, hors de ses anciennes enceintes. Il propose un dessin régulier, tramé, au sein duquel les formes architecturales sont variables mais souvent mitoyennes et dessinent un front bâti sur la rue tout en laissant des cœurs d'îlots non bâtis.
- Un quartier de type ouvrier, réalisé dans les années 1950, la cité Castors de Bagatelle¹⁸, issu d'un projet global, porté par des familles d'ouvriers et dessiné par des architectes. Rassemblés pour des raisons économiques, les ouvriers ont loti un terrain avec des maisons jumelées qu'ils ont construites eux-mêmes. Il existe ici une répétition des formes architecturales et le jardin est intégré au projet avec des potagers (fig. 2 et 3).
- Un grand ensemble réalisé dans les années 1960, le quartier Ancely, constitué de logements collectifs répartis dans des barres d'immeubles qui ont la même matérialité¹⁹. Le parc entoure les logements, la voiture est laissée en périphérie. Dans ce cas, il est remarquable de noter que l'architecte, Henri Brunerie, a porté une attention particulière au parc, en choisissant de conserver les alignements d'arbres du domaine préexistant et en composant le dessin lui-même : bassin, cheminements, plantations...
- Un quartier pavillonnaire des années 1980-1990, qui s'est développé en bordure de l'agglomération à partir de la trame d'un ancien cœur de village, Saint-Simon. Le tissu est ici lâche, peu dense, et présente cette même caractéristique du Busca de s'être fabriqué sur le

temps long. Le quartier de Saint-Simon est entouré de zones agricoles, jardins maraîchers et fermes, qui se voient progressivement rattachés à la métropole toulousaine. Le tissu originel a connu d'importantes mutations.

- Un écoquartier datant des années 2010, Vidailhan, dans la commune de Balma, , qui fait partie de la communauté urbaine du Grand Toulouse. Il s'agit d'un projet construit d'un seul tenant au XXI^e siècle, avec l'ambition de produire un quartier durable dans lequel on maîtrise les ressources nécessaires à la population habitante. Vidailhan se développe sur d'anciennes terres agricoles. Le végétal est présent sur l'ensemble du site : lisière de parcelles, cœur d'îlots, noues pour les ruissellements²⁰.

Figure 1. Plan de repérage des différents quartiers dans Toulouse, 2022



© Constance Ringon

Figure 2. Plan général du quartier des Castors de Bagatelle, 2022



© Équipe MorphobioT

Figure 3. Photographie du quartier des Castors de Bagatelle à l'heure actuelle, 2022



© Équipe MorphobioT

Rassembler une matière documentaire hybride

- 14 Tout d'abord, une analyse des sources disponibles était nécessaire afin de savoir dans quelle mesure nous serions à même d'aborder chacun des sites et de les confronter. Pour comprendre l'histoire des quartiers et de leurs sols, des documents de différentes natures se sont imposés, provenant principalement de sources archivistiques.
- 15 En premier lieu, les cartes représentant le territoire ont été rassemblées en un atlas et sont devenues des éléments de compréhension du développement de la ville et de la place des quartiers dans celle-ci, dans les différentes temporalités de leur urbanisation. Les quartiers étudiés étant situés en dehors du centre-ville, peu de cartes anciennes les représentent. De plus, ces cartes doivent être regardées avec précaution, leur fiabilité et leur précision dépendant de leur dessein : une carte d'état des lieux préalable à un projet, un nouveau projet urbain présenté... Nous avons opéré une sélection parmi l'ensemble de la documentation existante. Pour le faubourg du Busca, nous avons par exemple utilisé le plan de l'ingénieur Joseph Marie de Saget, daté de 1777. Ensuite, nous nous sommes particulièrement appuyées sur les cartes d'état-major dessinées entre 1818 et 1881, et donnant d'ores et déjà une lecture mettant les cinq quartiers au même niveau. À cette carte fut associé le plan de la ville de Toulouse de 1926, réalisé par des entreprises photo-aériennes. Ici, notons l'absence du quartier de Vidailhan, situé hors des limites communales. Nous avons également recueilli des plans partiels, des projets et autres représentations des morceaux de ville à des dates variables afin de nourrir le plus possible l'histoire urbaine de ces tissus. De plus, les campagnes de photographies aériennes de l'Institut national de l'information géographique et forestière²¹, réalisées depuis 1919 et disponibles en ligne, se sont révélées fructueuses ; d'une part, elles renseignent abondamment chacun des sites tout au long du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle et d'autre part, la photographie apporte une précision complémentaire dans la localisation de la végétation, des bosquets, éléments que la carte laisse souvent de côté.
- 16 À ces représentations planimétriques et cartographiques, une collection de photographies, certes hétérogène d'un site à l'autre, a été associée afin d'apprécier les volumétries bâties et les ambiances urbaines et végétales des lieux, à diverses époques.
- 17 Pour enrichir la compréhension des sites, nous nous sommes orientées vers les archives municipales et les permis de construire, notamment ceux des quartiers réalisés d'une traite. Ces documents ont permis d'établir les volontés émises par les architectes, quant à l'architecture mais aussi quant aux espaces laissés non bâtis, à la prise en compte ou non de la végétation dans le projet. Une recherche minutieuse a été menée dans les publications locales, en particulier celles des sociétés savantes, des articles et des récits s'intéressant aux morceaux de ville à analyser. Plusieurs références se sont révélées précieuses, décrivant l'histoire d'un ancien domaine, la nature géologique des sols ainsi que les activités commerciales et industrielles des quartiers. Pour le site du Busca, une association de quartier particulièrement active alimente un blog avec de nombreux articles retraçant les faits marquants et ordinaires de l'histoire du quartier, de ses occupations et de ses transformations²².
- 18 Enfin, les cinq cas d'étude font l'objet de renseignements complémentaires, provenant de la mémoire orale des habitants. En effet, tout au long du projet de recherche, plusieurs rencontres ont donné la possibilité à divers acteurs de s'exprimer : habitants, associations d'habitants, promoteurs, urbanistes... Les récits et les photographies ainsi

récoltés mettent en regard la mémoire orale fugace qui n'apparaît pas dans les sources écrites.

- 19 À ces sources propres à l'histoire se sont ajoutées les visites *in situ* réalisées par l'équipe de recherche. Ainsi, les relevés des formes bâties et des formes végétales ont assuré un constant dialogue interdisciplinaire. Notons par exemple le travail de recensement des végétaux par Boris Presseque, botaniste au Muséum de Toulouse, qui a donné un relief particulier aux cartes historiques produites, permettant d'associer à ces schémas analytiques des éléments très précis concernant l'âge des arbres de par leur taille, leur canopée...

Production graphique et écrite partagée et pluridisciplinaire

- 20 Cette matière documentaire rassemblée est hétérogène à l'échelle de la vie d'un quartier mais aussi d'un cas de figure à l'autre. Nous avons alors décidé de créer une charte graphique et écrite partagée pour les cinq sites choisis, en mettant en place une grille d'analyse commune.
- 21 Devant la diversité des sources rassemblées — diversité de contenu, diversité d'échelle, diversité graphique —, nous avons opté pour la production de documents homogènes d'un quartier à l'autre, qui forment la synthèse de l'étude de toutes les sources cartographiques et photographiques disponibles. Cette synthèse permet ensuite de comprendre les changements traversés par chaque tissu et de comparer l'évolution de chaque quartier.
- 22 Ensuite, cette grille d'analyse a déterminé trois temporalités permettant de comprendre comment ces tissus se sont constitués et ont évolué : une date précédant l'urbanisation, puis le moment du développement du tissu considéré et enfin la période actuelle, en rapport direct avec le cœur du sujet de recherche.
- 23 L'échelle temporelle déterminée, il était également important de questionner l'échelle géographique. Afin de comprendre ces terrains dans leur complexité et dans leur proximité avec l'urbanisation, deux échelles ont été adoptées : celle du plan paysager (1/10 000) qui met en évidence le quartier dans son environnement bâti et naturel. La deuxième échelle se centre sur le quartier (1/2 000) et permet de comprendre celui-ci dans sa finesse et ses détails en passant le site au crible : courbes de niveau, chemins et voiries, limites parcellaires, bâti, clôtures « épaisses », végétation (arbres, haies, plantations...), types de jardins... sont identifiés et représentés de manière schématique en plan et en coupe. La représentation en coupe a été mobilisée afin de comprendre l'évolution de chacun des quartiers et de la mettre en rapport avec les relevés actuels, faisant état des rapports entre bâti, végétal et avifaune. Ces critères permettent de faire ressortir les formes architecturales édifiées, leur emprise et leur gabarit mais aussi la place accordée au végétal selon les époques et le modèle bâti existant.
- 24 Ces outils, matérialisant les traces laissées par chaque époque, rendent compte des différentes occupations et transmettent l'histoire des sols des quartiers.

De l'outil au cas d'étude

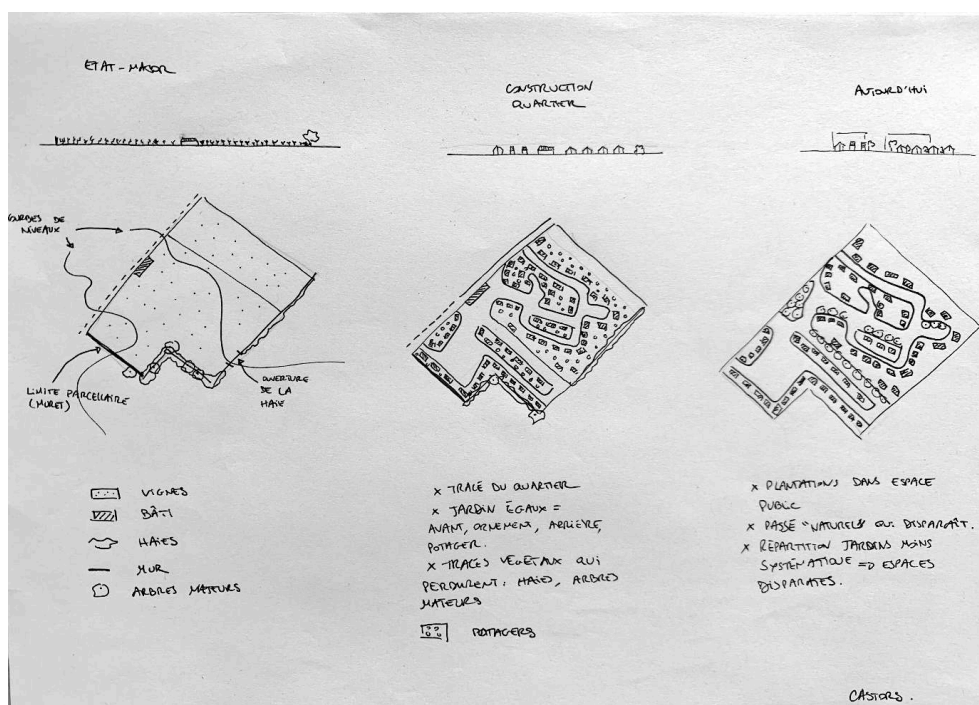
- 25 À travers la présentation d'un quartier, il nous semblait important de revenir ici de manière concrète sur la production de la recherche. Il s'agit là de montrer comment

une partie des outils et des sources précédemment cités ont été convoqués, permettant de donner une lecture globale de l'ensemble des sites, dans leurs particularités.

Les plans et coupes schématiques à l'échelle du quartier : le cas de la cité Castors de Bagatelle

- 26 À l'échelle du quartier, les plans schématiques et les coupes sont déclinés et pensés à la main (fig. 4). Prenons ici l'exemple du quartier des Castors de Bagatelle, situé sur la rive gauche de la Garonne, au sud-ouest du centre-ville.

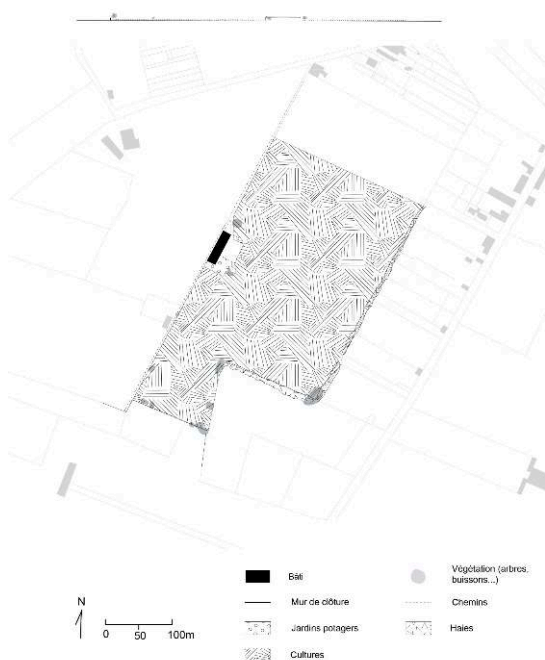
Figure 4. Schéma de réflexion concernant l'histoire des sols du site des Castors de Bagatelle



© Constance Ringon

- 27 Avant l'urbanisation du quartier, grâce à la carte dressée par l'état-major, nous découvrons un paysage constitué de parcelles maraîchères et de vignes (fig. 5)²³. En périphérie de celui-ci, des chemins historiques rallient la rive gauche de la ville. Notons aussi qu'une des propriétés attenantes à la parcelle sur laquelle prendra place le projet est dotée d'un château et de son parc, entourés de murs. Les campagnes de photographies du début du XX^e siècle permettent de prendre connaissance des nuances dans l'implantation des limites parcellaires, des végétaux²⁴. On repère sur ce type de photographies les haies marquant les limites du site, et qui, parfois maintenues dans le temps, sont des vecteurs de biodiversité. Quelques arbres s'en détachent mais aucun n'empiète sur le cœur du site, dédié à une production agricole. Un seul édifice est présent, un bâtiment agricole, qui sera préservé dans les premiers temps de l'édification du quartier.

Figure 5. Plan et coupe schématiques du site des Castors de Bagatelle avant la réalisation du quartier, au début du XX^e siècle



© Constance Ringon avec Marie Ardilouze

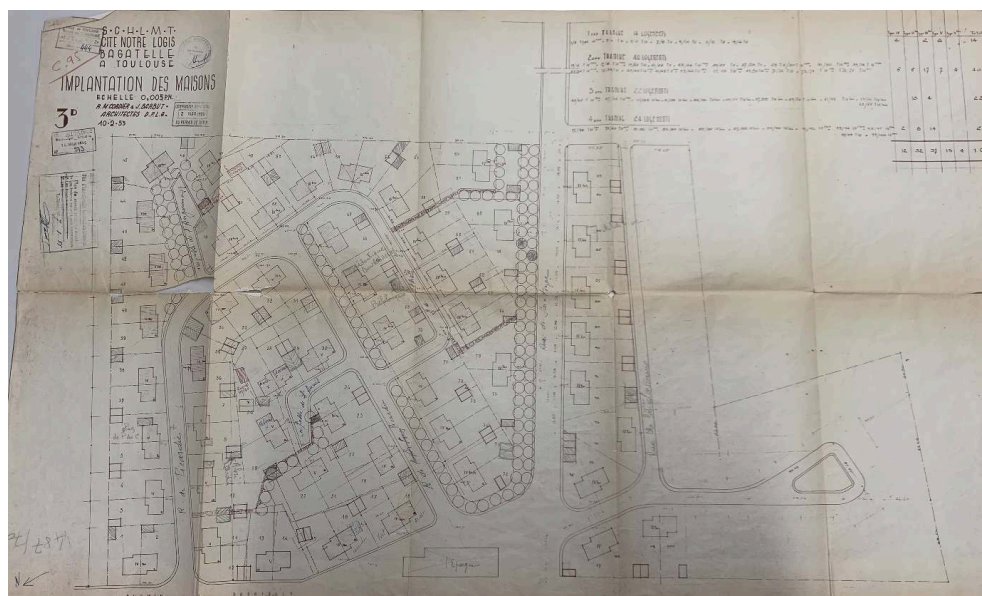
- 28 Une photographie datée de 1958 expose la réalisation du quartier des Castors²⁵. En l'associant aux permis de construire consultés aux archives municipales et aux photographies conservées par les acteurs de ce chantier coopératif, nous appréhendons la nature des différents espaces : bâti, non-bâti, chemins piétons, plantations (fig. 6). Ces caractères, visibles en photographies aériennes sont aussi illustrés par les photographies historiques du site fournies par les habitants. Les plans réalisés par Jean Barbut et le couple formé par René et Marie-Louise Cordier en 1951 proposent une desserte du site par une voie en forme de boucle (fig. 7)²⁶. De celle-ci émergent deux impasses. De grands trottoirs bordent les rues. Des cheminements piétons doivent traverser le site, dont les maisons jumelées se sont emparées : elles sont implantées en recul de la parcelle, laissant place à un petit jardin d'ornementation à l'avant et au jardin nourricier à l'arrière. Ce modèle devient systématique, il offre une similitude dans les limites parcellaires : muret bas surmonté d'un grillage, qui n'est pas un obstacle à la vue, aux insectes, aux petits animaux ou encore aux végétaux. Selon les récits des habitants, un puits est creusé et un cerisier planté sur chaque terrain.

Figure 6. Plan et coupe schématiques du quartier des Castors de Bagatelle à l'époque de sa réalisation (années 1950)



© Constance Ringon, avec Marie Ardilouze

Figure 7. Plan d'implantation des maisons du permis de construire du lotissement cité Notre Logis à Bagatelle, 10 février 1953, AMT, 677W91

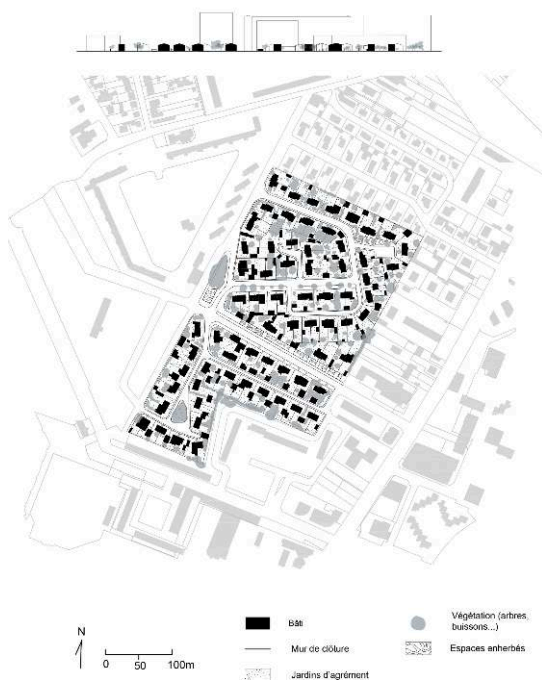


© René et Marie-Louise Cordier et Jean Barbut

- 29 Il est intéressant de noter que dans un troisième temps, aujourd'hui, le quartier s'est complètement urbanisé : il est désormais entouré d'immeubles, de grands ensembles (fig. 8). Les jardins, ne présentent plus l'homogénéité des années 1950, les occupations

sont très diverses : terrasses, pelouses, espaces jardinés, garages, cabanons et autres abris... La végétation quant à elle, est de hauteur moyenne et présente une hétérogénéité dans les espèces représentées. Cette hétérogénéité est également présente pour les clôtures.

Figure 8. Plan et coupe schématiques du quartier des Castors de Bagatelle à l'époque actuelle



© Constance Ringon, avec Marie Ardilouze

- 30 Aujourd'hui, les sols sont morcelés, peu poreux entre les parcelles, et montrent un changement par rapport au site originel et à la pensée commune et égalitaire qui portait la création de ce quartier. Du jardin nourricier, on passe au jardin d'agrément ; celui-ci peut éventuellement contenir un potager mais il sera désormais associé à d'autres usages, liés à l'évolution des modes de vie. Il témoigne d'un passage entre parcelles rendu plus difficile pour la continuité du vivant par la mise en place de clôtures épaisses. Toutefois, la végétation hétérogène et de hauteur moyenne représente un nouveau refuge pour l'avifaune. Contrairement au jardin très soigné des années 1950, dans lequel l'utilisation de produits d'entretien toxiques est de mise, celui des années 2020 offre plus régulièrement et de façon consciente un espace propice à la biodiversité, malgré l'urbanisation galopante et les troubles liés à celle-ci (couloir aérien, proximité du périphérique, urbanisation notamment).

Proposer une épistémologie de la relation ville-nature dans les modèles étudiés

- 31 Conjointement à l'étude historique de chacun des sites dans leurs spécificités, la recherche a pour ambition de confronter la relation ville-nature à des conceptions théoriques. Pour chaque quartier, nous avons déterminé un modèle théorique urbain-

végétal qui les replace dans la longue histoire urbaine et paysagère. Ce modèle intègre aussi aspirations sociales et volontés politiques, en remontant aux origines des projets érigés en modèles, adaptés au contexte toulousain. Revenons sur l'exemple des Castors de Bagatelle, qui répond à un certain nombre de mots-clés relatifs à sa réalisation : autoconstruction, logements ouvriers, économie du foyer... Ces termes amorcent une recherche de thématiques pertinentes. Par ce biais, notons que quelques expériences de création de logements économiques ont lieu au XVIII^e siècle en Angleterre avec des constructions, les *cottages*, qui s'adressent aux ouvriers agricoles, population modeste²⁷. Jumelés ou en bande, avec un jardinet, ces logements sont construits « de façon économique grâce à une mise en œuvre rationnelle des matériaux²⁸ », avec un goût pour le pittoresque qui met en rapport culture architecturale et paysage. Le jardin a son importance car il doit permettre à la famille de subvenir à ses propres besoins alimentaires. Jean-Paul Flamand explique que la cité-jardin « donnera une nouvelle actualité au cottage comme forme spécifique d'habitat populaire²⁹ ». Comme le rappelle Jean Taricat, « le motif premier qui fit bâtir des cités-jardins fut le jardin, avant la villa et d'autres avantages³⁰ ». Il évoque à ce propos les écrits de Clarence Stein, urbaniste américain :

Le premier objet de la création de cité-jardin est l'apport de meilleures conditions de vie. Le second d'abaisser le coût de l'existence. Par l'amélioration des conditions de vie, il faut entendre : en premier le rapprochement des hommes du contact avec la nature, comme fermiers ou jardiniers de leurs lots, et simplement la proximité de champs et de bois où se promener et se reposer³¹.

- 32 La création de plusieurs logements de ce type semble aussi avoir pour vocation la création d'un quartier, d'une communauté. Il est tout aussi intéressant de se pencher sur les habitations bon marché (HBM) dont la logique sociale est similaire à celle des cottages sociaux³². La constitution de ce modèle urbain-végétal est fondamentale pour mettre en perspective le cadre bâti et l'intérêt suscité pour le jardin au sein de plusieurs modèles théoriques, et nous amène à comprendre et à approfondir le rôle et la fonction de l'« espace vert » associé au bâti : jardin de représentation devant la maison³³, jardin plus intime à l'arrière de la maison, jardin potager/nourricier, jardin d'agrément, jardin « manucuré », ou délaissé. Elle met également en rapport les différents quartiers choisis de par leur posture dans l'histoire et les continuités qui peuvent s'établir entre eux.
- 33 Ainsi, s'élabore une lecture tritemporelle de ce corpus. Le but ici n'est pas de recenser la végétation et la biodiversité préexistantes, travail inenvisageable, les archives ne disposant pas de relevés concernant la végétation au cours du temps, mais plutôt d'arriver à proposer une vision de la mutation de la place du vivant dans ces modèles théoriques au contact avec le réel et en lien avec les évolutions sociétales.

Conclusion

- 34 Revenons sur l'échelle du quartier expérimentée par notre équipe. Le critère de sélection initial a été confirmé par les origines et les évolutions variées des tissus urbains constitués et par leur diversité urbaine, architecturale et paysagère. Toutefois, l'analyse de ces quartiers montre que l'étude du vivant doit mettre en rapport contexte et notion de gestion, impliquant les habitants et leurs pratiques individuelles et collectives. En effet, le quartier, dans sa représentation collective, fédérée par une communauté qui reconnaît l'identité du lieu dans lequel elle habite, démontre toute sa

pertinence dans la problématique qui nous intéresse. Les solidarités et les sociabilités de voisinage constituées durant la vie plus ou moins longue des sites d'étude montrent l'existence d'intérêts communs, parfois partagés entre habitants selon des contextes bien définis. L'action individuelle peut également devenir action collective dans un effet d'entraînement.

- 35 Si l'on regarde les quartiers accueillant des logements individuels, nous observons au fil du temps une artificialisation des sols et leur morcellement avec l'ajout de clôtures de plus en plus hermétiques³⁴. Remplacé par du bitume ou des terrasses, l'espace jardin devient aujourd'hui très disparate même quand il émanait d'une même pensée globale. Les éléments refuges pour la biodiversité, comme les haies, ont tendance à s'amenuiser au fil du temps et de la valorisation du foncier. Néanmoins, quelques pratiques habitantes individuelles et parfois partagées semblent montrer une attention à la nature avec des attitudes qui engagent les individus en faveur d'une biodiversité : une pratique du nourrissage, des végétations de hauteurs variées, des formes architecturales comme supports pour l'avifaune, les petits mammifères ou les insectes. À la faveur d'un renouvellement générationnel et social de ses habitants, au gré des ventes, le rôle du jardin évolue d'un vert manucuré vers un jardin fleuri, odorant, nourricier dont les plantations débordent sur l'espace public, en lien avec l'action menée par la municipalité toulousaine « des fleurs sur mon mur ». Le quartier joue également un rôle fédérateur, celui d'une communauté de partage, de pratiques communes dans une dynamique qui contamine les habitants favorablement.
- 36 Dans les cas du grand ensemble et de l'écoquartier, réalisations d'un seul tenant sur une portion de territoire, la continuité des sols reste quant à elle effective³⁵. Celle-ci sera propice à un passage facilité pour les végétaux mais aussi pour les petits animaux. Néanmoins, ce n'est pas le seul vecteur de biodiversité, et ce paramètre peut se confronter à d'autres éléments. Par exemple, dans le cas du grand ensemble qui prend place sur un ancien domaine où figuraient parc et château, les alignements d'arbres sont conservés mais les parterres subissent des tontes fréquentes, trop régulières, laissant peu de place à un maintien de la diversité des espèces.
- 37 La prise en compte de la biodiversité est un phénomène récent. En racontant ces histoires de quartiers, nous nous apercevons que d'une quasi-inexistence, elle émerge aujourd'hui à des niveaux variables selon les types d'habitations et les populations, éveillées ou non à ces problématiques.
- 38 L'histoire nous permet ici de comprendre comment les activités humaines ont pris en compte les sols, les espaces non bâtis dans les quartiers mais elle interroge également d'un point de vue social les acteurs qui seront amenés à entretenir, au sens large, sur ces lieux au fil des époques.
- 39 Si l'histoire est un prisme à travers lequel regarder ces quartiers sur des créneaux très vastes, elle n'a pas ici l'objectif de réactiver les traces du passé ou de regretter avec nostalgie un état passé perdu, vers lequel il faudrait tendre³⁶. Il s'agit de comprendre une évolution, de faire ressortir une connaissance fine du territoire sans pour autant qu'elle possède une fin utilitaire. Ainsi, l'histoire des différents tissus nous renseigne sur chacun des sites choisis et sur les pensées théoriques qui les portent, mais elle reste un élément de compréhension à placer dans une vision plus large et pluridisciplinaire. Elle englobe la localisation de ces quartiers par rapport à la ville ou à ses marges, leur usage par les habitants, les types de propriétés, leur entretien, la possibilité de densification... Elle implique aussi une connaissance bienveillante du vivant de la part

des différents acteurs, permettant la mutation des tissus vers une biodiversité plus effective ou le maintien de celle-ci. La variabilité annoncée au début de l'étude demeure, laissant ouverte la question suivante : de quoi héritons-nous ? Les sols, les pratiques, les usages, les formes bâties présentent une multitude de situations difficiles à cerner. La biodiversité s'imisce dans les interstices physiques ou théoriques, laissés libres, qui favorisent son développement.

BIBLIOGRAPHIE

Éric Alonzo, *L'architecture de la voie. Histoire et théories*, Marseille, Parenthèses, 2018.

Éric Alonzo, *Du rond-point au giratoire*, Marseille, Parenthèses, 2005.

APUR, « Évolution de la nature à Paris de 1730 à nos jours », recherche-action Naturpradi : Nature(s) urbaine(s) en pratique(s) digitale(s), coordonné par LAA/LAVUE (UMR 7218 CNRS) et financée par l'AAP MODEVAL URBA, Ademe, 2016-2019, février 2018.

Mayté Banzo, « L'Espace ouvert pour recomposer avec la matérialité de l'espace urbain », *Articulo - Journal of Urban Research*, Special Issue 6, 2015, [En ligne] [<http://articulo.revues.org/2708>].

Ginette Baty-Tornikian, *La Ville satellite, des cités-jardins aux écoquartiers*, Mayenne, Presses de Jouve, 2013.

Pierre Bélanger, *Landscape as Infrastructures: a Base Primer*, New York, Routledge, 2016.

CAUE, EAT, *Toulouse 1920-1940, la ville et ses architectes*, Toulouse, Ombres, 1991.

Bernadette Blanchon-Caillet, « Pratiques et compétences paysagistes dans les grands ensembles d'habitation, 1945-1975 », *Strates*, 13, 2007, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/strates/5723>], consulté le 07/09/2022.

Philippe Clergeau, « Favoriser la biodiversité plutôt que verdir la ville » dans Philippe Clergeau (dir.), *Urbanisme et biodiversité*, Rennes, Apogée, 2020.

Philippe Clergeau, « Biodiversité urbaine », dans Marjorie Musy (dir.), *Une ville verte. Les rôles du végétal en ville*, Versailles, Quae, 2014.

Gilbert Cochet, Stéphane Durand, *Ré-ensauvageons la France. Plaidoyer pour une nature sauvage et libre*, Arles, Actes Sud, 2018.

André Corboz, *Le Territoire comme palimpseste et autres essais*, Besançon, L'Imprimeur, 2001.

Magali Deschamps-Cottin, Carole Barthélémy, Valérie Bertauière-Montès, Olivier Blight, Angèle Bossu, Jean-Noël Consalès, Marie-Hélène Lizée, Audrey Marco, « Natures urbaines à Marseille : quels possibles pour une trame verte ? » dans Philippe Clergeau, Nathalie Blanc (dir.), *Trames vertes urbaines, de la recherche scientifique au projet urbain*, Paris, Le Moniteur, 2013, p. 47-74.

Audrey Courbebaisse, *Le Sens caché des grands ensembles*, Toulouse, PUM, 2018.

Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

Vinciiane Despret, *Habiter en oiseau*, Arles, Actes Sud, 2019.

Stéphane Durand, *20 000 ans ou la grande histoire de la nature*, Arles, Actes Sud, 2018.

Jean-Paul Flamand, *L'Abécédaire de la maison*, Paris, La Villette, 2004.

Sara Franceschelli, Maurizio Gribaudo, Hervé Le Bras (dir.), « Morphogenèse et dynamiques urbaines. Les ateliers de morphologie », cycle de séminaires organisé par le PUCA en partenariat avec l'EHESS, l'ENSAD et la FMSH, 2012.

Pauline Frileux, *Le Bocage pavillonnaire, une ethnologie de la haie*, Paris, Créaphis, 2013.

Emmanuel Laurentin, Charlotte Vorms, Loïc Vadelorge, « Le Quartier, objet d'histoire », *La Fabrique de l'histoire*, série « Histoire des quartiers », épisode 4, France Culture, diffusé le 28 janvier 2016.

Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? », *Histoire urbaine*, n° 32, 2011, p. 137-157.

Maurice Garden, « Le Quartier, nouvel objet de l'histoire ? », dans Maurice Garden, *Un historien dans la ville*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2008.

Nicolas Gilsoul, *La Ville fertile*, Paris, Le Moniteur, 2011.

Roger-Henri Guerrand, *Propriétaires et locataires. Les origines du logement social en France 1850-1914*, Paris, Quintette, 1987 [1966].

Ebenezer Howard, *To-morrow: A Peaceful Path to Real Reform*, London, Swan Sonnenschein & Co, 1898.

IAURIF, *Référentiel de densités et de formes urbaines*, Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAURIF), 1995.

Gérard Jacquemet, « Belleville aux XIX^e et XX^e siècles : une méthode d'analyse de la croissance urbaine à Paris », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 30^e année, n° 4, 1975, p. 819-843.

Noël Jouenne, « L'Attachement comme forme de résistance face à l'effacement de la mémoire », *Parcours anthropologiques*, n° 10, 2015, p. 142-165.

Richard Klein (dir.), *À quoi sert l'histoire de l'architecture aujourd'hui ?*, Paris, Hermann, 2018.

Pauline Laille, Damien Provendier, François Colson, Julien Salanié, *Les Bienfaits du végétal en ville : étude des travaux scientifiques et méthode d'analyse*, Angers, Plante & Cité, 2013.

Le Corbusier, *La Charte d'Athènes (1943)*, Paris, Minuit, 1968.

Anaïs Leger-Smith, « Critique de paysage de l'écoquartier Vidailhan à Balma, entre écologie de l'espace public et identité territoriale urbain-rural », *Textes et contextes*, 16 (2), 2021, [en ligne] [<http://preo.ubourgogne.fr/textesetcontextes/index.php?id=3359>], consulté le 10/09/2022.

Anaïs Leger-Smith, « Des projets de paysage qui évoluent », dans Philippe Clergeau (dir.), *Urbanisme et biodiversité*, Rennes, Apogée, 2020.

Albert Levy, « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et sociétés*, n° 122, 2005, p. 25-48.

Jacques Lucan, *Habiter. Ville et Architecture*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2021.

Audrey Marco, Thierry Dutoit, Magali Deschamps-Cottin, Jean-François Mauffrey, Michel Venetier, Valérie Bertaudière-Montès, « Gardens in Urbanizing Rural Areas Reveal an Unexpected Floristic Diversity Related to Housing Density », *Comptes Rendus Biologies*, 331, 6, 2008, p. 452-465.

Jean-Loup Marfaing (dir.), *Toulouse 1945-1975, La ville mise à jour*, Toulouse, Loubatières, 2009.

Charles-François Mathis, Emilie-Anne Pépy, *La Ville végétale. Une histoire de la nature en milieu urbain (France, XVII^e-XXI^e siècle)*, Paris, Champ Vallon, 2017.

Caroline Mollie-Stefulesco, *Des arbres dans la ville. L'urbanisme végétal*, Arles, Actes Sud, 2009 [vol. rééd. et actualisé de *L'Urbanisme végétal*, 1993].

Baptiste Morizot, *Manières d'être vivant*, Arles, Actes Sud, 2020.

Marjorie Musy, *Une ville verte. Les rôles du végétal en ville*, Versailles, Quae, 2014.

Philippe Panerai, Jean Castex, Jean-Charles Depaule, *Formes urbaines. De l'îlot à la barre*, Marseille, Parenthèses, 1997.

Philippe Panerai, Julien Langé, *Formes urbaines, tissus urbains. Essai de bibliographie raisonnée, 1940-2000*, La Défense/Paris, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction/Centre de documentation de l'urbanisme, 2001.

Rémi Papillault (dir.), *Atlas de Toulouse 1515-2015*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2015.

Pierre Pinon, « La Morphologie urbaine : vieille géographie ou nouvelle histoire ? », *Villes en parallèle*, n° 12-13, novembre 1988, p. 88-99.

Alain Prochiantz, *Qu'est-ce que le vivant ?*, Paris, Seuil, 2012.

Mathilde Riboulot-Chetrit, « Les Jardins privés : de nouveaux espaces clés pour la gestion de la biodiversité dans les agglomérations ? », *Articulo - Journal of Urban Research* [En ligne], 2015.

Marcel Roncayolo, *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1990.

Nicolas Soulier, *Reconquérir les rues. Exemples à travers le monde et pistes d'actions*, Paris, Ulmer, 2012.

Jean Taricat, *Histoires d'architecture*, Marseille, Parenthèses, 2011.

Charles Waldheim, « Landscape as Urbanism », dans Charles Waldheim (dir.), *The Landscape Urbanism Reader*, Princeton Architectural Press, 2006, p. 291.

NOTES

1. L'équipe de recherche se compose précisément de : Anne Péré, architecte et urbaniste, Anaïs Leger-Smith, ingénieur paysagiste, Constance Ringon et Laura Girard, architectes et historiennes, Gabriel Guérin et Marie Ardilouze, stagiaires, à l'école nationale supérieure d'architecture de Toulouse ; Marion Hintzy, paysagiste conceptrice ; Audrey Marco, écologue, à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille ; Geneviève Bretagne, urbaniste et Laurène Pillot, ingénieur paysagiste, à l'Agence d'urbanisme Toulouse aire métropolitaine ; Boris Presseque, botaniste, au Muséum d'histoire naturelle de Toulouse ; Fabien Claireau et Jordan Peyret, écologues, Clélie Grangier et Solène Goury, ornithologues, du bureau d'études en écologie Naturalia & Environnement.

2. Éric Alonzo, *Du rond-point au giratoire*, Marseille, Parenthèses, 2005 ; Éric Alonzo, *L'Architecture de la voie. Histoire et théories*, Marseille, Parenthèses, 2018 ; Charles-François Mathis, Emilie-Anne Pépy, *La Ville végétale : une histoire de la nature en milieu urbain (France, XVII^e-XXI^e siècle)*, Paris, Champ Vallon, 2018 ; Caroline Mollie-Stefulesco, *Des arbres dans la ville. L'urbanisme végétal*, Arles, Actes Sud, 2009 [vol. rééd. et actualisé de *L'Urbanisme végétal*, 1993].

3. Ebenezer Howard, *To-morrow: A Peaceful Path to Real Reform*, London, Swan Sonnenschein & Co., Ltd, 1898; Ginette Baty-Tornikian, *La Ville Satellite, Des cités-jardins aux écoquartiers*, Mayenne, Presses de Jouve, 2013.
 4. Mayté Banzo, « L'espace ouvert pour recomposer avec la matérialité de l'espace urbain », *Articulo - Journal of Urban Research*, Special issue 6, 2015, [en ligne] [<http://articulo.revues.org/2708>] ; Le Corbusier, *La Charte d'Athènes*, Paris, Le Seuil, 1971.
 5. Bernadette Blanchon-Caillot, « Pratiques et compétences paysagistes dans les grands ensembles d'habitation, 1945-1975 », *Strates*, 13, 2007, [en ligne] [<http://journals.openedition.org/strates/5723>], consulté le 07/09/2022.
 6. Anaïs Leger-Smith, « Des projets de paysage qui évoluent », dans Philippe Clergeau (dir.), *Urbanisme et biodiversité*, Rennes, Apogée, 2020.
 7. Nicolas Gilsoul, *La Ville fertile*, Paris, Le Moniteur, 2011 ; Charles Waldheim, « Landscape as Urbanism », dans Charles Waldheim (dir.), *The Landscape Urbanism Reader*, Princeton Architectural Press, 2006, p. 291.
 8. Albert Levy, « Formes urbaines et significations : revisiter la morphologie urbaine », *Espaces et sociétés*, n° 122, 2005, p. 25-48 ; Philippe Panerai, Jean Castex, Jean-Charles Depaule, *Formes urbaines. De l'îlot à la barre*, Marseille, Parenthèses, 1997 ; Philippe Panerai, Julien Langé, *Formes urbaines, tissus urbains. Essai de bibliographie raisonnée, 1940-2000*, La Défense/Paris, Ministère de l'équipement, des transports et du logement, Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction/Centre de documentation de l'urbanisme, Paris, 2001 ; Pierre Pinon, « La Morphologie urbaine : vieille géographie ou nouvelle histoire ? », *Villes en parallèle*, n° 12-13, novembre 1988, p. 88-99.
 9. IAURIF, *Référentiel de densités et de formes urbaines*, Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAURIF), 1995 ; Sara Franceschelli, Maurizio Gribaudo, Hervé Le Bras (dir.), « Morphogenèse et dynamiques urbaines. Les ateliers de morphologie », cycle de séminaires organisé par le PUCA en partenariat avec l'EHESS, l'ENSAD et la FMSH, 2012.
 10. Pauline Frileux, *Le Bocage pavillonnaire, une ethnologie de la haie*, Paris, Créaphis, 2013 ; Audrey Marco, Thierry Dutoit, Magali Deschamps-Cottin, Jean-François Mauffrey, Michel Vennetier, Valérie Bertaudière-Montès, « Gardens in Urbanizing Rural Areas Reveal an Unexpected Floristic Diversity Related to Housing Density », *Comptes Rendus Biologies*, 331, 6, 2008, p. 452-465.
 11. Pauline Laille, Damien Provendier, François Colson, Julien Salanié, *Les ienfaits du végétal en ville : étude des travaux scientifiques et méthode d'analyse*, Angers, Plante & Cité, 2013 ; et Marjorie Musy, *Une ville verte. Les rôles du végétal en ville*, Versailles, Quae, 2014.
- De nombreux phénomènes reliant présence du végétal en milieu urbain et biodiversité ont été étudiés : décroissance de la biodiversité avec la densification urbaine, capacités reproductrices accrues de certaines espèces végétales, homogénéisation de la diversité végétale, plus grande biodiversité aux franges et secteurs intermédiaires d'urbanisation (Philippe Clergeau, « Biodiversité urbaine », dans Marjorie Musy (dir.), *Une ville verte. Les rôles du végétal en ville*, Versailles, Quae, 2014. Philippe Clergeau, « Favoriser la biodiversité plutôt que verdier la ville », dans Philippe Clergeau (dir.), *Urbanisme et biodiversité*, Rennes, Apogée, 2020). De plus, il existe peu de réservoirs de diversité végétale en milieu urbain dense à l'exception d'espaces de nature de grande superficie (grands jardins, parcs publics, zones naturelles, friches urbaines). Les petits jardins servent davantage d'espaces de relais à la circulation des espèces végétales et animales en ville (Mathilde Riboulot-Chetrit, « Les Jardins privés : de nouveaux espaces clés pour la gestion de la biodiversité dans les agglomérations ? », *Articulo - Journal of Urban Research* [En ligne], 2015. Aussi, l'effet « corridor » et le lien entre tous ces espaces morcelés que l'on peut retrouver dans certains quartiers est crucial pour le maintien d'une biodiversité ordinaire jusqu'en cœur de ville (Magali Deschamps-Cottin, Carole Barthélémy, Valérie Bertaudière-Montès, Olivier Blight, Angèle Bossu, Jean-Noël Consalès, Marie-Hélène Lizée, Audrey Marco, « Natures urbaines à Marseille :

quels possibles pour une trame verte ? » dans Philippe Clergeau et Nathalie Blanc (dir.), *Trames vertes urbaines, de la recherche scientifique au projet urbain*, Paris, Le Moniteur, 2013, p. 47-74).

12. Dans cette même lignée, plusieurs projets de recherche répondant à ce même appel d'offres proposent d'interroger l'échelle du quartier au regard de l'écologie, néanmoins, l'histoire n'est pas convoquée au même titre que dans notre recherche. Nous pouvons notamment mentionner à ce sujet les recherches « Réponses écologiques aux morphologies urbaines » (Réaumur) et « Formes urbaines des quartiers de gare ou à fortes contraintes et biodiversité » (Frugacité) qui soulèvent elles aussi la question du rapport entre formes urbaines et biodiversité à l'échelle du quartier.

13. APUR, *Évolution de la nature à Paris de 1730 à nos jours*, recherche-action Naturpradi : Nature(s) urbaine(s) en pratique(s) digitale(s), coordonné par LAA/LAVUE (UMR 7218 CNRS) et financée par l'AAP MODEVAL URBA, Ademe, 2016-2019, février 2018.

14. Emmanuel Laurentin, Charlotte Vorms, Loïc Vadelorge, « Le Quartier, objet d'histoire », *La Fabrique de l'histoire*, série « Histoire des quartiers », épisode 4, France Culture, diffusé le 28 janvier 2016 ; Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge, « Où en est l'histoire urbaine du contemporain ? », *Histoire urbaine*, n° 32, 2011, p. 137-157.

15. Citons à titre d'exemple Gérard Jacquemet, « Belleville aux XIX^e et XX^e siècles : une méthode d'analyse de la croissance urbaine à Paris », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 30^e année, n° 4, 1975, pp. 819-843 et Maurice Garden, « Le Quartier, nouvel objet de l'histoire ? », dans Maurice Garden, *Un historien dans la ville*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2008.

16. Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 998.

17. Marcel Roncayolo, *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 1990 et André Corboz, *Le Territoire comme palimpseste et autres essais*, Besançon, L'Imprimeur, 2001.

18. Cette cité Castor s'inscrit dans le mouvement coopératif des Castors qui avait pour l'une de ses vocations l'autoconstruction de quartier. Dans le cas de Toulouse, des architectes furent missionnés pour composer le plan du quartier et des maisons jumelées, mais les ouvriers se chargèrent de la réalisation effective des maisons. Voir à ce propos : Noël Jouenne, « L'Attachement comme forme de résistance face à l'effacement de la mémoire », *Parcours anthropologiques*, n° 10, 2015, p. 142-165,

19. Au sujet des grands ensembles toulousains et notamment du cas du quartier d'Ancely, il sera intéressant de consulter Audrey Courbebaisse, *Le Sens caché des grands ensembles*, Toulouse, PUM, 2018.

20. Anaïs Leger-Smith, « Critique de paysage de l'écoquartier Vidailhan à Balma, entre écologie de l'espace public et identité territoriale urbain-rural », *Textes et contextes*, 16, 2, 2021, [en ligne] [<http://preo.ubourgogne.fr/textesetcontextes/index.php?id=3359>], consulté le 10/09/2022.

21. Voir [<https://remonterletemps.ign.fr/>].

22. Voir [<https://www.lebusca.fr/>].

23. Carte d'État-major de Toulouse, échelle : 1/40 000, 1866.

24. Remonter le temps, IGN, Mission C2043-0171_1950_CDP3530_0441, cliché n° 441, échelle : 1/4911, type de cliché : argentique, 3 juin 1950.

25. Remonter le temps, IGN, Mission C2143-0251_1958_CDP1423_1829, cliché n° 1829, échelle : 1/5013, type de cliché : argentique, 11 septembre 1958.

26. Permis de construire du lotissement « Cité Notre Logis » à Bagatelle, par René et Marie-Louise Cordier et Jean Barbut, 1951, AMT, 677W91.

27. Jean-Paul Flamand, *L'Abécédaire de la maison*, Paris, La Villette, 2004, p. 67.

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*, p. 68.

30. Jean Taricat, *Histoires d'architectures*, Marseille, Parenthèses, p. 104.

31. Clarence Stein (cité par Jean Taricat), dans Kermit Carlyle Parsons, *Writings of Clarence Stein, Architect of the Planned Community*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1998, p. 127.
 32. Il pourra être intéressant de consulter à ce sujet Roger-Henri Guerrand, *Propriétaires et locataires. Les origines du logement social en France 1850-1914*, Paris, Quintette, 1987 [1966].
 33. À ce sujet, il sera intéressant de consulter les travaux de Nicolas Soulier sur la notion de « frontage », espace d'interface la rue et le front bâti : Nicolas Soulier, *Reconquérir les rues. Exemples à travers le monde et pistes d'actions*, Paris, Ulmer, 2012.
 34. Nous faisons référence ici aux cas d'études analysés dans la recherche MorphobioT, à savoir les quartiers du Busca, de Saint Simon et des Castors de Bagatelle.
 35. Nous faisons référence ici au grand ensemble d'Ancely et à l'écoquartier de Vidailhan.
 36. Anne-Marie Chatelet, dans Richard Klein (dir.), *À quoi sert l'histoire de l'architecture aujourd'hui ?*, Paris, Hermann, 2018.
-

RÉSUMÉS

Cet article se propose de questionner la place de l'histoire dans le cadre du projet de recherche interdisciplinaire MorpobioT. À travers un corpus de cinq quartiers toulousains aux origines diverses (faubourg, cité Castor, grand ensemble, pavillonnaire et écoquartier), il propose une lecture de l'étude en cours afin de faire ressortir les apports spécifiques de l'histoire dans une recherche qui s'interroge sur la capacité de différents tissus urbains à accueillir et à maintenir une biodiversité en milieu urbain. Les outils de l'historien architecte sont mis en regard de ceux qui sont spécifiques à d'autres disciplines. Il s'agit ici de s'intéresser aux apports de l'histoire à une recherche ancrée dans des questions actuelles : la place du vivant dans les quartiers urbains.

This article studies the place of history in the framework of the MorpobioT research project. Through an analysis of five Toulouse neighborhoods (in France) with distinct origins (i.e. faubourg, company town "Castor", large housing estate, suburban housing and eco-district), we review the current research in order to highlight the specific approaches of historians. Here, the investigation focuses on different urban fabrics and their capacity to host and maintain biodiversity in an urban environment. Historians' tools are compared to those specific to other disciplines, paying attention to history's contribution to research embedded in present-day questions: the place of living organisms in an urban environment.

INDEX

Mots-clés : Biodiversité, Avifaune, Toulouse, Projet de recherche, Histoire des sols

Keywords : Biodiversity, Avifauna, Toulouse, Research Project, History of Grounds

AUTEURS

LAURA GIRARD

Laura Girard est architecte, docteur en architecture, maîtresse de conférences en histoire et cultures architecturales à l'ENSA de Toulouse, et chercheure au LRA (EA 7413 CNRS). En 2019, elle

a soutenu sa thèse de doctorat Cifre à l'ENSA Toulouse et l'université de Toulouse. Intitulée *L'Architecture en brique en Midi toulousain 1910-1947. Les architectes face au renouvellement technique et culturel*, celle-ci a donné lieu à plusieurs publications et communications. Laura Girard a copublié un inventaire de l'architecture du XX^e siècle de la région Midi-Pyrénées dans Rémi Papillault (dir.), *Guide d'architecture du XX^e siècle en Midi toulousain*, PUM, Toulouse, 2016. Elle travaille actuellement sur le projet de recherche Formes urbaines et MORPHologie végétales en ville pour la BIODiversité (MorphobioT) dans lequel est exploré le cas de la ville de Toulouse. Laura.girard@toulouse.archi.fr

CONSTANCE RINGON

Constance Ringon est architecte, docteur en architecture, maître de conférences en histoire et cultures architecturales à l'ENSA de Toulouse et chercheure au LRA (EA 7413 CNRS). Sa thèse de doctorat intitulée *Une ville dans le prisme des regards. Sabaudia de sa fondation (1933) à ses 80 ans (2014)*, porte sur les rapports entre architecture, formes urbaines et régimes politiques. Elle a réalisé à ce titre plusieurs séjours à l'école française de Rome. À partir de 2016, elle s'implique dans le programme de recherche sur l'histoire de l'enseignement de l'architecture lancé par le comité d'histoire du ministère de la Culture. Cette recherche a donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif (Enrico Chapel, Constance Ringon (dir.), *L'Enseignement de l'architecture à Toulouse. Prémices d'une histoire*, Paris, Archibooks, 2019). Elle travaille actuellement sur le projet de recherche Formes urbaines et MORPHologie végétales en ville pour la BIODiversité (MorphobioT) dans lequel est exploré le cas de la ville de Toulouse. constance.rignon@toulouse.archi.fr

ANAÏS LEGER-SMITH

Anaïs Leger-Smith est ingénieure paysagiste de l'Institut Agro Rennes-Angers, diplômée de l'école d'urbanisme de Paris et titulaire d'un doctorat en aménagement et urbanisme. Elle a travaillé pendant plusieurs années en agence de paysage et d'urbanisme en France et au Royaume Uni. Elle est actuellement maître de conférences en ville et territoire à l'école nationale supérieure d'architecture de Toulouse, où elle enseigne en ateliers de projet, en séminaire et en cours de théories et cultures. Chercheure au LRA (EA 7413 CNRS), elle participe à plusieurs programmes de recherche sur le paysage et les processus de métropolisation (POPSU Métropole Toulouse) et le lien biodiversité-architecture-formes urbaines avec le projet de recherche Formes urbaines et MORPHologie végétales en ville pour la BIODiversité (MorphobioT). Elle est éditrice pour la revue européenne de recherche *Journal of Landscape Architecture* et l'ouvrage *Landscape Architecture Europe*#6. anais.leger-smith@toulouse.archi.fr